

DÉLIBÉRATION DE_2021_083

L'an deux mille vingt-et-un et le vingt-neuf novembre, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Montagne Montravel et Gurson dûment convoqué s'est réuni à 18 heures 30, en session ordinaire à la SALLE DES FÊTES DE MONTCARET sous la Présidence de Thierry BOIDÉ.

Date de convocation : 23 novembre 2021

Présents : Serge FOURCAUD, Georges MADELAINE, Maryse BRAIT, Sylvie CROSOIR, Michel FRICHO, Marcel LESBÉGUERIES, Didier MOREAU, Hélène DONADIER, Jean-Luc FAVRETTO, Jean-Thierry LANSADE, Marie-Catherine ROHOF, Christian SCALIGER, Christian GALLOT, Karine LEY, Annie MAIGRE, Éric REY, Jean-Louis REY, Thierry BOIDÉ, Marc GRANDY, Jocelyne ARSIGNY, Cyril BARDE, Éric FRÉTILLÈRE, Dominique POINTET, Didier FOURCAUD, Jean-Pierre CHAUMARD, Gilbert DE MIRAS, Lucette MOUTREUIL, Gilles TAVERSON, Yves JACQUELIN

Pouvoirs : Christophe MARCETEAU par Thierry BOIDÉ, Magalie LEPLET par Gilles TAVERSON

Secrétaire : Hélène DONADIER

Membres en exercice : 32 Présents : 29 Votants : 31 Abstentions : 0 Contre : 0 Pour : 31

OBJET : DÉLÉGATION DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF CHOIX DU DÉLÉGATAIRE ET APPROBATION DU CONTRAT

Par délibération du 6 juillet 2021, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Montagne Montravel et Gurson a décidé de déléguer, sous la forme d'un contrat de concession de services, le service public d'assainissement collectif. Signet non défini., pour une durée de 12 ans à compter du 1^{er} Janvier 2022, à la suite de quoi, une consultation a été organisée dans les formes prévues par le Code Général des Collectivités Territoriales (articles L.1411-1 et suivants, R.1411-1 et suivants du C.G.C.T.) et conformément au nouveau Code de la Commande Publique applicable à compter du 1^{er} avril 2019.

La commission prévue par l'article L.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales a ouvert les plis, le 23 septembre 2021.

Les documents sur lesquels doit se prononcer le Conseil Communautaire ont été transmis à ses membres dans les délais prévus par l'article L.1411-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Au vu de l'avis de la commission, Monsieur le Président a procédé au choix de l'entreprise AGUR, pour les motifs exposés dans son rapport.

Monsieur le Président soumet ce choix au vote de l'assemblée :

- **Votants :**
 - Pour : 30
 - Contre : 0

Abstentions : 0

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

Après en avoir délibéré, le Conseil Communautaire, à l'unanimité :

- Décide de déléguer le service public d'assainissement collectif de la Communauté de Communes Montagne Montravel et Gurson à la société AGUR, pour une durée de 12 ans à compter du 1^{er} janvier 2022.
- Approuve le projet de contrat de délégation du service public d'assainissement collectif
- Autorise Monsieur le Président à signer les pièces nécessaires à son exécution.

Le Président,
Thierry BOIDÉ

COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL ET GURSON



DELEGATION DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

PROJET DE CONTRAT

SOMMAIRE

PREMIERE PARTIE - DEFINITION ET MOYENS DU SERVICE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF 5

Chapitre 1. – Objet et étendue de la délégation 5

Article 1.1. – Formation du contrat	5
Article 1.2. – Pièces annexées au contrat.....	5
Article 1.3. – Définition et objet de la délégation	6
Article 1.4. – Durée de la délégation	6
Article 1.5. – Responsabilité du délégataire.....	6
Article 1.6. – Prise en charge des dommages et assurances du délégataire.....	6
Article 1.7. – Périmètre de la délégation	7
Article 1.8. – Utilisation des voies publiques et privées	8
Article 1.9. – Dispositions particulières diverses	8

Chapitre 2. – Moyens matériels et données du service d'assainissement collectif 9

Article 2.1. – Définitions des biens	9
Article 2.2. – Inventaire des biens du service	9
Article 2.3. – Remise des biens en début de contrat	10
Article 2.4. – Rachat de biens à l'ancien exploitant	10
Article 2.5. – Remise de biens en cours de contrat	10
Article 2.6. – Retrait de biens	11
Article 2.7. – Modifications des installations à l'initiative du délégataire	11
Article 2.8. – Documents et données relatifs au service	11
Article 2.9. – Biens mis en place par le délégataire au début du contrat	16

Chapitre 3. – Personnel du délégataire..... 16

Article 3.1. – Informations sur le personnel	16
Article 3.2. – Détachement	17
Article 3.3. – Identification des agents du délégataire	17
Article 3.4. – Conditions de travail.....	17

Chapitre 4. – Contrats avec des tiers 17

Article 4.1. – Engagements avec d'autres collectivités	17
Article 4.2. – Autres contrats	17

DEUXIEME PARTIE - EXECUTION DU SERVICE 18

Chapitre 5. – Service aux usagers..... 18

Article 5.1. – Règlement du service	18
Article 5.2. – Régime des abonnements	18
Article 5.3. – Actions de communication	19
Article 5.4. – Abonnés en situation de pauvreté - précarité	19
Article 5.5. – Traitement des surconsommations	19

Chapitre 6. – Exploitation 21

Article 6.1. – Nature des eaux déversées	21
Article 6.2. – Canalisations et branchements.....	21
Article 6.3. – Regards de visite et autres ouvrages de réseau	25
Article 6.4. – Tronçons de réseaux unitaires - Déversoirs d'orage, dessableurs et bassins tampons.....	25
Article 6.5. – Téléalarme – télésurveillance - télégestion.....	25
Article 6.6. – Postes de pompage	25

Article 6.7. – Système de traitement des eaux usées.....	26
Article 6.8. – traitement et élimination des boues d'épuration	31
Article 6.9. – Traitement et évacuation des sous-produits	32
Article 6.10. – Traitement des matières de vidange.....	33
Article 6.11. – Autosurveillance.....	33
Article 6.12. – Insuffisance des installations	34
Chapitre 7. – Travaux.....	35
Article 7.1. – Entretien et réparations.....	35
Article 7.2. – Renouvellement	35
Article 7.3. – Renforcements extensions et réhabilitation	36
Article 7.4. – Déplacement des canalisations publiques.....	36
Article 7.5. – Branchements	37
Article 7.6. – Répartition des catégories de travaux et prestations (hors travaux neufs)	38
Article 7.7. – Droit de contrôle du délégataire sur les travaux	40
Article 7.8. – Intégration des réseaux privés.....	40
Article 7.9. – Instruction des autorisations d'urbanisme et de travaux.....	41
Article 7.10. – Contrôle des travaux confiés au délégataire	41
Article 7.11. – Réfection des voiries.....	41
Article 7.12. – Sécurité des réseaux	42
Article 7.13. – Mise en œuvre du guichet unique.....	42
TROISIEME PARTIE - DISPOSITIONS FINANCIERES ET FISCALES.....	45
Chapitre 8. – Clauses financières relatives à la redevance d'assainissement	45
Article 8.1. – Éléments de la redevance d'assainissement collectif.....	45
Article 8.2. – Modalités de facturation.....	45
Article 8.3. – Part perçue pour le compte de la collectivité	46
Article 8.4. – Tarif de base de la part du délégataire	47
Article 8.5. – Modalités d'indexation du tarif de base de la part du délégataire.....	47
Article 8.6. – Tarifs spéciaux	48
Chapitre 9. – Autres clauses financières.....	49
Article 9.1. – Travaux de branchements neufs sur bordereaux de prix	49
Article 9.2. – Tarifs liés à l'application du règlement de service	49
Article 9.3. – Clauses financières particulières	49
Chapitre 10. – Régime fiscal	49
Article 10.1. – Impôts	49
Article 10.2. – Taxe sur la valeur ajoutée.....	49
Article 10.3. – Redevances pour occupation du domaine public.....	50
Article 10.4. – Redevances de l'agence de l'eau	50
Article 10.5. – Taxe sur la production de boues d'épuration.....	50
QUATRIEME PARTIE - SUIVI DE L'EXECUTION ET FIN DU CONTRAT.....	51
Chapitre 11. – Comptes-rendus du délégataire.....	51
Article 11.1. – Éléments pour le rapport annuel sur le prix et la qualité du service	51
Article 11.2. – Rapport annuel du délégataire.....	51
Article 11.3. – Compte-rendu technique	51
Article 11.4. – Compte-rendu financier	57
Article 11.5. – Information permanente de la Collectivité.....	59
Chapitre 12. – Contrôle exercé par la collectivité	60
Article 12.1. – Objet du contrôle	60
Article 12.2. – Exercice du contrôle.....	60
Article 12.3. – Obligations du délégataire	61

Article 12.4. – Suivi de la performance	61
Article 12.5. – Engagement sur la performance.....	65
Chapitre 13. – Garanties, sanctions et litiges.....	65
Article 13.1. – Cautionnement.....	65
Article 13.2. – Pénalités financières	66
Article 13.3. – Sanction coercitive : la mise en régie provisoire.....	67
Article 13.4. – Sanction résolutoire	67
Article 13.5. – Règlement des litiges.....	68
Chapitre 14. – Révision des clauses contractuelles	68
Article 14.1. – Conditions de réexamen de la rémunération du délégataire	68
Article 14.2. – Modalités de réexamen de la rémunération du délégataire.....	69
Article 14.3. – Subdélégation et cession du contrat.....	69
Chapitre 15. – Fin du contrat.....	69
Article 15.1. – Achèvement du contrat	69
Article 15.2. – Remise des biens en fin de contrat.....	70
Article 15.3. – Remise des documents	70
Article 15.4. – Solde des comptes.....	72
Article 15.5. – Régularisation de la TVA	72
Article 15.6. – Libération du cautionnement.....	72
Article 15.7. – Accès aux ouvrages du service délégué.....	72
Article 15.8. – Continuité du service en fin de délégation.....	72
LISTE DES ANNEXES.....	74

PREMIERE PARTIE - DEFINITION ET MOYENS DU SERVICE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Chapitre 1. – Objet et étendue de la délégation

Article 1.1. – Formation du contrat

Au terme de la procédure prévue par les articles L.1411-1 et suivants, R 1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales et conformément au Code de la Commande Publique 2019, la Communauté de Communes Montaigne Montravel et Gurson désignée ci après par « la collectivité », a par délibération en date du __/__/2022, autorisé Monsieur Thierry BOIDE, Président, à signer le présent contrat avec **la Société AGUR (AQUITAINE DE GESTION URBAINE ET RURALE SAS), ci-après dénommée « le délégataire »**, représentée par « **P ETCHART SERVICE SAS** », Président, accepte de prendre en charge la gestion du service délégué, dans les conditions du présent contrat.

Le délégataire fait élection de domicile à 5 Rue de la Feuillée 64100 Bayonne. Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification à lui adresser est valable lorsqu'elle est faite au siège social du délégataire.

Article 1.2. – Pièces annexées au contrat

Sont annexés au présent contrat :

1. Règlement du service,
2. Plan du périmètre de délégation,
3. Inventaire des biens du service,
4. Compte prévisionnel d'exploitation,
5. Note de calcul de la formule de révision des tarifs de la délégation
6. Plan et programme prévisionnels de renouvellement,
7. Engagement du délégataire sur les indicateurs de performance
8. bordereau des prix unitaires pour réalisation de prestations optionnelles
9. Arrêtés Préfectoraux
10. Programme d'analyses d'autosurveillance,
11. **Convention de facturation de la redevance**

Article 1.3. – Définition et objet de la délégation

Par le présent contrat, la collectivité confie au délégataire le soin exclusif d'assurer à ses risques et périls la gestion et la continuité du service public de l'assainissement collectif (collecte, transport, épuration et valorisation des sous-produits) à l'intérieur du périmètre de la délégation.

Cette clause d'exclusivité ne concerne pas les travaux neufs, ni les travaux de réhabilitation, (y compris les travaux de branchements neufs sur réseaux existants qui pourront le cas échéant être réalisés à titre optionnel par le délégataire).

La gestion du service inclut l'exploitation, dont notamment l'entretien et la surveillance des installations, la réalisation des travaux mis à la charge du délégataire, les relations avec les usagers du service ainsi que la tenue à jour de l'inventaire du patrimoine matériel et immatériel du service et le recueil et la valorisation des informations relatives au fonctionnement des installations et à l'exécution du service. La continuité du service inclut notamment la mise en place d'un service d'astreinte pouvant être contacté en cas d'urgence vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

La collectivité conserve le contrôle du service délégué et doit obtenir du délégataire tout renseignement nécessaire à l'exercice de ses droits et obligations.

Article 1.4. – Durée de la délégation

Le contrat prend effet à compter du **1er janvier 2022** ou à partir du jour suivant la date de l'accusé de réception de la notification du contrat, quand cette dernière est postérieure.

L'échéance du contrat est fixée au **31 décembre 2033** sauf résiliation anticipée, soit une durée de **12 ans**.

Article 1.5. – Responsabilité du délégataire

Le délégataire est responsable du bon fonctionnement du service délégué. En conséquence, il est tenu, tant vis-à-vis de la collectivité que vis-à-vis des tiers au contrat à l'indemnisation des dommages corporels, matériels et immatériels, qu'il est susceptible de causer lors de l'accomplissement des obligations prévues au présent contrat, y compris par négligence ou imprudence commise par ses agents, préposés ou entreprises sous-traitantes, et y compris par défaut d'information de la collectivité ou des tiers.

La responsabilité civile résultant de l'existence des ouvrages dont la collectivité est propriétaire ou affectataire incombe à celle-ci.

Le délégataire est tenu d'une obligation d'alerte auprès de la collectivité de tout risque susceptible de nature à mettre en jeu la responsabilité de cette dernière, et ce, dès qu'il en a connaissance.

Article 1.6. – Prise en charge des dommages et assurances du délégataire

Le délégataire fait son affaire des dommages :

- subis par les biens dont il est propriétaire ou dont il dispose en vertu de contrat de location et qu'il utilise à son initiative pour assurer le bon fonctionnement du service,
- que ces biens seraient susceptibles de causer aux tiers.

Le délégataire fait également son affaire des dommages, quelle qu'en soit la cause, subis par les biens dont il a la charge du renouvellement en vertu du présent contrat. Pour les canalisations, cette obligation ne concerne que les canalisations liées aux ouvrages. Pour les ouvrages de génie civil et de bâtiment, cette obligation ne concerne que les ouvrages métalliques, les huisseries, serrureries, vitrerie et zingueries.

Le délégataire a l'obligation de souscrire des polices d'assurance présentant les caractéristiques suivantes :

- assurance de responsabilité civile : cette assurance a pour objet de couvrir le délégataire des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, quel qu'en soit le fondement juridique, qu'il est susceptible d'encourir vis-à-vis de la collectivité et des tiers à raison des dommages corporels, matériels et immatériels qui trouvent leur origine dans l'exécution de ses obligations.
- assurance de dommages aux biens : cette assurance, souscrite par le délégataire, a pour objet de garantir les biens dont le délégataire a la charge du renouvellement en vertu du présent contrat contre les risques d'incendie, de dégâts des eaux, d'explosions, de foudre, de fumées, d'accidents causés par des tiers, de mouvements populaires, d'actes de terrorisme et d'attentats et de catastrophes naturelles. Pour les canalisations, cette obligation ne concerne que les canalisations à l'intérieur des ouvrages de génie civil ou entre deux ouvrages d'une même installation de traitement. Pour les ouvrages de génie civil et de bâtiment, cette obligation ne concerne que les ouvrages métalliques, les huisseries, serrureries, vitrerie et zingueries.

Le délégataire remet à la collectivité les diverses attestations d'assurance lors de la conclusion du présent contrat et ensuite, périodiquement, avant l'échéance des garanties stipulées par les attestations précédentes.

Les attestations d'assurance produites par le délégataire font apparaître au minimum les informations suivantes :

- le nom de la compagnie d'assurance ;
- les activités garanties ;
- les risques garantis ;
- les montants de chaque garantie ;
- les montants des franchises et des plafonds des garanties (facultatif) ;
- les principales exclusions ;
- la période de validité.

Article 1.7. – Périmètre de la délégation

1.7.1 – Définition

Le périmètre de la délégation est constitué par les secteurs du territoire de la Communauté de Communes Montaigne Montravel et Gurson desservis par des dispositifs de collecte et de traitement collectifs des eaux usées.

A la date de signature du contrat, il est réparti sur les Communes suivantes :

- ✓ Bonneville et Saint Avit de Fumadières
- ✓ Carsac de Gurson
- ✓ Lamothe Montravel
- ✓ Minzac
- ✓ Montazeau
- ✓ Montcaret
- ✓ Saint Antoine de Breuilh
- ✓ Saint Martin de Gurson
- ✓ Saint Méard de Gurson
- ✓ Saint Seurin de Prats
- ✓ Saint Vivien
- ✓ Vélines
- ✓ Villefranche de Lonchat

1.7.2 – Modification du périmètre

La collectivité, lorsque des considérations techniques ou économiques le justifient, a la faculté d'inclure dans le périmètre du service délégué ou d'en exclure une partie de territoire.

Cela pourra notamment être le cas lors de la construction de nouveaux dispositifs de collecte et de traitement collectif des eaux usées sur les Communes non équipées à la signature du contrat.

Ces modifications du périmètre de la délégation feront l'objet d'un avenant au présent contrat conformément aux dispositions des articles 14.1 et 14.2

1.7.3 – Ouvrages ne dépendant pas du service

Des ouvrages de transport ou d'épuration d'eaux usées peuvent être implantés dans le périmètre de la délégation par des services publics d'assainissement collectif extérieurs à la collectivité lorsqu'ils sont nécessaires à leur organisation. Ces ouvrages ne font pas partie de la délégation.

Article 1.8. – Utilisation des voies publiques et privées

Pour l'exercice des droits et obligations conférés par le présent contrat, le délégataire se conforme aux textes en vigueur (Code de la Voirie Routière notamment), aux règlements de voirie, ainsi qu'aux prescriptions de servitude existantes.

L'exercice des droits du délégataire sur les voies publiques ou privées qui n'appartiennent pas au domaine public de la collectivité est subordonné à l'existence des autorisations nécessaires que la collectivité se charge d'obtenir à la requête du délégataire.

Hormis les cas d'urgence, toute intervention sur la voirie communale fait l'objet d'une demande d'autorisation de voirie à la mairie concernée. Pour les travaux sur voirie départementale ou nationale, la commune concernée doit être destinataire d'une copie de l'autorisation obtenue.

Lors de la remise des ouvrages, la collectivité fournit au délégataire copie de toutes les conventions de servitude de passage de canalisations en terrain privé lorsqu'elles existent.

Article 1.9. – Dispositions particulières diverses

1.9.1 – ACCUEIL DES USAGERS :

✓ ECOPOLE PERIGORD AQUITAINE

9 ROUTE DE ST SEURIN DE PRATS

24230 VELINES

- 2 matinées par semaine et sur rendez vous

✓ Usine du ruisseau noir

24 700 MONTPON MENESTEROL

- Tous les jours de la semaine de 13h30 à 17h30

1.9.2 – AUTRES DISPOSITIONS

Sans objet

Chapitre 2. – Moyens matériels et données du service d'assainissement collectif

Article 2.1. – Définitions des biens

2.1.1 – Biens de la collectivité :

- Biens matériels ou immatériels appartenant à la collectivité et mis à disposition du délégataire en début ou en cours de contrat. Cette mise à disposition cesse en fin de contrat.

2.1.2 – Biens du délégataire :

- Biens dédiés au service : biens matériels, établis en début ou en cours de contrat, financés par le délégataire et affectés exclusivement au fonctionnement du service.
- Biens non dédiés au service : biens matériels ou immatériels appartenant au délégataire et affectés partiellement au service (biens mutualisés entre plusieurs services). Les biens non dédiés comprennent en particulier :
 - ✓ le système central de télégestion installé dans les locaux du délégataire,
 - ✓ les véhicules,
 - ✓ le logiciel de gestion des abonnés,
 - ✓ les pièces de rechange,
 - ✓ le mobilier,
 - ✓ ...

2.1.3 – Biens de retour

Sont biens de retour les biens de la collectivité mis à disposition du délégataire et les biens du délégataire dédiés au service.

2.1.4 – Biens de reprise

Sans objet

Article 2.2. – Inventaire des biens du service

2.2.1 – Contenu de l'inventaire

L'inventaire des biens du service confiés au délégataire contient au moins les informations suivantes pour chaque ouvrage et équipement :

- la localisation géographique,
- la description,
- la date de mise en service,
- l'état général,
- la classification en classe de biens définie à l'article précédent, avec mention de la condition financière de remise en fin de contrat,
- l'aptitude à assurer un fonctionnement normal et les éventuels défauts de fonctionnement.

Pour les équipements en nombre, l'inventaire comporte au minimum les éléments permettant d'en connaître l'importance et la composition. L'inventaire donne l'effectif par type de matériel et par classe d'âge.

Pour les canalisations et afin de permettre au service de disposer du descriptif détaillé des ouvrages de collecte et de transport des eaux usées mentionné à l'article D. 2224-5-1 du code général des collectivités, l'inventaire précisera les longueurs par matériau et par diamètre et date ou période de pose.

Le délégataire se rapprochera à cet effet de la collectivité pour qu'elle lui communique les informations en sa possession notamment pour les réseaux les plus anciens.

2.2.2 – Conditions de mise au point de l'inventaire

Dans un délai de 6 mois à compter de la date d'effet du présent contrat, le délégataire propose à la collectivité, compte tenu des constatations qu'il a pu faire sur l'état réel de fonctionnement et les caractéristiques des biens, tout complément ou correction à l'inventaire joint initialement au contrat.

L'inventaire complété et/ou corrigé est arrêté d'un commun accord et annexé au contrat, se substituant à l'inventaire initial. Sauf vice caché ou réserve de la part du délégataire, il ne peut être contesté.

2.2.3 – Mise à jour

L'inventaire est tenu à jour par le délégataire, afin de tenir compte :

- des nouveaux biens achevés depuis la dernière mise à jour, intégrés au service délégué,
- des évolutions concernant les biens déjà répertoriés à l'inventaire,
- des biens mis hors service, démontés ou abandonnés,
- des informations recueillies lors des interventions sur les ouvrages.

Les biens mis hors service donnent lieu à un inventaire annexe qui, outre les informations prévues concernant les biens en service, mentionne la date et le motif de mise hors service.

L'inventaire à jour du 31 décembre de l'année n-1 est remis à la collectivité tous les 1er juin de l'année n, en même temps que le rapport technique annuel.

Article 2.3. – Remise des biens en début de contrat

La collectivité remet au délégataire l'ensemble des biens existants constituant le service. Le délégataire les prend en charge dans l'état où ils se trouvent et ne peut invoquer à aucun moment leur état pour se soustraire aux obligations du présent contrat, sous réserve des dispositions ci-dessus concernant les conditions de mise au point de l'inventaire.

A compter de cette remise, les dépenses liées à l'exploitation (énergie, eau, télécommunications, analyses, ...) sont à la charge du délégataire.

Article 2.4. – Rachat de biens à l'ancien exploitant

Sans objet.

Article 2.5. – Remise de biens en cours de contrat

2.5.1 – Remise de biens

La collectivité remet les biens au délégataire après réception des travaux. Cette remise est constatée par un procès-verbal signé des deux parties. Elle est accompagnée de la remise au délégataire du dossier des ouvrages exécutés, et des dossiers d'intervention ultérieure sur les ouvrages (DIUO), le cas échéant.

Le délégataire prend en charge les ouvrages, équipements et installations du service dans l'état où ils se trouvent. Faute d'avoir exprimé ses réserves sur l'état des ouvrages et signalé à la collectivité les travaux de mise en conformité ou de compléments d'équipement nécessaires, le délégataire ne peut invoquer à aucun moment leur état pour se soustraire aux obligations du présent contrat.

Le délégataire, ayant eu pleine connaissance des études d'avant-projets et ayant pu donner un avis motivé, ayant pu en suivre l'exécution, ne peut à aucun moment invoquer les caractéristiques pour se soustraire aux obligations du présent contrat. Toutefois le délégataire est autorisé, soit directement, soit par l'intermédiaire de la collectivité, à exercer les recours ouverts à celle-ci vis-à-vis des entrepreneurs et fournisseurs.

Dès la remise, le délégataire doit assurer régulièrement l'exploitation du service. Il souscrit à cet effet, en temps utile, les abonnements (électricité, télécommunications, ...) nécessaires à l'exploitation de l'installation.

L'inventaire est complété par le délégataire à l'occasion de chaque remise de biens.

Une remise partielle de bien est possible, quand elle est prévue dans le contrat de travaux ou nécessaire à la continuité du service public, sous réserve d'une réception partielle du bien prononcée par le maître d'ouvrage.

2.5.2 – Mise en service provisoire pour période d'essai ou de mise en route

Quand des installations doivent être mises en service avant leur réception (période d'essais ou de mise en route), le délégataire met tout en œuvre pour assurer la continuité et la qualité du service. Le cas échéant une convention est passée entre l'entreprise, la collectivité et le délégataire pour fixer les modalités techniques et financières d'exploitation, ainsi que les responsabilités respectives de chacune des parties jusqu'à la réception des ouvrages.

Article 2.6. – Retrait de biens

Le retrait de biens de l'inventaire fait l'objet d'une décision de la collectivité, notifiée au délégataire.

Article 2.7. – Modifications des installations à l'initiative du délégataire

Sous réserve de l'approbation expresse par la collectivité des projets ainsi que des conditions financières de réalisation et de remise des ouvrages en fin de délégation, le délégataire peut établir à ses frais dans le périmètre de la délégation, tous ouvrages et canalisations qu'il juge utiles dans l'intérêt du service délégué. Ces ouvrages et canalisations font partie intégrante de la délégation dans la mesure où ils sont utilisés par le service délégué.

Article 2.8. – Documents et données relatifs au service

2.8.1 – Plans et documents relatifs aux biens

A la date d'effet du présent contrat, la collectivité remet au délégataire tous les plans et documents en sa possession intéressant les biens délégués. Celui-ci en assure la conservation.

Pour les biens réalisés en cours de contrat sous maîtrise d'ouvrage de la collectivité, celle-ci remet au délégataire, au moment de la remise des biens, tous les plans et documents en sa possession intéressant les biens délégués. Celui-ci en assure la conservation.

Lors de l'intégration de nouveaux ouvrages réalisés par la collectivité, celle-ci remet au délégataire les dossiers des ouvrages exécutés, contenant les plans en classe A, et Les dossiers d'intervention ultérieure sur les ouvrages (DIUO), le cas échéant.

Le délégataire tient constamment à jour les plans à l'échelle du cadastre pour les bourgs et les zones à forte densité de population, et à l'échelle de 1/10 000 pour les zones rurales ou faiblement peuplées, du réseau d'assainissement accompagné d'un plan d'ensemble ainsi qu'un inventaire des biens comprenant les schémas fonctionnels. Le délégataire les complète au fur et à mesure de ses interventions par tous renseignements sur les dimensions et l'emplacement des canalisations et ouvrages annexes, vannes, branchements et, en outre, par l'indication des croisements avec toutes canalisations d'une autre nature. Le délégataire conserve et tient à jour les plans des installations de pompage, de traitement et de stockage.

Quand, au début du contrat, les plans ont été fournis au délégataire sur support informatique ou si ces plans ont été constitués sur support informatique en cours de contrat, ils sont par la suite tenus à jour sur le même support.

Les plans (sous format papier ou sur CD-Rom pour la version informatisée) sont remis à chaque demande de la collectivité et, dans le cas d'un établissement public de coopération intercommunal ou d'un syndicat mixte, de chaque commune adhérente à la structure. Dans le cas de la version informatisée, le format de transmission est le format standard DWG ou à défaut DXF (compatible avec **AUTOCAD™ 2000** ou suivant).

La collectivité dispose du libre droit d'exploitation des plans et informations associées sous toute forme que ce soit. Le délégataire doit demander l'accord de la collectivité chaque fois qu'il souhaite utiliser ces plans et données dans un autre but que la simple exploitation du service.

2.8.1.1 Plans informatisés

Le délégataire tient à jour les plans informatisés qui lui ont été remis en début de contrat dans le même format informatique sauf accord express de la collectivité.

2.8.1.2 Système d'information géographique

Dans le **délai d'un an** suivant la fourniture par la collectivité au délégataire du fond de plan cadastral vectorisé, le délégataire produit un système d'information géographique (SIG) des ouvrages du service.

Ce SIG comporte tous renseignements disponibles sur les dimensions et les emplacements des ouvrages du service.

Le SIG est complété par tous renseignements sur les dimensions et l'emplacement des canalisations et ouvrages annexes, vannes, branchements et, en outre, par l'indication par tronçon des croisements avec toutes canalisations d'une autre nature et des non-conformités des analyses en distribution pendant la durée du contrat. Chacune des interventions effectuées sur le réseau est positionnée et rattachée au tronçon correspondant, les informations issues de la fiche d'intervention sont intégrées dans la base de données. Des coupes détaillées signalent les dispositions spéciales adoptées aux points particuliers du réseau.

Le SIG est constamment mis à jour par le délégataire, qui le tient à la disposition de la collectivité et lui en fournit toutes extractions, en tant que de besoin, sous toutes formes disponibles.

Sous réserve de l'accord de la collectivité le délégataire a toutefois la possibilité d'enrichir ce SIG, par toute donnée pertinente issue de l'exploitation ou répondant à des exigences réglementaires nouvelles (CF Article 7.14.4.1)

Il est remis en fin de contrat à la collectivité sous une forme informatisée : format DWG ou DXF pour les plans (compatible avec **AUTOCAD™ 2000** et suivants) et EDIGEO pour les plans et bases de données associées. La collectivité peut alors l'utiliser librement.

Le contenu, le format ainsi que les protocoles d'échange des fichiers informatiques constituant le SIG sont définis dans le cahier des charges spécifique joint au présent contrat.

Si en cours de contrat la collectivité procède à la numérisation du fond de plan cadastral conformément à la norme NF Z52-000 (traitement de l'information - Échange de Données Informatisées dans le domaine de l'information géographique [EDIGéO]), le délégataire, procédera au transfert du SIG sur ce nouveau fond de plan.

Dans l'attente de la mise en place du SIG, le délégataire tient à jour, constamment, le plan du réseau qui lui est remis en début du contrat. Une édition de ce plan est remise à la Collectivité sur simple demande.

2.8.1.3 Transmission des plans informatisés à des tiers

Les parties s'interdisent de rediffuser auprès de tiers des produits incluant exclusivement des données cadastrales lorsque les fonds de plans cadastraux ont été mis à disposition par les services de la DGI.

A l'exclusion d'un extrait de plan du réseau concernant un abonné ou un futur abonné, les données de produits composites issus du S.I.G. ne peuvent être transmises qu'à des tiers liés par contrat au syndicat ou à la collectivité signataire d'une convention, et seulement si lesdits tiers s'engagent à :

- ✓ n'utiliser les données que dans le cadre de leur contrat ;
- ✓ mentionner dans les documents produits l'origine des données reprises ;

2.8.2 – Fichier des abonnés

Le fichier des abonnés est la propriété de la collectivité.

A la date d'effet du présent contrat, la collectivité remet au délégataire le fichier des abonnés du service délégué sous forme papier et sous forme informatisée lorsque le fichier est disponible sous cette forme.

Le fichier des abonnés comprend au minimum, les informations suivantes :

- Identifiant de l'abonné ;
- Identification de l'abonné : Nom, prénom, adresse de l'abonné (n° d'immeuble, n° d'escalier, n° de rue, nom de rue, code postal, ville) ;
- Identification du destinataire de la facture, si ce dernier est différent de l'abonné. Dans le cas d'une personne physique, l'identification comprend le nom, le prénom et l'adresse complète (n° d'immeuble, n° d'escalier, n° de rue, nom de rue, code postal, commune). Dans le cas d'une personne morale, l'identification comprend la raison sociale ou la dénomination et l'adresse complète de la personne physique ou du service habilité à recevoir la facture (nom de la personne physique ou du service, n° de rue, nom de rue, code postal, commune).
- Identifiant du tarif appliqué mentionné au recueil des tarifs ;
- identification du service d'eau potable effectuant la facturation (nom de la collectivité responsable du service d'eau potable) ;
- date de mise en service du branchement,
- date du dernier contrôle,
- non conformités constatées,
- nom du poste de relèvement sur lequel il est raccordé,
- nom de la station d'épuration sur lequel il est raccordé,
- cinq derniers index connus en précisant s'il s'agit d'index relevés ou évalués, avec dates des relevés ou de communication des index par l'abonné et date des factures,
- volume facturé pour l'année précédant la dernière facturation,
- nombre de parties fixes affecté au branchement,
- mode de facturation : mensualisation, prélèvement, TIP, autre ;
- Identification postale ou bancaire en cas de mensualisation, de prélèvement ou de paiement par TIP.

Pendant la durée du contrat, le délégataire conserve, complète et procède à la mise à jour de ce fichier. Il le communique à la collectivité sur sa demande.

2.8.3 – Compte des abonnés

Dans la comptabilité tenue par le délégataire, il est ouvert un compte au nom de chacun des abonnés du service délégué. Ce compte comporte au moins les indications suivantes, pour chaque exercice annuel :

- la totalité des sommes facturées à l'abonné au cours de l'exercice ;
- la totalité des sommes versées par l'abonné au cours de l'exercice ;
- le report du solde du compte du même abonné pour l'exercice précédent, s'il y a lieu ;

- le solde de l'exercice.

Le délégataire conserve par ailleurs l'historique des factures adressées à chaque abonné pendant la durée légale.

Lorsqu'un abonnement prend fin par suite de la demande d'un abonné ou pour une autre cause, le délégataire procède à la clôture du compte de cet abonné. Il est alors porté au crédit du compte les éventuels acomptes d'abonnement devant être restitués à l'abonné. Quand le solde du compte est négatif au moment de la clôture, le délégataire émet la facture correspondant au restant dû. Quand le solde est positif au moment de la clôture, le délégataire verse ce solde à l'abonné ou, à défaut, à ses ayants droits.

Un état des comptes des abonnés qui ont été clos au cours de l'exercice est tenu à la disposition de la collectivité. Cet état indique, pour chaque compte, le montant du solde au moment de la clôture ainsi que la destination de ce solde s'il est positif.

2.8.4 – Documents d'exploitation et de maintenance

Les documents d'exploitation et de maintenance existants sont remis par la collectivité au délégataire.

Le délégataire doit les tenir à jour et établir tout autre document permettant :

- de répondre aux prescriptions réglementaires ou contractuelles,
- de satisfaire les objectifs d'informations de la collectivité,
- de répondre à ses besoins propres en termes de suivi et de conduite d'installation,
- d'assurer la traçabilité des opérations d'exploitation et des interventions sur le réseau et les ouvrages,
- de faciliter les décisions d'investissement.

Les documents d'exploitation et de maintenance comprennent, notamment :

- les documents de procédure d'exploitation (instructions de travail, modes opératoires, ...),
- les journaux d'exploitation de toutes les installations,
- les programmes d'intervention,
- le manuel d'autosurveillance,
- le registre des boues,
- les cahiers d'entretien de toutes les installations,
- le journal de bord des principales opérations d'entretien et de réparations réalisées durant le contrat,
- les rapports de contrôle réglementaire (appareils électriques, sous pression, de levage, ...)
- les bilans et compte-rendus d'audits techniques, diagnostics techniques, ainsi que les suites données,

Le délégataire présente ces documents à chaque demande de la collectivité.

2.8.5 – Données du service - mesures

Les données du service existantes sont remises par la collectivité au délégataire.

Le délégataire doit recueillir les données issues de mesures manuelles ou automatisées effectuées sur les installations du service qui permettent :

- de satisfaire les objectifs d'informations de la collectivité,
- de contribuer à la connaissance du fonctionnement du service et de ses évolutions.

Cette obligation comprend la bonne qualité du recueil de données représentatives du fonctionnement des biens du service, ainsi qu'une bonne utilisation (interprétation et stockage) de ces données.

Les données du service comprennent notamment :

- les relevés des index des dispositifs de mesure de débit, de consommation énergétique et de temps de fonctionnement,
- les données de fonctionnement des stations d'épuration,
- l'ensemble des données issues de mesures en continu (fréquence des mesures à adapter au type de données) relatives aux rejets dans le milieu naturel (débits, qualité de l'eau, ...),
- les données enregistrées par le système de télégestion,

Le délégataire doit tenir ces données à la disposition de la collectivité sur toute la durée du contrat et lui remettre en fin de contrat.

2.8.6 – Données du service : réseau et suivi des défaillances

Le réseau et les interventions sur réseau sont suivis au moyen d'une base de données établie au niveau de détail du tronçon de canalisation. On entend par « tronçon », un ensemble de conduites adjacentes dont toutes les caractéristiques (à l'exclusion de la longueur) sont identiques.

Dans un délai de 6 mois à compter de la date d'effet du présent contrat, le délégataire établit et propose à la collectivité la subdivision en tronçons du réseau de canalisations. Il lui remet les plans et base de données correspondants, accompagnés d'une notice explicative décrivant le système d'identification des tronçons et les règles de découpage mises en oeuvre.

2.8.6.1 Données relatives au réseau

Pour chaque tronçon de canalisation, le délégataire recueille et tient à jour de façon systématique les informations suivantes :

- Type de réseau : gravitaire, sous pression, sous vide
- Diamètre
- Matériau
- Longueur
- Année de pose
- Type de joint
- Type de raccord
- Couverture (Nature de la surface du sol au droit de la canalisation)
- Profondeur
- Pente du tronçon
- Trafic routier
- Nature du terrain (dans lequel est enfouie la canalisation)
- Date de mise hors service
- Motif de mise hors service

Ces informations sont regroupées au sein d'une base de données.

2.8.6.2 Données relatives aux défaillances du réseau

Pour chaque casse ou colmatage des conduites donnant lieu à une réparation, le délégataire établit une fiche d'intervention comprenant au minimum les indications prévues par le modèle de fiche d'intervention annexé au présent contrat.

Au sein de la base de données des défaillances sont renseignées et tenues à jour de façon systématique, les informations suivantes :

- Code d'identification du tronçon concerné
- Date
- Localisation
- Type de la défaillance
- Cause de la défaillance
- Fait générateur de l'intervention
- Éléments remarquables

Chaque défaillance est localisée sur un plan avec mention de sa date et du code d'identification du tronçon concerné et reportée sur le S.I.G.

2.8.6.3 Tenue à jour de la base de données et des plans

Le délégataire met en œuvre une organisation garantissant la pérennité et la fiabilité de l'exploitation des données relatives au réseau et à ses défaillances. Cela implique notamment :

- 1- la conception d'un système d'identification des tronçons assurant la correcte affectation des défaillances aux tronçons dans le cadre des évolutions du réseau,
 - 2- la mise en oeuvre systématique des fiches d'intervention et la pérennisation des informations recueillies,
 - 3- la réalisation et la conservation des plans de localisation des défaillances,
- la conservation des informations relatives aux tronçons hors services et à leurs défaillances.

Article 2.9. – Biens mis en place par le délégataire au début du contrat

Le délégataire met en place, dans un délai de 24 mois, les installations suivantes :

- **3 barres antichute sur poste de refoulement**
- **Le géoréférencement classe A des affleurants du réseau et des ouvrages du service**
- **Le délégataire s'engage à réhabiliter à 100% le PR de la gendarmerie ainsi que le PR Montarut à Villefranche de Lonchat et la mise en place de télégestions sur ces deux ouvrages.**

Ces biens ont le statut de biens dédiés .

cas de la téléalarme / télésurveillance / télégestion : Les installations de télégestion mises en place sur le périmètre de délégation sont des biens dédiés à l'exception du poste central installé dans les locaux du délégataire. En cas de cessation du contrat de délégation, la collectivité perd le droit au bénéfice de l'utilisation de ce poste central. Le délégataire continue de plein droit à utiliser ce poste pour le compte de tiers.

Chapitre 3. – Personnel du délégataire

Article 3.1. – Informations sur le personnel

Dans un délai de six mois à partir de la date où le service délégué a commencé à fonctionner avec un personnel approprié aux besoins, le délégataire doit communiquer à la collectivité l'organigramme fonctionnel du service comportant la liste nominative des salariés (en contrat à durée déterminée ou indéterminée) intervenant régulièrement sur les ouvrages.

Le délégataire informe la collectivité de toute modification de cet organigramme.

Article 3.2. – Détachement

Sans objet

Article 3.3. – Identification des agents du délégataire

Les agents que le délégataire a désignés pour la surveillance et la police du réseau et de ses dépendances sont porteurs d'un signe distinctif et sont munis d'un titre constatant leurs fonctions.

Article 3.4. – Conditions de travail

Le délégataire est tenu d'exploiter les biens en conformité avec la législation et la réglementation régissant l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

Quand les installations ne sont pas conformes aux règles d'hygiène et de sécurité des travailleurs ou quand des lois ou règlements imposent des améliorations ou des modifications, le délégataire doit présenter à la collectivité dans les meilleurs délais un dossier de mise en conformité comprenant le descriptif des aménagements à réaliser pour chaque installation, en faisant référence aux règlements auxquels correspond la mise en conformité. Ce dossier comprend également une estimation sommaire des travaux.

Chapitre 4. – Contrats avec des tiers

Article 4.1. – Engagements avec d'autres collectivités

4.1.1 – Engagements en vigueur

Le délégataire accepte sans réserve de poursuivre l'exécution des engagements concernant le déversement d'eaux usées joints au présent contrat. Il prend entièrement à sa charge les obligations qui en résultent.

Toute modification des engagements en vigueur est décidée par l'assemblée délibérante de la collectivité avec l'avis du délégataire.

4.1.2 – Nouveaux engagements

Tout nouvel engagement prévoyant des déversements d'eaux usées est décidée par l'assemblée délibérante de la collectivité, après avis du délégataire.

Ils prennent la forme de conventions écrites ou d'adhésions à des structures intercommunales, qui sont annexées au contrat.

Ils peuvent faire l'objet le cas échéant de la passation d'un avenant au présent contrat.

Article 4.2. – Autres contrats

Le délégataire accepte sans réserve de poursuivre l'exécution des contrats joints au présent contrat. Il prend en charge les obligations notamment financières qui en résultent. Il peut renégocier ces contrats dans le but d'optimiser les charges du service.

Tous les contrats passés par le délégataire avec des tiers et utiles à la continuité du service sont communiqués à la collectivité. Ils doivent comporter une clause réservant expressément à la collectivité la faculté de se substituer au délégataire dans le cas où il serait mis fin au présent contrat

DEUXIEME PARTIE - EXECUTION DU SERVICE

Chapitre 5. – Service aux usagers

Article 5.1. – Règlement du service

Le règlement du service, établi en conformité avec les dispositions du présent contrat, fixe les conditions dans lesquelles le service public de l'assainissement collectif est assuré aux abonnés.

Les clauses du règlement de service ont valeur contractuelle pour le délégataire.

Le règlement du service sera mis à disposition des abonnés (consultation et téléchargement) sur le site internet du délégataire à l'adresse <https://www.agur.fr/>.

Une information relative à la mise à disposition et accès au règlement du service sera jointe à la première facture ou lors de toute demande d'abonnement au service.

Le délégataire adressera en outre le règlement du service sous format papier à tout abonné qui en fera la demande.

Toute modification du règlement de service nécessite une délibération de l'assemblée de la collectivité, notifiée au délégataire.

En cas d'incidence financière ou modification des conditions de service, l'adoption du nouveau règlement du service ne pourra être réalisée qu'à l'issue de la passation d'un avenant.

Article 5.2. – Régime des abonnements

5.2.1 – Raccordements des eaux usées d'origine domestique

Les contrats pour le raccordement et le déversement d'eaux usées domestiques sont établies conformément au règlement de service.

Le délégataire informe la collectivité de toute demande de déversement concernant un nouveau branchement, accompagné de son avis sur la demande.

Sur réponse négative de la collectivité transmise dans un délai maximum de huit jours après réception de l'information par le délégataire, le contrat de déversement peut être refusé, en particulier quand la bonne gestion ou la préservation de la qualité du service peuvent être remise en cause.

Les abonnements sont souscrits par période semestrielle d'avance. Ils se renouvellent par tacite reconduction par période de 6 mois, sauf résiliation de l'abonné 10 jours au moins avant la date souhaitée dans les conditions fixées au règlement du service.

Les abonnements peuvent être souscrits et résiliés à toute époque de la période d'abonnement en cours. Une première facturation est calculée au prorata temporis à compter de la mise en eau du branchement jusqu'au premier jour du semestre suivant.

La souscription du contrat de déversement, passé le délai du droit de rétractation, vaut acceptation des conditions d'accès au service.

Tous les 6 mois le Délégataire communique à la Collectivité la liste des branchements neufs qu'il a réalisés.

5.2.2 – Raccordements des eaux usées assimilées domestique :

Les demandes établies conformément à l'article L1331-7-1 du Code de la Sante Publique par les propriétaires d'immeubles ou d'établissement dont les eaux usées résultent d'utilisations de l'eau assimilables à un usage domestique en application de l'article L. 213-10-2 du code de l'environnement, devront faire l'objet d'un avis technique adressé par le délégataire à la Collectivité.

Cet avis devra Notamment mentionner :

- ✓ La compatibilité du branchement aux capacités de transport et d'épuration des installations existantes ou en cours de réalisation.
- ✓ Les prescriptions techniques à imposer au demandeur, en fonction des risques résultant des activités exercées dans ces immeubles et établissements, ainsi que de la nature des eaux usées qu'ils produisent.

Le délégataire apportera, le cas échéant son concours à la Collectivité pour la rédaction des conventions de déversement.

5.2.3 – Raccordement d'eaux usées d'origine non domestiques

Pour les abonnés non domestiques, la demande de raccordement est transmise par le délégataire à la collectivité avec un avis technique détaillé sur l'incidence potentielle des rejets accompagné de propositions de mesures techniques à imposer au pétitionnaire. La convention spéciale de déversement est ensuite annexée au contrat par avenant. Le délégataire apportera son concours pour la rédaction de ces conventions.

Article 5.3. – Actions de communication.

Si la facturation est assurée par le délégataire, il participe à la préparation des actions de communication en fournissant à la collectivité, sur sa demande, les informations nécessaires concernant spécifiquement le service. La collectivité peut transmettre au délégataire un document d'information qu'il se charge de transmettre aux abonnés avec la prochaine facture émise. Au-delà de 1 document par an format A4 recto verso, l'édition et la reprographie sont à la charge de la collectivité.

Les actions de communication du délégataire destinées spécifiquement aux usagers du service sont soumises à l'accord de la collectivité, sauf urgence.

Article 5.4. – Abonnés en situation de pauvreté - précarité

Le cas des abonnés en situation de pauvreté précarité doit être étudié conjointement par les services sociaux et le délégataire afin de proposer des solutions adaptées pour le paiement des factures d'assainissement.

Le délégataire adhère au fonds départemental de solidarité pour le logement.

Article 5.5. – Traitement des surconsommations

Le délégataire est tenu d'informer l'abonné sans délai, après avoir constaté une augmentation anormale du volume d'eau consommé par l'abonné

Une augmentation est anormale si la consommation d'eau depuis le dernier relevé dépasse le double de la moyenne consommée depuis 3 ans par l'abonné, ou, par défaut, la moyenne de consommation dans la même zone géographique pour des logements comparables.

En cas de fuite sur le réseau intérieur d'eau potable de l'abonné, s'il est avéré qu'il n'y a eu aucun écoulement excédentaire dans le réseau d'assainissement, la facture au titre de l'assainissement sera calculée sur la base de la moyenne des assiettes de facturation des 3 dernières années.

Si, par contre, il y a eu écoulement excédentaire dans le réseau d'assainissement, les surconsommations seront gérées selon les modalités réglementaires en vigueur définies par les articles L2224-12-4 (partie III bis), R2224-20-1 et R2224-19-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Les dossiers n'entrant pas dans ce champ d'application ou pour lesquels la collectivité estime qu'un traitement particulier peut s'appliquer, seront traités en concertation avec le délégataire, au cas par cas

En cas d'évolution de la réglementation, les surconsommations seront traitées selon les nouvelles modalités qui s'appliqueront au moment de la constatation de la surconsommation.

PROJET

Chapitre 6. – Exploitation

Article 6.1. – Nature des eaux déversées

Outre les eaux usées domestiques, le réseau d'assainissement collectif peut recevoir des eaux d'origines différentes dans les conditions définies par la réglementation ou précisées au règlement du service et, s'il y a lieu, dans les conventions spéciales de déversement.

Les conditions de déversements sont fixées dans le règlement de service. Le délégataire est tenu de contrôler la qualité des eaux déversées.

Le délégataire ne peut procéder au raccordement d'installations rejetant des eaux usées non domestiques sans l'accord préalable de la collectivité.

Avant toute délivrance d'une autorisation de déversement d'eaux usées non domestiques, la collectivité transmet au délégataire les demandes de déversements spéciaux pour avis sur les contraintes et les exigences liées à ces déversements.

Lorsqu'une autorisation de déversement a été accordée, une convention spéciale de déversement est établie conjointement entre la collectivité, le délégataire et le demandeur.

Le délégataire est tenu de contrôler les branchements et les déversements. Il est tenu d'aviser la collectivité et de provoquer les mesures coercitives prévues par la réglementation ou par les conventions spéciales de déversement, à l'encontre des usagers qui déverseraient un effluent non conforme aux règles rappelées au présent article. Il doit prendre toutes mesures techniques de sauvegarde qu'il estime nécessaires pour éviter, dans la mesure du possible, les conséquences nuisibles de ces déversements. Il se trouve dégagé de toute responsabilité si les mesures coercitives réglementaires dont il a demandé l'application à la collectivité ne sont pas suivies d'effet.

Article 6.2. – Canalisations et branchements

Le délégataire assure la surveillance, le bon fonctionnement et l'entretien de l'ensemble des ouvrages et canalisations constituant le réseau d'assainissement collectif.

6.2.1 – Canalisations (y compris la partie publique du branchement)

6.2.1.1 Hydrocurage des réseaux

Outre la désobstruction immédiate des canalisations, le délégataire en assure un curage régulier, fait son affaire de l'évacuation et des traitements des déchets, en assure la manutention et le transport au lieu de dépôt ou de traitement conforme à la législation en vigueur en accord avec la collectivité.

Par ailleurs, un programme préventif d'hydrocurage est établi de façon à atteindre un curage annuel moyen représentant **10%** du linéaire du réseau gravitaire (**soit 5500 ml**) pour éviter les dégradations du réseau.

Préalablement à ces interventions, le délégataire doit informer la collectivité au minimum 1 semaine avant la date prévue, en précisant les tronçons et le linéaire de canalisation objet de l'intervention.

6.2.1.2 Suivi des eaux parasites

Le délégataire est chargé de vérifier et quantifier les entrées d'eaux parasites dans les réseaux.

Il devra notamment au fur et à mesure de la réalisation des diagnostics périodiques des différents systèmes d'assainissement accompagner la collectivité dans le cadre de la mise en œuvre des schémas directeurs concluant ces études et suivre l'évolution des eaux parasites.

Ce suivi fera l'objet d'une note de synthèse annuelle qui sera remise et présentée à la collectivité conjointement à celle du rapport technique annuel du délégataire.

Une sectorisation des réseaux d'assainissement sera mise en place afin de comptabiliser les volumes transités et localiser les entrées d'ECP. Un plan d'actions sera proposé par le délégataire sur la durée du contrat pour établir un point 0 dès la 1ère année diminuer et travailler ensemble ensuite pour diminuer les entrées d'ECP de 30% sur la durée du contrat.

6.2.1.3 Investigation des réseaux (I.T.V. – tests à la fumée)

Des investigations complémentaires seront réalisées sur les secteurs ciblés selon le résultat du suivi des eaux parasites, à ce titre, le délégataire prévoit :

- ✓ **1% d'I.T.V. en moyenne par an du linéaire du réseau (soit environ 700 ml)**
- ✓ **Contrôle à la fumée selon besoin en fonction du résultat du suivi des eaux parasites**

Dans le cas où un programme complémentaire d'investigation des réseaux par inspection vidéo ou tests à la fumée s'avérerait nécessaire, ou à la demande de la collectivité, le délégataire établit une proposition à la collectivité pour avis.

En cas d'accord de la collectivité, les prestations correspondantes sont réalisées par le délégataire et réglées conformément au bordereau des prix annexé au présent contrat.

Ces prestations comprennent pour les inspections vidéo, l'hydrocurage préalable du réseau

6.2.1.4 Bilan des interventions et programme prévisionnel

Les données relatives aux opérations d'hydrocurage et d'investigation vidéo ou par tests à la fumée seront intégrées dans le S.I.G. du service

Un compte-rendu des interventions réalisées au cours de l'exercice précédent, mentionnant les défauts éventuellement constatés et les quantités de produits de curage traitées, devra être remis chaque année avec le compte-rendu technique relatif cet exercice. La non information de la collectivité ou la non production du compte-rendu des interventions entraîne l'application des pénalités prévues à l'article 13.2.

Le délégataire remettra chaque année à la collectivité pour avis, avant le 31 décembre, un programme prévisionnel des interventions proposées pour l'année suivante.

6.2.2 – Partie privée des branchements :

Le délégataire est chargé du contrôle de la conformité des raccordements sur le réseau public d'assainissement collectif.

Le délégataire établit une fiche explicative sur les bonnes conditions de raccordement aux réseaux publics d'assainissement et sur les contrôles qui seront réalisés.

Afin de permettre aux propriétaires de préparer ce contrôle, le délégataire joint un exemplaire de cette fiche à chaque courrier de prise de rendez-vous.

L'agent du délégataire chargé du contrôle a la qualité d'agent du service d'assainissement au titre de l'article L.1331-11 du Code de la Santé Publique. Il a libre accès aux installations des usagers pour l'exercice de cette mission. Il sera muni d'un document attestant de son identité et de sa fonction.

En cas d'impossibilité de réalisation des contrôles pour des raisons indépendantes de la volonté du délégataire, notamment en cas de refus du propriétaire ou de l'occupant de laisser pénétrer son agent dans la propriété, le délégataire notifie à la collectivité ses difficultés, à charge pour elle de constater ou faire constater l'infraction.

La collectivité pourra demander un nouveau passage au délégataire lorsque le libre accès aux installations sera rétabli. Ce passage sera considéré comme une nouvelle visite, indépendamment de la ou des visite(s) précédente(s).

Les contrôles effectués à l'occasion des cessions de propriété sont facturés aux demandeurs au prix défini dans le règlement de service.

Toutes les données collectées lors des opérations de contrôle des raccordements seront intégrées dans le S.I.G. du service au fur et à mesure de leur réalisation.

En cas de raccordement non conforme, (Branchement neuf ou existant), nécessitant la réalisation d'un second contrôle de conformité, les frais relatifs à ce nouveau contrôle seront à la charge du propriétaire du branchement.

a) Branchements neufs et nouveaux raccordements :

Le délégataire est chargé des opérations de contrôle des installations privées des usagers avant leur raccordement, **y compris dans les lotissements privés**. Ce contrôle est réalisé « tranchées ouvertes ».

Le délégataire a l'obligation de suivre les raccordements au fur et à mesure de leur réalisation et de vérifier au terme du délai légal imparti (2 ans) que l'ensemble des abonnés concernés par une nouvelle tranche d'assainissement est bien raccordé.

b) Contrôle des branchements existants

Dans le cadre de la surveillance des entrées d'eaux parasites, ou à la demande de la collectivité, le délégataire pourra proposer à la collectivité la réalisation de contrôles de branchements existants.

Il est prévu la réalisation de 192 contrôles de branchements existants sur la durée du contrat.

Leur nombre chaque année et leur localisation sera variable et fonction des écarts constatés dans les secteurs ayant un indice linéaire d'écoulement très élevés.

A l'aide des outils numériques utilisés pour réaliser ces contrôles, il sera possible de croiser les données de géolocalisation et les réseaux d'assainissement sensibles au ECP.

Si en cours de contrat, et à la demande de la collectivité, un programme complémentaire de contrôle des branchements existants s'avérerait nécessaire, le délégataire établit une proposition à la collectivité pour avis.

En cas d'accord de la collectivité, les prestations correspondantes sont réalisées par le délégataire et réglées conformément au bordereau des prix annexé au présent contrat.

Ces contrôles ont pour objectif de déceler les éventuelles anomalies structurelles des installations privées, raccordées aux réseaux d'assainissement, en matière d'évacuation des eaux usées et des eaux pluviales, de façon à informer les propriétaires et futurs acquéreurs des travaux de réhabilitation ou de mise en conformité devant être réalisés.

Dans le cas où l'utilisateur demande au délégataire le contrôle de son branchement, les frais de ce contrôle sont à la charge de l'utilisateur selon les conditions définies au règlement du service.

c) Prestations à réaliser au titre du contrôle des branchements :

Ces contrôles comprennent a minima un test à la fumée, un test d'écoulement et le contrôle de l'étanchéité du raccordement à la boîte de branchement.

Chaque contrôle comprend :

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

- l'inventaire des différents points de collecte des eaux usées domestiques au sein de l'habitation,
- l'inventaire des points de collecte des eaux pluviales de l'immeuble (toiture, cour, etc.),
- l'examen des conditions d'évacuation des eaux pour chacun des points correspondants (mise en œuvre de tests d'écoulement, colorants, etc.),
- le contrôle des installations au regard des dispositions du règlement du service,
- l'identification des non-conformités,
- l'établissement et l'envoi d'un rapport de visite comportant un schéma des installations,
- la préparation du constat de conformité.

Ces contrôles reposent avant tout sur un examen visuel des installations. L'examen sera complété au besoin par des photographies des différents points de contrôle, annexées au rapport de visite.

Préalablement à chaque contrôle, le délégataire prend rendez-vous avec l'occupant des lieux. Pour les nouveaux raccordements, le délégataire s'engage à fixer la date 3 jours ouvrés après en avoir été informé par l'occupant des lieux.

A l'issue de chaque contrôle, le délégataire rédige un rapport de visite reprenant l'ensemble de ses observations. Ce rapport est transmis à la collectivité en trois exemplaires dans les 15 jours suivant la visite. Selon les conclusions du contrôle, le délégataire prépare pour chaque rapport de visite :

- ✓ soit un constat de conformité,
- ✓ soit un constat motivé de non-conformité accompagné de préconisations techniques afin de remédier aux irrégularités constatées.

La collectivité, après signature des constats correspondants, adresse au propriétaire ou acquéreur un exemplaire du rapport de visite avec copie au Délégataire. En cas de non conformité, la collectivité adresse en plus au propriétaire ou acquéreur une mise en demeure en précisant les délais accordés pour la mise en conformité.

En cas de non-conformité, le délégataire organise le contrôle de vérification de bonne exécution des travaux de mise en conformité. Ce contrôle est réalisé à l'issue du délai accordé par la collectivité au propriétaire.

A la date prévue, le délégataire exécute le contrôle, aux frais du propriétaire, dans les mêmes conditions que celles prévues ci-dessus. Le cas échéant, si les travaux ne sont pas réalisés, le délégataire en informe la collectivité.

Les résultats des contrôles seront reportés sur le plan général des réseaux et intégrés au SIG

d) Synthèse annuelle

Le délégataire établit une synthèse annuelle des contrôles réalisés au cours de l'année et procède à l'intégration des résultats des contrôles dans le S.I.G. Cette synthèse est adressée à la collectivité avec son compte-rendu technique et comprend, pour chaque installation ayant fait l'objet d'un contrôle, les informations suivantes :

- le nom du propriétaire et éventuellement de l'occupant,
- l'adresse et les références de la parcelle,
- le type d'habitation et la date de construction,
- la date de la visite du contrôle de conformité,

- le constat de la visite (conforme ou non).

Les contrôles effectués à l'occasion des cessions de propriété sont facturés aux demandeurs au prix défini dans le règlement de service.

Article 6.3. – Regards de visite et autres ouvrages de réseau

Les regards de visite et autres ouvrages annexes, dont l'installation se révèle nécessaire après achèvement des travaux de premier établissement, sont installés par la collectivité à ses frais, sauf le cas où ces dépenses incombent à une autre autorité, notamment en ce qui concerne les obligations de voirie.

Il en est de même pour les déplacements ou suppressions de ces ouvrages. L'entretien, les réparations et le curage périodique des regards et ouvrages annexes sont assurés par le délégataire et à ses frais.

Dans le cas où des réservoirs de chasse existants ne peuvent pas être mis hors service sans nuire au bon fonctionnement du réseau, l'entretien de ces réservoirs et la facturation de l'eau sont prévues aux frais du délégataire.

Article 6.4. – Tronçons de réseaux unitaires - Déversoirs d'orage, dessableurs et bassins tampons

Le délégataire est chargé de réaliser, le cas échéant, les prestations liées à la fonction de réseau pluvial de la partie unitaire du système d'assainissement. Ces prestations comprennent la surveillance et l'entretien de la partie pluviale du système, y compris le nettoyage périodique des avaloirs, des bouches d'engouffrements, ainsi que de leur raccordement sur le réseau.

Les prestations comprennent aussi les interventions en cas d'urgence

Le délégataire assure la surveillance, le bon fonctionnement et l'entretien des déversoirs d'orage, des dessableurs et des bassins tampons.

Il assure notamment le nettoyage ainsi que l'enlèvement des matières et leur transport dans un lieu de dépôt ou de traitement conforme à la législation en vigueur.

Il assure le nettoyage de chaque déversoir et bassin tampon chaque fois que nécessaire et au minimum 1 fois par an.

Pour chaque ouvrage, un journal d'exploitation est tenu où sont consignées les différentes interventions (dégrillage, curage, ...).

Article 6.5. – Téléalarme – télésurveillance - télégestion

Le fonctionnement et l'entretien des installations de téléalarme, télésurveillance ou télégestion sont assurés par le délégataire, dans les mêmes conditions que les autres ouvrages de la délégation.

Toutes les modifications de logiciel et de matériel sont à la charge du délégataire. Il doit en avertir la collectivité et obtenir son accord dans le cas d'un changement de système informatique ou de matériel.

Le délégataire fournit à la collectivité toute information lui permettant d'installer un poste de télégestion centralisé dans ses locaux capable de se substituer à l'équipement du délégataire.

Article 6.6. – Postes de pompage

Le délégataire assure la surveillance, le bon fonctionnement et l'entretien des stations de pompage, ainsi que le renouvellement du matériel.

Il assure notamment le nettoyage des grilles, ainsi que l'enlèvement des matières et leur transport dans un lieu de dépôt ou de traitement conforme à la législation en vigueur.

Il intervient sur chaque station ou poste de relevage chaque fois que nécessaire et au minimum selon la périodicité définie ci-dessous :

- ✓ **1 heure chaque mois pour chaque poste de refoulement pour l'exploitation courante et entre ¼ d'heure et ½ heure pour le volet maintenance**

Ce temps ne comprend pas le temps qui sera consacré aux opérations de renouvellement des équipements

- ✓ **2 hydrocurages par an**

Pour chaque poste, un journal d'exploitation est tenu où sont consignées les différentes interventions (dégrillage, curage, relevés d'index, ...).

Sur les sites où cela s'avère nécessaire, le délégataire réalise le suivi des teneurs en hydrogène sulfuré dans les postes de relevage et aux exutoires des refoulements. Il tient la collectivité informée des résultats.

Pour le PR Saint Aulaye N°2 à St Antoine de Breuil et le PR bourg à Vélines, sont prévus de réaliser le suivi des teneurs en hydrogène sulfuré dans les postes de relevage et aux exutoires des refoulements. La collectivité sera tenu informée des résultats.

Article 6.7. – Système de traitement des eaux usées

Le délégataire assure la surveillance, le bon fonctionnement et l'entretien des systèmes de traitement des eaux usées, ainsi que le renouvellement du matériel.

Sauf réserve dûment justifiée par des constats sur des caractéristiques ou des performances ne correspondant pas aux données fournies lors de la passation du contrat, le délégataire reconnaît que les stations d'épurations sont capables d'assurer l'épuration des eaux usées correspondant aux capacités suivantes :

6.7.1 – FILIERES LIT BACTERIEN

*Station d'épuration actuelle de SAINT MEARD DE GURSON (**suppression programmée**)*

	Capacité nominale
Capacité nominale journalière :	350 équivalents habitant
Débit de référence :	55 m3/j
Capacité de traitement nominale en DBO5 :	21 kg/j
Capacité de traitement nominale en DCO :	
Capacité de traitement nominale en MES :	
Capacité de traitement nominale en azote :	
Capacité de traitement en phosphore	

6.7.2 – FILIERES BOUES ACTIVEES

Station d'épuration de MONTCARET

	Capacité nominale
Capacité nominale journalière :	850 équivalents habitant
Débit de référence :	135 m3/j
Capacité de traitement nominale en DBO5 :	51 kg/j
Capacité de traitement nominale en DCO :	81 kg/j
Capacité de traitement nominale en MES :	
Capacité de traitement nominale en azote :	
Capacité de traitement en phosphore	

Station d'épuration de SAINT ANTOINE DE BREUILH

	Capacité nominale
Capacité nominale journalière :	1 500 équivalents habitant
Débit nominal de temps sec	225 m3/j
Débit de référence :	375 m3/j
Capacité de traitement nominale en DBO5 :	90 kg/j
Capacité de traitement nominale en DCO :	135 kg/j
Capacité de traitement nominale en MES :	105 kg/j
Capacité de traitement nominale en azote :	15 Kg
Capacité de traitement en phosphore	

6.7.3 – FILIERES BIO REACTEUR MEMBRANAIRE

Station d'épuration de VILLEFRANCHE DE LONCHAT

	Capacité nominale
Capacité nominale journalière :	515 équivalents habitant
Débit nominal	105 m3/j
Débit de pointe :	10 m3/h
Capacité de traitement nominale en DBO5 :	30.9 kg/j
Capacité de traitement nominale en DCO :	61.8 kg/j
Capacité de traitement nominale en MES :	46.35 kg/j
Capacité de traitement nominale en azote :	7.73 Kg/j
Capacité de traitement en phosphore	2.06 Kg/j

Future station d'épuration de SAINT MEARD DE GURSON

	Capacité nominale
Capacité nominale journalière :	330 équivalents habitant
Débit nominal	49.5 m3/j
Débit de pointe :	10 m3/h
Capacité de traitement nominale en DBO5 :	19.8 kg/j
Capacité de traitement nominale en DCO :	39.6 kg/j
Capacité de traitement nominale en MES :	29.7 kg/j
Capacité de traitement nominale en azote :	4.95 Kg/j
Capacité de traitement en phosphore	0.693 Kg/j

6.7.4 – FILIERES FILTRES PLANTES DE ROSEAUX

Station d'épuration de BONNEVILLE ET SAINT AVIT DE FUMADIERES

	Capacité nominale
Capacité nominale journalière :	230 équivalents habitant
Débit nominal	34 m3/j
Capacité de traitement nominale en DBO5 :	13.8 kg/j
Capacité de traitement nominale en DCO :	27.6 kg/j
Capacité de traitement nominale en MES :	20.7 kg/j
Capacité de traitement nominale en azote :	3.45 kg/j
Capacité de traitement en phosphore	

Station d'épuration de LAMOTHE MONTRAVEL

	Capacité nominale
Capacité nominale journalière :	900 équivalents habitant
Débit nominal	135 m3/j
Capacité de traitement nominale en DBO5 :	54 kg/j
Capacité de traitement nominale en DCO :	108 kg/j
Capacité de traitement nominale en MES :	81 kg/j
Capacité de traitement nominale en azote :	13.5 kg/j
Capacité de traitement en phosphore	

Station d'épuration de MINSAC « Litout »

	Capacité nominale
Capacité nominale journalière :	100 équivalents habitant
Débit nominal	15 m3/j
Capacité de traitement nominale en DBO5 :	6 kg/j
Capacité de traitement nominale en DCO :	
Capacité de traitement nominale en MES :	
Capacité de traitement nominale en azote :	
Capacité de traitement en phosphore	

Station d'épuration de MINZAC « Terrefort »

	Capacité nominale
Capacité nominale journalière :	40 équivalents habitant
Débit nominal	6 m3/j
Capacité de traitement nominale en DBO5 :	2.4 kg/j
Capacité de traitement nominale en DCO :	
Capacité de traitement nominale en MES :	
Capacité de traitement nominale en azote :	
Capacité de traitement en phosphore	

Station d'épuration de MONTAZEAU « Les Grimards »

	Capacité nominale
Capacité nominale journalière :	240 équivalents habitant
Débit nominal	36 m3/j
Débit de pointe :	4.5 m3/h
Capacité de traitement nominale en DBO5 :	14.4 kg/j
Capacité de traitement nominale en DCO :	21.6 kg/j
Capacité de traitement nominale en MES :	16.8 kg/j
Capacité de traitement nominale en azote :	3.6 kg/j
Capacité de traitement en phosphore	0.96 kg/j

Station d'épuration de MONTAZEAU « Brunet »

	Capacité nominale
Capacité nominale journalière :	140 équivalents habitant
Débit nominal	21 m3/j
Capacité de traitement nominale en DBO5 :	8.4 kg/j
Capacité de traitement nominale en DCO :	
Capacité de traitement nominale en MES :	
Capacité de traitement nominale en azote :	
Capacité de traitement en phosphore	

Station d'épuration de Saint Martin de Gurson

	Capacité nominale
Capacité nominale journalière :	350 équivalents habitant
Débit nominal	52 m3/j
Capacité de traitement nominale en DBO5 :	21 kg/j
Capacité de traitement nominale en DCO :	
Capacité de traitement nominale en MES :	
Capacité de traitement nominale en azote :	
Capacité de traitement en phosphore	

Station d'épuration de Saint Vivien

	Capacité nominale
Capacité nominale journalière :	250 équivalents habitant
Débit nominal	37.5 m3/j
Capacité de traitement nominale en DBO5 :	15 kg/j
Capacité de traitement nominale en DCO :	30 kg/j
Capacité de traitement nominale en MES :	22.5 kg/j
Capacité de traitement nominale en azote :	3.75 kg/j
Capacité de traitement en phosphore	0.5 kg/j

Station d'épuration de Vélines

	Capacité nominale
Capacité nominale journalière :	800 équivalents habitant
Débit nominal	140 m3/j
Capacité de traitement nominale en DBO5 :	48 kg/j
Capacité de traitement nominale en DCO :	96 kg/j
Capacité de traitement nominale en MES :	72 kg/j
Capacité de traitement nominale en azote :	12 kg/j
Capacité de traitement en phosphore	

Dans la limite des possibilités des installations ainsi définies, le délégataire doit assurer l'épuration de la totalité des eaux usées. Il est responsable de la qualité de l'effluent rejeté dans le milieu naturel qui doit satisfaire aux conditions prescrites par les réglementations particulières et générales en vigueur et notamment par les arrêtés préfectoraux et les récépissés de déclaration joints au présent contrat.

En dehors de la limite des possibilités des installations, le délégataire doit assurer au mieux l'épuration des effluents qui y arrivent.

Le délégataire doit faire procéder à ses frais aux analyses des effluents, selon la périodicité et dans les conditions prescrites par les règlements en vigueur. Il en communique les résultats à la collectivité, aux services de la police de l'eau et à l'Agence de l'eau, dans un délai de quinze jours après leur obtention, dans le format d'échange de données SANDRE. Le délégataire donne toute facilité pour l'exercice des contrôles sanitaires, visites et analyses, dans le cadre des prescriptions réglementaires. Les frais d'analyses et de prélèvements correspondants sont à la charge du délégataire.

Le délégataire tient un journal d'exploitation du système de traitement, d'un modèle agréé par la collectivité ; ce journal, conservé sur place, est présenté, sur leur demande, aux agents dûment accrédités par la collectivité.

Sont consignés dans ce journal toutes les semaines :

- 1- les résultats des analyses ou tests effectués sur place portant sur la qualité de l'effluent épuré (transparence au disque de Secchi, oxydabilité, putrescibilité, etc.) et les paramètres de l'épuration (volumes de boues, oxygène dissous, taux de recyclage, etc.),
- 2- les relevés des différents appareils indicateurs et enregistreurs (énergie utilisée, volume traité, temps de fonctionnement des divers organes),
- 3- les opérations d'entretien courant (préventif ou curatif) et les réparations éventuelles.

Le délégataire y porte également l'indication de toutes les modifications importantes de réglage de l'installation, des arrêts ou anomalies de fonctionnement et des quantités de boues, déchets ou sous-produits évacués avec leur destination.

Article 6.8. – traitement et élimination des boues d'épuration

Pendant toute la durée du contrat, le délégataire est considéré comme le "producteur de boues" au sens de la réglementation.

Le délégataire assure le traitement et l'élimination des boues ainsi que toutes les prestations qui en découlent (suivi, analyses,).

6.8.1 – Prestations récurrentes intégrées dans l'offre

Pour les stations d'épuration de Saint Antoine de Breuilh, Saint Méard de Gurson et Villefranche de Lonchat, Le traitement et l'élimination des boues seront effectués de la façon suivante :

- ✓ Deshydratation sur site via une unité de déshydratation mobile
- ✓ Transport et compostage sur une plateforme locale agréée

6.8.2 – Station d'épuration de Montcaret

- ✓ Curage en 2022 des boues issues des 4 lits restant à évacuer
- ✓ Transport et compostage sur une plateforme locale agréée

Les évacuations ultérieures seront réalisées à titre optionnel conformément aux dispositions du paragraphe 6.8.3

6.8.3 – Option : Gestion des boues issues des lits à macrophytes :

Les opérations de curage et de recyclage des boues de chaque station seront décidées en fonction du taux de saturation des lits.

Les prestations correspondantes feront l'objet d'une rémunération spécifique par la Collectivité, conformément au bordereau des prix annexé au présent contrat.

- 100% en épandage (hors période COVID)

Selon les conditions définies dans le bordereau de travaux remis, Il est prévu sur la durée du contrat de mettre en œuvre le curage des lits macrophytes en une opération à chaque fois.

En fonction de la date de mis en service de chaque unité et de la charge entrante en EH, une estimation a été faite de ce que pourrait être le volume de boues à extraire et traiter.

Le curage des lits de roseaux se fait à l'aide d'une pelle mécanique équipée d'un godet lisse et tranchant. Les roseaux peuvent être sectionnés à leur base sans arracher leurs rhizomes. On laisse ainsi une fine couche de boues en surface pour faciliter la reprise de ces derniers.

Les boues extraites seront dirigées vers la filière d'épandage dans la mesure où les conditions seront réunies pour que les restrictions en place actuellement vis-à-vis des boues COVID soient levées.

Pour chaque opération, le délégataire s'engage à établir un plan d'épandage autorisé.

- 100% en compostage (période COVID)

Dans le cas où les restrictions COVID sur les boues ne seraient pas levées, l'évacuation

des boues rhyzophytes sera orientée vers une filière compostage locale et agréée permettant l'hygiénisation de celles-ci.

Le délégataire est tenu de préserver les intérêts de la collectivité de telle sorte qu'elle puisse en fin de contrat se substituer au délégataire et assumer sans difficulté les contraintes imposées par la réglementation au " producteur de boues".

Article 6.9. – Traitement et évacuation des sous-produits

Les produits de dégrillage, les sables, graisses, huiles seront évacués aux frais du délégataire dans des lieux de traitement adéquat.

Le délégataire est le détenteur de tous les matériaux, substances et produits qu'il utilise et qu'il obtient dans le cadre de la gestion du service qui lui est confié. Lorsque ces matériaux, substance et produits sont des substances dangereuses ou des déchets, il lui appartient de stocker et, le cas échéant, de les éliminer dans des conditions conformes à la réglementation en vigueur après avoir obtenu, s'il y a lieu, toutes les autorisations administratives nécessaires.

Article 6.10. – Traitement des matières de vidange

La station d'épuration n'est pas équipée pour la réception de matières de vidange. Leur dépotage dans le réseau ou à la station est interdit.

Article 6.11. – Autosurveillance

Le délégataire met en œuvre l'autosurveillance du système d'assainissement (ouvrages de collecte et d'épuration) conformément à la réglementation et aux arrêtés Préfectoraux joints au présent contrat.

Dans le cadre de la présente délégation, les bilans réglementaires d'autosurveillance seront réalisés par le SATESE dans le cadre de la convention conclue avec la Collectivité qui comprend : réalisation des bilans 24h00, envoi des échantillons au laboratoire Départemental, transmission des résultats des bilans au format SANDRE.

Les autres prestations (mesures en continu, auto contrôle, cahiers de vie des stations...) restent à la charge du délégataire de même que le coût des analyses liées à la réalisation des bilans réglementaires d'autosurveillance.

Le délégataire assure notamment :

- la rédaction et la tenue à jour du manuel et décrivant les installations, les procédures, moyens et méthodes mis en œuvre. Ce manuel est tenu à disposition des services de la police de l'eau, de l'Agence de l'eau et du service d'assistance technique aux exploitants de stations d'épuration ;
- la réalisation de l'ensemble des mesures et analyses prévues sur la station et sur le réseau (y compris les déversoirs d'orage éventuels), selon la périodicité et dans les conditions prescrites par les règlements en vigueur ; (hors bilans réglementaires 24h00 réalisés par le SATESE)
- La cas échéant : Analyses du milieu récepteur
- l'information immédiate des services de la police de l'eau, de l'Agence de l'eau, de la collectivité et du service d'assistance technique aux exploitants de stations d'épuration en cas de dépassement des valeurs de rejet ; cette information est accompagnée de commentaires sur les causes et sur les dispositions correctives mises en place ou envisagées ;
- la transmission mensuelle dans le format d'échange de données SANDRE, à la collectivité, aux services de la police de l'eau, à l'Agence de l'eau et au service d'assistance technique aux exploitants de stations d'épuration, des résultats d'autosurveillance produits durant le mois m dans le courant du mois m+1 ;
- la tenue d'un journal dans lequel sont consignés les résultats des analyses et l'ensemble des paramètres de fonctionnement du système d'assainissement (consommation d'énergie, de réactifs, relevé des compteurs et temps de fonctionnement, réglages, anomalies, données relatives à l'extraction, au traitement et à l'évacuation des boues [dates, quantités, destination ...], ...). Ce journal est tenu à la disposition des services de la police de l'eau, de l'Agence de l'eau et du service d'assistance technique aux exploitants de stations d'épuration ;
- la fourniture aux services de la police de l'eau, à l'Agence de l'eau et au service d'assistance technique aux exploitants de stations d'épuration, avant le 31 mars de l'année n+1 pour l'année n, d'un bilan annuel de fonctionnement du système d'assainissement.

Le délégataire prête son concours à tous les contrôles programmés ou inopinés engagés par les services de la police de l'eau (ou l'organisme indépendant mandaté par lui) et l'Agence de l'eau. Il prend en charge les frais de prélèvement et d'analyses engagés lors des contrôles inopinés.

Tous les documents indiqués ci-dessus sont tenus à la disposition de la collectivité.

Le délégataire s'engage en outre à prendre à sa charge les obligations suivantes :

- ✓ **Réaliser lors de la création ou réhabilitation d'ouvrages, l'Analyse des Risques de Défaillance (ARD)**
- ✓ **Saisir sur le registre électronique mentionné à l'article R. 214-106-1 du code de l'environnement les informations sur les systèmes d'assainissement dont la Communauté de Communes a la charge.**

Article 6.12. – Insuffisance des installations

Lorsque le délégataire constate une insuffisance des installations du service, du fait

- soit d'un accroissement des charges hydrauliques et polluantes, imprévisible au moment de la signature du contrat,
- soit d'une évolution effective de la législation ou de la réglementation applicable, qui génère un franchissement prévisible des limites de qualité des eaux rejetées dans le milieu naturel

il doit informer immédiatement la collectivité par lettre recommandée avec accusé de réception en lui fournissant :

- un rapport détaillé analysant la situation,
- une proposition de programme de travaux.

Le délégataire est tenu de procéder à cette information dans un délai suffisant pour permettre l'adoption et la mise en œuvre des mesures destinées à remédier à la détérioration constatée.

La collectivité s'engage à examiner et à mettre en œuvre les mesures nécessaires dans un délai compatible avec la situation du service.

La responsabilité du délégataire ne se trouve engagée vis à vis de la collectivité et/ou des usagers ou des tiers que dans les cas où :

- la détérioration de la situation était normalement prévisible à la date de la signature du présent contrat,
- l'information et les propositions qui lui incombent n'ont pas été transmises à la collectivité en temps utile,
- ces propositions s'avèrent inadaptées.

En toute hypothèse, le délégataire assure l'exploitation des biens existants au mieux de leurs possibilités, jusqu'au retour à une situation normale résultant de la mise en œuvre des mesures décidées d'un commun accord ou imposées par le préfet ou les autorités judiciaires.

Quand des ouvrages nouveaux ou des biens supplémentaires sont nécessaires, ils sont exécutés dans les conditions définies au présent contrat.

Chapitre 7. – Travaux

Article 7.1. – Entretien et réparations

Tous les biens du service mis à disposition du délégataire sont entretenus en bon état de fonctionnement, de conservation et d'aspect et réparés par les soins du délégataire.

L'entretien à la charge du délégataire est tant préventif que curatif. Tous les travaux et prestations occasionnés directement ou indirectement par un manque d'entretien sont à la charge du délégataire.

Le délégataire tient un journal de bord des principales opérations d'entretien et de réparation réalisées. Ce document est régulièrement mis à jour par le délégataire et tenu à la disposition de la collectivité.

Faute par le délégataire de pourvoir à l'entretien des biens du service, la collectivité peut faire procéder, aux frais du délégataire, à l'exécution d'office des travaux nécessaires au fonctionnement du service, 48 heures après une mise en demeure restée sans résultat.

La même procédure peut être utilisée en cas de malfaçon dans le rétablissement des chaussées et trottoirs à l'emplacement des tranchées réalisées par le délégataire.

Article 7.2. – Renouvellement

Le remplacement à l'identique, tant en capacité qu'en qualité, des biens dont le renouvellement s'avère nécessaire est régi par les principes généraux détaillés dans les alinéas suivants. Il ne se substitue pas à l'entretien et aux réparations.

7.2.1 – Renouvellement réalisé par la collectivité

Les travaux de renouvellement réalisés par la collectivité sont régis par les mêmes règles que les travaux de renforcement et d'extension.

Les catégories de biens dont le renouvellement incombe à la collectivité sont les suivantes :

- Génie civil (ouvrages en béton ou maçonnés, bâtiments, ...)
- canalisations et branchements (partie publique)

7.2.2 – Renouvellement réalisé par le délégataire

Ces travaux sont réalisés conformément aux prescriptions du Cahier de Clauses Techniques Générales applicables aux marchés publics de travaux.

Pour tous les biens dont le renouvellement incombe au délégataire, la dotation de renouvellement est calculée sur la base d'un **plan prévisionnel de renouvellement** qui est annexé au contrat. Le plan comporte pour chaque bien les indications suivantes :

- description,
- valeur de remplacement (incluant la fourniture et la pose),
- date de mise en service,
- durée de vie,
- date prévisionnelle de renouvellement.

Le plan prévisionnel de renouvellement se décline en :

- renouvellement programmé (autrement dénommé « patrimonial »),
- renouvellement non programmé (autrement dénommé « fonctionnel »).

7.2.2.1 Renouvellement programmé (patrimonial)

Pour les biens relevant du renouvellement programmé, le délégataire procède obligatoirement à leur renouvellement pendant la durée du contrat, en application du programme de renouvellement annexé au présent contrat.

Pour chaque bien concerné, le programme de renouvellement indique la valeur et l'année de renouvellement. Si nécessaire, le renouvellement peut être anticipé.

Pour les équipements standards, le programme de renouvellement indique le prix unitaire moyen et le nombre d'appareils renouvelés chaque année.

Pendant la vie du contrat, la collectivité et le délégataire peuvent convenir d'adapter le programme de renouvellement sans en modifier les conditions financières pour intégrer des biens nouveaux ou pour modifier le calendrier du programme de renouvellement.

7.2.2.2 Renouvellement non programmé (Fonctionnel)

Le renouvellement non programmé concerne tous les biens dont le renouvellement n'incombe pas à la collectivité (y compris ceux relevant du programme de renouvellement). Le délégataire a l'obligation de procéder au renouvellement à ses risques et périls dès que ces biens n'assurent plus correctement leur fonction.

Préalablement au renouvellement programmé d'un bien, le délégataire envoie à la collectivité les caractéristiques du bien existant et celles du bien futur.

Article 7.3. – Renforcements extensions et réhabilitation

La collectivité est maître d'ouvrage des travaux de renforcement et d'extension, comportant l'établissement de nouvelles canalisations, y compris les branchements, et de nouveaux ouvrages, ainsi que pour les travaux de renouvellement qui lui incombent.

Le délégataire est consulté sur le programme des travaux à exécuter, notamment lorsque les travaux nécessitent que des précautions particulières soient prises lors du raccordement des ouvrages en service.

Il participe, avant la réalisation des travaux à la prospection (recensement des usagers et implantation des branchements) et à l'information des usagers.

L'entreprise chargée par la collectivité de la réalisation des travaux réalise les travaux de raccordement sous le contrôle et avec le concours du délégataire pour le repérage des canalisations et la manœuvre éventuelle des vannes.

Seules des entreprises qualifiées peuvent intervenir. Les travaux sont réalisés conformément aux prescriptions du Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux marchés publics de travaux.

Le délégataire a la faculté de demander au maître d'ouvrage d'arrêter les travaux s'il juge qu'ils présentent un danger pour la pérennité du service public (risques de pollution, ...). Il motive immédiatement sa position par écrit.

Le délégataire est averti de la date du raccordement 5 jours ouvrables à l'avance.

Le délégataire participe aux opérations de mise en service des ouvrages.

Lorsque les travaux de renforcement intéressent un ouvrage dont le renouvellement est prévu à la charge du délégataire dans le programme de renouvellement, le coût correspondant au remplacement de l'ouvrage à l'identique est à la charge du délégataire conformément au plan de renouvellement.

Article 7.4. – Déplacement des canalisations publiques

Le déplacement des canalisations publiques est opéré par la collectivité chaque fois que nécessaire.

Article 7.5. – Branchements

Le régime des raccordements est fixé dans le règlement de service.

Le délégataire a l'exclusivité de la réalisation des branchements sur les réseaux existants.

Les travaux de création, de déplacement ou de modification des branchements réalisés par le délégataire sont rémunérés selon les conditions du bordereau des prix annexé au présent contrat. Les nouveaux branchements sont alors intégrés dans les biens de la collectivité.

Les frais de premier établissement de ces branchements et les frais de déplacement réalisés à la demande de l'abonné ou du propriétaire sont à la charge du demandeur et payés par celui-ci au délégataire.

Quand le délégataire doit intervenir en domaine privé, il réalise un état des lieux contradictoire en présence du propriétaire ou du locataire avant tout début d'intervention.

PROJET

Article 7.6. – Répartition des catégories de travaux et prestations (hors travaux neufs)

NATURE DES TRAVAUX ET PRESTATIONS	EXECUTES A LA CHARGE DE
- Travaux de mise en conformité aux règles de sécurité	collectivité
BRANCHEMENTS	
- Contrôle des installations privées (nouveau branchement) avant raccordement	délégataire
Option :- Contrôle des installations privées existantes (tests fumées et écoulement (Hors programme contractuel le cas échéant prévu à l'article 6.2	délégataire
- Renouvellement de la partie publique du branchement	Collectivité
CANALISATIONS (y compris la partie publique des branchements) ET ACCESSOIRES (regards, tampons, cadres, ventouse, ...)	
- Extensions	collectivité
- Déplacement	collectivité
- Renforcement	collectivité
- Hydrocurage des réseaux	délégataire
- Option Réduction des entrées d'eaux parasites (inspection caméra, ...) (Hors programme contractuel le cas échéant prévu à l'article 6.2	délégataire
- Renouvellement des regards, cadres et tampons (Hors opérations de voirie)	Délégataire
- Renouvellement de canalisations liées aux ouvrages (à l'intérieur des ouvrages de génie-civil ou entre ouvrages d'une même installation de traitement, de stockage et de pompage)	délégataire
- Renouvellement de canalisations inférieur à 6 ml	délégataire
- Renouvellement au-delà de 6 ml, y compris accessoires et sauf canalisations liées aux ouvrages	collectivité
- Mise à niveau des cadres et tampons (y compris ceux des branchements) hors opération de voirie	délégataire
- Renouvellement des accessoires hydrauliques en dehors d'opérations de renouvellement des canalisations	délégataire
MATERIEL D'ÉPURATION, TRAITEMENT DES BOUES ET DE POMPAGE	
• Équipements hydrauliques d'épuration et de pompage (y compris les canalisations liées aux ouvrages)	
- Renouvellement	délégataire
• Matériels électromécaniques	
- Renouvellement	délégataire

NATURE DES TRAVAUX ET PRESTATIONS		EXECUTES A LA CHARGE DE
• Installations électriques et informatiques		
- Renouvellement		délégataire
- Contrôles et tests des sécurités réglementaires		délégataire
- Mise en conformité avec réglementation		collectivité
• Matériel de téléalarme, de télésurveillance, de télégestion, de contrôle d'accès anti-intrusion, de prélèvement et de mesure		
- Mise à niveau		délégataire
- Renouvellement		délégataire
• Matériel d'épuration		
- Renouvellement		délégataire
GENIE CIVIL ET BATIMENTS		
• Ouvrages en béton ou en maçonnerie		
- Renouvellement		collectivité
- Vidanges et nettoyage des ouvrages		délégataire
- Réparations localisées de fissures, d'étanchéité, d'enduit, ...		délégataire
- Réparation d'éclats de béton et de défaut de peinture		délégataire
- Peinture intérieure et extérieure		délégataire
- Réfection d'étanchéité		collectivité
- Renouvellement des équipements sanitaires (lavabos, toilettes, ...)		délégataire
• Ouvrages métalliques, serrurerie, menuiserie, huisserie, vitrerie et mobiliers		
- Renouvellement (hors cuves métalliques)		délégataire
- Renouvellement des cuves métalliques		délégataire
- Protection anti-corrosion et peintures		délégataire
- Renouvellement du mobilier		délégataire
• Toiture, couverture, zinguerie		
- Renouvellement		collectivité
- Réparations localisées		délégataire

NATURE DES TRAVAUX ET PRESTATIONS	EXECUTES A LA CHARGE DE
AMENAGEMENTS EXTERIEURS	
• Réseaux divers	
- Renouvellement de l'éclairage extérieur des ouvrages et des sites (candélabres, ...)	délégataire
- Renouvellement des réseaux enterrés	collectivité
• Clôtures et portails	
- Peintures des portails	délégataire
Réparation de clôture et renouvellement < 6 ml	délégataire
- Renouvellement des clôtures et portails	Collectivité
• Espaces verts	
- Entretien des gazons et arbustes	délégataire
- plantations	collectivité
• Voies de circulation interne	
- Réparations ponctuelles	délégataire
- Réfection générale	collectivité
- Modification d'emprise	collectivité

Les cas non prévus dans le tableau sont réglés suivant les clauses du présent contrat.

Article 7.7. – Droit de contrôle du délégataire sur les travaux

Le délégataire dispose d'un droit de contrôle sur tous les travaux dont il n'est pas lui-même chargé. Ce droit comporte la communication des projets d'exécution sur lesquels le délégataire donne son avis.

Le délégataire doit suivre l'exécution des travaux. Il a en conséquence, le libre accès aux chantiers. Au cas où il constate quelque omission ou malfaçon d'exécution susceptible de nuire au bon fonctionnement du service, il doit le signaler à la collectivité, par écrit, dans le délai de 48 heures.

Le délégataire est invité à assister aux opérations préalables à la réception et autorisé à présenter ses observations qui sont transmises à la collectivité le même jour.

Faute d'avoir signalé à la collectivité ses constatations d'omission ou de malfaçon en cours de chantier ou d'avoir présenté ses observations avant la réception, le délégataire ne peut refuser de recevoir et d'exploiter les ouvrages exécutés.

Article 7.8. – Intégration des réseaux privés

Lorsque des ouvrages susceptibles d'être intégrés dans les biens mis à disposition du délégataire sont réalisés par des aménageurs privés, la collectivité, au moyen de conventions conclues avec les aménageurs, réserve les droits de contrôle du délégataire.

Lors de l'intégration effective dans le domaine délégué des réseaux privés exécutés soit en vertu du présent article, soit antérieurement à la date d'effet du présent contrat, le délégataire reçoit l'inventaire des ouvrages à incorporer et est appelé à donner son avis sur leur état. Les travaux éventuels de mise en conformité aux exigences de la collectivité doivent être réalisés par le demandeur de l'intégration et à ses frais avant l'incorporation effective.

L'intégration effective ne pourra avoir lieu qu'après fourniture des plans de recolement conformes à la réglementation (Classe A) en vigueur et vérification de la conformité des tests de réception (ITV, étanchéité, compactage)

Article 7.9. – Instruction des autorisations d'urbanisme et de travaux

Lorsque le délégataire est sollicité par la collectivité, au sujet d'une demande d'urbanisme, il est tenu de leur indiquer dans les délais réglementaires tous les éléments en sa possession permettant à ces derniers de répondre correctement à leurs obligations légales du code de l'urbanisme.

Le délégataire doit :

- établir, tenir à jour et transmettre aux communes concernées les plans des ouvrages ;
- répondre aux déclarations de travaux (DT) qui lui sont transmises par les maîtres d'ouvrage ou maîtres d'œuvre ;
- répondre aux déclarations d'intention de commencement des travaux (DICT) qui lui sont transmises par les entrepreneurs.

En cas de travaux à proximité des installations du service d'assainissement collectif, le délégataire est tenu d'indiquer le positionnement des ouvrages à la demande des maîtres d'ouvrage, des maîtres d'œuvre ou des entreprises en charge de ces travaux.

Article 7.10. – Contrôle des travaux confiés au délégataire

Ces travaux sont effectués conformément aux prescriptions des cahiers des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de travaux.

Le délégataire est responsable, auprès des gestionnaires de voirie, pour les travaux de réfections de voirie correspondants.

Le délégataire informe la collectivité au moins quinze jours à l'avance de toute intervention programmée.

Pour les travaux qui lui sont confiés par le présent contrat et facturés aux usagers ou à la collectivité, le délégataire tient à la disposition de la collectivité les attachements de travaux, en quantité et en valeur.

Il remet systématiquement à la collectivité les plans de recolement en Classe A, les schémas, les notices relatives aux ouvrages réalisés, et pour les réseaux, les comptes rendus des tests de réception (ITV, étanchéité, compactage) deux mois après la fin des travaux

Article 7.11. – Réfection des voiries

Les interventions sur les voiries communales et les remises en état correspondantes sont effectuées selon les prescriptions techniques définies par l'autorisation de voirie.

En cas d'absence d'une telle autorisation, il est convenu que l'ensemble des matériaux extraits sont évacués et remplacés par de la grave 0/31.5 et qu'une réfection provisoire en enrobé à froid est réalisée sous 48 heures, sans préjudice de la réfection définitive à définir avec le service gestionnaire de la voirie et de l'entretien de cette réfection provisoire.

Article 7.12. – Sécurité des réseaux

Le délégataire, en tant qu'exploitant du réseau d'assainissement devra se conformer aux dispositions réglementaires découlant de la Loi 2010-788 et ses décrets d'application, relatifs à la Sécurité des réseaux souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution et acquittera à ce titre la redevance annuelle pour services rendus aux exploitants au titre de la prévention des endommagements de leurs réseaux.

Article 7.13. – Mise en œuvre du guichet unique

Conformément aux articles L.554-1 à L.554-5 du code de l'environnement, le Délégataire effectuera :

7.13.1 – L'enregistrement des réseaux auprès du Guichet Unique

Le Délégataire assure la déclaration auprès du guichet unique national des réseaux d'eau potable dont il a la charge. Il procédera également à la déclaration de toutes créations ou modifications (extension, réduction ou abandon) de réseau auprès du même service.

Les ouvrages propriété de la collectivité et mis à disposition du délégataire sont considérés comme **non sensibles** pour la sécurité.

A ce jour, les ouvrages existants de la Collectivité sont considérés en grande majorité en classe « C » de précision cartographique, sauf données appropriées et ouvrages mis en service à compter du 22 février 2012.

7.13.2 – La réalisation des réponses aux D.T. et D.I.C.T.

Conformément aux dispositions de l'article 7.9 du contrat, le Délégataire devra fournir, dans les délais réglementaires à toute personne ayant effectué une D.T. ou une D.I.C.T. les informations et données géographiques en référence aux nouvelles classes de précision.

De façon générale, le Délégataire devra :

- répondre dans les délais réglementaires aux déclarations de projets de travaux (DT) qui lui sont transmises par le responsable du projet ;
- répondre dans les délais réglementaires aux déclarations d'intention de commencement des travaux (DICT) qui lui sont transmises par les exécutants des travaux ;
- fournir dans les récépissés de DT / DICT l'ensemble des informations visées par les textes en vigueur, complétées par toutes recommandations utiles au vu de la nature des travaux prévus et de la configuration des ouvrages du service. A ce titre, il anticipe les situations accidentelles, au vu notamment de la criticité des ouvrages du service à proximité desquels les travaux sont prévus ;
- contribuer aux investigations complémentaires rendues nécessaires.

7.13.3 – Obligations du Délégataire au titre des travaux qu'il effectue

Au titre des travaux qu'il effectue dans le cadre du présent contrat, le Délégataire :

- Mettra en œuvre des procédures d'accès aux canalisations lors des interventions urgentes conformes à la réglementation (émission et gestion des Avis de Travaux Urgents) ;
- Procédera à l'émission des DT et DICT et à leur gestion auprès des autres concessionnaires et/ou exploitants conformément à la réglementation ;
- Respectera les procédures d'exécution des chantiers conformément aux nouvelles procédures et exigences, qui découlent directement du décret 2011-1241 du 5 octobre 2011, des arrêtés du 15 février 2012 et du 28 juin 2012 ;
- Tous les ouvrages neufs réalisés par le délégataire, incluant les branchements, feront systématiquement l'objet de relevés topographiques précis géo-référencés en « classe A ».

7.13.4 – Evolutions et enrichissement de la Base de données du Système d'Information Géographique

Pour permettre de répondre aux obligations liées à la gestion des nouvelles données topographiques, les dispositions de l'article 2.8.1.2 du contrat sont complétées par les suivantes :

7.13.4.1 Evolution de la base de données du S.I.G.

Fiabilisation des Données existantes :

La base de données déjà disponible sera enrichie des informations collectées par le Déléataire au cours du présent contrat, par le recensement des caractéristiques des ouvrages lors des investigations complémentaires et/ou lors des actions d'entretien réalisées sur ceux-ci par le Déléataire lorsque les données sont disponibles : dimensions, diamètres, matériaux, année de pose, profondeur et pente, catégorie de l'ouvrage, emplacements géo référencés et classe de précision.

De son côté, la Collectivité est tenue de communiquer au Déléataire tous les plans et documents disponibles intéressants les installations du service délégué (divers plans de récolement suite aux travaux d'extension et de renouvellement effectués sur les réseaux, autres documents techniques).

A la différence des autres informations exigées, « l'année de pose » est une donnée sans caractère technique qui caractérise l'histoire du développement du réseau d'eau potable et, plus globalement, celui du développement socio-économique de la Collectivité. Afin de compléter l'information « année de pose », la Collectivité mettra donc à disposition du Déléataire l'historique des plans dont elle dispose (plan de ville, plan d'urbanisme, cadastre, etc.) permettant de reconstituer, si possible, les phases successives du développement urbain de son territoire.

A l'issue de cette action, la Collectivité et le Déléataire conviendront s'il est nécessaire d'accroître davantage le taux de renseignement de la donnée « année de pose » (ou période de pose) et, le cas échéant, décideront des modalités pour y parvenir.

Nouveaux ouvrages :

La Collectivité et le Déléataire établiront ensemble les procédures visant à ce que les plans de récolement pour les travaux réceptionnés soient réalisés selon les modalités et les délais prévus au décret du 5 octobre 2011 et des arrêtés du 15 février et 28 juin 2012. Sur ce point, la Collectivité veillera à ce que les cahiers des charges des prestations de travaux sous sa Maîtrise d'Ouvrage ou les conventions de rétrocession des ouvrages soient compatibles avec les exigences réglementaires précitées notamment en ce qui concerne la traçabilité des données et facilitent ensuite l'échange d'informations numérisées avec le Déléataire. Dans le cas contraire, la Collectivité se charge des levés topographiques lorsque nécessaire.

Abandon d'ouvrages

La Collectivité et le Déléataire établiront ensemble les procédures visant à ce que les ouvrages abandonnés puissent être déclarés auprès du guichet unique selon les délais réglementaires.

Investigations complémentaires

Afin d'améliorer continuellement la cartographie des ouvrages en service, le délégataire intégrera les résultats des investigations complémentaires réalisées par ses soins ou par les maîtres d'ouvrage tiers, pour lesquelles les relevés topographiques précis géo-référencés des ouvrages ainsi que les informations assurant leur pleine traçabilité lui auront été communiqués.

7.13.4.2 Remise des plans des réseaux et de la base de données à la Collectivité

Les plans et la base de données (sous format papier pour le premier et sur CD-Rom pour la base de données) sont remis dans leur intégralité à la collectivité en fin de contrat, une fois par an ainsi qu'à chaque

demande de la collectivité ou de son service de contrôle. Les plans des réseaux ainsi remis à la collectivité seront une édition cartographiée à l'échelle 2000^{ème} utile à matérialiser la présence des réseaux et à la compréhension de leur fonctionnement hydraulique.

PROJET

TROISIEME PARTIE - DISPOSITIONS FINANCIERES ET FISCALES

Chapitre 8. – Clauses financières relatives à la redevance d'assainissement

Article 8.1. – Éléments de la redevance d'assainissement collectif

La redevance d'assainissement couvre l'ensemble des charges du service d'assainissement collectif.

La redevance comprend :

- une part revenant au délégataire,
- une part revenant à la collectivité.

La part du délégataire comporte un abonnement (partie fixe) et la consommation (partie variable de la facturation en fonction du volume d'eau facturé à l'abonné par le service d'eau potable).

Le montant et la définition de la part de la collectivité sont fixés par délibération de son assemblée délibérante.

Les redevances des agences de l'eau sont visées à l'article 10-4 du contrat.

A ce prix, s'ajoute la taxe sur la valeur ajoutée.

La redevance d'assainissement est assise sur les volumes d'eau prélevés sur le service public d'eau potable ou sur toute autre source (dans le cas où l'usager est desservi en eau par une alimentation distincte du service public de distribution d'eau), dont l'usage génère un rejet d'une eau usée collectée par le service de l'assainissement. Ces conditions particulières sont fixées au règlement de service.

Article 8.2. – Modalités de facturation

8.2.1 – Généralités

Le délégataire est tenu de percevoir les droits et redevances institués par la loi pour le compte de l'Etat et d'organismes publics.

La période prise en compte pour la facturation de l'assainissement collectif est la période de consommation du service de l'eau potable soit :

- ✓ Du 1^{er} janvier n au 31 décembre n pour les Communes adhérentes au service public d'eau potable du C.T. de Vélines
- ✓ du 1^{er} juillet n-1 au 30 juin n pour les Communes adhérentes au SIAEP de Montpon Villefranche

Les volumes consommés sont relevés par les services de l'eau potable respectivement au mois de juin ou de décembre.

Il est facturé :

Facture semestrielle après relevé des compteurs d'eau potable:

- ✓ La partie fixe correspondant au semestre à venir.
- ✓ La partie variable correspondant à la consommation de l'année écoulée au vu du relevé effectué par le service d'eau potable, déduction faite de l'acompte facturé au semestre précédent.

Facture semestrielle intermédiaire :

- ✓ La partie fixe correspondant au semestre à venir.
- ✓ La partie variable calculée sur la base de 50% de la consommation de la période de consommation écoulee.

La collectivité notifie au délégataire un mois avant chaque facturation l'assiette à prendre en compte pour les usagers disposant de ressources en eau privées.

8.2.2 – Liaison avec les services de l'eau potable

La facturation est assurée par les gestionnaires des services publics d'eau potable dans le cadre des conventions jointes au présent contrat.

Pour les communes dont le délégataire gère le service d'eau potable, les redevances seront perçues par le biais de la facture d'eau et selon l'application des termes du contrat d'affermage de ce service.

Pour les communes rattachées au service de l'eau potable de Vélines, une convention de facturation et de recouvrement est établie entre le gestionnaire de ce service et le délégataire. Cette convention est annexée au contrat.

8.2.3 – Paiement fractionné

Les conditions et modalités d'application du paiement fractionné des factures d'eau sont précisées dans le règlement de service.

8.2.4 – Cas particulier des gros consommateurs

S'ils en font la demande, les gros consommateurs peuvent faire l'objet d'une relève et d'une facturation mensuelle.

8.2.5 – Contentieux de la facturation

Les modalités de traitement du contentieux de la facturation sont déterminées dans le règlement du service annexé au présent contrat.

8.2.6 – Gestion du statut des raccordés au service :

Afin d'augmenter le taux d'assujettissement, le délégataire s'engage à mettre en œuvre une méthodologie de suivi du statut des raccordés/raccordables au réseau d'assainissement.

Il procédera via la géolocalisation des compteurs d'eau potable, mise à disposition conformément aux conventions avec les gestionnaires des services d'eau potable, au croisement des bases de données clientèles et cartographiques du service.

Lors de détections d'incohérences liées au statut des raccordés, une liste d'intervention en clientèle sera alors produite afin de vérifier sur le terrain les défauts d'assujettissement.

Article 8.3. – Part perçue pour le compte de la collectivité

Le délégataire percevra auprès des abonnés du service la surtaxe de la collectivité, correspondant à la mise à disposition des installations propriétés de la collectivité dans le cadre de l'exécution du présent contrat et s'ajoutant à sa rémunération propre.

L'assiette sur la base de laquelle sera calculée cette surtaxe est identique à celle servant au calcul de la rémunération du délégataire et son tarif fixé par délibération de la collectivité.

La collectivité notifie au délégataire annuellement un mois avant le début de la période de consommation, le tarif applicable pour la période de consommation à venir.

En l'absence de notification dans ce délai, le délégataire pourra reconduire le tarif de l'année précédente.

Le délégataire versera à la collectivité sous réserve de réception d'un titre de recette se conformant aux conditions de forme visées à l'article 242 nonies A de l'annexe II au CGI, le montant de la surtaxe auquel s'ajoutera la TVA au taux du droit commun visé à l'article 278 du CGI (BOI-TVA-CHAMP -10-20-10-10-20130801 §97), en vigueur à la date de facturation dans les conditions suivantes :

Le 15 Mars de l'année n :

- ✓ 90 % du montant des factures émises au mois de janvier de l'année n
- ✓ Versement complémentaire du solde des montants encaissés au 31 décembre n, relatif aux factures émises de juillet à décembre n-1.

Le 1er Juin de l'année n

- ✓ le solde des montants facturés de l'année n-1 et des périodes antérieures au vu du compte-rendu financier.

Le 15 septembre de l'année n :

- ✓ 90 % du montant des factures émises au mois de juillet l'année n
- ✓ Versement complémentaire du solde des montants encaissés au 30 juin n, relatif aux factures émises de janvier à juin n.

Chaque versement sera accompagné d'une note justificative donnant :

- Le montant et l'assiette des factures émises pour chaque période d'abonnement ou de consommation,
- le détail des montants encaissés reversés en distinguant abonnement et part proportionnelle ainsi que chaque période d'abonnement ou de consommation.

Le non-respect par le délégataire des dates de facturation n'entraîne pas de décalage dans l'assiette et les dates de reversement.

Article 8.4. – Tarif de base de la part du délégataire

La rémunération du délégataire est la contrepartie des obligations mises à sa charge par le présent contrat.

Sous réserve de l'application de l'indexation prévue à l'article suivant, la rémunération du délégataire résulte de l'application du tarif de base suivant :

ABONNEMENT = partie fixe annuelle en euros, hors taxes : ...47 €

PART PROPORTIONNELLE A LA CONSOMMATION :

Tranche de consommation	Prix au mètre cube
Le m3	0.8450 euros

Date d'applicabilité du tarif : 1^{er} Janvier 2022

Article 8.5. – Modalités d'indexation du tarif de base de la part du délégataire

Le tarif de base de la part du délégataire est indexé une fois par an au 1er janvier en application de la formule suivante :

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

$$P_n = P_0 \times k$$

– où P_0 est le tarif de base et P_n est le tarif qui s'applique au 1er janvier de l'année n.

$$K = 0,15 + 0,27 \frac{ICHT-E}{ICHT-E_0} + 0,09 \frac{EBT}{EBT_0} + 0,07 \frac{FD}{FDo} + 0,42 \frac{TP10a}{TP10a_0}$$

- Le coefficient k est arrondi au dix millième le plus proche (4 décimales), les calculs intermédiaires étant menés au cent millième le plus proche (5 décimales).
- La valeur des indices utilisée pour les calculs d'indexation est la dernière valeur connue au 15 Novembre de l'année n-1.
- La valeur initiale des paramètres ci-dessus est la dernière valeur connue au 15 Novembre 2021

indice	Valeur	Descriptif de l'indice	Identifiant
I_{1_0}		L'indice ICHT-E est un indice de coût horaire du travail, tous salariés, de la production et la distribution d'eau; de l'assainissement, de la gestion des déchets et de la dépollution. (Base 100 décembre 2008)	ICHT-E
I_{2_0}		Electricité tarif bleu professionnel option heures creuses	010534763
I_{3_0}		Frais et services divers – Modèle de référence N°1	FSD1
I_4		Canalisations, égouts, assainissement et adduction d'eau avec fournitures de tuyaux	TP10-a

Les tarifs ainsi indexés sont arrondis à deux décimales pour l'abonnement et à trois décimales pour la partie proportionnelle.

Le tarif de base est appliqué sans indexation sur la première année de consommation.

30 jours avant chaque facturation, et en tout état de cause avant le 1er janvier de l'année n, le délégataire fournit à la collectivité les tarifs révisés avec le détail du calcul de la formule de variation, le calcul du coefficient applicable au bordereau des prix ainsi que celui des tarifs annexes (frais d'accès au service, ...).

En cas de changement de base d'un indice de la formule d'indexation, le raccordement est effectué par le système de la double fraction appliqué sur les valeurs au dernier mois de publication commune.

Dans le cas où l'un des paramètres définis ci-dessus cesserait d'être publié, les parties se mettent d'accord pour lui substituer un ou des paramètres équivalents qui feraient l'objet d'un échange de lettres avec accusé de réception.

Article 8.6. – Tarifs spéciaux

Sans objet

Chapitre 9. – Autres clauses financières.

Article 9.1. – Travaux de branchements neufs sur bordereaux de prix

Les travaux de branchements neufs qui peuvent être confiés au délégataire en application du présent contrat, sont évalués d'après le bordereau de prix annexé au présent contrat, les prix unitaires étant affectés des coefficients suivants :

- montant de travaux compris entre 0 et 3 000 euros HT : coefficient = 1
- montant de travaux supérieur à 3 000 euros HT : coefficient = 0.95

Les prix unitaires inclus dans le bordereau sont indexés au moyen de la formule de variation suivante :

$$P_n = P_0 \times (0,15 + 0,85 \frac{TP10a}{TP10a_0})$$

dans laquelle TP 10a représente l'index « index canalisations assainissement et adduction d'eau ».

La valeur de TP10 a₀ est = [.....], valeur Connue au 15 Novembre 2021

La valeur de TP10a prise en compte pour la facturation est celle connue au 1^{er} janvier de l'année d'acceptation du devis.

Article 9.2. – Tarifs liés à l'application du règlement de service

Les conditions d'application des tarifs prévus au règlement de service sont détaillées dans ce même règlement.

L'ensemble des tarifs liés au règlement du service est indexés par application des règles d'indexation du tarif de base de la part du délégataire prévues au présent contrat.

Article 9.3. – Clauses financières particulières

Sans objet

Chapitre 10. – Régime fiscal

Article 10.1. – Impôts

Tous les impôts ou taxes établis par l'État et ses établissements publics, les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération, y compris les impôts relatifs aux immeubles du Service, sont à la charge du délégataire. Toutefois, l'impôt foncier reste à la charge de la collectivité.

Article 10.2. – Taxe sur la valeur ajoutée

La Collectivité qui met à disposition ses installations à titre onéreux exerce une activité taxable à la TVA et, à ce titre, ne transfère pas au délégataire le droit à déduction de la taxe sur la valeur ajoutée ayant grevé les investissements qu'elle a financés pendant la durée du présent contrat (BOI-TVA-CHAMP-10-20-10-10-20130801 §93).

10.2.1 Régularisation en début de contrat

Le changement d'exploitant s'assimile à une transmission d'une universalité totale ou partielle de bien (instruction fiscale 3 A-6-06) et il sera fait application de l'article 257 bis du Code Général des Impôts.

Le délégataire est réputé continuer la personne de l'exploitant précédent. Il est donc tenu, s'il y a lieu, d'opérer les régularisations du droit à déduction et les taxations de cessions ou de livraisons à soi-même qui deviendraient exigibles postérieurement à la transmission d'universalité et qui auraient en principe incombé au cédant si ce dernier avait continué à exploiter lui-même l'universalité.

10.2.2 Redevances et surtaxes reversées à la Collectivité

Les redevances et surtaxes perçues par la Collectivité qui constituent la contrepartie de la mise à disposition des installations sont soumises à la TVA au taux du droit commun visé à l'article 278 du CGI (BOI-TVA-CHAMP -10-20-10-10-20130801 §97).

La taxe ainsi collectée et facturée par la Collectivité sera alors déductible dans les conditions de droit commun par le Délégataire (CGI, article 271).

Article 10.3. – Redevances pour occupation du domaine public

Toutes les redevances domaniales ou non seront à la charge de la collectivité.

Article 10.4. – Redevances de l'agence de l'eau

Le délégataire perçoit et reverse à l'agence de l'eau dans les conditions fixées par la réglementation la redevance pour modernisation des réseaux de collecte.

Article 10.5. – Taxe sur la production de boues d'épuration

Elle est à la charge du délégataire.

QUATRIEME PARTIE - SUIVI DE L'EXECUTION ET FIN DU CONTRAT

Chapitre 11. – Comptes-rendus du délégataire

Article 11.1. – Éléments pour le rapport annuel sur le prix et la qualité du service

Afin de permettre au représentant de la collectivité la production du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public prévu à l'article L.2224-5 du Code général des collectivités territoriales, le délégataire fournit, avant le 1^{er} juin suivant la clôture de l'exercice, les éléments relevant de leur compétence sur les indicateurs techniques et financiers contenus dans l'annexe V du Code général des collectivités territoriales, visés à l'article D.2224-1 de ce même code, à l'exception des données sur l'encours et l'état de la dette.

Les éléments à fournir sont produits en même temps sous un format informatique défini avec la Collectivité.

Le représentant de la Collectivité transmet au Délégataire, pour information, une copie du rapport annuel sur le prix et la qualité du service public.

Article 11.2. – Rapport annuel du délégataire

Pour permettre la vérification et le contrôle de l'exécution du présent contrat, le délégataire envoie avant le 1^{er} juin suivant la clôture de l'exercice, un rapport annuel conforme aux dispositions de l'article R.1411-7 du Code général des collectivités territoriales et à celles prévus dans le présent chapitre.

Le rapport annuel est produit en 3 exemplaires sur support papier et 1 exemplaire sous un format informatique défini par la collectivité.

Il appartient au délégataire, à l'aide de ces documents, de mettre en évidence les cas où une ou plusieurs conditions de révision des conditions financières de la délégation sont remplies.

Sauf indication contraire, la valeur des données à fournir par le délégataire est celle à la date de la fin de l'exercice.

Article 11.3. – Compte-rendu technique

Le compte-rendu technique comporte deux parties :

- les données sur l'état du service
- les données et informations sur l'activité du service

11.3.1 – Données sur l'état du service

Le délégataire doit fournir annuellement les données et informations suivantes :

Données sur les raccordés	
	nombre d'immeubles raccordables
	liste des immeubles raccordables et non raccordés
	liste des immeubles raccordables et non raccordés depuis plus de 2 ans

liste des immeubles raccordés non assujettis à la facturation du service de l'assainissement
nombre total de branchements (en service ou non)
nombre total de branchements en service
nombre total d'usagers
nombre d'usagers domestiques
nombre d'usagers titulaires d'une convention spéciale de déversement ("industriels") et liste détaillée
nombre d'usagers collectifs (immeubles collectifs n'ayant pas bénéficié d'une individualisation des contrats de fourniture d'eau)
nombre d'usagers communaux
nombre d'usagers domestiques décomposé par commune
nombre d'usagers non domestiques décomposé par commune
Nombre de contrôles de branchements réalisés par type contrôle et résultat de conformité

Collecte et transport des effluents

longueur totale de canalisations de collecte et transport (hors branchement)
longueur de réseau gravitaire avec répartition par diamètre, matériau et classe d'âge
longueur de réseau sous pression avec répartition par diamètre, matériau et classe d'âge
longueur de canalisations de branchements avec répartition par diamètre, matériau et classe d'âge
nombre de regards (visibles ou non) sur le réseau
nombre de boîtes de branchement
nombre de stations de pompage en service avec fiche caractéristique de chacune (implantation - débit - type de pompes - date d'étalonnage des pompes - télésurveillance et télégestion - trop plein avec exutoire - date de mise en service)

Traitement des eaux usées (par unité de traitement)

descriptif détaillé de la filière d'épuration avec schéma joint
capacité de traitement
nombre de raccordés
objectifs de qualité (normes de rejet, référence de l'arrêté)
descriptif du milieu récepteur
liste des points de rejet potentiels (exutoires, déversoirs, trop-pleins)
liste des points de rejet faisant l'objet d'un suivi quantitatif

11.3.2 – Données sur l'activité du service

Assiette de facturation	
	volume total facturé auprès des usagers assainissement
	volume facturé auprès des usagers domestiques
	volume facturé auprès des usagers titulaires d'une convention spéciale de déversement avec liste des usagers et volumes facturés
	volume facturé auprès des usagers communaux
Fonctionnement du réseau	
	volume collecté : volume d'eaux usées, intercepté par le réseau de collecte et d'évacuation vers les systèmes d'épuration des effluents. (Faute de mesure, ce volume est approché par le volume facturé en assainissement).
	nombre de débordements ou inondations (mesurés directement ou suivis par les plaintes) avec liste précisant la localisation et le nombre d'usagers touchés. [Si x usagers sont touchés par le même débordement, on compte un débordement pour chaque usager touché (soit x débordements au sens de la définition). Seules les inondations liées à la mise en charge du réseau sont prises en compte (les débordements liés à une obstruction du branchement due à l'utilisateur ne sont donc pas comptés). Il est souhaitable de distinguer les inondations dues à des événements pluviométriques de celles liées à des obstructions ponctuelles du réseau.]
	nombre total de désobstructions sur réseau
	nombre total de désobstructions sur branchement
	nombre total d'obstructions sur branchement causées par l'utilisateur
	nombre de points noirs sur réseaux. Il s'agit de sites structurellement sensibles se caractérisant par la répétition du problème ou par l'obligation d'y intervenir au moins 2 fois par an. Il peut s'agir de contre-pentes, intrusions de racine, déversement, ...
	fiche caractéristique de fonctionnement de chaque poste de refoulement comprenant : temps de fonctionnement annuel - date de tarage des courbes de pompes - volumes mensuels et annuels pompés - énergie consommée - nombre de jours d'arrêt de fonctionnement
Fonctionnement de l'épuration	
	volume d'effluents arrivant au système d'épuration
	volume d'effluents entrant au système d'épuration (= volume arrivant - volume bypassé après l'entrée - volume rejeté au milieu avant épuration complète)
	volume maximal journalier traité par le système de traitement
	volume moyen journalier traité par le système de traitement
	charge entrante en kilogrammes par jour pour les paramètres suivants : DBO5, DCO, MES, azote (NTK),
	Charge sortante en kilogrammes par jour pour les paramètres suivants : DBO5, DCO, MES, azote

(NTK), [s'ils existent, sur la moyenne des bilans 24 heures réalisés dans l'année]
nature et quantité de chaque réactif introduit dans la filière d'épuration en tonnes par an
production réelle de boues en tonnes de matière sèche par an (et en volume) : Total annuel de la production de boue (en masse) sur un système de traitement (hors résidus de prétraitement) calculée en sommant les productions mensuelles extrapolées sur des mesures (au moins 3 par mois si possible). <i>Il faut bien préciser la qualité de la mesure. Les données utiles pour le calcul de la production théorique de boue sont :</i> <i>Cas des boues activées : charge annuelle entrante de DBO5 et de MES</i> <i>Cas des traitements physico-chimiques : charge annuelle entrante de DBO5,</i> <i>nature et quantité annuelle de réactifs utilisés.</i>
bilan en énergie électrique
nombre de bilans réalisés. Donner en plus le détail selon les paramètres suivants : DBO5, DCO, MES, NTK, PT, pH, température (se reporter aux exigences de l'arrêté d'autorisation de rejet)
nombre de bilans conformes : Un bilan est considéré comme non conforme dès qu'un des paramètres testés dépasse les normes. Donner en plus le détail, selon les paramètres suivants : DBO5, DCO, MES, NTK, PT, pH, température (se reporter aux exigences de l'arrêté d'autorisation de rejet)]
nombre de contrôles réalisés par le délégataire en plus du programme d'autosurveillance.
suivi des rejets sans épuration dans le milieu récepteur : en nombre ou en flux (conformément à l'arrêté du 22 décembre 1994) : <ul style="list-style-type: none"> en réseau unitaire : Volume déversé / nombre de points de déversement suivis (déversoirs d'orage et de dérivation) A défaut de mesure des volumes, l'indicateur devient : nombre de déversements / nombre de points de déversement (déversoirs d'orage et de dérivation) soumis à mesure <ul style="list-style-type: none"> en réseau séparatif : Volume déversé A défaut de mesure des volumes, l'indicateur devient : nombre de déversements dans le milieu récepteur par an
suivi des rejets sans épuration dans le milieu récepteur : nombre de points de déversement suivis par une mesure de débit [Donner également le nombre total de points de déversement]
Nombre de jours de dysfonctionnement majeur Le dysfonctionnement majeur se caractérise par un dépassement sensible des normes de rejets (valeur réhibitoire). Les dysfonctionnements majeurs comportent au moins les incidents signalés à la police des eaux.
Moyens mis en œuvre par le délégataire
effectifs : organigramme local et liste des salariés en CDD ou CDI affectés au contrat, avec mention du statut qui leur est applicable, de leur qualification, de leur temps de travail affecté au

	contrat et de la masse salariale correspondante
	modalités d'accueil (locaux, horaires, ...)
	Astreintes
Renouvellement	
	liste détaillée des interventions du délégataire dans le cadre de chaque rubrique de renouvellement avec désignation du bien, date de mise en service et montant du renouvellement
	longueur totale de réseau renouvelé avec détail des linéaires, matériaux, diamètres et localisation par tronçon
	liste des branchements renouvelés et montant
Autres travaux	
	description des interventions de réparation et entretien par type (obstruction sur canalisation principale, rupture sur canalisation principale, défaut d'étanchéité, obstruction sur branchement, rupture sur branchement, panne station, entretien courant) avec date et localisation + synthèse par type
	longueur total de réseau réhabilité avec détail des linéaires, matériaux, diamètres et localisation par tronçon
	liste des branchements neufs portés à la connaissance du délégataire, réalisés par la collectivité dans le courant de l'année.
	liste des branchements neufs en attente de raccordement. portés à la connaissance du délégataire, réalisés par la collectivité dans le courant de l'année.
	nombre de raccords réalisés dans un délai inférieur ou égal à 15 jours après autorisation administrative et acceptation du projet
	autres travaux neufs pour la collectivité ou pour des tiers
	longueur de réseau (hors branchements) ayant fait l'objet d'un hydrocurage préventif. Cela correspond à des opérations programmées. L'hydrocurage préventif se distingue du curage réalisé dans le cadre d'une alerte (suivi par le taux d'obstruction).
	description des travaux, portés à la connaissance du délégataire, réalisés par la collectivité dans le courant de l'année
Relation avec les usagers	
	actions de communication auprès des usagers
	nombre de contacts avec un usager (par écrit et par oral) nécessitant une réponse écrite
	nombre de réponses à un usager envoyées dans un délai inférieur ou égal à 15 jours calendaires après le contact. [le délai est le nombre de jours écoulés, entre la date de réception du courrier chez l'exploitant (ou pour un contact téléphonique, la date de réception de l'appel demandant réponse écrite) et la date de dépôt de la réponse à la poste. Les délais de transmission entre les différents services sont à prendre en compte dans le délai de réponse. Les week-end et jours fériés sont également à prendre en compte.]
	nombre de lettres d'attente envoyées dans les quinze jours suivant un contact.

réclamations : une réclamation se caractérise soit par l'expression explicite d'une insatisfaction, soit par une simple interrogation sur une situation jugée anormale par l'usager.

Les réclamations adressées par voie orale ou par voie de courrier concernent des thèmes récurrents. Il faut préciser ces thèmes avec le nombre de réclamations, en se guidant sur la nomenclature ci-dessous :

exploitation = B-1-1 : obstruction sur réseau, B-1-2 : obstruction sur branchement, B-2-1 : débordement/inondation sur station de pompage, B-2-2 : débordement/inondation chez l'usager, B-3 : casse, B-4 : odeurs ;

travaux : C-1 : réclamation sur travaux de réparation sur réseau (ex : rendez-vous manqué, nuisance pour bruit, odeur, circulation, propreté des travaux), C-2 : réclamation sur travaux réalisés sur branchements (idem) ;

Service relations commerciales : D-1 : réclamation sur niveau du prix, D-2 : réclamation pour erreur de relève ou facturation, D-3 : réclamation sur la qualité des contacts et de l'accueil.

nombre de travaux de branchements neufs réalisés

nombre de travaux de branchements neufs réalisés dans un délai inférieur ou égal au délai contractuel (les week-end et les jours fériés sont à prendre en compte dans le délai).

Existence d'engagements envers le client comportant notamment les points suivants :

- proposition de rendez-vous sous 8 jours
- respect des rendez-vous dans une plage de 3 heures au plus
- intervention dans les 1 heures en cas d'urgence
- délais de réponse au courrier inférieur à 15 jours
- envoi d'un devis pour nouveau branchement sous 8 jours
- délais de réalisation des travaux de branchement ou raccordement (après acceptation et autorisation du projet) inférieur à 15 jours 1 mois

Facturation

Nombre d'abonnés bénéficiant d'un paiement fractionné (mensualisation ou paiement trimestriel)

nombre d'échéanciers de paiement accordés dans l'année

nombre de relances pour non paiement envoyées par courrier recommandé durant l'année [La première relance recommandée fait suite à de simples courriers de rappel. Elle est, dans le cas général, envoyée après un délai fixé après la date limite de recouvrement indiquée sur la facture (souvent 2 mois). Remarque : Si une facturation habituellement envoyée à la fin de l'année se trouve retardée et que le délai de première relance se trouve alors exceptionnellement décalé sur l'exercice suivant, le calcul est faussé. Il faut en tenir compte dans l'interprétation de l'indicateur.]

Continuité du service

nombre total d'interruptions non programmées du service

durée totale des interruptions non programmées
(durée en h x population touchée) / (365 x 24 x population desservie)

Informations relatives à l'évolution du service

évolution générale des ouvrages, incluant le rapport sur l'état de vétusté

difficultés rencontrées et/ou prévisibles, liste des insuffisances constatées

propositions d'amélioration avec justifications

actualisation des plans des installations

actualisation de l'inventaire des ouvrages
--

En annexe au compte rendu technique, le délégataire fournit également :

- la nature des eaux déversées dans le réseau de collecte,
- l'état de l'actualisation de l'inventaire des ouvrages,
- l'état de l'actualisation des plans des installations,
- le schéma général des installations,
- le schéma des filières d'épuration,
- les bilans annuels de l'autosurveillance conformément à la réglementation en vigueur,
- La mise à jour des plans du réseau sous format informatique
- La mise à jour du SIG sous support informatique
- le bilan annuel des contrôles de fonctionnement du système d'assainissement suivant l'arrêté du 31 juillet 2020 modifiant l'arrêté du 21 juillet 2015 modifié relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5
- un état des variations du patrimoine immobilier intervenues dans le cadre du contrat pour l'application du L.2241-1 du CGCT, mais qui inclura aussi :
 - les démolitions et constructions d'immeubles,
 - les biens immobiliers mis en place par le délégataire s'ils sont dédiés au service.

Article 11.4. – Compte-rendu financier

11.4.1 – Compte annuel des résultats de l'exploitation de la délégation

Ce compte comporte :

- au crédit, les produits du service revenant au délégataire y compris le produit de l'eau importée à traiter, les recettes liées à l'application du règlement du service, les recettes liées aux travaux neufs (chaque type de recette est individualisé), et les rémunérations perçues pour prestations pour compte de tiers,
- au débit, les dépenses propres à l'exploitation, évaluées si nécessaire de façon extra-comptable en raison des ventilations nécessaires.

Il est accompagné d'une présentation des méthodes et des éléments de calcul économique annuel et pluriannuel retenus pour la détermination des produits et charges directs et indirects imputés au compte de résultat de l'exploitation, les méthodes étant identiques d'une année sur l'autre sauf modification exceptionnelle et dûment motivée. Doivent notamment être précisés :

- les différents niveaux de constatation des charges directes et indirectes,
- les principes et méthodes comptables retenues pour la production des informations financières,

- les méthodes d'affectation des coûts indirects ou des structures,
- la description et le mode de calcul des charges économiques extra comptables,
- la méthode de calcul de la charge économique imputée au compte annuel de résultat d'exploitation de la délégation au titre du programme contractuel d'investissements en premier établissement et du renouvellement des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public délégué,

et, de façon générale, toutes les méthodes en usage chez le délégataire dont les commentaires sont nécessaires à la compréhension des comptes présentés.

Le compte annuel des résultats d'exploitation de la délégation rappelle les données de l'année précédente. Pour la première année d'exploitation il rappelle les données du compte prévisionnel d'exploitation annexé au contrat.

La modification des modalités d'imputation des charges par rapport au compte prévisionnel d'exploitation annexé au contrat doivent être exceptionnelles et dûment motivées.

11.4.2 – Suivi des programmes d'investissement et de renouvellement

Pour le renouvellement et les éventuels travaux neufs à la charge du délégataire, il est fourni un état reprenant, année par année, depuis l'origine du contrat jusqu'à l'exercice concerné, les sommes provisionnées et les sommes réellement dépensées, réparti par type de (renouvellement non programmé, renouvellement programmé, travaux neufs). Cet état est détaillé pour chacun des biens inscrits dans le programme de renouvellement ou le programme de travaux.

11.4.3 – Compte des flux financiers

Ce compte doit préciser :

- pour chaque facturation, le détail par tranche, par type d'abonné et par régime de paiement des sommes facturées pour le compte du délégataire et de la collectivité avec indication des assiettes
- la récapitulation des recettes liées aux conventions spéciales de déversement, accompagnée du détail par convention de la part délégataire et de la part collectivité
- le détail des montants liés à l'application de conventions de déversements avec d'autres collectivités, avec factures justificatives
- la liste détaillée des annulations sur exercices antérieurs
- le détail des sommes perçues pour le compte de tiers, y compris le détail des sommes perçues auprès des abonnés
- la récapitulation des reversements de la part collectivité
- la récapitulation des attestations de TVA enregistrées et des sommes encaissées avec justification des délais
- les sommes perçues par application du règlement du service
- les sommes perçues au titre des travaux et prestations (matières de vidanges, ...) exécutés en application du contrat
- la liste et le montant des dégrèvements pratiqués par le délégataire ainsi que la liste des décisions de la collectivité relatives à des dégrèvements
- la liste et le montant des pénalités appliquées au délégataire
- l'état récapitulatif de toutes les opérations comptables effectuées dans le cadre du recouvrement de la redevance d'assainissement
- la liste détaillée des impayés par facturation et les propositions d'admissions en non-valeurs

11.4.4 – Engagements à incidences financières nécessaires à la continuité du service public.

Sont notamment indiqués :

- les engagements significatifs, sortant de l'ordinaire, nécessaires à la continuité du service public, existants à la fin du contrat (Les informations sur les contrats en cours pourront n'être que qualitatives dans le rapport, si nécessaire pour préserver le secret des affaires mais la collectivité pourra s'en faire communiquer le détail au titre de son droit de contrôle,
- les engagements à incidences financières résultant d'obligations juridiques autres que contractuelles (litiges avec des constructeurs ou des voisins...),
- le nombre d'agents affectés au service et la masse salariale affectée au contrat en distinguant personnel directement ou exclusivement affectés au contrat et agents mutualisés sur plusieurs services,.
- les éventuelles charges de rémunération nées avec le contrat, qu'après la fin de celui-ci, un nouvel exploitant aurait à supporter (13^{ème} mois, congés payés...).

Article 11.5. – Information permanente de la Collectivité

Le délégataire tient la collectivité régulièrement informée de son activité et des diverses interventions spécifique qu'il est amené à réaliser.

A ce titre il prévoit les dispositions suivantes :

Le délégataire tiens informé sur les activités suivantes :

- Evènement quotidien sur le réseau pouvant impacter le fonctionnement du réseau de collecte (obstruction, odeur, casse, etc...)

- Suivi permanent des chantiers de renouvellement de canalisations

Mise à disposition des élus concernés et des service l'application i-topo qui permettra d'avoir accès aux informations suivantes :

- Notification d'incidents sur le réseau avec effet impactant sur la continuité du service (localisation et photos)

- Suivi en temps réel de l'avancement d'un chantier (c'est le chef de chantier de l'équipe AGUR qui alimente la base d'information)

En parallèle de la communication orientée vers la collectivité possibilité au cas par cas d'utiliser un dispositif de diffusion en masse d'un message à destination des usagers (250 000/H) sous forme de SMS, appels vocaux, emails).

La Communication et l'information de la collectivité sera en outre réalisée au travers de réunions périodiques :

- ✓ **Points Hebdomadaires (suivi de l'exploitation courante)**
- ✓ **Réunions mensuelles (Suivi de l'évolution du service et de l'avancement des tâches)**
- ✓ **Réunions trimestrielles (Point sur les sujets structurants)**
- ✓ **Présentation annuelle du RAD**

Le délégataire signale à la collectivité, par tout moyen et dans les meilleurs délais possibles, les incidents nécessitant ou ayant nécessité une intervention urgente de la part du délégataire. Ces informations sont confirmées par écrit.

Le délégataire fournit tous les 6 mois, en même temps que le rapport annuel puis 6 mois après, les documents prévus par l'article D.8222-5 du code du travail.

Le délégataire est tenu d'assister à la demande de la collectivité aux réunions de l'assemblée délibérante ou de ses commissions.

Sur demande spécifique de la collectivité, le délégataire fournit notamment :

- la liste classée des abonnés du service avec adresses de branchement et volume assujetti des trois dernières années,
- la liste des abonnés ayant une convention spéciale de déversement avec volumes assujettis, montants facturés et calcul de la facture des trois dernières années,
- la localisation géographique des abonnés et des volumes assujettis et son évolution sur une période donnée,
- un état des abonnés dont le volume assujetti dépasse 6000 mètres cubes par an, contenant le nom, le volume et le montant de la facture,
- la liste nominative des mouvements d'abonnés sur une période donnée,
- la restitution des informations issues du système de télégestion.

Chapitre 12. – Contrôle exercé par la collectivité

Article 12.1. – Objet du contrôle

La collectivité dispose d'un droit de contrôle permanent sur l'exécution technique et financière du présent contrat par le délégataire, ainsi que sur la qualité du service rendu aux abonnés.

Ce droit comporte la possibilité de se faire fournir des documents ou d'aller les consulter dans les bureaux du délégataire.

Ce contrôle comprend notamment :

- ✓ le droit d'accès aux informations relatives à la gestion du service délégué ;
- ✓ le pouvoir de prendre toute mesure prévue par le présent contrat lorsque le délégataire ne se conforme pas à ses obligations.

Article 12.2. – Exercice du contrôle

La collectivité organise librement le contrôle prévu à l'article précédent du présent contrat.

Les frais pour l'exécution du contrôle sont à la charge de la collectivité.

Elle peut en confier l'exécution soit à ses propres agents, soit à des organismes qu'elle choisit. Elle peut à tout moment en modifier l'organisation. Elle informe le délégataire de la désignation des agents ou organismes qu'elle a désignés à cet effet.

Les agents désignés par la collectivité peuvent se faire présenter toutes pièces de comptabilité nécessaires à leur vérification. Ils peuvent procéder à toutes vérifications utiles pour s'assurer que le service est exploité dans les conditions du présent contrat et prendre connaissance sur place de tous documents techniques et autres nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

Article 12.3. – Obligations du délégataire

Le délégataire facilite l'accomplissement du contrôle. A cet effet, il doit notamment :

- faciliter l'accès de la collectivité à l'information, à ce titre, à chaque fois que cela est possible, la collectivité doit avoir accès aux informations et documents sous forme informatique ;
- autoriser à tout moment l'accès aux installations du service délégué aux personnes mandatées par la collectivité ;
- fournir à la collectivité et à son service d'assistance conseil un accès télématique au système de télégestion permettant une visualisation du fonctionnement des installations ;
- répondre à toute demande d'information de la part de la collectivité consécutive à une réclamation des abonnés ou de tiers ;
- justifier, sur demande de la collectivité, des informations qu'il a fournies, notamment dans le cadre du rapport annuel, par la production de tout document technique ou comptable utile se rapportant au contrat ;
- désigner un ou plusieurs représentants compétents pour répondre aux questions posées par la collectivité ;
- conserver, pendant toute la durée du contrat et pendant une durée de cinq années après son expiration, les documents nécessaires au contrôle et présentant un intérêt significatif pour la gestion du service délégué ;
- prêter son concours avec le personnel adéquat pour l'exercice du contrôle ;
- fournir à la demande de la collectivité l'historique des problèmes techniques rencontrés depuis l'origine du contrat (liste des casses sur le réseau par tronçon, etc..).
- transmettre, dans les mêmes délais contractuels, copie à l'organisme désigné par la collectivité de tous les documents envoyés à la collectivité conformément au présent contrat.

Article 12.4. – Suivi de la performance

La qualité du service est appréciée à partir des indicateurs définis au paragraphe 3°) de l'annexe VI du code général des collectivités territoriales, auxquels le délégataire ajoute tout élément permettant d'apprécier la qualité du service rendu et les mesures proposées par pour une meilleure satisfaction des usagers.

La collectivité décide de suivre, à partir de données fournies par le délégataire dans son rapport annuel, les indicateurs de performances suivants.

De plus le délégataire s'engage sur ces indicateurs de performance. La valeur des ces engagements se trouve dans l'annexe "Engagements du délégataire sur les Indicateurs de performance".

12.4.1 – Prestation aux usagers

IP1	Taux de réponses au courrier dans un délai de 15 jours	
<i>Unité : %</i>	<i>Période de mesure : annuelle</i>	<i>Source : service client</i>
Définition : Nombre de réponses envoyées dans un délai inférieur ou égal à 15 jours calendaires / Nombre de contacts (par écrit et par oral) nécessitant une réponse écrite.		

IP2	Proportion de lettre d'attente parmi les réponses du délégataire	
Unité : %	Période de mesure : annuelle	Source : service client
Définition : Nombre de lettres d'attente / Nombre de réponses envoyées dans un délai inférieur ou égal à 15 jours calendaires		

IP3	Réclamations (par thème de référence)	
Unité: typologie+ nombre	Période de mesure : annuelle	Source : service client
Définition : Les réclamations adressées par voie orale ou par voie de courrier sont classées par thèmes récurrents par la nomenclature ci-dessus : <i>exploitation</i> = B-1-1 : obstruction sur réseau, B-1-2 : obstruction sur branchement, B-2-1 : débordement/inondation sur station de pompage, B-2-2 : débordement/inondation chez l'utilisateur, B-3 : casse, B-4 : odeurs ; <i>travaux</i> : C-1 : réclamation sur travaux de réparation sur réseau (ex : rendez-vous manqué, nuisance pour bruit, odeur, circulation, propreté des travaux), C-2 : réclamation sur travaux réalisés sur branchements (idem) ; <i>Service relations commerciales</i> : D-1 : réclamation sur niveau du prix, D-2 : réclamation pour erreur de relève ou facturation, D-3 : réclamation sur la qualité des contacts et de l'accueil.		

IP4	Taux de respect du délai d'exécution des travaux de branchements neufs	
Unité : %	Période de mesure : annuelle	Source : service technique
Définition : Nombre de travaux de branchement réalisés dans un délai inférieur ou égal au délai contractuel après autorisation administrative et acceptation du projet / nombre de travaux de branchement réalisés.		

IP5	Délais d'intervention	
Unité : oui/non	Période de mesure : valeur définie une fois pour toutes	Source : service technique
Définition : .		

IP6	Taux d'impayés 12 mois après facturation	
-----	--	--

<i>Unité : %</i>	<i>Période de mesure : annuelle</i>	<i>Source : service technique</i>
Définition : Montant des impayés 12 mois après facturation / total des montants facturés correspondants		

12.4.2 – Incidence sur le milieu naturel

IP7	Taux de conformité des bilans (boues et eau)	
<i>Unité : %</i>	<i>Période de mesure : annuelle</i>	<i>Source : service technique</i>
Définition : Ratio nombre de bilans conformes / nombre de bilans réalisés		

IP8	Rendement épuratoire	
<i>Unité : %</i>	<i>Période de mesure : annuelle</i>	<i>Source : service technique</i>
Définition : Rapport [(charge entrante - charge sortante) / charge entrante] pour les paramètres suivants : DBO5, DCO, MES, azote (NTK, NGL), phosphore (PT).		

IP9	Nombre de contrôles réalisés par le délégataire	
<i>Unité : nombre</i>	<i>Période de mesure : annuelle</i>	<i>Source : service technique</i>
Définition : il s'agit des contrôles réalisés par le délégataire en plus du programme d'autosurveillance prévu au contrat.		

IP10	Production réelle de boue (quantité réelle de boue produite en masse de matière sèche et, éventuellement, en volume)	
<i>Unité : tMS/an/EH</i>	<i>Période de mesure : annuelle</i>	<i>Source : Service technique</i>
Définition : Total annuel de la production de boue (en masse) / nombre d'équivalent-habitants		

IP11	Suivi des rejets sans épuration dans le milieu récepteur : en nombre ou en flux	
<i>Unité : Voir définition</i>	<i>Période de mesure : annuelle</i>	<i>Source : service technique</i>
Définition : En réseau unitaire : volume déversé / nombre de points de déversements suivis En réseau séparatif : volume déversé		

IP12	Nombre de journées où un dysfonctionnement majeur du système de traitement a eu lieu	
-------------	---	--

<i>Unité : j/an</i>	<i>Période de mesure : annuelle</i>	<i>Source : service technique</i>
Définition : Nombre de jours de dysfonctionnement majeur		

12.4.3 – Réseau et continuité du service

IP13	Nombre de jours d'arrêt de fonctionnement sur les stations de pompages	
<i>Unité : nombre</i>	<i>Période de mesure : annuelle</i>	<i>Source : service technique</i>
Définition : Nombre de jours cumulés où un arrêt de fonctionnement a eu lieu sur l'un des PR du service		

IP14	Nombre de désobstructions sur réseau	
<i>Unité : nombre</i>	<i>Période de mesure : annuelle</i>	<i>Source : service technique</i>
Définition : Nombre de désobstructions réalisées sur le réseau		

IP15	Nombre d'incidents liés au système de traitement des effluents (collecte et traitement)	
<i>Unité : nombre</i>	<i>Période de mesure : annuelle</i>	<i>Source : service technique</i>
Définition : Nombre d'incidents sur le réseau de collecte et les systèmes de traitements des EU (mesurés directement ou suivis par les plaintes)		

IP16	Indice d'eaux parasites à l'entrée des systèmes d'épuration	
<i>Unité : %</i>	<i>Période de mesure : annuelle</i>	<i>Source : service technique, ou dérivée des autres données</i>
Définition : Pourcentage d'eaux parasites arrivant au système d'épuration. Ce pourcentage est obtenu : <ul style="list-style-type: none"> - soit par mesure lors d'un diagnostic (débit nocturne...), - soit par l'estimation suivante : = (Volume d'effluents arrivant au système d'épuration – Volume collecté) / Volume collecté - ou à défaut : = (Volume d'effluents arrivant au système d'épuration – Volume facturé assainissement) / Volume facturé assainissement 		

IP17	Nombre de points noirs	
<i>Unité : nombre</i>	<i>Période de mesure : annuelle</i>	<i>Source : service technique</i>
Définition : Il s'agit de sites à problèmes répétés ou nécessitant au moins deux interventions par an.		

IP18	délai de réparations de conduites principales pour défauts d'étanchéité ou rupture	
<i>Unité</i> : nombre	<i>Période de mesure</i> : annuelle	<i>Source</i> : service technique
Définition : Nombre total annuel de réparations sur les conduites principales (pour défaut d'étanchéité ou rupture) où les conduites principales sont les canalisations à l'exclusion des branchements (c'est à dire le réseau de collecte)..		

IP19	Linéaire d'hydrocurage préventif	
<i>Unité</i> : km	<i>Période de mesure</i> : annuelle	<i>Source</i> : service technique
Définition : Linéaire de réseau principal curé à titre préventif.		

IP20	Nombre de branchements renouvelés	
<i>Unité</i> : nombre	<i>Période de mesure</i> : annuelle	<i>Source</i> : service technique
Définition : Nombre de branchements renouvelés dans l'année		

Article 12.5. – Engagement sur la performance

12.5.1 – Engagement sur les délais d'intervention

Le délégataire s'engage à se déplacer dans l'heure suivant toute demande au service d'urgence, afin de diagnostiquer le problème.

Il respecte le délai d'intervention sur lequel il s'est engagé en fonction du type d'intervention nécessaire soit :

- Réparation non urgente (joint, tampon, casse branchement ou réseau ne nuisant pas à l'écoulement : **2 heures**
- Réparation urgente : **< 1 heures**

12.5.2 – Autres engagements

Se référer à l'annexe N°7, relative aux engagements sur les indicateurs de performance

Chapitre 13. – Garanties, sanctions et litiges

Article 13.1. – Cautionnement

Dans les trois mois qui suivent la prise d'effet du contrat, le délégataire fournit à la collectivité une garantie sous forme d'une caution personnelle et solidaire.

Le montant de la garantie est fixé à 3 % des recettes du délégataire prévues au compte d'exploitation prévisionnel pour le premier exercice.

Le cautionnement a pour objet de garantir :

- le remboursement des dépenses engagées par la collectivité dans l'hypothèse où elle a été contrainte de prendre les mesures de mise en régie ;
- le paiement des pénalités dues par le délégataire en cas de non respect de clauses du présent contrat ;
- le paiement de toutes les sommes restant dues par le délégataire à l'expiration du présent contrat.

A la demande du délégataire, la collectivité peut autoriser celui-ci à remplacer le cautionnement par une garantie à première demande.

La collectivité est autorisée à prélever sur le cautionnement chaque fois que l'une des conditions mentionnées ci-dessus se trouve réalisée.

Tout prélèvement d'une somme quelconque sur le cautionnement donne lieu à sa reconstitution par le délégataire dans un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle le prélèvement est intervenu.

Le défaut de reconstitution du cautionnement peut donner lieu au prononcé de la déchéance du délégataire après mise en demeure restée sans effet après un délai de 1 mois.

En cas d'extension du périmètre de la délégation ou en présence de toute autre modification susceptible d'entraîner un accroissement de plus de 20 % des recettes du service délégué par rapport aux recettes prévisionnelles, le cautionnement est augmenté en proportion de cet accroissement.

Article 13.2. – Pénalités financières

Dans les cas prévus ci-après, faute par le délégataire de remplir les obligations qui lui sont imposées par le présent contrat, sauf cas de force majeure, des pénalités peuvent lui être infligées, sans préjudice, s'il y a lieu, des dommages et intérêts envers les tiers. Les pénalités sont prononcées au profit de la collectivité par son représentant, après avoir entendu l'exploitant le cas échéant.

Ces pénalités sont versées par le délégataire au plus tard trente jours après présentation d'un titre de recette par la collectivité.

1°) retard de versement par le délégataire à la collectivité : pénalité par application sur la somme concernée du taux de l'intérêt légal majoré de deux points. Ce taux est appliqué sur la période qui va de la date limite de paiement contractuelle jusqu'à la date de constat du retard de versement. Quand le délai n'est pas fixé dans le présent contrat, les intérêts courent à partir de la date de réception de la mise en demeure de paiement, avec un délai minimum incompressible de 45 jours.

2°) retard de fourniture des éléments nécessaires au rapport sur le prix et la qualité du service ou du rapport annuel du délégataire : versement à la collectivité d'une pénalité de 100 euros par jour de retard.

3°) retard de fourniture des documents prévus dans le présent contrat, autres que ceux prévus à l'alinéa précédent : versement à la collectivité d'une pénalité de 100 euros par jour de retard.

4°) insuffisance du contenu des documents à produire : versement à la collectivité des pénalités prévus aux 2°) et 3°) ci-dessus, 10 jours après une mise en demeure non suivie d'effet

5°) retard de réalisation d'obligation liée au règlement du service : versement à la collectivité, en sus des pénalités à verser aux abonnés conformément à ce règlement, d'une pénalité forfaitaire de 1000 euros.

6°) obstruction d'une canalisation non traitée au-delà de 12 h après constatation: une pénalité de 150 euros par tranche de 24 heures et par point de débordement ;

7°) arrêt de fonctionnement d'une station de relèvement plus de 12 h après constatation : une pénalité de 130 euros par jour ;

8°) débordement lié à un dysfonctionnement d'un poste de refoulement ayant entraîné la gêne d'au moins un abonné : une pénalité de 1000 euros ;

9°) arrêt général du fonctionnement du système de traitement : une pénalité de 2000 euros par tranche de 24 heures au-delà de 12 h d'interruption ;

10°) Détournement et rejet sans épuration au milieu naturel de tout ou partie des effluents en amont des ouvrages entraînant l'épuration d'un volume ou d'une charge inférieure aux maximums admissibles en dehors de cas de force majeure ou sans avoir obtenu l'autorisation préalable de la collectivité : une pénalité de 1000 euros par jour ;

11°) Dépassement de valeur réhibitoire des paramètres de qualité du rejet (les caractéristiques des eaux usées admises à la station restant dans les limites de la capacité de l'installation) : une pénalité de 5000 euros par jour ;

12°) Non respect du programme réglementaire d'autosurveillance : une pénalité de 1000 euros ;

13°) Non respect des dispositions de traitement et d'évacuation des boues : une pénalité de 1000 euros ;

14°) Défaut de surveillance au titre du raccordement des abonnés : frais de diagnostic et mesure corrective à la charge du délégataire ;

15°) Défaut de surveillance au titre de l'hydrogène sulfuré, le cas échéant : une pénalité de 500 euros ;

16°) Non respect du programme préventif d'hydrocurage : une pénalité de 2000 euros par km de réseau ou 500 euros par ouvrage ;

17°) non- respect du programme de renouvellement : une pénalité correspondant à 15 % de la somme inscrite pour le bien considéré au programme de renouvellement par année de retard, sans préjudice des dispositions prévues en fin de contrat ;

18°) Non respect des engagements sur les autres indicateurs de performance : une pénalité de 500 euros.

Article 13.3. – Sanction coercitive : la mise en régie provisoire

En cas de faute grave du délégataire, notamment quand la qualité de l'eau, l'hygiène ou la sécurité publique viennent à être compromises, ou quand le service n'est exécuté que partiellement, la collectivité peut prendre toutes les mesures nécessaires aux frais et risques du délégataire pour assurer la continuité du service.

Cette mise en régie provisoire est précédée d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, sauf urgence impérieuse.

La collectivité prend alors possession temporairement des locaux, matériels d'exploitation, approvisionnements, véhicules, etc. Elle dispose, en outre, du personnel nécessaire à l'exécution du service.

Pendant toute la période de mise en régie, le délégataire n'a plus droit à aucune rémunération et il est privé de l'exercice de ses droits. Il supporte les excédents de dépenses au cas où elles seraient supérieures aux rémunérations qui lui auraient été dues.

La mise en régie cesse dès que le délégataire est en mesure de remplir les obligations liées au présent contrat.

Article 13.4. – Sanction résolutoire

En cas de faute du délégataire d'une particulière gravité, la collectivité peut, après avoir apporté la preuve de la faute, prononcer elle-même la résiliation du présent contrat, notamment dans les cas suivants :

- le délégataire ne prend pas en charge les biens du service délégué à la date d'effet du contrat ;
- le service de l'assainissement collectif est totalement interrompu pendant une période prolongée ;
- le délégataire ne constitue pas le cautionnement, ou bien il ne reconstitue pas ce cautionnement après un ou plusieurs prélèvements effectués par la collectivité conformément au contrat ;
- le délégataire cède le présent contrat à un tiers sans l'autorisation de la collectivité.

La déchéance est précédée d'une mise en demeure adressée au délégataire par lettre recommandée avec accusé de réception, et restée sans effet dans le délai imparti par la collectivité.

Les suites de la déchéance sont à la charge du délégataire.

Dans ce cas, le délégataire ne peut réclamer aucune indemnité autre que celle résultant du non amortissement de biens financés par lui-même.

Article 13.5. – Règlement des litiges

Les contestations qui s'élèvent entre le délégataire et la collectivité au sujet du présent contrat sont soumises au tribunal administratif dans le ressort duquel se trouve située la collectivité.

En cas de litige entre la collectivité et le délégataire, une commission spéciale peut être constituée à la demande de la partie la plus diligente. Cette commission est composée d'une personne désignée par la collectivité, d'une personne désignée par le délégataire et d'un expert compétent et indépendant désigné d'un commun accord ou, à défaut, par le Président du Tribunal Administratif du ressort de la collectivité. Le coût de l'intervention de l'expert est réparti par moitié entre la collectivité et le délégataire.

Le délégataire et la collectivité sont tenus de fournir aux membres de la commission spéciale tous les documents et les éléments d'information utiles qui leurs sont demandés. La commission spéciale une fois constituée, dispose d'un délai de six mois pour élaborer un projet d'accord qu'elle soumet aux deux parties.

Quand l'une des parties n'accepte pas les conclusions de la commission, elle notifie son désaccord à l'autre partie dans un délai de un mois et en précise les raisons.

Chapitre 14. – Révision des clauses contractuelles

Article 14.1. – Conditions de réexamen de la rémunération du délégataire

Pour tenir compte de l'évolution des conditions économiques et techniques, et pour s'assurer que la formule d'indexation est bien représentative des coûts réels, chacune des parties peut demander le réexamen du tarif délégataire et de sa formule d'indexation uniquement dans les cas suivants :

- 1) en cas de variation de plus de 15 % entre la moyenne des volumes assujettis des trois dernières années et le volume assujetti de référence, qui est le suivant = **170 000 mètres cubes** ;
- 2) en cas de variation de plus de 15 % du nombre d'abonnés par rapport au nombre de référence qui est de **2 250 abonnés** ;
- 3) quand le coefficient d'indexation k défini ci-dessus a varié de plus de 20 % depuis l'origine du présent contrat ou de la dernière modification du tarif de base du délégataire ;
- 4) en cas de révision du périmètre de délégation ;

- 5) en cas de modification substantielle des ouvrages, notamment en cas de mise en service ou de suppression des stations de relèvement, d'extension du système de traitement, de modification des procédés de traitement employés ou de construction d'une nouvelle unité de traitement.
- 6) En cas de conclusion de nouvelles conventions spéciales de déversement avec d'autres collectivités
- 7) en cas d'admission dans le système de traitement de matières de vidange ou d'effluents non domestiques lorsque cette admission n'est pas prévue initialement ;
- 8) en cas de modification du niveau de traitement, de la filière de traitement ou de modification de la filière d'évacuation et d'élimination des boues et autres sous-produits ;
- 9) en cas de modification significative des conditions d'exploitation par des circonstances indépendantes du délégataire;
- 10) En cas de modification du règlement du service entraînant des modification des conditions financières ou de service, conformément aux dispositions de l'article 5.1.

Article 14.2. – Modalités de réexamen de la rémunération du délégataire

Le réexamen de la rémunération du délégataire est initié par la remise, par la collectivité ou le délégataire, d'un document de révision constatant que l'une au moins des conditions de révision énumérées au présent contrat est réalisée.

Dans le délai d'un mois, le délégataire met à la disposition de la collectivité, pour lui permettre d'apprécier les évolutions à prendre en compte dans la révision, les informations nécessaires en sa possession, et en particulier des justificatifs des différentiels de charges et un nouveau compte d'exploitation faisant ressortir le détail par installation et par rubrique de charges tous éléments utiles à la discussion. Les informations ainsi fournies peuvent être notamment de nature technique, financière ou comptable.

Dans le cadre de l'application de son pouvoir général de contrôle sur l'exécution du contrat, la collectivité peut mettre en œuvre, à l'occasion de la procédure de révision, tous les moyens définis au présent contrat. Chaque partie peut se faire assister par un ou plusieurs experts de son choix.

Pour les maintenir en harmonie avec l'évolution réelle des coûts, le bordereau des prix pour les travaux neufs et la formule de variation correspondante, ainsi que les dispositions concernant le renouvellement sont obligatoirement soumis à réexamen chaque fois qu'il est fait application du présent article.

L'accord final des parties donne lieu à la rédaction d'un avenant.

En l'absence d'accord dans les trois mois suivant la demande de révision, il est fait application de l'article 13-5.

Article 14.3. – Subdélégation et cession du contrat

Toute cession ou subdélégation du contrat ne peut avoir lieu qu'en vertu d'une autorisation résultant d'une délibération de l'assemblée délibérante.

Chapitre 15. – Fin du contrat

Article 15.1. – Achèvement du contrat

Le contrat prend fin dans les cas suivants :

- échéance du présent contrat ;
- Résiliation du contrat aux torts du délégataire prononcée par la collectivité ;

- résiliation pour motif d'intérêt général par la collectivité.
- Si durant la durée du contrat, la société AGUR représentée par P ETCHART SERVICES se séparerait de la société AGUR ou bien n'était plus majoritaire dans le capital de la société, la COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL & GURSON pourra, si elle le souhaite, résilier de plein droit le contrat d'affermage avant la fin de sa durée conventionnelle, sans verser d'indemnités au délégataire et cela avec un délai de préavis de 6 mois.

Article 15.2. – Remise des biens en fin de contrat

Les biens revenant à la collectivité doivent être remis en bon état d'entretien et de fonctionnement. A cette fin, la collectivité et le délégataire établissent, lors d'une visite contradictoire un an avant la fin du présent contrat, un état des biens concernés et, s'il y lieu, la liste des travaux de renouvellement et des interventions de maintenance que le délégataire doit avoir exécutées au plus tard un mois avant la fin du présent contrat. Cette visite fait l'objet d'un procès-verbal consignait le constat des opérations à la charge du délégataire.

Une seconde visite contradictoire est effectuée entre les parties concernées un mois avant la fin du présent contrat pour contrôler et évaluer la réalisation des opérations prévues dans le procès-verbal de la première visite contradictoire.

A défaut, la collectivité peut exercer son droit d'exécuter, aux frais du délégataire, les opérations de maintenance nécessaires. Les travaux non effectués de remise à niveau dans un état normal d'entretien des ouvrages seront réalisés par la collectivité aux frais du délégataire. A la date de son départ, le délégataire assure le nettoyage des ouvrages, équipements et installations du service délégué ainsi que l'évacuation des déchets, boues et de tous les objets inutilisables. A défaut, la collectivité procède à ces opérations aux frais du délégataire.

15.2.1 – Biens de la collectivité

Les biens matériels ou immatériels affectés au service, appartenant à la collectivité et mis à disposition du délégataire en début ou en cours de contrat sont remis gratuitement à la collectivité en fin de contrat.

15.2.2 – Biens dédiés au service

Les biens dédiés au service sont remis gratuitement à la collectivité en fin de contrat, ceci quelle que soit leur date de mise en place.

En cas de fin anticipée du contrat (déchéance ou résiliation), les biens dédiés font l'objet d'un rachat par la collectivité sur la base de la part non amortie de leur valeur.

15.2.3 – Biens non dédiés au service

Les biens non dédiés n'ont pas vocation à être remis à la collectivité en fin de contrat.

Par exception, les biens non dédiés au service dont la liste suit sont des biens de reprise :

- ...
- ...

Article 15.3. – Remise des documents

15.3.1 – 18 mois avant la fin du contrat

18 mois avant l'expiration du contrat ou dans un délai de quinze jours après que la collectivité a prononcé la déchéance du contrat, le délégataire doit fournir à la collectivité un dossier, sur support papier et sur support informatique, comprenant les informations suivantes :

- effectif équivalent temps plein global par catégorie de personnel et masse salariale globale correspondante ;
- Liste des salariés avec leur qualification et taux d'emploi sur le service ;

- l'inventaire des biens du service, comme défini plus haut ;
- le fichier des abonnés, comprenant au minimum les informations prévues dans le présent contrat ;
- le récapitulatif des dépôts de garanties, s'ils existent, avec indication du montant global ;
- le compte des abonnés ;
- la liste des immeubles raccordables non raccordés de plus de 2 ans et de moins de 2 ans ;
- l'état des stocks et l'objectif pour la fin du contrat ;
- l'état des déchets (y compris les boues) et l'objectif pour la fin du contrat ;
- les plans du réseau (forme papier et informatique),
- le cas échéant, la base de données du S.I.G. ;
- la base de données de la modélisation du réseau, si elle a été réalisée contractuellement ;
- les dossiers techniques des ouvrages et du matériel (notices du matériel, notice d'entretien, notice d'exploitation, schéma électrique, notice Hygiène et Sécurité) ;
- les documents d'exploitation et de maintenance dont la liste figure dans le présent contrat, relatant le fonctionnement des installations sur la durée complète du contrat ;
- les rapports de contrôle réglementaire (contrôle électrique, appareils sous pression, ...) ;
- les données du service dont la liste figure dans le présent contrat ;
- les conventions avec les tiers (conventions de déversement avec d'autres collectivités, facturation, ..) et contrats en cours (électricité, téléphone, prestations de services...) ;
- la liste des devis branchement demandés par les abonnés en attente et des branchements en attente de réalisation après devis ;
- la liste des biens dédiés ;
- la liste des biens non dédiés remis à la collectivité en fin de contrat ;
- pour les deux derniers exercices :
- ✓ montant détaillé de la taxe professionnelle afférente au service,
- ✓ frais d'énergie électrique détaillés par comptages,
- ✓ factures liées à des conventions de déversement avec d'autres collectivités,
- ✓ frais d'analyses réglementaires.

15.3.2 – Un mois avant la fin du contrat

Les informations prévues au 15-3-1 doivent faire l'objet, par le délégataire, d'une mise à jour un mois avant la fin du contrat.

15.3.3 – 8 jours après la fin du contrat

Le délégataire remet à la collectivité, 8 jours après la fin du contrat le fichier des abonnés.

15.3.4 – ultérieurement

Le rapport du délégataire et les éléments nécessaires au rapport sur le prix et la qualité du service sont remis dans les conditions prévus au présent contrat.

Leur remise conditionne la libération du cautionnement.

Article 15.4. – Solde des comptes

15.4.1 – Compte des abonnés

Le solde du compte de chaque abonné est réalisé à partir des informations de relève de compteur opérée par l'exploitant du service d'eau potable, en appliquant un prorata temporis sur les parties fixes et proportionnelles du tarif.

Le délégataire demeure seul responsable du recouvrement des factures qu'il a émises même après la fin du présent contrat. Il reste soumis aux dispositions financières jusqu'à l'accomplissement complet de ses obligations contractuelles. Le délégataire reste également seul responsable vis-à-vis de la collectivité, des organismes publics et des services d'assainissement qui perçoivent des droits ou des redevances figurant sur les factures d'assainissement collectif.

La collectivité s'engage à ne pas faire obstacle au recouvrement par le délégataire des montants en cause.

En dehors des cas visés ci-dessus, le délégataire s'engage à fournir au nouvel exploitant tous éléments utiles pour lui permettre de répondre aux réclamations des abonnés concernant la période pendant laquelle il assurait la gestion du service délégué.

En cas d'erreur de sa part dans la facturation, il est tenu de procéder au remboursement du trop-perçu.

15.4.2 – Défaut de renouvellement ou de remise en état

Dans l'hypothèse où le délégataire n'a pas exécuté tout ou partie du programme de renouvellement dont il a la charge, il verse à la collectivité une somme correspondant au montant des travaux non exécutés, indexé par application des clauses prévues à l'article 8.5.

Les montants correspondants sont payés par le délégataire 1 mois après l'émission d'un titre de recette par la collectivité ou déduits par la collectivité des sommes dues par elle (le cautionnement, par exemple, s'il existe).

Article 15.5. – Régularisation de la TVA

Sans objet

Article 15.6. – Libération du cautionnement

Le cautionnement est libéré sur décision du représentant de la collectivité constatant la complète exécution des obligations contractuelles par le délégataire.

Le délégataire peut mettre la collectivité en demeure de procéder à la mainlevée du cautionnement ou de lui indiquer les motifs qui s'y opposent. A défaut de réponse de la collectivité dans le délai d'un mois à compter de la réception de cette mise en demeure, le délégataire a droit à la libération du cautionnement.

Article 15.7. – Accès aux ouvrages du service délégué

A l'occasion de la remise en concurrence de l'exploitation du service délégué, la collectivité peut organiser une ou plusieurs visites des installations afin de permettre à tous les candidats d'en acquérir une connaissance suffisante garantissant une égalité de traitement. Dans ce cas, le délégataire est tenu de permettre l'accès à tous les ouvrages et installations du service délégué aux dates fixées par la collectivité.

La collectivité s'efforce de réduire autant que possible la gêne qui pourrait en résulter pour le délégataire.

Article 15.8. – Continuité du service en fin de délégation

La collectivité a la faculté, sans qu'il en résulte un droit à indemnité pour le délégataire, de prendre pendant les six derniers mois de la délégation toutes mesures pour assurer la continuité du service, en réduisant autant que possible la gêne qui en résulte pour le délégataire.

D'une manière générale, la collectivité peut prendre toutes les mesures nécessaires pour faciliter le changement d'exploitant.

La collectivité réunit les représentants du délégataire ainsi que, le cas échéant, ceux du nouvel exploitant, pour organiser le transfert de l'exploitation du service délégué et notamment pour permettre au délégataire d'exposer les principales consignes et les modes opératoires à suivre pour le fonctionnement des ouvrages, équipements et installations du service délégué. Le délégataire accepte d'être accompagné par les agents de l'exploitant à venir pendant une période de deux semaines.

Le délégataire s'engage à laisser à disposition du nouvel exploitant un volume de consommables permettant un fonctionnement d'un mois pour toutes les installations.

La collectivité ou le nouvel exploitant se trouvent subrogés dans les droits et obligations du délégataire à la date d'expiration du présent contrat, sauf pour les factures émises par le délégataire et les réclamations des abonnés.

À, le

A Montpon, Le

Le délégataire

Le représentant de la collectivité



Thierry BOIDE

PROJET

LISTE DES ANNEXES

1. **Règlement du service,**
2. **Plan du périmètre de délégation,**
3. **Inventaire des biens du service,**
4. **Compte prévisionnel d'exploitation,**
5. **Note de calcul de la formule de révision des tarifs de la
délégation**
6. **Plan et programme prévisionnels de renouvellement,**
7. **Engagement du délégataire sur les indicateurs de
performance**
8. **bordereau des prix unitaires pour réalisation de prestations
optionnelles,**
9. **Arrêtés Préfectoraux**
10. **Programme d'analyses d'autosurveillance,**
11. **Convention de facturation**

COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL ET GURSON



DELEGATION DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

ANNEXE 1

REGLEMENT DU SERVICE

RÈGLEMENT DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF



Communauté de Communes Montaigne Montravel et Gurson

Le règlement du service désigne le document établi par la collectivité et adopté par délibération du ___/___/2021; il définit les relations entre le service public d'assainissement collectif, l'exploitant et les usagers du service.

Il précise notamment les conditions de réalisation des ouvrages de raccordement et de déversement des eaux usées aux réseaux d'assainissement collectif et les relations entre le service public d'assainissement collectif et les abonnés du service.

Dans le présent document :

- **vous** désigne l'abonné c'est-à-dire toute personne, physique ou morale, titulaire du contrat de déversement dans le réseau d'assainissement collectif. Ce peut être : le propriétaire ou le locataire ou l'occupant de bonne foi ou la copropriété représentée par son syndic. Certaines dispositions au sujet de la réalisation des ouvrages concernent spécifiquement le propriétaire.

- **la collectivité** désigne **La Communauté de Communes MONTAIGNE MONTRAVEL ET GURSON** en charge du service public de l'assainissement collectif et propriétaire des ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées.

- **L'exploitant** désigne la société **AGUR** à laquelle la gestion du service public d'assainissement collectif a été confié sur le territoire de la Commune de Communes Montaigne Montravel et Gurson par contrat de délégation de service public visé le ___/___/2021.

1 - Le service de l'assainissement collectif

Le service de l'assainissement collectif désigne l'ensemble des activités et installations nécessaires à l'évacuation de vos eaux usées (collecte, transport et traitement).

1.1 - Les eaux admises

Peuvent être rejetées dans les réseaux d'eaux usées :

Les eaux usées domestiques. Il s'agit des eaux d'utilisation domestique provenant des cuisines, buanderies, lavabos, salles de bains, toilettes et installations similaires.

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

Les eaux usées assimilables à des eaux usées domestiques, les eaux usées provenant d'utilisations de l'eau assimilables à un usage domestique et résultant de certaines activités limitativement énumérées en annexe ;

Sous certaines conditions, après autorisation préalable de la collectivité, et établissement d'une convention spécifique de déversement, les eaux usées autres que domestiques (industries, artisans, hôpitaux, ...) peuvent être rejetées dans les réseaux d'assainissement.

Les eaux pluviales, eaux de source, trop-plein ou vidanges de piscines ne peuvent être rejetées que dans les collecteurs pluviaux spécifiques ou éventuellement unitaires, sous réserve de l'autorisation de la collectivité mais en aucun cas dans les collecteurs destinés à la collecte des eaux usées.

Vous pouvez contacter à tout moment l'exploitant du service pour connaître les conditions de déversement de vos eaux dans le réseau d'assainissement collectif, ainsi que les modalités d'obtention d'une autorisation particulière, si nécessaire.

1.2 - Les engagements de l'exploitant

L'exploitant s'engage à prendre en charge vos eaux usées, dans le respect des règles de salubrité et de protection de l'environnement.

L'exploitant vous garantit la continuité du service, sauf circonstances exceptionnelles.

Les prestations qui vous sont garanties, sont les suivantes :

Une proposition de rendez-vous dans un délai de 8 jours en réponse à toute demande pour un motif sérieux, avec respect de l'horaire du rendez-vous dans une plage de 4 heures.

une assistance technique au numéro de téléphone indiqué sur la facture (prix d'un appel local), 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, pour répondre aux urgences techniques avec un délai garanti d'intervention d'un technicien dans les 2 heures en cas d'urgence,

un accueil téléphonique au numéro de téléphone indiqué sur la facture (prix d'un appel local) de 8 à 18h tous les jours de la semaine pour effectuer toutes vos démarches et répondre à toutes vos questions,

une permanence à votre disposition dans les conditions suivantes :

adresse =

✓ **ECOPOLE PERIGORD AQUITAINE
9 ROUTE DE ST SEURIN DE PRATS
24230 VELINES**

- 2 matinées par semaine et sur rendez vous

✓ **Usine du ruisseau noir
24 700 MONTPON MENESTEROL**

- Tous les jours de la semaine de 13h30 à 17h30

Une réponse écrite à vos courriers dans les 15 jours suivant leur réception, qu'il s'agisse de questions techniques ou concernant votre facture,

1•3 - Les règles d'usage du service de l'assainissement collectif

En bénéficiant du service de l'assainissement collectif, vous vous engagez à respecter les règles d'usage de l'assainissement collectif.

Ces règles vous interdisent :

**de causer un danger pour le personnel d'exploitation,
de dégrader les ouvrages de collecte et d'épuration ou gêner leur fonctionnement,
de créer une menace pour l'environnement,
de raccorder sur votre branchement les rejets d'une autre habitation que la vôtre.**

En particulier, vous ne devez pas rejeter :

**le contenu de fosses septiques et/ou les effluents issus de celles-ci,
les déchets solides tels que ordures ménagères, y compris après broyage,
les graisses,
les huiles usagées, les hydrocarbures, solvants, acides, bases, cyanures, sulfures, métaux lourds, ...,
les produits et effluents issus de l'activité agricole (engrais, pesticides, lisiers, purins, nettoyage de cuves, etc.),
des produits encrassant issus notamment de travaux de chantier (sables, gravats, boues, colles, béton, ciment, laitance, produits issus de ravalement de façades...),
les produits radioactifs.**

L'exploitant se réserve le droit d'effectuer à tout moment, les prélèvements de contrôle qu'il estimerait utiles pour identifier les responsabilités de ces agissements préjudiciables. Les frais de contrôle sont à la charge de l'exploitant si le déversement s'avère conforme au présent règlement et à la législation en vigueur. Ils seront mis à la charge de l'utilisateur responsable de l'incivilité dans le cas contraire. L'autorité compétente pourra exercer son pouvoir de police à l'encontre de l'auteur du rejet non conforme. En cas d'inaction, la collectivité déposera plainte pour rejet illicite.

De même, vous vous engagez à respecter les conditions d'utilisation des installations mises à votre disposition. Ainsi, vous ne devez pas y déverser, sauf si vous êtes desservi par un réseau unitaire et après accord de la collectivité :

les eaux pluviales. Il s'agit des eaux provenant après ruissellement soit des précipitations atmosphériques, soit des arrosages ou lavages des voies publiques ou privées, des jardins, des cours d'immeubles ...

**des eaux de source ou souterraines, y compris lorsqu'elles ont été utilisées dans des installations de traitement thermique ou de climatisation,
des eaux de vidanges de piscines ou de bassins de natation.**

Vous ne devez pas non plus rejeter des eaux usées dans les ouvrages destinés à évacuer uniquement les eaux pluviales.

Le non-respect de ces conditions peut entraîner des poursuites de la part de la collectivité.

Dans le cas de risques pour la santé publique ou d'atteinte à l'environnement, la mise hors service du branchement peut être immédiate afin de protéger les intérêts des autres abonnés ou de faire cesser le délit.

1•4 - Les interruptions du service

L'exploitant est responsable du bon fonctionnement du service. A ce titre, et dans l'intérêt général, il peut être tenu de réparer ou modifier les installations d'assainissement collectif, entraînant ainsi une interruption du service.

Dans toute la mesure du possible, l'exploitant vous informe au moins **48 heures** à l'avance des interruptions du service quand elles sont prévisibles (travaux de renouvellement, de réparations ou d'entretien).

L'exploitant ne peut être tenu responsable d'une perturbation du service due à un accident ou un cas de force majeure, un acte de malveillance ou toute autre situation imprévisible.

1•5 - Les modifications du service

Dans l'intérêt général, la collectivité peut modifier le réseau de collecte. Dès lors que les conditions de collecte sont modifiées et qu'il en a la connaissance, l'exploitant doit vous avertir, sauf cas de force majeure, des conséquences éventuelles correspondantes.

2 - Votre contrat de déversement

Pour bénéficier du service de l'assainissement collectif, c'est-à-dire être raccordé au système d'assainissement collectif, vous devez souscrire un contrat de déversement.

2•1 - La souscription du contrat de déversement

Le contrat de déversement est obligatoire, il peut être souscrit par le propriétaire, le locataire ou l'occupant de bonne foi, ou le syndicat des copropriétaires représenté par son syndic.

Pour souscrire un contrat de déversement, il vous suffit d'en faire la demande par téléphone ou par écrit auprès de l'exploitant.

Si votre habitation est déjà raccordée au réseau d'assainissement collectif, la signature du contrat d'abonnement d'eau potable vaut acceptation des conditions particulières du contrat de déversement et du règlement du service de l'assainissement collectif.

Vous recevrez le règlement du service, les conditions particulières de votre contrat de déversement et un dossier d'information sur le service de l'assainissement collectif.

Le règlement de la première facture vaut acceptation des conditions particulières du contrat de déversement et du règlement du service de l'assainissement collectif. Cette facture correspond à l'abonnement pour la partie restant à courir du semestre en cours ;

Votre contrat de déversement prend effet :

**soit à la date d'entrée dans les lieux,
soit à la date de mise en service du
raccordement en cas de nouveau raccordement.**

Les indications fournies dans le cadre de votre contrat de déversement font l'objet d'un traitement informatique. Vous bénéficiez ainsi du droit d'accès et de rectification prévu par la loi "informatique et libertés" du 6 janvier 1978.

2•2 - La résiliation du contrat de déversement

Votre contrat de déversement est souscrit pour une durée indéterminée.

Vous pouvez le résilier à tout moment au numéro de téléphone indiqué sur la facture (prix d'un appel local) ou par lettre simple. Vous devez permettre le relevé du compteur d'eau potable par un agent du distributeur d'eau potable ou de l'exploitant du service d'assainissement dans les 5 Jours suivant la date de résiliation. Une facture d'arrêt de compte vous est alors adressée.

A défaut de résiliation de votre part, l'exploitant peut régulariser votre situation en résiliant d'office votre contrat à l'occasion d'une nouvelle demande d'abonnement portant sur les mêmes locaux. Dans ce cas, la résiliation prend effet à la date d'arrivée de votre successeur et le distributeur d'eau vous adresse une facture d'arrêt de compte. Cette facture est établie sur la base des index communiqués par votre successeur au distributeur d'eau lors de la souscription du contrat d'abonnement.

2•3 Si vous êtes en habitat collectif

Quand une individualisation des contrats de fourniture d'eau a été mise en place avec le distributeur d'eau, vous devez souscrire un contrat avec le service de l'assainissement.

S'il n'y a pas d'individualisation des contrats de distribution d'eau potable, le contrat de déversement de votre immeuble prend en compte le nombre de logements desservis par le branchement de l'immeuble et il est facturé autant de parties fixes (abonnements) que de logements.

3 - Votre facture

Vous recevez, en règle générale, deux factures par an. L'une d'entre elles au moins est établie à partir de votre consommation d'eau potable. L'autre est un acompte à partir d'une estimation.

3•1 - La présentation de la facture

La facture de l'assainissement collectif est commune avec celle du service d'eau potable.

Votre facture comporte, pour l'assainissement collectif, trois principales rubriques :

Une part revenant à la collectivité.

Une part revenant à l'exploitant

Les redevances de l'agence de l'Eau

Votre facture comporte une partie fixe (abonnement) et une partie variable en fonction de la consommation d'eau potable relevée par le service de l'eau. Tous les éléments de votre facture sont soumis à la TVA ainsi qu'aux taxes réglementaires en vigueur.

La présentation de votre facture sera adaptée en cas de modification des textes en vigueur. Toute information est disponible auprès de la collectivité et de l'exploitant.

Si vous vous alimentez totalement ou partiellement à partir d'une ressource qui ne relève pas du service public d'eau potable, vous devez en faire la déclaration à la mairie.

Dans ce cas, la part variable est calculée :

Soit par mesure directe au moyen de dispositifs de comptage posés et entretenus à vos frais et dont vous devez transmettre les relevés au service d'assainissement.

Soit sur la base de critères définis par la collectivité permettant d'évaluer le volume consommé.

Toute information est disponible auprès de la collectivité.

3•2 - L'évolution des tarifs

Les tarifs appliqués sont fixés :

- Par décision de la collectivité pour sa part.
- selon les termes du contrat entre la collectivité et l'exploitant, pour la part destinée à ce dernier,
- Par décision des organismes publics concernés ou par voie législative ou réglementaire, pour les taxes et redevances.

Si de nouveaux frais, droits, taxes, redevances ou impôts étaient imputés au service de l'assainissement collectif, ils seraient répercutés de plein droit sur votre facture.

Vous êtes informé des changements de tarifs par affichage au siège de la Collectivité (et en Mairie) de la délibération fixant les nouveaux tarifs et à l'occasion de la première facture appliquant le nouveau tarif.

3•3 - Les modalités et délais de paiement

Le paiement doit être effectué au maximum 14 jours après la date d'exigibilité précisée sur la facture.

Votre abonnement est facturé par avance, semestriellement. En cas de période incomplète (début ou fin d'abonnement en cours de période de consommation), il vous est facturé ou remboursé au prorata de la durée, calculé journalièrement.

La partie variable de votre facture est calculée à terme échu annuellement sur la base de votre consommation en eau potable.

Si vous êtes alimenté en eau totalement ou partiellement à partir d'un puits ou d'une autre source (récupération d'eau de pluie...) qui ne dépend pas d'un service public, vous êtes tenu d'en faire la déclaration en mairie. Dans ce cas, la redevance d'assainissement collectif applicable à vos rejets est calculée conformément à la décision de la collectivité.

La facturation se fera en deux fois :

Facture semestrielle après relève des compteurs d'eau potable :

La partie fixe correspondant au semestre à venir.

- La partie variable correspondant à la consommation de l'année écoulée au vu du relevé effectué par le service d'eau potable, déduction faite de l'acompte facturé au semestre précédent.

Les taxes et redevances en vigueur.

Facture semestrielle intermédiaire :

La partie fixe correspondant au semestre à venir.

- La partie variable correspondant à la consommation, calculée sur la base de 50% de la consommation de l'année écoulée.

Les taxes et redevances en vigueur.

Dans le cas de l'habitat collectif, quand une individualisation des contrats de fourniture d'eau potable a été mise en place avec le distributeur d'eau, les règles appliquées à la facturation de l'eau potable sont appliquées à la facturation de l'assainissement collectif de chaque logement.

En cas de difficultés financières, vous êtes invité à en faire part à la Collectivité ou à l'exploitant sans délai. Différentes solutions pourront vous être proposées après étude de votre situation et dans le respect des textes en vigueur relatifs à la lutte contre l'exclusion : règlements échelonnés dans le temps (dans des limites acceptables par la Collectivité, recours aux dispositifs d'aide aux plus démunis (fonds de solidarité pour le logement)...

En cas d'erreur dans la facturation, vous pouvez bénéficier après étude des circonstances :

D'un paiement échelonné si votre facture a été sous-estimée,

D'un remboursement ou d'un avoir, à votre choix, si votre facture a été surestimée.

Paiement fractionné :

Vous pouvez demander le paiement fractionné par prélèvements mensuels.

Les conditions de paiement sont les suivantes :

Si le montant de votre facture annuelle est supérieur à 150 euros, vous pouvez demander le paiement fractionné par prélèvements mensuels.

Vous recevez une seule facture par an, établie d'après le relevé de votre compteur d'eau potable. Cette facture la partie fixe du dernier semestre de l'année écoulée, la partie variable calculée sur la base de la consommation d'eau potable de l'année écoulée, ainsi que la partie fixe du semestre à venir.

Chaque mois, pendant 10 mois, vous payez 8 % du montant de la facture correspondant à l'année précédente.

Le solde à prélever, calculé à partir de la facture établie après relève est réparti en une ou deux mensualités complémentaires.

En cas de trop-perçu, la somme vous est remboursée par chèque bancaire ou par virement.

La tarification appliquée est la même qu'en cas de paiement semestriel.

3•4 - En cas de non-paiement

Dans un délai de 3 mois à compter de la réception de votre facture, après l'envoi d'une lettre de rappel, valant mise en demeure, les tarifs peuvent être majorés de 25%. Cette augmentation figure sur la facture.

En cas de non-paiement, l'exploitant poursuit le règlement des factures par toutes voies de droit.

3•5 - Les cas d'exonération

Vous pouvez bénéficier d'exonération si vous disposez de branchements spécifiques en eau potable pour lesquels vous avez souscrit auprès du service de l'eau des contrats particuliers et ne générant pas de rejet dans le réseau d'eaux usées.

3•6 Cas des surconsommations

L'exploitant du service public de l'eau potable est tenu de vous vous informer dès qu'il en a connaissance ou lorsqu'il constate, au vu du relevé de compteur de votre local d'habitation, que votre consommation a plus que doublé par rapport à votre consommation moyenne.

En cas de fuite après compteur, les dispositions de l'article R2224-19-2 du code général des collectivités territoriales s'appliquent.

Le service peut procéder à tout contrôle nécessaire.

3•7 - Le contentieux de la facturation

Le contentieux de la facturation est du ressort de la juridiction civile.

4 - Le raccordement

On appelle « raccordement » le fait de relier des installations privées au réseau public d'assainissement collectif

4•1 - Les obligations de raccordement

La demande de raccordement doit être effectuée par le propriétaire ou son représentant auprès de la Collectivité ou de l'exploitant. Elle est traitée dans les conditions et délais prévus dans l'article 1-2 du présent règlement.

Abonnés domestiques :

En application du Code de la santé publique, le raccordement des eaux usées au réseau d'assainissement est obligatoire quand celui-ci est accessible à partir de votre habitation, soit directement soit par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passage.

Cette obligation est immédiate pour les constructions édifiées postérieurement à la réalisation du réseau d'assainissement.

Dans le cas d'une mise en service d'un réseau d'assainissement postérieure aux habitations existantes, l'obligation est soumise à un délai de deux ans.

Dès la mise en service du réseau, tant que les installations privées ne sont pas raccordées ou que le raccordement n'est pas conforme aux dispositions du présent règlement, le propriétaire peut être astreint par décision de la collectivité au paiement d'une somme équivalente à la redevance d'assainissement collectif.

Au terme du délai de deux ans si les installations privées ne sont toujours pas raccordées, cette somme peut être, par décision de la collectivité, majorée de 100%.

Abonnés assimilés domestiques :

Les propriétaires d'immeubles ou d'établissements dont les eaux usées résultent d'utilisations de l'eau assimilables à un usage domestique (restaurants, hôtels, traiteur ...) ont droit, à leur demande, de rejeter leurs eaux usées dans les réseaux d'assainissement, dans la limite des capacités de transport et d'épuration des installations existantes et sous réserve, le cas échéant de signature d'une convention spécifique de déversement qui pourra

notamment préciser les conditions techniques de déversement des eaux usées.

Ils devront au préalable adresser à la collectivité ou à l'exploitant une demande, précisant notamment la localisation du raccordement, la nature de l'activité, les quantités et caractéristiques des effluents qui seront rejetés.

Abonnés non domestiques :

En application de l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique, Le déversement au réseau des rejets des installations des abonnés non domestiques (industriels, rejetant des eaux usées non domestiques etc...) est soumis à l'obtention d'une autorisation préalable de la collectivité.

L'autorisation de déversement délivrée par la Collectivité peut être complétée si besoin d'une convention spéciale de déversement qui fixera des conditions techniques (prétraitement, flux admissibles, modalités de surveillance du rejet sur le réseau public...) et financières (participation à l'investissement...) adaptées à chaque cas.

4.2 - Le branchement

Le raccordement à la canalisation publique de collecte des eaux usées se fait par l'intermédiaire du branchement.

Le branchement fait partie du réseau public et comprend 3 éléments :

- 1°) La boîte de branchement, y compris le dispositif de raccordement à la canalisation privée.
- 2°) La canalisation située généralement en domaine public.
- 3°) Le dispositif de raccordement à la canalisation publique.

Vos installations privées commencent à l'amont du raccordement à la boîte de branchement.

En cas d'absence de boîte de branchement, la limite du branchement est la frontière entre le domaine public et le domaine privé.

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

4.3 - L'installation et la mise en service du branchement

La collectivité détermine, après contact avec vous, les conditions techniques d'établissement du branchement, en particulier l'emplacement des boîtes de branchement. Le branchement est établi après validation des conditions techniques et financières et les travaux réalisés par l'exploitant.

L'exploitant est seul habilité à mettre en service le branchement, après avoir vérifié la conformité des installations privées. Cette vérification se fait tranchées ouvertes.

Préalablement à chaque contrôle, vous devez prendre rendez-vous avec l'exploitant. Pour les nouveaux raccordements, l'exploitant s'engage à fixer la date 3 jours ouvrés après en avoir été informé par l'abonné.

En cas de non-conformité, l'exploitant organise le contrôle de vérification de bonne exécution des travaux de mise en conformité à l'issue du délai imparti et informe la collectivité du résultat. Ce deuxième passage vous sera facturé au tarif en vigueur (*).

En cas d'impossibilité de réalisation des contrôles pour des raisons indépendantes de la volonté de l'exploitant, notamment en cas de refus du propriétaire ou de l'occupant de laisser pénétrer son agent dans la propriété, l'exploitant notifie à la collectivité ses difficultés, à charge pour elle de constater ou faire constater l'infraction.

La collectivité pourra demander un nouveau passage à l'exploitant lorsque le libre accès aux installations sera rétabli. Ce passage sera considéré comme une nouvelle visite, indépendamment de la ou des visite(s) précédente(s) et vous sera facturé au tarif en vigueur (*). Lors de la construction d'un nouveau réseau d'assainissement, la collectivité peut exécuter ou faire exécuter d'office les branchements de toutes les propriétés riveraines existantes.

4.4 - Le paiement

Généralités

En application de l'article L 1331-2 du Code de la Santé Publique, la Collectivité est autorisée à se faire rembourser auprès des propriétaires, de tout ou partie des dépenses entraînées par les travaux d'établissement du branchement, dans les conditions définies par délibération du Conseil Communautaire.

De plus, conformément à l'article L 1331-7 du Code de la Santé Publique, tous les propriétaires des immeubles raccordables aux réseaux publics d'assainissement collectif, sont astreints à verser une participation financière pour tenir compte de l'économie réalisée, en évitant la réalisation d'une installation d'épuration individuelle : la Participation au Financement de l'Assainissement Collectif (PFAC).

La PFAC est exigible à la date du raccordement de l'immeuble, de l'extension de l'immeuble ou de la partie réaménagée de l'immeuble

Le montant de la P.F.A.C. fixé par délibération du Conseil Communautaire du 17/09/2019 est le suivant :

- Habitations existantes lors de la création des réseaux : 1 000 €
- Habitations nouvelles ou raccordement d'un bâtiment nécessitant la création d'un nouveau branchement sur les réseaux existants : 4 000 €

Immeubles existants lors de la création du réseau :

Lors de la construction d'un nouveau réseau public de collecte d'eaux usées, la Collectivité exécutera d'office les branchements de tous les immeubles riverains pour la partie comprise sous le domaine public jusque, et y compris, le regard le plus proche des limites du domaine public.

Création d'un branchement postérieurement à la mise en service du réseau :

Toutes les prestations nécessaires à l'installation du branchement (travaux, fournitures, occupation et réfection des chaussées et trottoirs) sont réalisées et prises en charge par la Collectivité.

Ces branchements sont incorporés au réseau public, propriété de la Collectivité qui en assure désormais l'entretien et en contrôle la conformité.

Dans les quinze jours suivant la réception de votre demande de construction d'un nouveau branchement, une étude de faisabilité de la réalisation de ce branchement sera effectuée.

Les travaux seront réalisés par l'entreprise désignée par la Collectivité dans un délai de 15 jours suivant l'acceptation des conditions techniques et financières, sous réserve de l'obtention des autorisations administratives.

Le branchement sera mis en service sous réserve de la conformité du contrôle prévu à l'article 4.3 et du règlement de la participation citée ci-dessus (P.F.A.C.).

4-5 - L'entretien et le renouvellement

La Collectivité prend à sa charge les frais d'entretien, de réparations et les dommages pouvant résulter de l'existence du branchement.

En revanche, les frais résultant d'une faute de votre part sont à votre charge.

Le renouvellement du branchement est à la charge de la collectivité.

4-6 - La modification du branchement

La charge financière d'une modification du branchement est supportée par le demandeur.

Les travaux sont réalisés par l'entreprise désignée par la collectivité.

5 - Les installations privées

On appelle « installations privées », les installations de collecte des eaux usées situées avant la boîte de branchement.

5-1 - Les caractéristiques

La conception et l'établissement des installations privées sont exécutés aux frais du propriétaire et par l'entrepreneur de votre choix.

Ces installations ne doivent présenter aucun inconvénient pour le réseau public et doivent être conformes aux dispositions du code de la santé publique et au présent règlement du service.

Les rejets sont collectés de manière séparée (eaux usées d'une part et eaux pluviales d'autre part), et vous devez assurer la séparation des eaux usées et eaux pluviales à l'intérieur de votre propriété.

Vous devez laisser l'accès à vos installations privées aux agents de l'exploitant pour vérifier leur conformité à la réglementation en vigueur.

En cas d'obstacle à la vérification ou à la mise en conformité des raccordements au réseau d'assainissement collectif, vous serez astreint au paiement d'une somme équivalente au double de la redevance.

La collectivité se réserve le droit d'imposer la modification d'une installation privée risquant de provoquer des perturbations sur le réseau public.

Si, malgré une mise en demeure de modifier vos installations, le risque persiste, la collectivité peut fermer totalement votre raccordement, jusqu'à la mise en conformité de vos installations.

De même, la collectivité peut refuser l'installation d'un raccordement ou la desserte d'un immeuble tant que les installations privées sont reconnues défectueuses.

Vous devez notamment respecter les règles suivantes :

Assurer une collecte séparée des eaux usées et des eaux pluviales.

Vous assurer de la parfaite étanchéité des évacuations des eaux usées.

Équiper de siphons tous les dispositifs d'évacuation (équipements sanitaires, et ménagers, cuvettes de toilette, ...).

Poser toutes les colonnes de chute d'eaux usées verticalement et les munir d'évents prolongés au dessus de la partie la plus élevée de la propriété.

Vous assurer que vos installations privées sont conçues pour protéger la propriété contre les reflux d'eaux usées ou d'eaux pluviales en provenance du réseau public, notamment en cas de mise en charge accidentelle. A cette fin :

Les canalisations, joints et les tampons des regards situés à un niveau inférieur à celui de la voie publique au droit de la construction devront pouvoir résister à la pression correspondante.

un dispositif s'opposant à tout reflux devra être mis en place.

Ne pas raccorder entre elles les conduites d'eau potable et les canalisations d'eaux usées, ni installer des dispositifs susceptibles de laisser les eaux usées pénétrer dans les conduites d'eau potable.

Vous assurer de la déconnexion complète de tout dispositif d'assainissement individuel (dégraisseurs, fosses, filtres).

5.2 - L'entretien et le renouvellement

L'entretien, le renouvellement et la mise en conformité des installations privées vous incombent complètement. l'exploitant ne peut être tenue pour responsable des dommages causés par l'existence ou le fonctionnement des installations privées ou par leur défaut d'entretien, de renouvellement ou de mise en conformité.

5.3 - Contrôles de conformité

La collectivité peut décider de réaliser le contrôle de conformité de raccordements aux réseaux d'eaux usées existants.

Ces contrôles peuvent être réalisés par l'exploitant ou par un prestataire désigné par la Collectivité.

En cas de non-conformité du raccordement ou d'impossibilité de réalisation du contrôle pour des raisons indépendantes de la volonté de l'exploitant, les dispositions de l'article 4.3 s'appliqueront.

Les contrôles de conformité des installations privées, effectués à l'occasion de cessions de propriété à la demande des propriétaires, sont facturés au demandeur pour un montant de 95 euros H.T.

Il vous est garanti une proposition de rendez-vous dans un délai de 8 jours ouvrés en réponse à toute demande écrite de contrôle de conformité, avec respect de l'horaire du rendez-vous dans une plage de 4 heures.

6 - Modification du règlement du service

Des modifications au présent règlement du service peuvent être décidées par la collectivité.

Elles sont portées à la connaissance des abonnés par affichage en mairie avant leur date de mise en application, puis à l'occasion de la prochaine facture.

(*) montant en vigueur au 01/01/2022 révisable chaque année dans les conditions prévues au contrat entre la collectivité et l'exploitant

Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

ANNEXE AU REGLEMENT DU SERVICE

DESIGNATION	MONTANT € H.T.
FRAIS D'ACCES AU SERVICE (Abonnés non desservis par le réseau public d'eau potable)	35.00 €
CONTRÔLE DES INSTALLATIONS PRIVEES EN CAS DE TRANSACTION IMMOBILIERE	95.00 €

COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL ET GURSON



DELEGATION DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

ANNEXE 2

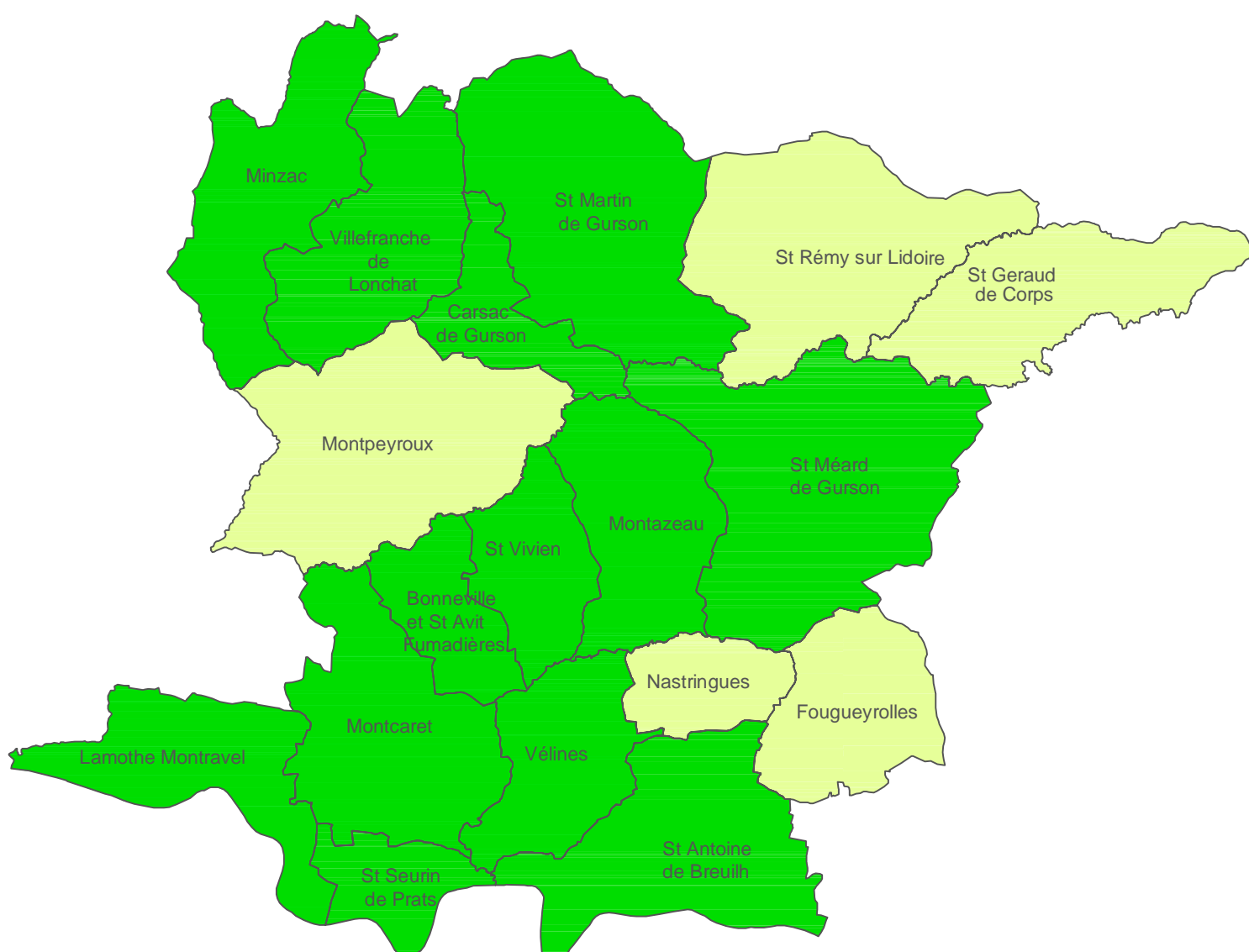
PLAN DU PERIMETRE DE LA DELEGATION


Communauté de Communes MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Périmètre de la délégation



 Assainissement collectif existant

 Sans assainissement collectif

COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL ET GURSON



DELEGATION DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

ANNEXE 3

INVENTAIRE DES BIENS DU SERVICE

DEPARTEMENT DE LA DORDOGNE
**COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE
MONTRAVEL et GURSON**



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

**INVENTAIRE DES INSTALLATIONS
I - Postes de relevage**

PR LES EYSSARDS (CARSAC DE GURSON)	Page 2
PR LES VIGNES (CARSAC DE GURSON)	Page 3
PR LE TEMPLE (LAMOTHE MONTRAVEL)	Page 4
PR LES ETANGS (LAMOTHE MONTRAVEL)	Page 5
PR LES QUAIS (LAMOTHE MONTRAVEL)	Page 6
PR LITOUT SUD (MINZAC)	Page 7
PR BRUNET (MONTAZEAU)	Page 8
PR BOIS DE BRUNET (MONTAZEAU)	Page 9
PR FONT DU PARC EST (MONTAZEAU)	Page 10
PR FONT DU PARC OUEST (MONTAZEAU)	Page 11
PR FAYETTE (MONTAZEAU)	Page 12
PR LA BRUNE (MONTCARET)	Page 13
PR ROUTE DES FOSSES (MONTCARET)	Page 14
PR GRAND GOURDON (MONTCARET)	Page 15
PR DES NOVETTES (SAINT ANTOINE DE BREUILH)	Page 16
PR ST AULAYE 1 (Route de Lagarde) (SAINT ANTOINE DE BREUILH)	Page 17
PR ST AULAYE 2 (Rue Théophile Cart) (SAINT ANTOINE DE BREUILH)	Page 18
PR LE BON DIEU (SAINT ANTOINE DE BREUILH)	Page 20
PR BALLATS (SAINT MARTIN DE GURSON)	Page 21
PR TUILLERE (SAINT MARTIN DE GURSON)	Page 22
PR LE PRIORAT (SAINT MARTIN DE GURSON)	Page 23
PR GRANGE OUEST (SAINT SEURIN DE PRATS)	Page 24
PR GRANCE EST (SAINT SEURIN DE PRATS)	Page 25
PR FRETOUT (SAINT VIVIEN)	Page 26
PR BOURG SUD (SAINT VIVIEN)	Page 27
PR COURREGE (VELINES)	Page 28
PR ECOPOLE (VELINES)	Page 29
PR REAUX (VELINES)	Page 30
PR BOURG (VELINES)	Page 31
PR LE POUNISSOU (VELINES)	Page 32
PR GENDARMERIE (VILLEFRANCHE DE LONCHAT)	Page 33
PR MONTARUT (VILLEFRANCHE DE LONCHAT)	Page 34
PR PASTEUR (VILLEFRANCHE DE LONCHAT)	Page 35
PR PETIT MAINE (VILLEFRANCHE DE LONCHAT)	Page 36

TOUTSAINET VILLEFRANCHE
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

INVENTAIRE DES INSTALLATIONS

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service
PR LES EYSSARDS (CARSAC DE GURSON)		
Clôture Panneaux rigides H = 2.00	1	2021
Portillon	1	2021
Cuve circulaire Béton Ø 1.20 H=2.30 m revêtu anti H2S	1	2021
Chambre à vanne Béton	1	2021
Couverture cuve : Capot alu avec Cadenas	1	2021
Couverture Chambre à vanne : Capot alu avec Cadenas	1	2021
Guidage pompes : Barres inox	4	2021
Chaînes de levage - boulonnerie : Inox	2	2021
Barraudage anti-chute	1	2021
Echelle chambre à vanne	1	2021
Armoire de commande	1	2021
Automatisme alternance pompes	1	2021
Poires de niveau	2	2021
Sonde de niveau : Piezo Endress Hauser FMX 67	1	2021
Télégestion : SOFREL S 530 GSM	1	2021
Pompe 1 : Flygt DP 3069 HT 8.07 m3/h 11.3 mCE Vortex 1.7 Kw 2700	1	2021
Pompe 2 : Flygt DP 3069 HT 8.07 m3/h 11.3 mCE Vortex 1.7 Kw 2700	1	2021
Colonne montante : Inox DN 50	2	2021
Collecteur refoulement : inox DN 50	1	2021
Vidange du refoulement : Inox DN 50	1	2021
Vannes refoulement à Opercule DN 50	2	2021
Clapets à Boule DN 50	2	2021
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2021
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2021
Réservation pour potence	1	2021
alimentation AEP Avec compteur	1	2021



INVENTAIRE DES INSTALLATIONS

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service
PR LES VIGNES (CARSAC DE GURSON)		
Clôture Panneaux rigides H = 2.00	1	2021
Portillon	1	2021
Cuve circulaire Béton Ø 1.20 H=2.75 m revêtu anti H2S	1	2021
Chambre à vanne Béton	1	2021
Couverture cuve : Capot alu avec Cadenas	1	2021
Couverture Chambre à vanne : Capot alu avec Cadenas	1	2021
Guidage pompes : Barres inox	4	2021
Chaînes de levage - boulonnerie : Inox	2	2021
Barraudage anti-chute	1	2021
Echelle chambre à vanne	1	2021
Armoire de commande	1	2021
Automatisme alternance pompes	1	2021
Poires de niveau	2	2021
Sonde de niveau : Piezo Endress Hauser FMX 67	1	2021
Télégestion : SOFREL S 530 GSM	1	2021
Pompe 1 : Flygt 8 m3/h 14.72 mCE	1	2021
Pompe 2 : Flygt 8 m3/h 14.72 mCE	1	2021
Colonne montante : Inox DN 50	2	2021
Collecteur refoulement : inox DN 50	1	2021
Vidange du refoulement : Inox DN 50	1	2021
Vannes refoulement à Opercule DN 50	2	2021
Clapets à Boule DN 50	2	2021
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2021
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2021
Réservation pour potence	1	2021
alimentation AEP Avec compteur	1	2021



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

INVENTAIRE DES INSTALLATIONS

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service
PR LE TEMPLE (LAMOTHE MONTRAVEL)		
Cuve circulaire Béton Ø 1.20 H=4.80 revêtue résine	1	2012
Chambre à vanne Béton	1	2012
Couverture cuve : Capot alu avec Cadenas	1	2012
Couverture Chambre à vanne : Capot alu avec Cadenas	1	2012
Guidage pompes : Barres inox	4	2012
Chaînes de levage - boulonnerie : inox	2	2012
Barraudage anti-chute	1	2012
Armoire de commande	1	2012
Automatisme alternance pompes	1	2012
Poires de niveau	3	2012
Sonde de niveau : Sonde Water Pilot FMX 167	1	2012
Télégestion : SOFREL S 550	1	2012
Pompe 1 : Flygt 3068-180 13.0 m3/h 8.0 mCE 1.5 Kw 1370 t/mn	1	2012
Pompe 2 : Flygt 3068-180 13.0 m3/h 8.0 mCE 1.5 Kw 1370 t/mn	1	2012
Agitateur : Flygt	1	2012
Colonne montante : PVC DN 65	2	2012
Collecteur refoulement : PVC DN 65	1	2012
Vidange du refoulement : PVC DN 50	1	2012
Vannes refoulement à opercule DN 65	2	2012
Clapets à boule DN 65	2	2012
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2012
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2012
Pied de potence	1	2012
alimentation AEP avec compteur	1	2012

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC

Date de réception de l'AR: 30/11/2021

024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

INVENTAIRE DES INSTALLATIONS

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service
PR LES ETANGS (LAMOthe MONTRAVEL)		
Cuve circulaire Béton Ø 1.60 H=2.50 revêtue résine	1	2012
Chambre à vanne Béton	1	2012
Couverture cuve : Capot alu avec Cadenas	1	2012
Couverture Chambre à vanne : Capot alu avec Cadenas	1	2013
Guidage pompes : Barres inox	4	2012
Chaînes de levage - boulonnerie : inox	2	2012
Barraudage anti-chute	1	2012
Armoire de commande	1	2012
Automatisme alternance pompes	1	2012
Poires de niveau	3	2012
Sonde de niveau : Sonde Water Pilot FMX 168	1	2012
Télégestion : SOFREL S 530	1	2012
Pompe 1 : Flygt 3085-160 20.0 m3/h 20 mCE 2.4 Kw 2840 t/mn	1	2020
Pompe 2 : Flygt 3085-160 20.0 m3/h 20 mCE 2.4 Kw 2840 t/mn	1	2012
Agitateur : Vanne de brassage	1	2012
Colonne montante : PVC DN 110	2	2012
Collecteur refoulement : PVC DN 110	1	2012
Vidange du refoulement : PVC DN 110	1	2012
Vannes refoulement à opercule DN 100	2	2012
Clapets à boule DN 100	2	2012
Vanne vidange refoulement DN 110	1	2012
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2012
Pied de potence	1	2012
alimentation AEP avec compteur	1	2012



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

INVENTAIRE DES INSTALLATIONS

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service
PR LES QUAIS (LAMOthe MONTRAVEL)		
Cuve circulaire Béton Ø 1.20 H=2.30 revêtue résine	1	2012
Chambre à vanne Béton	1	2012
Couverture cuve : Fonte triangulaire avec Clef	2	2012
Couverture Chambre à vanne : Fonte triangulaire avec Clef	1	2012
Guidage pompes : Barres inox	4	2012
Chaînes de levage - boulonnerie : inox	2	2012
Barraudage anti-chute	1	2012
Armoire de commande	1	2012
Automatisme alternance pompes	1	2012
Poires de niveau	3	2012
Sonde de niveau : Piezo	1	2012
Télégestion : SOFREL S 550	1	2012
Pompe 1 : Flygt 10.5 m3/h 17.6 mCE	1	2012
Pompe 2 : Flygt 10.5 m3/h 17.6 mCE	1	2012
Agitateur : Flygt	1	2012
Colonne montante : PVC DN 65	2	2012
Collecteur refoulement : PVC DN 65	1	2012
Vidange du refoulement : PVC DN 50	1	2012
Vannes refoulement à opercule DN 65	2	2012
Clapets à boule DN 65	2	2012
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2012
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2012
Pied de potence	1	2012
alimentation AEP Bouche de lavage	1	2012



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

INVENTAIRE DES INSTALLATIONS

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service
PR LITOUT SUD (MINZAC)		
Cuve circulaire Béton Ø 1.00 revêtue résine	1	2013
Chambre à vanne Béton	1	2013
Couverture cuve : Fonte triangulaire avec Clef	2	2013
Couverture Chambre à vanne : Fonte triangulaire avec Clef	1	2013
Guidage pompes : Barres inox	4	2013
Chaînes de levage - boulonnerie : inox	2	2013
Barraudage anti-chute	1	2013
Zchelle chambre à vanne	1	2013
Armoire de commande	1	2013
Automatisme alternance pompes	1	2013
Poires de niveau	3	2013
Sonde de niveau : Piezo	1	2013
Télégestion : SOFREL S 530	1	2013
Pompe 1 : Flygt 3057-181	1	2013
Pompe 2 : Flygt 3045-181	1	2013
Brassage	1	2013
Colonne montante : INOX DN 65	2	2013
Collecteur refoulement : INOX DN 65	1	2013
Vidange du refoulement : INOX DN 50	1	2013
Vannes refoulement à opercule DN 65	2	2013
Clapets à boule DN 65	2	2013
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2013
Réservation potence	1	2013
alimentation AEP avec compteur		



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

INVENTAIRE DES INSTALLATIONS

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service
PR BRUNET (MONTAZEAU)		
Clôture Panneaux rigides H = 2.00	1	2015
Portillon	1	2015
Cuve circulaire Béton Ø 1.60 H=2.90 revêtue résine	1	2015
Chambre à vanne Béton	1	2015
Couverture cuve : Capot alu avec Cadenas	1	2015
Couverture Chambre à vanne : Capot alu avec Cadenas	1	2015
Guidage pompes : Barres inox	4	2015
Chaînes de levage - boulonnerie : inox	2	2015
Barraudage anti-chute	1	2015
Echelle chambre à vanne	1	2015
Panier dégrilleur inox	1	2015
Débitmètre SIEMENS DN 80	1	2015
Armoire de commande	1	2015
Automatisme alternance pompes	1	2015
Poires de niveau	3	2015
Sonde de niveau : Piezo	1	2015
Télégestion : SOFREL S 530 GSM	1	2015
Pompe 1 : Flygt 3068-180 10.0 m3/h 17.0 mCE 2.4 Kw 2780 t/mn	1	2015
Pompe 2 : Flygt 3068-180 10.0 m3/h 17.0 mCE	1	2015
Agitateur : OUI	1	2015
Colonne montante : INOX DN 80	2	2015
Collecteur refoulement : INOX DN 80	1	2015
Vidange du refoulement : INOX DN 50	1	2015
Vannes refoulement à opercule DN 80	2	2015
Clapets à boule DN 80	2	2015
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2015
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2015
Réservation potence	1	2015



INVENTAIRE DES INSTALLATIONS

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service
PR BOIS DE BRUNET (MONTAZEAU)		
Clôture Panneaux rigides H = 2.00	1	2015
Portillon	1	2015
Cuve circulaire Béton Ø 1.60 H=3.70 revêtue résine	1	2015
Chambre à vanne Béton	1	2015
Couverture cuve : Capot alu avec Cadenas	1	2015
Couverture Chambre à vanne : Capot alu avec Cadenas	1	2015
Guidage pompes : Barres inox	4	2015
Chaînes de levage - boulonnerie : inox	2	2015
Barraudage anti-chute	1	2015
Echelle chambre à vanne	1	2015
Panier dégrilleur inox	1	2015
Armoire de commande	1	2015
Automatisme alternance pompes	1	2015
Poires de niveau	3	2015
Sonde de niveau : Piezo	1	2015
Télégestion : SOFREL S 530 GSM	1	2015
Pompe 1 : Flygt 3068-180 8.5 m3/h 17.0 mCE 2.4 Kw 2780 t/mn	1	2018
Pompe 2 : Flygt 3068-180 8.5 m3/h 17.0 mCE 2.4 Kw 2780 t/mn	1	2018
Agitateur : OUI	1	2015
Colonne montante : INOX DN 80	2	2015
Collecteur refoulement : INOX DN 80	1	2015
Vidange du refoulement : INOX DN 50	1	2015
Vannes refoulement à opercule DN 80	2	2015
Clapets à boule DN 80	2	2015
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2015
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2015
Réservation potence	1	2015

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC

Date de réception de l'AR: 30/11/2021

024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE



INVENTAIRE DES INSTALLATIONS

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service
PR FONT DU PARC EST (MONTAZEAU)		
Clôture Panneaux rigides H = 2.00	1	2015
Portillon	1	2015
Cuve circulaire Béton Ø 1.60 H=2.85 revêtue résine	1	2015
Chambre à vanne Béton	1	2015
Couverture cuve : Capot alu avec Cadenas	1	2015
Couverture Chambre à vanne : Capot alu avec Cadenas	1	2015
Guidage pompes : Barres inox	4	2015
Chaînes de levage - boulonnerie : inox	2	2015
Barraudage anti-chute	1	2015
Echelle chambre à vanne	1	2015
Armoire de commande	1	2015
Automatisme alternance pompes	1	2015
Poires de niveau	3	2015
Sonde de niveau : Piezo	1	2015
Télégestion : SOFREL S 530 GSM	1	2015
Pompe 1 : Flygt 3068-180 10.2 m3/h 9.0 mCE 2.4 Kw 2780 t/mn	1	2015
Pompe 2 : Flygt 3068-180 10.3 m3/h 9.0 mCE 2.4 Kw 2780 t/mn	1	2015
Agitateur : B.M. TBS 1002	1	2015
Colonne montante : INOX DN 60	2	2015
Collecteur refoulement : INOX DN 60	1	2015
Vidange du refoulement : INOX DN 50	1	2015
Vannes refoulement à opercule DN 60	2	2015
Clapets à boule DN 60	2	2015
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2015
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2015
Réservation potence	1	2015
alimentation AEP Bouche de lavage	1	2015



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

INVENTAIRE DES INSTALLATIONS

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service
PR FONT DU PARC OUEST (MONTAZEAU)		
Cuve circulaire Béton Ø 1.60 H=2.50 revêtue résine	1	2015
Chambre à vanne Béton	1	2015
Couverture cuve : Fonte Ø 600	2	2015
Couverture chambre à vanne : Fonte Ø 600	1	2015
Guidage pompes : Barres inox	4	2015
Chaînes de levage - boulonnerie : inox	2	2015
Barraudage anti-chute	1	2015
Echelle chambre à vanne	1	2015
Armoire de commande	1	2015
Automatisme alternance pompes	1	2015
Poires de niveau	3	2015
Sonde de niveau : Piezo	1	2015
Télégestion : SOFREL S 530 GSM	1	2015
Pompe 1 : Flygt 3068-180 12.3 m3/h 11.4 mCE 2.4 Kw 2780 t/mn	1	2015
Pompe 2 : Flygt 3068-180 12.6 m3/h 11.4 mCE 2.4 Kw 2780 t/mn	1	2015
Agitateur : OUI	1	2015
Colonne montante : INOX DN 65	2	2015
Collecteur refoulement : INOX DN 65	1	2015
Vidange du refoulement : INOX DN 50	1	2015
Vannes refoulement à opercule DN 65	2	2015
Clapets à boule DN 65	2	2015
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2015
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2015
Réservation potence	1	2015
alimentation AEP Bouche de lavage	1	2015



INVENTAIRE DES INSTALLATIONS

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service
PR FAYETTE (MONTAZEAU)		
Clôture Panneaux rigides H = 2.00	1	2021
Portillon	1	2021
Cuve circulaire Béton Ø 1.20 H=3.10 m revêtu anti H2S	1	2021
Chambre à vanne Béton	1	2021
Couverture cuve : Capot alu avec Cadenas	1	2021
Couverture Chambre à vanne : Capot alu avec Cadenas	1	2021
Guidage pompes : Barres inox	4	2021
Chaînes de levage - boulonnerie : Inox	2	2021
Barraudage anti-chute	1	2021
Echelle chambre à vanne	1	2021
Ballon anti-bélier MASSAL 100 l	1	2021
Armoire de commande	1	2021
Automatisme alternance pompes	1	2021
Poires de niveau	2	2021
Sonde de niveau : Piezo Endress Hauser FMX 67	1	2021
Télégestion : SOFREL S 530 GSM	1	2021
Pompe 1 : Flygt MP 3090 HT 8.16 m ³ /h 39.1 mCE 4.3 Kw 2845 tr/mn	1	2021
Pompe 2 : Flygt MP 3090 HT 8.16 m ³ /h 39.1 mCE 4.3 Kw 2845 tr/mn	1	2021
Colonne montante : Inox DN 50	2	2021
Collecteur refoulement : inox DN 50	1	2021
Vidange du refoulement : Inox DN 50	1	2021
Vannes refoulement à Opércule DN 50	2	2021
Clapets à Boule DN 50	2	2021
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2021
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2021
Réservation pour potence	1	2021
alimentation AEP Avec compteur	1	2021



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

INVENTAIRE DES INSTALLATIONS

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service
PR LA BRUNE (MONTCARET)		
Clôture Panneaux rigides H = 2.00	1	2014
Portillon	1	2014
Cuve circulaire Béton Ø 1.20 H=3.50 revêtue résine	1	2014
Chambre à vanne Béton	1	2014
Couverture cuve : Fonte Ø 600	2	2014
Couverture chambre à vanne : Fonte Ø 600	1	2017
Guidage pompes : Barres inox	4	2014
Chaînes de levage - boulonnerie : inox	2	2014
Barraudage anti-chute	1	2014
Echelle chambre à vanne	1	2014
Panier dégrilleur inox	1	2014
Armoire de commande	1	2014
Automatisme alternance pompes	1	2014
Poires de niveau	3	2014
Sonde de niveau : Piezo	1	2014
Télégestion : SOFREL S 530	1	2014
Pompe 1 : Flygt 3057-181 8.8 m3/h 10.7 mCE 1.7 Kw 2700 t/mn	1	2014
Pompe 2 : Flygt 3057-181 8.8 m3/h 10.7 mCE 1.7 Kw 2700 t/mn	1	2014
Agitateur : OUI	1	2014
Colonne montante : INOX DN 60	2	2014
Collecteur refoulement : INOX DN 60	1	2014
Vidange du refoulement : INOX DN 50	1	2014
Vannes refoulement à opercule DN 65	2	2014
Clapets à boule DN 65	2	2014
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2014
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2014
Réservation potence	1	2014
alimentation AEP Bouche de lavage	1	2014



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

INVENTAIRE DES INSTALLATIONS

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service
PR ROUTE DES FOSSES (MONTCARET)		
Clôture Panneaux rigides H = 2.00	1	2020
Portillon	1	2020
Cuve circulaire Béton Ø 1.20 H=3.60 revêtue résine	1	2020
Chambre à vanne Béton	1	2020
Couverture cuve : Capot alu avec Cadenas	1	2020
Couverture Chambre à vanne : Capot alu avec Cadenas	1	2020
Guidage pompes : Barres inox	4	2020
Chaînes de levage - boulonnerie : inox	2	2020
Barraudage anti-chute	1	2020
Débitmètre SIEMENS MAG 5100	1	2020
Armoire de commande	1	2020
Automatisme alternance pompes	1	2020
Poires de niveau	2	2020
Sonde de niveau : Piezo Siemens SITRANS LH100	1	2020
Télégestion : SOFREL S 530 GSM	1	2020
Pompe 1 : Xylem DP 3069 LT3 9.86 m3/h 8.22 mCE 2.0 Kw 1355 t/mn	1	2020
Pompe 2 : Xylem DP 3069 LT3 9.86 m3/h 8.22 mCE 2.0 Kw 1355 t/mn	1	2020
Colonne montante : INOX DN 50	2	2020
Collecteur refoulement : INOX DN 50	1	2020
Vidange du refoulement : INOX DN 50	1	2020
Vannes refoulement à opercule DN 50	2	2020
Clapets à boule DN 50	2	2020
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2020
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2020
Potence	1	2020
alimentation AEP avec compteur	1	2020



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

INVENTAIRE DES INSTALLATIONS

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service
PR GRAND GOURDON (MONTCARET)		
Clôture Panneaux rigides H = 2.00	1	2020
Portillon	1	2020
Cuve circulaire Béton Ø 1.20 H=3.55 revêtue résine	1	2020
Chambre à vanne Béton	1	2020
Couverture cuve : Capot alu avec Cadenas	1	2020
Couverture Chambre à vanne : Capot alu avec Cadenas	1	2020
Guidage pompes : Barres inox	4	2020
Chaînes de levage - boulonnerie : inox	2	2020
Barraudage anti-chute	1	2020
Panier dégrilleur inox	1	2020
Débitmètre SIEMENS MAG 5100	1	2020
Armoire de commande	1	2020
Automatisme alternance pompes	1	2020
Poires de niveau	2	2020
Sonde de niveau : Piezo Siemens SITRANS LH100	1	2020
Télégestion : SOFREL S 530 GSM	1	2020
Pompe 1 : Xylem NP 3069 NH3 9.16 m3/h 22.9 mCE 2.4 Kw 2775 t/mn	1	2020
Pompe 2 : Xylem NP 3069 NH3 9.16 m3/h 22.9 mCE 2.4 Kw 2775 t/mn	1	2020
Colonne montante : INOX DN 50	2	2020
Collecteur refoulement : INOX DN 50	1	2020
Vidange du refoulement : INOX DN 50	1	2020
Vannes refoulement à opercule DN 50	2	2020
Clapets à boule DN 50	2	2020
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2020
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2020
Potence	1	2020
alimentation AEP avec compteur	1	2020

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

INVENTAIRE DES INSTALLATIONS

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service
PR DES NOVETTES (SAINT ANTOINE DE BREUILH)		
Clôture Panneaux rigides H = 2.00	1	2000
Portail	1	2000
Cuve circulaire Béton	1	2000
Cuve circulaire Béton	1	2000
Couverture cuve : Galva avec Cadenas	2	2000
Couverture Chambre à vanne : Fonte Ø 600	1	2000
Guidage pompes : Barres inox	4	2000
Chaînes de levage - boulonnerie : Inox	2	2000
Barraudage anti-chute	1	2000
Armoire de commande	1	2000
Automate MODICOM TSX	1	2000
Poires de niveau	2	2000
Sonde de niveau : Sonde ultrason Endress Hauser 0-4m	1	2016
Télégestion : SOFREL S50	1	2012
Pompe 1 : Flygt CP 3085 MT 182 12.0 m3/h 10 mCE 2.0 Kw	1	2000
Pompe 2 : Flygt CP 3085 MT 182 12.0 m3/h 10 mCE 2.0 Kw	1	2000
Colonne montante : PVC DN 90	2	2000
Collecteur refoulement : PVC DN 90	1	2000
Vidange du refoulement : PVC DN 50	1	2000
Vannes refoulement à Opercule DN 80	2	2000
Clapets à Boule DN 80	2	2000
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2000
Réservation pour potence	1	2000



INVENTAIRE DES INSTALLATIONS

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service
PR ST AULAYE 1 (Route de Lagarde) (SAINT ANTOINE DE BREUILH)		
Poste revêtement polyester armé de fibre de verre, béton armé	1	2011
Chambre à vanne 1.20x1.20x1.20m	1	2011
Muret technique pour intégration Armoire de commande	1	2011
socle béton armé (surélévation Armoire de commande) H=1.50m,	1	2011
Trappe fonte 400kN, articulée et verrouillable	2	2011
Grilles anti chute Inox 316L	1	2011
Escalier caillebotis polyester	1	2011
Passerelle accès poltester	1	2011
Garde corps	1	2011
Chaînes, manilles, crochetes et visserie inox 316L		2011
Barres de guidages Inox 316L	2	2011
Support de potence, potence, Palan	1	2011
Socle aluminium ou béton (armoire de commande et de puissance)	1	2011
Rampe de lavage du poste	1	2011
clôture 2.00m	1	2011
Dispositif injection eau claire	1	2011
Canalisation (injection eau potable) avec disconnecteur anti pollution	1	2011
Canalisation de vidange du refoulement DN 50mm	1	2011
Colonne de refoulement DN 65 Inox 316L	1	2011
Réservoir anti béliet CHARLATTE	1	2011
Armoire de commande et de puissance avec coffret étanche (IP557) 1000x800x400 polyester	1	2011
Sonde ultrasonique ENDRESS et HAUSER	1	2011
Régulateur de niveau en secours	2	2011
SOFREL S 550	1	2011
Pompes de refoulement KSB AMAREX NF 65-220/024ULG185, roue vortex, 1450 tr/min, 9.87m3/h, HMT = 8.30 mCE, 1.8kW	2	2011
Electrovanne (protection anti H2S) asservie à un programmateur	1	2011
Colonnes montantes Inox 316L DN 65mm (poste)	2	2011
Collecteur de refoulement Inox 316L avec piquage DN 65mm	1	2011
Raccords à brides DN 65mm (chambre à vanne)	2	2011
Clapets de retenue à boule BAYARD DN 65mm	2	2011
Vannes d'isolement à opercule BAYARD DN 65mm	2	2011
Vidange de la chambre à vanne avec vanne DN 50mm	1	2011
Vidange du refoulement avec vanne DN 50mm	1	2011
Bouche de lavage incongelable avec tuyau souple pour nettoyage	1	2011

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC

Date de réception de l'AR: 30/11/2021

024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE



INVENTAIRE DES INSTALLATIONS

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service
PR ST AULAYE 2 (Rue Théophile Cart) (SAINT ANTOINE DE BREUILH)		
Poste béton armé PAJOT Ø1.6m H = 3.60	1	2011
Chambre à vanne 1.20x1.20x1.20m	1	2011
Muret technique pour intégration Armoire de commande	1	2011
socle béton armé (surélévation Armoire de commande) H=1.50m, Bardage bois	1	2011
Cuve de 5m3 (Nutriox) DN 1750mm hauteur 2250mm	1	2011
Dalle en béton armé supportant un cuve pleine de produit de densité 1.5 (Nutriox)	1	2011
Trou d'homme	1	2011
Trappe aluminium au dessus des pompes 1000x600 articulée et verrouillable	1	2011
Trappe aluminium sur la chambre à vanne 600x600 articulée et verrouillable	1	2011
Grille anti chute Inox 316L	1	2011
Escalier caillebotis polyester	1	2011
Passerelle accès polyester	1	2011
Garde corps	1	2011
Chaînes, manilles, crochets et visserie inox 316L		2011
Barres de guidages DN 33.7 Inox 316L	2	2011
Support de potence, potence, Palan	1	2011
Rampe de lavage du poste	1	2011
clôture H = 2.00m	1	2011
Douche / rince œil (Nutriox)	1	2011
Support de pompe dosage PEHD	1	2011
Fourreau DN 80mm	6	2011
Tube de remplissage complet (raccord pompier alu) D 50 Raccord DN	1	2011
Piquage injecté à bride PN 10 DN 50 PE (Nutriox)	1	2011
Soupape de retenue pompe dosage b3 bars PVC (Nutriox)	1	2011
Réservoir anti béliet HYDROCHOC à vessie, 50 litres, sortie à bride DN65 PN10	1	2011
Démarrateurs/ralentisseurs des pompes DANFOSS	2	2011
Armoire de commande et de puissance avec coffret étanche (IP557) 1000x800x400 polyester	1	2011
Coffret pompe dosage (Nutriox)	1	2011
Coffret de commande LIDA (Nutriox)	1	2011
Colonnes montantes Inox 316L DN 65mm	2	2011
Sonde ultrasonique ENDRESS et HAUSER	1	2011
Régulateur de niveau en secours	2	2011
SOFREL S 550	1	2011
Contacteurs électromagnétiques à mémoires pour tube PVC D 40mm (Nutriox)	1	2011
Niveau à flotteur magnétique (Nutriox)	1	2011
Sonde de température (Nutriox)Pt 100 inox avec câble blindé (3 fils) lestée à un câble inox	1	2011
Sonde piézométrique (Nutriox)	1	2011

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

INVENTAIRE DES INSTALLATIONS

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service
pompes de refoulement Flygt MP 3127.170 HT, roue DILACERATRICE, 2875 tr/min, 10.70m ³ /h, HMT=57.5 mCE, 10.4 kW	2	2011
Pompe de dosage électromagnétique (Nutriox) type ALLDOS réf DDI 222-60, max 60l/h, raccordement fluide tuyau souple semi rigide	1	2011
Collecteur de refoulement Inox 316L avec piquage DN 65mm	1	2011
Clapets de retenue à boule BAYARD DN 65mm	2	2011
Vannes d'isolement à opercule BAYARD DN 65mm	2	2011
Vidange de la chambre à vanne avec vanne DN 50mm	1	2011
Canalisation de vidange du refoulement avec vanne DN 50mm	1	2011
Bouche de lavage incongelable avec tuyau souple pour nettoyage	1	2011
Vanne de fond DN 50 (Nutriox)	1	2011
Vannes 3 voies pour pompe dosage (Nutriox)	1	2011
Filtres (Nutriox)	1	2011
Clapets anti retour (Nutriox)	1	2011
Cannes d'injections (Nutriox)	1	2011
Tuyauteries et raccords (Nutriox)	1	2011
Traitement Anti H ₂ S : Nitrate de Calcium	1	2011



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

INVENTAIRE DES INSTALLATIONS

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service
PR LE BON DIEU (SAINT ANTOINE DE BREUILH) (Construction e cours)		
Clôture Panneaux rigides H = 2.00	1	2021
Portillon	1	2021
Cuve circulaire Béton Ø 1.20 H=2.70 m revêtu anti H2S	1	2021
Chambre à vanne Béton	1	2021
Couverture cuve : Capot alu avec Cadenas	1	2021
Couverture Chambre à vanne : Capot alu avec Cadenas	1	2021
Guidage pompes : Barres inox	4	2021
Chaînes de levage - boulonnerie : Inox	2	2021
Barraudage anti-chute	1	2021
Echelle chambre à vanne	1	2021
Armoire de commande	1	2021
Automatisme alternance pompes	1	2021
Poires de niveau	2	2021
Sonde de niveau : Piezo Endress Hauser FMX 67	1	2021
Télégestion : SOFREL S 530 GSM	1	2021
Pompe 1 : Flygt DP 3045 MT 10.3 m3/h 6.01 mCE 1.2 Kw 2785 tr/mn	1	2021
Pompe 2 : Flygt DP 3045 MT 10.3 m3/h 6.01 mCE 1.2 Kw 2785 tr/mn	1	2021
Colonne montante : Inox DN 50	2	2021
Collecteur refoulement : inox DN 50	1	2021
Vidange du refoulement : Inox DN 50	1	2021
Vannes refoulement à Opercule DN 50	2	2021
Clapets à Boule DN 50	2	2021
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2021
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2021
Réservation pour potence	1	2021
alimentation AEP Avec compteur	1	2021



INVENTAIRE DES INSTALLATIONS

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service
PR BALLATS (SAINT MARTIN DE GURSON)		
Clôture Grillage simple torsion H=2.00 m	1	2004
Portail H=2.00 m	1	2004
Cuve circulaire Polyester KSB Ø 1,00 m	1	2004
Chambre à vanne Polyester	1	2004
Couverture cuve : Fonte Ø 600	1	2004
Couverture chambre à vanne : Fonte Ø 600	1	2004
Guidage pompes : Barres inox	4	2004
Chaînes de levage - boulonnerie : Inox	2	2004
Armoire de commande	1	2004
Automatisme alternance pompes	1	2004
Poires de niveau	3	2004
Sonde de niveau : Sonde pression Endress Hauser	1	2004
Télégestion : SOFREL S 530	1	2004
Pompe 1 : Flygt	1	2004
Pompe 2 : Flygt	1	2004
Colonne montante : PVC DN 65	2	2004
Collecteur refoulement : PVC DN 65	1	2004
Vidange du refoulement : PVC DN 50	1	2004
Vannes refoulement à Opercule DN 60	2	2004
Clapets à Boule DN 60	2	2004
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2004



INVENTAIRE DES INSTALLATIONS

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service
PR TUILLERE (SAINT MARTIN DE GURSON)		
Clôture Grillage simple torsion H=1.50 m	1	2009
Portail H=2.00 m	1	2009
Cuve circulaire Polyester KSB Ø 1,00 m	1	2009
Chambre à vanne Polyester	1	2009
Couverture cuve : Capot polyester avec Cadenas	1	2009
Couverture Chambre à vanne : Capot polyester avec Cadenas	1	2009
Guidage pompes : Barres inox	4	2009
Chaînes de levage - boulonnerie : Inox	2	2009
Barraudage anti-chute	1	2009
Ballon anti Bêlier 50 l	1	2009
Armoire de commande	1	2009
Automatisme alternance pompes	1	2009
Poires de niveau	4	2009
Télégestion : SOFREL S 530 GSM	1	2009
Pompe 1 : KSB Amarex NF 50-220/042 ULG 170 10.4 m3/h 31.5 mCE 3.0 Kw 2900 t/mn	1	2009
Pompe 2 : KSB Amarex NF 50-220/042 ULG 170 10.4 m3/h 31.5 mCE 3.0 Kw 2900 t/mn	1	2009
Colonne montante : PVC DN 65	2	2009
Collecteur refoulement : Inox DN 65	1	2009
Vidange du refoulement : Inox DN 50	1	2009
Vannes refoulement à Opercule DN 60	2	2009
Clapets à Boule DN 60	2	2009
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2009
Compresseur BOGE	1	2009
Armoire compresseur Flygt	1	2009
alimentation AEP Avec compteur	1	2009



INVENTAIRE DES INSTALLATIONS

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service
PR LE PRIORAT (SAINT MARTIN DE GURSON)		
Clôture Panneaux rigides H = 2.00	1	2021
Portillon	1	2021
Cuve circulaire Béton Ø 1.20 H=2.60 m revêtu anti H2S	1	2021
Chambre à vanne Béton	1	2021
Couverture cuve : Capot alu avec Cadenas	1	2021
Couverture Chambre à vanne : Capot alu avec Cadenas	1	2021
Guidage pompes : Barres inox	4	2021
Chaînes de levage - boulonnerie : Inox	2	2021
Barraudage anti-chute	1	2021
Echelle chambre à vanne	1	2021
Armoire de commande	1	2021
Automatisme alternance pompes	1	2021
Poires de niveau	2	2021
Sonde de niveau : Piezo Endress Hauser FMX 67	1	2021
Télégestion : SOFREL S 530 GSM	1	2021
Pompe 1 : Flygt 8 m3/h 13.31 mCE	1	2021
Pompe 2 : Flygt 8 m3/h 13.31 mCE	1	2021
Colonne montante : Inox DN 50	2	2021
Collecteur refoulement : inox DN 50	1	2021
Vidange du refoulement : Inox DN 50	1	2021
Vannes refoulement à Opercule DN 50	2	2021
Clapets à Boule DN 50	2	2021
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2021
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2021
Réservation pour potence	1	2021
alimentation AEP Avec compteur	1	2021



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

INVENTAIRE DES INSTALLATIONS

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service
PR GRANGE OUEST (SAINT SEURIN DE PRATS)		
Clôture Panneaux rigides H = 2.00	1	2020
Portillon	1	2020
Cuve circulaire Béton Ø 1.20 H=4.30 revêtue résine	1	2020
Chambre à vanne Béton	1	2020
Couverture cuve : Capot alu avec Cadenas	1	2020
Couverture Chambre à vanne : Capot alu avec Cadenas	1	2020
Guidage pompes : Barres inox	4	2020
Chaînes de levage - boulonnerie : inox	2	2020
Barraudage anti-chute	1	2020
Panier dégrilleur inox	1	2020
Armoire de commande	1	2020
Automatisme alternance pompes	1	2020
Poires de niveau	2	2020
Sonde de niveau : Piezo Siemens SITRANS LH100	1	2020
Télégestion : SOFREL S 530 GSM	1	2020
Pompe 1 : Xylem DP 3069 LT3 8.53 m3/h 6.52 mCE 1.5 Kw 1370 t/mn	1	2020
Pompe 2 : Xylem DP 3069 LT3 8.53 m3/h 6.52 mCE 1.5 Kw 1370 t/mn	1	2020
Colonne montante : INOX DN 65	2	2020
Collecteur refoulement : INOX DN 65	1	2020
Vidange du refoulement : INOX DN 50	1	2020
Vannes refoulement à opercule DN 65	2	2020
Clapets à boule DN 65	2	2020
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2020
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2020
Potence	1	2020
alimentation AEP avec compteur	1	2020

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
 Date de réception de l'AR: 30/11/2021
 024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE



INVENTAIRE DES INSTALLATIONS

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service
PR GRANCE EST (SAINT SEURIN DE PRATS)		
Clôture Panneaux rigides H = 2.00	1	2020
Portillon	1	2020
Cuve circulaire Béton Ø 1.20 H=3.30 revêtue résine	1	2020
Chambre à vanne Béton	1	2020
Couverture cuve : Capot alu avec Cadenas	1	2020
Couverture Chambre à vanne : Capot alu avec Cadenas	1	2020
Guidage pompes : Barres inox	4	2020
Chaînes de levage - boulonnerie : inox	2	2020
Barraudage anti-chute	1	2020
Panier dégrilleur inox	1	2020
Armoire de commande	1	2020
Automatisme alternance pompes	1	2020
Poires de niveau	2	2020
Sonde de niveau : Piezo Siemens SITRANS LH100	1	2020
Télégestion : SOFREL S 530 GSM	1	2020
Pompe 1 : Xylem NP 3069 NH3 9.89 m3/h 22.1 mCE 2.4 Kw 2780 t/mn	1	2020
Pompe 2 : Xylem NP 3069 NH3 9.89 m3/h 22.1 mCE 2.4 Kw 2780 t/mn	1	2020
Colonne montante : INOX DN 65	2	2020
Collecteur refoulement : INOX DN 65	1	2020
Vidange du refoulement : INOX DN 50	1	2020
Vannes refoulement à opercule DN 65	2	2020
Clapets à boule DN 65	2	2020
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2020
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2020
Potence	1	2020
alimentation AEP avec compteur	1	2020



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

INVENTAIRE DES INSTALLATIONS

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service
PR FRETOUT (SAINT VIVIEN)		
Clôture Panneaux rigides H = 2.00	1	2016
Portail	1	2016
Cuve circulaire Béton Ø 1.20 H=3.85 m revêtue résine	1	2016
Chambre à vanne Béton	1	2016
Couverture cuve : Capot alu avec Cadenas	1	2016
Couverture Chambre à vanne : Capot alu avec Cadenas	1	2016
Guidage pompes : Barres inox	6	2016
Chaînes de levage - boulonnerie : Inox	2	2016
Barraudage anti-chute	1	2016
Echelle chambre à vanne	1	2016
Panier dégrilleur Inox	1	2016
Armoire de commande	1	2016
Automatisme alternance pompes	1	2016
Poires de niveau	3	2016
Sonde de niveau : piezo	1	2016
Télégestion : SOFREL S 530 GSM	1	2016
Pompe 1 : KSB Amarex NF 170/022 ULG 140 12 m3/h 18.9 mCe 1.3 Kw 2 900 tr/mn	1	2016
Pompe 2 : KSB Amarex NF 170/022 ULG 140 12 m3/h 18.9 mCe 1.3 Kw 2 900 tr/mn	1	2013
Agitateur	1	2016
Colonne montante : Inox DN 65	2	2016
Collecteur refoulement : Inox DN 65	1	2016
Vidange du refoulement : Inox DN 50	1	2016
Vannes refoulement à Opercule DN 60	2	2016
Clapets à Boule DN 60	2	2016
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2016
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2016
alimentation AEP Avec compteur	1	2016



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

INVENTAIRE DES INSTALLATIONS

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service
PR BOURG SUD (SAINT VIVIEN)		
Clôture Panneaux rigides H = 2.00	1	2016
Portail	1	2016
Cuve circulaire Béton Ø 1.20 H=3.00 m revêtue résine	1	2016
Chambre à vanne Béton	1	2016
Couverture cuve : Capot alu avec Cadenas	1	2016
Couverture Chambre à vanne : Capot alu avec Cadenas	1	2016
Guidage pompes : Barres inox	6	2016
Chaînes de levage - boulonnerie : Inox	2	2016
Barraudage anti-chute	1	2016
Echelle chambre à vanne	1	2016
Panier dégrilleur Inox	1	2016
Armoire de commande	1	2016
Automatisme alternance pompes	1	2016
Poires de niveau	3	2016
Sonde de niveau : piezo	1	2016
Télégestion : SOFREL S 530 GSM	1	2016
Pompe 1 : KSB Amarex NF 170/022 ULG 90 10 m3/h 7.4 mCe 1.3 Kw 2 900 tr/mn	1	2016
Pompe 2 : KSB Amarex NF 170/022 ULG 90 10 m3/h 7.4 mCe 1.3 Kw 2 900 tr/mn	1	2016
Agitateur	1	2016
Colonne montante : Inox DN 65	2	2016
Collecteur refoulement : Inox DN 65	1	2016
Vidange du refoulement : Inox DN 50	1	2016
Vannes refoulement à Opercule DN 60	2	2016
Clapets à Boule DN 60	2	2016
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2016
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2016



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

INVENTAIRE DES INSTALLATIONS

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service
PR COURREGE (VELINES)		
Clôture Grillage simple torsion H=1.50 m	1	1988
Portail alu double battant	1	1988
Cuve circulaire Béton	1	1988
Chambre à vanne Béton	1	1988
Couverture cuve : Fonte 600 x 600	3	1988
Couverture chambre à vanne : Fonte 600 x 600	1	1988
Guidage pompes : Barres inox	4	1988
Chaînes de levage - boulonnerie : Inox	2	1988
Echelle chambre à vanne	1	2001
Armoire de commande	1	2001
Automatisme alternance pompes	1	2001
Poires de niveau	3	2001
Sonde de niveau : piezo	1	2015
Télégestion : WITT CLIP 8000	1	2001
Pompe 1 : Flygt 3068 - 180	1	2006
Pompe 2 : Flygt 3068 - 181	1	1988
Colonne montante : Acier DN 80	2	1988
Collecteur refoulement : Acier DN 80	1	1988
Vidange du refoulement : Acier DN 60	1	1988
Vannes refoulement à Opercule DN 80	2	1988
Clapets à Boule DN 80	2	1988
Vanne vidange refoulement DN 60	1	1988



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

INVENTAIRE DES INSTALLATIONS

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service
PR ECOPOLE (VELINES)		
Cuve circulaire Polyester Flygt Ø 1.00	1	2013
Chambre à vanne Polyester Flygt	1	2013
Couverture cuve : Capot polyester	1	2013
Couverture Chambre à vanne : Capot polyester avec Cadenas	1	2013
Guidage pompes : Barres inox	4	2013
Chaînes de levage - boulonnerie : Inox	2	2013
Barraudage anti-chute	1	2013
Armoire de commande	1	2013
Automatisme alternance pompes	1	2013
Poires de niveau	3	2013
Sonde de niveau : piezo	1	2013
Télégestion : SOFREL S 550 GSM	1	2013
Pompe 1 : Flygt 3102-181	1	2013
Pompe 2 : Flygt 3102-181	1	2013
Colonne montante : PVC DN 80	2	2013
Collecteur refoulement : PVC DN 80	1	2013
Vidange du refoulement : PVC DN 50	1	2013
Vannes refoulement à Opercule DN 80	2	2013
Clapets à Boule DN 80	2	2013
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2013
Support potence	1	2013



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

INVENTAIRE DES INSTALLATIONS

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service
PR REAUX (VELINES)		
Cuve circulaire Béton revêtue résine	1	2008
Chambre à vanne Béton	1	2008
Couverture cuve : Capot alu avec Cadenas	1	2008
Couverture Chambre à vanne : Capot alu avec Cadenas	1	2008
Guidage pompes : Barres inox	4	2008
Chaînes de levage - boulonnerie : Inox	2	2008
Barraudage anti-chute	1	2008
Echelle chambre à vanne	1	2008
Armoire de commande	1	2008
Automatisme alternance pompes	1	2008
Variateurs Danfoss VLT	2	2016
Poires de niveau	3	2008
Sonde de niveau : ULTRA SON Siemens	1	2008
Télégestion : WITT CLIP 15000	1	2008
Pompe 1 : Flygt 3127-160	1	2016
Pompe 2 : Flygt 3127-160	1	2016
Colonne montante : Inox DN 80	2	2008
Collecteur refoulement : Inox DN 80	1	2008
Vidange du refoulement : Inox DN 50	1	2008
Vannes refoulement à Opercule DN 80	2	2008
Clapets à Boule DN 80	2	2008
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2008
Réservation pour potence	1	2008
alimentation AEP avec compteur	1	2008



INVENTAIRE DES INSTALLATIONS

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service
PR BOURG (VELINES)		
Clôture Grillage simple torsion sur poteaux béton H=1.50 m	1	2016
Portail double battant H=1.50 m	1	2016
Cuve circulaire Béton Ø 1.90 H=3.70 m revêtue résine	1	2016
Chambre à vanne Béton	1	2016
Couverture cuve : Capot alu avec Cadenas	2	2016
Couverture Chambre à vanne : Capot alu avec Cadenas	1	2016
Guidage pompes : Barres inox	4	2016
Chaînes de levage - boulonnerie : Inox	2	2016
Barraudage anti-chute	1	2016
Echelle chambre à vanne	1	2016
Panier dégrilleur Inox	1	2016
Déversoir d'orage (caisson + lame déversante inox)	1	2016
Ballon anti Bélier 50 l	1	2016
Armoire de commande	1	2016
Automatisme alternance pompes	1	2016
Poires de niveau	3	2016
Sonde de niveau : US Endress Hauser FMU 90	1	2016
Télégestion : SOFREL S 550	1	2016
Pompe 1 : Flygt 17 m3/h 31.9 mCE 7.4 Kw	1	2016
Pompe 2 : Flygt 17 m3/h 31.9 mCE 7.4 Kw	1	2016
Turbine de brassage Bodin 1 Kw	1	2016
Démarrreur Schneider altistart 01	2	2016
Colonne montante : Inox DN 100	2	2016
Collecteur refoulement : Inox DN 100	1	2016
Vidange du refoulement : Inox DN 50	1	2016
Vannes refoulement à Opercule DN 100	2	2016
Clapets à Boule DN 100	2	2016
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2016
Réservation pour potence	1	2016
Cuve de stockage Chlorure ferrique PEHD V = 1.5 m3	1	2019
Coffret de dosage DOSINGBOX	1	2019
Pompe doseuse Milton Roy DOSAPPRO	2	2019
Douche et rince œil	1	2019
Coffret électrique injection chlorure ferrique	1	2019



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

INVENTAIRE DES INSTALLATIONS

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service
PR LE POUNISSOU (VELINES)		
Clôture Panneaux rigides H = 2.00	1	2021
Portillon	1	2021
Cuve circulaire Béton Ø 1.20 H=2.30 m revêtu anti H2S	1	2021
Chambre à vanne Béton	1	2021
Couverture cuve : Capot alu avec Cadenas	1	2021
Couverture Chambre à vanne : Capot alu avec Cadenas	1	2021
Guidage pompes : Barres inox	4	2021
Chaînes de levage - boulonnerie : Inox	2	2021
Barraudage anti-chute	1	2021
Ballon anti-bélier MASSAL 100 l	1	2021
Armoire de commande	1	2021
Automatisme alternance pompes	1	2021
Poires de niveau	2	2021
Sonde de niveau : Piezo Endress Hauser FMX 67	1	2021
Télégestion : SOFREL S 530 GSM	1	2021
Pompe 1 : Flygt DP 3069 SH 8.44 m3/h 23.3 mCE 2.4 Kw 2780 tr/mn	1	2021
Pompe 2 : Flygt DP 3069 SH 8.44 m3/h 23.3 mCE 2.4 Kw 2780 tr/mn	1	2021
Colonne montante : Inox DN 50	2	2021
Collecteur refoulement : inox DN 50	1	2021
Vidange du refoulement : Inox DN 50	1	2021
Vannes refoulement à Opércule DN 50	2	2021
Clapets à Boule DN 50	2	2021
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2021
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2021
Réservation pour potence	1	2021
alimentation AEP Avec compteur	1	2021



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

INVENTAIRE DES INSTALLATIONS

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service
PR GENDARMERIE (VILLEFRANCHE DE LONCHAT)		
Cuve circulaire PEHD	1	1983
Couverture cuve : Capot alu avec Cadenas	1	1983
Guidage pompes : Barres inox	2	1983
Chaînes de levage - boulonnerie : Inox	1	1983
Armoire de commande	1	1983
Poires de niveau	2	2000
Pompe 1 : Flygt 3068-180	1	2007
Colonne montante :	1	1983
Collecteur refoulement :	1	1983
Vannes refoulement	1	1983
Clapets	1	1983



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

INVENTAIRE DES INSTALLATIONS

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service
PR MONTARUT (VILLEFRANCHE DE LONCHAT)		
Cuve circulaire Béton	1	1995
Chambre à vanne Béton	1	1995
Couverture cuve : Fonte 600x600	2	1995
Couverture chambre à vanne : Fonte 600x600	1	1995
Guidage pompes :	4	1995
Chaînes de levage - boulonnerie :	2	1995
Armoire de commande	1	1995
Automatisme alternance pompes	1	1995
Poires de niveau	3	1995
Pompe 1 : Flygt 3085	1	2010
Pompe 2 : Flygt 3085	1	1995
Colonne montante :	2	1995
Collecteur refoulement :	1	1995
Vannes refoulement	2	1995
Clapets	2	1995



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

INVENTAIRE DES INSTALLATIONS

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service
PR PASTEUR (VILLEFRANCHE DE LONCHAT)		
Cuve circulaire Béton Ø 1.60 H=2.85 m revêtue résine	1	2019
Chambre à vanne Béton	1	2019
Couverture cuve : Fonte	1	2019
Couverture chambre à vanne : Fonte	1	2019
Guidage pompes : Barres inox	4	2019
Chaînes de levage - boulonnerie : Inox	2	2019
Barraudage anti-chute	1	2019
Echelle chambre à vanne	1	2019
Armoire de commande	1	2019
Automatisme alternance pompes	1	2019
Poires de niveau	3	2019
Sonde de niveau : Piezo	1	2019
Télégestion : SOFREL S 550 GSM	1	2019
Pompe 1 : Grundfoss SLV.65.65.40.2.51D.C 10 m3/h 15.5 mCE 2.2 Kw	1	2019
Pompe 2 : Grundfoss SLV.65.65.40.2.51D.C 10 m3/h 15.5 mCE 2.2 Kw	1	2019
Colonne montante : Inox DN 50	2	2019
Collecteur refoulement : Inox DN 50	1	2019
Vidange du refoulement : Inox DN 50	1	2019
Vannes refoulement à Opércule DN 50	2	2019
Clapets à Boule DN 50	2	2019
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2019
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2019
Réservation pour potence	1	2019

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC

Date de réception de l'AR: 30/11/2021

024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

INVENTAIRE DES INSTALLATIONS

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service
PR PETIT MAINE (VILLEFRANCHE DE LONCHAT)		
Cuve circulaire Béton Ø 1.20 H=2.85 m revêtue résine	1	2019
Chambre à vanne Béton	1	2019
Couverture cuve : Fonte	1	2019
Couverture chambre à vanne : Fonte	1	2019
Guidage pompes : Barres inox	4	2019
Chaînes de levage - boulonnerie : Inox	2	2019
Barraudage anti-chute	1	2019
Armoire de commande	1	2019
Automatisme alternance pompes	1	2019
Poires de niveau	3	2019
Sonde de niveau : Piezo	1	2019
Télégestion : SOFREL S 550 GSM	1	2019
Pompe 1 : Grundfoss SLV.65.65.22.2.50D.C 9.0 m3/h 25.8 mCE 4.0 Kw 2 930 tr/mn	1	2019
Pompe 2 : Grundfoss SLV.65.65.22.2.50D.C 9.0 m3/h 25.8 mCE 4.0 Kw 2 930 tr/mn	1	2019
Colonne montante : Inox DN 50	2	2019
Collecteur refoulement : Inox DN 50	1	2019
Vidange du refoulement : Inox DN 50	1	2019
Vannes refoulement à Opércule DN 50	2	2019
Clapets à Boule DN 50	2	2019
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2019
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2019
Réservation pour potence	1	2019
Alimentation AEP avec compteur	1	2019

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC

Date de réception de l'AR: 30/11/2021

024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

DEPARTEMENT DE LA DORDOGNE
**COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE
MONTRAVEL et GURSON**



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

**INVENTAIRE DES INSTALLATIONS
II - Stations d'épurations**

STEP DE BONNEVILLE	Page 38
STEP DE LAMOTHE MONTRAVEL	Page 40
STEP LITOUT (MINZAC)	Page 42
STEP TERREFORT (MINZAC)	Page 44
STEP BOURG - LES GRIMARDS (MONTAZEAU)	Page 45
STEP BRUNET (MONTAZEAU)	Page 46
STEP DE MONTACRET	Page 48
STEP DE SAINT ANTOINE DE BREUILH	Page 51
STEP DE SAINT MARTIN DE GURSON	Page 54
STEP de SAINT MEARD DE GURSON	Page 56
STEP DE SAINT VIVIEN	Page 57
STEP DE VELINES	Page 59
STEP DE VILLEFRANCHE DE LONCHAT	Page 61



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

INVENTAIRE DES INSTALLATIONS

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service
STEP DE BONNEVILLE (Filtres plantés de roseaux - 230 EH)		
Abords		
Clôture station panneaux rigides H = 2.00 m - L = 245 ml	1	2010
Clôture zone de dispersion	1	2020
Portail métal double battant L = 4.00 m	1	2010
Portillon accès zone de dispersion	1	2010
Voirie		
Voirie Lourde calcaire extérieure avec aire de retournement	1	2010
Voirie piétonne calcaire	1	2010
Dégrilleur statique		
Canal rectangulaire polyester PAM	1	2010
Caillebotis résine	1	2010
Panier d'égoutage polyester	1	2010
Grille alu	1	2010
Traitement primaire (filtres plantés de roseaux)	1	
Bâche d'alimentation polyester ABT Ø 1.50 m - V = 1.5 m3	1	2010
Capot alu	1	2015
By pass chasse	1	2010
Mécanisme de chasse à clapet ABT - Q = 72 m3/h	1	2010
Poire de niveau	1	2010
Compteur de bâchées	1	2020
Regard de répartition polyester	1	2010
Canalisations d'alimentation des lits inox DN 129	6	2010
Canalisations de répartition individuelles inox DN 104 avec fente longitudinale	6	2010
Collecteur d'évacuation général PVC CR8 Ø 160	1	2010
Massif filtrant 276 m2 (3 x 7.6 m x 11 m)	1	2010
- Gravier 20/40 - épaisseur 0.15 m		
- Gravier 12/22 - épaisseur 0.25 m		
- Gravier 2/8 - épaisseur 0.40 m		
Etanchéité : Géomembranne 1 mm + 2 géotextiles		2010
Drains de récupération PVC Ø 100	1	2010
Cheminées d'aération	1	2010
Traitement secondaire (filtres plantés de roseaux)		
Bâche d'alimentation polyester PAM Ø 3.00 m - V = 2.0 m3	1	2010
By pass chasse	1	2010
Mécanisme de chasse à auget basculant PAM - Q = 63 m3/h	1	2010
Poire de niveau	1	2010
Compteur de bâchées	1	2010
Regard de répartition polyester	1	2010
Canalisations d'alimentation des lits inox DN 129	4	2010
Canalisations de répartition individuelles inox DN 104 avec fente longitudinale	4	2010



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

INVENTAIRE DES INSTALLATIONS

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service
Massif filtrant 184 m ² (2 x 7.6 m x 11 m)		
- Gravier 20/40 - épaisseur 0.15 m		
- Gravier 12/22 - épaisseur 0.10 m		
- Gravier 2/8 - épaisseur 0.10 m		
- Sable filtrant 0/4 épaisseur 0.30 m		
	1	2010
Drains de récupération PVC Ø 100	1	2010
Cheminées d'aération	1	2010
Autosurveillance		
Canal de comptage polyester ABT	1	2010
Déversoir triangulaire à lecture directe	1	2010
Capot alu	1	2010
Traitement tertiaire		
Noue de dispersion des effluents traités plantée d'iris L = 60 m - S = 240 m ²	1	2010
Utilité générale		
Local technique bois 9 m ²	1	2010
Evier	1	2010
Bouche de lavage AEP	2	2010



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

INVENTAIRE DES INSTALLATIONS

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service
STEP DE LAMOTHE MONTRAVEL (Filtres plantés de roseaux - 900 EH)		
Abords		
Clôture panneaux rigides H = 2.00 m - L = 360 ml	1	2012
Portail métal coulissant L = 4.00 m	1	2012
Boite à clef (serrure deny)	1	2012
Voirie		
Voirie Lourde calcaire extérieure avec aire de retournement	1	2012
Voirie pietonne calcaire	1	2012
Prétraitement		
Dégrilleur automatique courbe avec capot ABT	1	2012
Bac d'égouttage des refus	1	2012
Regard béton effluents dégrillés / recirculation	1	2012
Caillebotis galva	1	2020
Regard de répartition béton (files 1 et 2) avec lame centrale inox	1	2012
Caillebotis galva	1	2012
Traitement primaire (filtres plantés de roseaux)		
Bâche d'alimentation polyester ABT Ø 3.0 m - V = 4.0 m3	2	2012
Capot alu	2	2012
By pass chasse	2	2012
Mécanisme de chasse à clapet ABT - Q = 143 m3/h et 132 m3/h	2	2012
Poire de niveau	2	2012
Compteur de bâchées	2	2020
Regard de répartition avec obturateurs	2	2012
Rampes aériennes inox d'alimentation des lits	18	2012
Massif filtrant 1 080 m2 (2 x 3 lits : 15 m x 12 m)		
- Gravier 20/40 - épaisseur 0.20 m	2	2012
- Gravier 16/22 - épaisseur 0.25 m		
- Gravier 4/8 - épaisseur 0.40 m		
Etanchéité : Géomembranne 1 mm + 2 géotextiles	2	2012
Drains de récupération PVC Ø 100	2	2012
Cheminées d'aération	2	2012
Regard de prélèvement (Sortie filtres)	2	2012
Poste de relevage (recirculation - rejet eaux traitées)		
Cuve circulaire Béton Ø 1.60 H=2.45	1	2012
Chambre à vanne Béton	1	2012
Couverture cuve : Trappe fonte triangulaire	4	2012
Couverture Chambre à vanne : Trampon fonte Ø 600	1	2012
Guidage pompes : Barres inox	6	2012
Chaînes de levage - boulonnerie : inox	3	2012
Barraudage anti-chute	1	2012
Echelle chambre à vanne	1	2012
Poires de niveau	3	2012
Sonde de niveau : Piezo	1	2012
Pompe 1 rejet : Flygt 3085-160 20.0 m3/h 20 mCE 2.4 Kw 2840 t/mn	1	2018

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC

Date de réception de l'AR : 30/11/2024

024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

INVENTAIRE DES INSTALLATIONS

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service
Pompe 2 rejet : Flygt 3085-160 20.0 m3/h 20 mCE 2.4 Kw 2840 t/mn	1	2018
Pompe recirculation : Flygt 15.0 m3/h 3.5 mCE	1	2019
Colonne montante rejet inox DN 100	2	2012
Colonne montante recirculation inox DN 80	1	2012
Collecteur refoulement eaux traitées : inox DN 100	1	2012
Vidange du refoulement : inox DN 50	1	2012
Vannes refoulement à opercule DN 100	2	2012
Clapets à boule DN 100	2	2012
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2012
Vannes recirculation à opercule DN 80	1	2012
Clapets à boule recirculation DN 80	1	2012
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2012
Pied de potence	1	2012
Electricité - Utilité générale		
Local technique bois 20 m2	1	2012
Armoire électrique dégrilleur	1	2012
Armoire électrique PR rejet / recirculation	1	2012
automatisme alternance des pompes	1	2012
Télégestion SOFREL S 550	1	2012
Eclairage	1	2012
Débitimètre électromagnétique Endress House PROMAG DN 100 (mesure effluents bruts)	1	2012
Bouche de lavage AEP	1	2012



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

INVENTAIRE DES INSTALLATIONS

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service
STEP DE LINZAC "LITOUT" (Filtres plantés de roseaux 100 EH)		
Abords		
Clôture panneaux rigides H = 2.00 m - L =	1	2013
Portail métal double battant L = 4.00 m	1	2013
Portail accès zone d'infiltration	1	2013
Voirie		
Voirie Lourde calcaire extérieure avec aire de retournement	1	2013
Voirie piétonne calcaire	1	2013
Poste d'injection étage 1		
Cuve circulaire polyester Flygt	1	2013
Chambre à vanne polyester	1	2013
Couverture cuve : Capot polyester	4	2013
Couverture Chambre à vanne : Capot polyester	1	2013
Guidage pompes : Barres inox	4	2013
Chaînes de levage - boulonnerie : inox	2	2013
Barraudage anti-chute	1	2013
Panier dégrilleur inox	1	2013
Poires de niveau	3	2013
Sonde de niveau : Piezo	1	2013
Pompe 1 : Flygt	1	2013
Pompe 2 : Flygt	1	2013
Armoire électrique	1	2013
Sofrel S 530	1	2013
Automatisme alternance des pompes	1	2013
Colonne montante PVC DN 80	2	2013
Collecteur refoulement eaux traitées : PVC DN 80	1	2013
Vidange du refoulement : inox PVC DN 60	1	2013
Vannes refoulement à opercule DN 80	2	2013
Clapets à boule DN 100	2	2013
Vanne vidange refoulement DN 60	1	2013
Vidange Chambre à vannes	1	2013
Pied de potence	1	2013
Potence avec treuil	1	2013
Traitement primaire (filtres plantés de roseaux)	1	2013
Réseau d'alimentation enterré	1	2013
Vanne pour alternance des filtres	3	2013
Remontée inox avec plaque anti affouillement	6	2013
Massif filtrant	1	2013
Etanchéité : Géomembranne 1 mm + 2 géotextiles		
Drains de récupération PVC Ø 100	1	2013
Cheminées d'aération inox	1	2013

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

INVENTAIRE DES INSTALLATIONS

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service
Traitement secondaire (filtres plantés de roseaux)		
Bâche d'alimentation polyester	1	2013
Mécanisme de chasse	1	2013
Poire de niveau	1	2013
Compteur de bâchées	1	2013
Vanne pour alternance des filtres	2	2013
Rampes d'alimentation des lits (canalisations PEHD percées)	2	2013
Massif filtrant	1	2013
Etanchéité : Géomembranne 1 mm + 2 géotextiles	1	2013
Drains de récupération PVC Ø 100	1	2013
Cheminées d'aération	1	2013
Regard de prélèvement	1	2013
Zone de dispersion		
Bâche d'alimentation polyester ABT Ø 2.00 m - V = 1.0 m3 avec regard de répartition intégré (2 sorties)	1	2013
Capot alu	1	2013
Mécanisme de chasse à clapet auget ABT - Q = 45 m3/h	1	2013
Poire de niveau	1	2013
Compteur de bâchées	1	2013
Vanne (By pass zone de dispersion)	2	2013
Bassins S = 315 m2 avec remplissage sable 0/4 sur 0.20 m	2	2013
Rampe percée enrobée de gravier pour épandage	4	2013
Regard de prélèvement	2	2013
Autosurveillance		
Débitmètre arrivée effluents brut SIEMENS	1	2013
Utilité générale		
Local technique bois	1	2013
Evier avec paillasse	1	2013
Bouche de lavage AEP	1	2013



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

INVENTAIRE DES INSTALLATIONS

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service
STEP DE MINZAC "TERREFORT" (Filtres plantés de roseaux - 40 EH)		
Abords		
Clôture grillage simple torsion sur poteaux bois H = 2.00 m - L =	1	2013
Portail métal double battant L = 4.00 m	1	2013
Portillon accès rejet	1	2013
Voirie		
Voirie Lourde calcaire extérieure avec aire de retournement	1	2013
Voirie piétonne calcaire	1	2013
Dégrilleur statique		
Canal rectangulaire polyester	1	2013
Caillebotis résine	1	2013
Panier d'égoutage polyester	1	2013
Grille alu	1	2013
Traitement primaire (filtres plantés de roseaux)	1	2013
Bâche d'alimentation rectangulaire V = 0.42 m3	1	2013
Capot alu	1	2013
Mécanisme de chasse à clapet ABT	1	2013
Poire de niveau	1	2013
Compteur de bâchées	1	2013
Réseau d'alimentation enterré	1	2013
Vanne pour alternance des filtres	3	2013
Remontée inox avec plaque anti affouillement	6	2013
Massif filtrant	1	2013
Etanchéité : Géomembranne 1 mm + 2 géotextiles	1	2013
Drains de récupération PVC Ø 100	1	2013
Cheminées d'aération	1	2013
Muret pourtour et séparation des filtres (plaques béton)	1	2013
Traitement secondaire (filtres plantés de roseaux)		
Bâche d'alimentation polyester PAM Ø - V = 0.34 m3	1	2013
Mécanisme de chasse à auget basculant PAM - Q =	1	2013
Poire de niveau	1	2013
Compteur de bâchées	1	2013
Vanne pour alternance des filtres	3	2013
Remontée inox avec plaque anti affouillement	6	2013
Massif filtrant	1	2013
Etanchéité : Géomembranne 1 mm + 2 géotextiles	1	2013
Drains de récupération PVC Ø 100	1	2013
Cheminées d'aération	1	2013
Muret pourtour et séparation des filtres (plaques béton)	1	2013
Autosurveillance		
Regard de prélèvement	1	2013
Utilité générale		
Alimentation AEP avec compteur	1	2013



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

INVENTAIRE DES INSTALLATIONS

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service
STEP DE MONTAZEAU LES GRIMARDS (Filtres plantés de roseaux - 240 EH)		
Abords		
Clôture panneaux rigides H = 2.00 m - L = 290 ml	1	2007
Portail métal double battant L = 4.00 m	1	2007
Portillon accès rejet	1	2007
Voirie		
Voirie Lourde calcaire extérieure	1	2007
Dégrilleur statique		
Canal rectangulaire polyester PAM	1	2007
Caillebotis résine	1	2007
Panier d'égoutage polyester	1	2007
Grille alu	1	2007
By pass chasse et filtres plantés PVC Ø 160		2007
Traitement primaire (filtres plantés de roseaux)	1	
Bâche d'alimentation polyester ABT V = 2.95 m3	1	2007
Capot alu	1	2007
Mécanisme de chasse à clapet ABT - Q =	1	2007
Poire de niveau	1	2007
Compteur de bâchées	1	2019
Regard de répartition polyester avec 6 sorites munies de clapet	1	2007
Canalisations d'alimentation des lits inox DN 129	6	2007
Canalisations de répartition individuelles inox DN 104 avec fente longitudinale	6	2007
Collecteur d'évacuation général PVC CR8 Ø 160	1	2007
Massif filtrant 288 m2 (3 x 8 m x 12 m)	1	2007
Etanchéité : Géomembranne 1 mm + 2 géotextiles	1	2007
Drains de récupération PVC Ø 100	1	2007
Cheminées d'aération	1	2007
Regard de prélèvement	1	2007
Vanne Ø 160 (By pass des lagunes)	1	2007
Traitement secondaire (Lagunage naturel)		
Lagune N°1 S = 602 m2 (14 m x 43m)	1	2007
Etanchéité : Géomembranne 1 mm + 2 géotextiles	1	2007
Lagune N°2 (non étanche) S = 602 m2 (14 m x 43m)	1	2007
Conduites de liaison DN 160	1	2007
Autosurveillance		
Canal de comptage polyester ABT	1	2007
Déversoir triangulaire à lecture directe	1	2007
Capot alu	1	2007
Bouche de lavage AEP		2007



INVENTAIRE DES INSTALLATIONS

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service
STEP DE MONTAZEAU "BRUNET" (Filtres plantés de roseaux 140 EH)		
Abords		
Clôture panneaux rigides H = 2.00 m - L = 245 ml	1	2015
Portail métal double battant L = 4.00 m	1	2015
Portillon accès zone de dispersion	1	2015
Voirie		
Voirie Lourde calcaire extérieure avec aire de retournement	1	2015
Voirie piétonne calcaire	1	2015
Dégrilleur statique		
Canal rectangulaire polyester ABT	1	2015
Capot alu	1	2015
Panier d'égoutage inox	1	2015
Grille alu	1	2015
Traitement primaire (filtres plantés de roseaux)	1	
Bâche d'alimentation polyester ABT Ø 2.00 m - V = 1.6 m3 avec regard de répartition intégré (3 sorties)	1	2015
Capot alu	1	2015
Mécanisme de chasse à clapet ABT - Q = 60 m3/h	1	2015
Poire de niveau	1	2015
Compteur de bâchées	1	2015
Rampe d'alimentation des lits inox	3	2015
Collecteur d'évacuation général PVC CR8 Ø 160	1	2015
Massif filtrant 168 m2 (3 x 8 m x 7 m)	1	2015
- Gravier 20/40 - épaisseur 0.15 m		
- Gravier 4/16 - épaisseur 0.15 m		
- Gravier 2/4 - épaisseur 0.50 m		
Etanchéité : Géomembranne 1 mm + 2 géotextiles		2015
Drains de récupération PVC Ø 100	1	2015
Cheminées d'aération	1	2015
Poste d'injection étage 2		
Mur de soutènement béton		2015
Cuve circulaire Béton Ø 1.90 H=2.80	1	2015
Chambre à vanne Béton	1	2015
Couverture cuve : Capot alu	4	2015
Couverture Chambre à vanne : Capot alu	1	2015
Guidage pompes : Barres inox	4	2015
Chaînes de levage - boulonnerie : inox	2	2015
Barraudage anti-chute	1	2015
Echelle chambre à vanne	1	2015
Poires de niveau	3	2015
Sonde de niveau : Piezo	1	2015
Pompe 1 : Flygt 3068 180 41.0 m3/h	1	2015
Pompe 2 : Flygt 3068 180 41.0 m3/h	1	2015
Armoire électrique	1	2015
Automatisme alternance des pompes	1	2015

SOUS PRÉAU
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE-2021_083-DE



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

INVENTAIRE DES INSTALLATIONS

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service
Colonne montante inox DN 100	2	2015
Collecteur refoulement eaux traitées : inox DN 100	1	2015
Vidange du refoulement : inox DN 50	1	2015
Vannes refoulement à opercule DN 100	2	2015
Clapets à boule DN 100	2	2015
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2015
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2015
Pied de potence	1	2015
Traitement secondaire (filtres plantés de roseaux)		
Regard de répartition (2 sorties avec clapet)	1	2015
Rampes d'alimentation des lits (canalisations inox percées)	2	2015
Massif filtrant 112 m2 (2 x 8 m x 7 m) - Gravier 20/40 - épaisseur 0.15 m - Gravier 10/20 - épaisseur 0.10 m - Gravier 2/10 - épaisseur 0.20 m - Sable filtrant 0/4 - épaisseur 0.40 m	1	2015
Etanchéité : Géomembranne 1 mm + 2 géotextiles		2015
Drains de récupération PVC Ø 100	1	2015
Cheminées d'aération	1	2015
Regard de prélèvement	1	2015
Zone de dispersion		
Bâche d'alimentation polyester ABT Ø 2.00 m - V = 1.0 m3 avec regard de répartition intégré (2 sorties)	1	2015
Capot alu	1	2015
Mécanisme de chasse à clapet auget ABT - Q = 45 m3/h	1	2015
Poire de niveau	1	2015
Compteur de bâchées	1	2015
Vanne (By pass zone de dispersion)	2	2015
Bassins S = 315 m2 avec remplissage sable 0/4 sur 0.20 m	2	2015
Rampe percée enrobée de gravier pour épandage	4	2015
Regard de prélèvement	2	2015
Utilité générale		
Dalle béton pour local technique	1	2015
Bouche de lavage AEP	3	2015



INVENTAIRE DES INSTALLATIONS

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service
STEP DE MONTCARET (Boues activées 850 EH)		
Abords		
Clôture grillagée panneaux rigides	1	2011
Portail d'accès aluminium double battants L = 4.00 m	1	2011
Portail pour accès rejet L = 2.00 m	1	2011
Voirie de circulation interne	1	1991
Local technique		
Génie civil béton, toiture tuiles	1	1991
Porte d'accès métallique	1	1991
Fenêtre	2	1991
Armoire de commande	1	1991
Poste de relevage de tête		
Génie civil béton armé circulaire	1	1991
Trappe d'accès type caillebotis galvanisé	3	1991
Potence	1	1991
Barre de guidage Galva	4	1991
Chaines - boulonnerie inox	2	
Conduites de refoulement, PVC DN : 100 mm	3	1991
Poires de niveau	4	2007
Groupes immergés FLYGT type 3067-180	1	
Groupes immergés FLYGT DX 3069 LT	1	2020
Vannes à opercule	2	1991
Claper à boules	2	1991
Trop plein DN 150	1	1991
Dégrilleur courbe automatique		
Génie civil béton armé , coffrage rectangulaire	1	1991
Echelle d'accès Aluminium	1	1991
Passerelle d'accès avec garde corps Aluminium	1	1991
Caillebotis galva		
Grille de retenue des déchets	1	1991
Conduite d'arrivée effluents inox DN : 100 mm	1	2016
Goulotte d'évacuation des déchets , DN : 200 mm	1	1991
Dégrilleur rotatif	1	1991
Motoréducteur FLENDER	1	1991



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

INVENTAIRE DES INSTALLATIONS

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service
Dégraisseur/déssableur aéré raclé		
Génie civil béton armé , coffrage circulaire	1	1991
Escalier d'accès béton avec garde corps Aluminium	1	1991
Capotage en treillis métallique pour protection agents	1	1991
Pont racleur	1	1991
Conduite d'évacuation des graisses	1	1991
Conduite d'évacuation des sables, DN : 100 mm	1	1991
Moteur de pont racleur	1	2021
Caillebotis bac récupération sable résine	1	2011
Caillebotis bac récupération graisse résine	1	2011
Bassin d'aération		
Génie civil béton armé , coffrage circulaire	1	1991
Passerelle d'accès avec garde corps Aluminium	1	1991
Conduite d'arrivée effluents	1	1991
Conduites de recirculation des boues , DN : 110 mm	2	1991
Conduite vers puits de régazage, DN : 100 mm	1	1991
Turbines d'aération Europelec 2..2 Kw	3	1991
Moteur SEW USOCOME RF 82 TD	1	2020
Moteur SEW USOCOME RF 87 DRW	1	2017
Moteur SEW USOCOME	1	1991
Agitateur	1	2011
Pompe extraction des boues	1	2011
Clarificateur raclé		
Génie civil béton armé , coffrage circulaire	1	1991
Echelle d'accès galvanisée	1	1991
Pont racleur tournant galvanisé avec garde corps	1	1991
Goulotte d'évacuation en béton	1	1991
Conduite de sortie vers débimètre, DN : 200 mm	1	1991
Conduite d'évacuation des mousses , DN : 125 mm	1	1991
Motoréducteur pont racleur	1	1991
Clifford galvanisé	1	1991
Lame déversante galvanisée	1	1991
puits de recirculation		
Génie civil béton armé , coffrage circulaire	1	1991
Escalier d'accès béton	1	1991
Caillebotis galva	2	1991
Trappe d'accès type caillebotis galvanisé	1	1991
Conduite recirculation , DN : 100 mm	1	1991
Pompe de recirculation FLYGT	1	2020

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE



INVENTAIRE DES INSTALLATIONS

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service
Silo à boues (conservé en secours)		
Génie civil béton armé , coffrage circulaire V:85m3	1	1991
Echelle d'accès avec crinoline	1	1991
Conduite d'arrivée boues , DN : 100 mm	1	1991
Conduite d'évacuation avec raccord pompier	1	1991
Déshydratation des boues (Lits à rysophites)		
Génie civil béton armé casier 6.50 m x 6.50 m H = 2.70 m (H hors sol = 2.10 m)	6	2011
Remplissage Gravier 8/6 : épaisseur 0.15 m	1	2011
Remplissage Gravier 3/8 : épaisseur 0.10 m	16	2011
Remplissage Sable 2/4 : épaisseur 0.10 m	6	2011
Canalisation inox 304 L (2 points d'injection par lit)	6	2011
Vannes d'isolement	6	2011
Echelles d'accès	3	2011
Rejet		
canal débitmétrique rectangulaire béton armé	1	1991
Lame déversante en V	1	1991



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

INVENTAIRE DES INSTALLATIONS

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service
STEP DE SAINT ANTOINE DE BREUILH (Boues activées 1 500 EH)		
Abords		
Clôture grillagée	1	1991
Portail d'accès galvanisé double battants	1	1991
Local technique		
Génie civil béton armé , toiture tuiles	1	1991
Porte d'accès métallique	1	1991
Fenêtre et grille de protection métallique	2	2010
Armoire de commande	1	2018
Télésurveillance SOFREL S550	1	2012
Chauffage , éclairage , sanitaire, évier	1	1991
Autosurveillance		
Débitmètre électromagnétique SIEMENS SISTRANS F M MAG 5000	1	2016
Pluviomètre à auget basculant ADRM type 7852	1	2016
Poste de relevage station		
coffrage circulaire polyester	1	2007
Trappe d'accès type caillebotis galvanisé	1	2007
Pied de potence de relevage	1	2007
Barre de guidage + chaîne Galva	1	2007
Conduites de refoulement, PVC DN : 100 mm	3	2007
Vidange du refoulement DN 50	1	2007
Vidange de la chambre a vanne DN 50	1	2007
Poires de niveau	4	2007
Sonde endress hausser	1	2012
Groupes immergés FLYGT type 3067-180, Débit : 16 m³/h, HMT : 5	1	2012
Groupes immergés FLYGT type 3067-180, Débit : 28 m³/h, HMT : 5	1	2016
Vannes manuelles et clapets, DN : 100 mm	2	2007
Vidange refoulement DN : 50 mm	1	2007
Vidange Chambre de vannes	1	2007
Prise d'eau pour lavage poste, DN : 15 mm	1	2006
Dégrilleur courbe automatique		
Génie civil béton armé , coffrage rectangulaire	1	1991
Echelle d'accès Aluminium	1	1991
Passerelle d'accès avec garde corps Aluminium	1	1991
Grille de retenue des déchets	1	1991
Conduite d'arrivée effluents inox DN : 100 mm	1	2016
Goulotte d'évacuation des déchets , DN : 200 mm	1	1991
Dégrilleur rotatif	1	1991
Motoréducteur FLENDER type D41-Z10-M1B-4	1	2008
Arrêt d'urgence	1	2018

SOUS PRÉFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

INVENTAIRE DES INSTALLATIONS

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service
Dégraisseur/déssableur aéré raclé		
Génie civil béton armé , coffrage circulaire	1	1991
Passerelle d'accès avec garde corps Aluminium	1	1991
Potence de relevage	1	1991
Capotage en treillis métallique pour protection agents	1	1991
Pont racleur	1	1991
Conduite d'évacuation des graisses inox 316 L DN 150 mm	1	2015
Conduite d'évacuation des sables, DN : 100 mm	1	1991
Moteur de pont racleur SEW R87 , Puissance : 0.75 kW	1	2005
Aérateur	1	2016
Bac déssableur (Caillebotis)	1	1991
Bac dégraisseur (Caillebotis)	1	2017
Vanne DN 100 (Sortie dégraisseur)	1	2017
Bassin d'aération		
Génie civil béton armé , coffrage circulaire V:265m3 ; S:132m2	1	1991
Passerelle d'accès avec garde corps Aluminium	1	1991
Conduite d'arrivée effluents	1	1991
Conduites de recirculation des boues , DN : 110 mm	2	1991
Conduite vers puits de régazage, DN : 100 mm	1	1991
Turbines d'aération, motoréducteur FLENDER type DF81A100LB4 ,	3	1991
Motoréducteur SEW USOCOME RF 87 DRE 100 LC4/C	1	2014
Motoréducteur SEW USOCOME RF 87 DRE 100 LC4/C	1	2020
Motoréducteur SEW USOCOME RF 87 DRE 100 LC4/C	1	1991
Sonde rédox	1	2012
Lame de déverse	1	1991
Puits de dégazage		
Génie civil béton armé , coffrage circulaire	1	1991
Conduite vers clarificateur , DN : 100 mm	1	1991
Clarificateur raclé		
Génie civil béton armé , coffrage circulaire V:122m3 ; S:58m2	1	1991
Echelle d'accès galvanisée	1	1991
Pont racleur tournant galvanisé avec garde corps	1	1991
Goulotte d'évacuation en béton	1	1991
Conduite de sortie vers débitmètre, DN : 200 mm	1	1991
Conduite d'évacuation des mousses , DN : 125 mm	1	1991
Motoréducteur FLENDER type D41-Z10-11B, Puissance : 0.25 kW,	1	2018
Clifford galvanisé	1	1991
Lame déversante galvanisée	1	1991
Bac à mousses		
Génie civil béton armé , coffrage circulaire	1	1991
Trappe d'accès type caillebotis galvanisé	1	1991
Conduite d'arrivée mousses , DN : 125 mm	1	1991

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE-2021-083-DE



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

INVENTAIRE DES INSTALLATIONS

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service
puits de recirculation des boues		
Génie civil béton armé , coffrage circulaire	1	1991
Passerelle d'accès avec escalier galvanisée	1	1991
Potence de relevage groupes	1	1991
Trappe d'accès type caillebotis galvanisé	1	1991
Conduites d'extraction et recirculation , DN : 110 mm	2	1991
Coffret de raccordement électrique	1	1991
Pompe de recirculation FLYGT 3067.180 , Débit : 35 m³/h, Puissance :	1	1991
Pompe d'extraction FLYGT 3067.180 , Débit : 44 m³/h, Puissance : 1.2	1	2016
Vannes enterrées de réglage vers silo et recirculation, DN : 110 mm	2	1991
Silo à boues		
Génie civil béton armé , coffrage circulaire V:85m3	1	1991
Echelle d'accès Alu avec crinoline	1	1991
Barres de guidage agitateur inox	1	2015
Potence 150 Kg avec treuil 150 Kg	1	2015
Agitateur XYLEM SR 4640 - 705 t/mn - 2.5 Kw - hélice Ø 368 mm	1	2015
Armoire électrique agitateur	1	2015
Conduite d'arrivée boues , DN : 110 mm	1	1991
Conduite d'évacuation avec raccord pompier	1	1991
Drain inox 316 L- Grille Johnson maille 2 mm	1	2015
Préparation polymères		
Bac de préparation PE 800 l	1	2002
Agitateur polymère DOSAPRO VRE 2040 , Puissance : 0.5 kW	1	2002
Pompe doseuse DOSAPRO FCOT3 200 l/h , Puissance : 0.37 kW	1	2019
Traitement des boues		
Armoire électrique table d'égoutage	1	2000
Table d'égoutage EMO	1	2000
Moteur table BONFIGLIOLI N80174 , Puissance : 0.6 kW	1	2014
Poste eaux de lavage		
Equipement du puits pour eaux de lavage	1	2012
Rejet		
canal débitmétrique rectangulaire béton armé	1	1991
Conduite d'alimentation de la lagune , DN : 110 mm	1	1991
Lame déversante en V	1	1991
Bassin de lagunage		
Lagune V: ; S:	1	1991
Conduite d'arrivée PVC, DN : 110 mm	1	1991
Conduite de rejet PVC , DN : 110 mm	1	1991



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

INVENTAIRE DES INSTALLATIONS

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service
STEP DE SAINT MARTIN DE GURSON (Filtres plantés de roseaux - 350 EH) (Travaux de reconfiguration en cours)		
Abords		
Clôture grillage simple torsion H = 2.00 m	1	2011
Portail métal double battant L = 4.00 m	1	2011
Voirie		
Voirie Lourde calcaire extérieure avec aire de retournement	1	2011
Voirie piétonne calcaire	1	2011
Local technique		
Bâtiment béton couverture tuile	1	2011
Porte acier	1	2011
Evier avec paillassse	1	2011
Radiateur électrique	1	2011
Poste de tête (injection 1er étage)		
Génie civil béton avec réhausse hors sol	1	2011
Capot alu	1	2011
Panier dégrilleur inox	1	2011
Guidage pompes : Barres inox	4	2021
Chaînes de levage - boulonnerie : inox	2	2021
Poires de niveau	3	2015
Sonde de niveau : Piezo	1	2015
Pompe 1 : Flygt 3127 MT 116 m3/h à 11.2 mCE -5.9 Kw - 1450 t/mn	1	2021
Pompe 2 : Flygt 3127 MT 116 m3/h à 11.2 mCE -5.9 Kw - 1450 t/mn	1	2021
Colones montantes inox DN 150	2	2021
Automatisme alternance des pompes	1	2011
Sonde ultra son Endress Hauser	1	2011
Poires de niveau	3	2021
Télégestion SOFREL	1	2021
Traitement primaire (filtres plantés de roseaux)	1	
Canalisation d'alimentation	1	2021
Regard de répartition avec vannes	1	2021
Rampes d'alimentation inox dans digue centrale (2 rampes par lit) l = 54 ml	1	2021
Lits plantés S = 210 m2	3	2011
Materiaux filtrants	1	2021
Collecteur d'évacuation général	1	2011
Etanchéité : Géomembranne 1 mm + 2 géotextiles	1	2011
Drains de récupération PVC Ø 100	1	2011
Cheminées d'aération	1	2011
Poste d'injection étage 2		
Cuve circulaire Béton Ø 1.90 m - H=3.20 m	1	2021
Chambre à vanne Béton	1	2021
Couverture cuve : Capot alu	2	2021
Couverture Chambre à vanne : Capot alu	1	2021

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-20003419 - 000141190 DE CB31 - 053 DE



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

INVENTAIRE DES INSTALLATIONS

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service
Guidage pompes : Barres inox	4	2021
Chaînes de levage - boulonnerie : inox	2	2021
Barraudage anti-chute	1	2021
Echelle chambre à vanne	1	2021
Poires de niveau	3	2021
Sonde de niveau : Piezo	1	2021
Pompe 1 : Flygt 3127 MT 116 m3/h à 11.2 mCE -5.9 Kw - 1450 t/mn	1	2021
Pompe 2 : Flygt 3127 MT 116 m3/h à 11.2 mCE -5.9 Kw - 1450 t/mn	1	2021
Armoire électrique	1	2021
Automatisme alternance des pompes	1	2021
Colonne montante inox DN 150	2	2021
Collecteur refoulement : inox DN 150	1	2021
Vidange du refoulement : inox DN 50	1	2021
Vannes refoulement à opercule DN 150	2	2021
Clapets à boule DN 150	2	2021
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2021
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2021
Pied de potence	1	2021
Traitement secondaire (filtres plantés de roseaux)		
Regard de répartition	1	2021
Rampes d'alimentation des lits inox	3	2021
Lits plantés	3	2011
Matériaux filtrants	1	2021
Collecteur d'évacuation général	1	2011
Drains de récupération PVC Ø 100	1	2011
Cheminées d'aération	1	2011
Rejet		
Canal de comptage béton	1	2011



INVENTAIRE DES INSTALLATIONS

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service
STEP DE SAINT MEARD DE GURSON (Lit bactérien - 350 EH)		
Abords		
Clôture grillage simple torsion sur poteaux béton H = 1.50 m - L = 200	1	1992
Portail métal double battant L = 4.00 m	1	1992
Poste de relèvement		
Cuve circulaire Béton	1	1992
Guidage pompes : filoguidage	2	1992
Chaînes de levage - boulonnerie : inox	2	1992
Automatisme alternance pompes	1	1992
Poires de niveau	3	1992
Pompe 1 : KSB AMAREX NF65-220/004ULG-145 - Q= 15 m3/h - HMT = 3,9 mCE - P=0,8 Kw	1	2016
Pompe 2 : KSB AMAREX NF65-220/004ULG-145 - Q= 15 m3/h - HMT = 3,9 mCE - P=0,8 Kw	1	2011
Colonne montante : PVC DN 65	2	1992
Décanteur digesteur		
Génie civil circulaire béton	1	1992
Matériaux filtrants	1	1992
Passerelle béton avec rambarde alu	1	1992
Caillebotis résine	3	1992
Vanne d'isolement du lit bactérien PVC DN 100	1	1992
Vanne d'isolement des lits de séchage PVC DN 100	1	1992
Canalisation d'extraction des boues avec raccord pompier	1	1992
Lit bactérien		
Génie civil circulaire béton	1	1992
Matériaux filtrants	1	1992
Sprinkler	1	2005
Couverture grillagée de protection du lit bactérien	1	1992
Autosurveillance		
Canal de comptage polyester	1	1992
Déversoir triangulaire à lecture directe	1	1992
Capot alu	1	1992
Traitement tertiaire		
Lagune de finition	1	1992
Deshydratation des boues (abandonné)		
Lits de séchage	1	1992
Local technique et utilité générale		
Génie civil béton couverture tuile	1	1992
Porte métallique	1	1992
Bouche de lavage AEP	2	1992
Evier inox avec paillasse	1	1992
W.C.	1	1992
Bureau	1	1992
Armoire électrique BT	1	1992
Télétransmission AQUAVEIL Modulo 8000	1	2017
Comptage électrique	1	1992
Alimentation eau potable avec compteur	1	1992

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC

Date de réédition : 024-200034197-20211129-DE-2021_083-DE

024-200034197-20211129-DE-2021_083-DE

Alimentation eau potable



INVENTAIRE DES INSTALLATIONS

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service
STEP DE SAINT VIVIEN (Filtres plantés de roseaux - 250 EH)		
Abords		
Clôture panneaux rigides H = 2.00 m - L = 180 ml	1	2016
Clôture grillage simple torsion sur piquets métalliques H = 2.00 m - L = 130 ml	1	2016
Portail métal double battant L = 4.00 m	1	2016
Voirie		
Voirie Lourde calcaire avec aire de retournement	1	2016
Voirie piétonne calcaire	1	2016
Dégrilleur statique		
Canal rectangulaire polyester ABT	1	2016
Capot alu	1	2016
Panier d'égoutage inox	1	2016
Grille alu	1	2016
Traitement primaire (filtres plantés de roseaux)	1	2016
Bâche d'alimentation polyester ABT Ø 2.0 m - V = 2.9 m3 avec regard à vanne intégré (3 sorties)	1	2016
Capot alu	1	2016
Mécanisme de chasse à clapet ABT - Q = 93 m3/h	1	2016
Poire de niveau	1	2016
Compteur de bâchées	1	2016
Rampe d'alimentation des lits inox	3	2016
Collecteur d'évacuation général PVC CR8 Ø 160	1	2016
Muret de protection périphérique (plaques béton)		
Massif filtrant 300 m2 (3 x 12.0 m x 8.33 m)	1	2016
- Gravier 20/40 - épaisseur 0.15 m		
- Gravier 10/20 - épaisseur 0.15 m		
- Gravier 2/8 - épaisseur 0.50 m		
Etanchéité : Géomembranne 1.5 mm + 2 géotextiles	1	2016
Drains de récupération PVC Ø 100	1	2016
Cheminées d'aération	1	2016
Traitement secondaire (filtres plantés de roseaux)		
Bâche d'alimentation polyester ABT Ø 2.5 m - V = 2.9 m3 avec regard à vanne intégré (2 sorties)	1	2016
Capot alu	1	2016
Mécanisme de chasse à clapet ABT - Q = 83 m3/h	1	2016
Poire de niveau	1	2016
Compteur de bâchées	1	2016
Rampe d'alimentation des lits inox	2	2016
Muret de protection périphérique (plaques béton)		
Massif filtrant 200 m2 (2 x 12.5 m x 8.0 m)	1	2016
- Gravier 20/40 - épaisseur 0.15 m		
- Gravier 10/20 - épaisseur 0.10 m		
- Gravier 2/8 - épaisseur 0.20 m		
- Sable filtrant 0/4 épaisseur 0.40 m		
Etanchéité : Géomembranne 1.5 mm + 2 géotextiles	1	2016
Drains de récupération PVC Ø 100	1	2016
Cheminées d'aération	1	2016



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

INVENTAIRE DES INSTALLATIONS

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service
Vanne By pass aire d'infiltration dans regard	1	2016
Aire d'infiltration		
Bâche d'alimentation polyester ABT Ø 2.00 m - V = 1.7 m3 avec regard de répartition intégré (2 sorties)	1	2016
Capot alu		
Mécanisme de chasse à clapet ABT - Q = 50 m3/h	1	2016
Poire de niveau	1	2016
Compteur de bâchées	1	2016
Bassins S totale = 1 000 m2 (4 lits avec remplissage sable 0/4 sur 0.30	1	2016
Rampe percée enrobée de gravier pour épandage	4	2016
Canalisation trop plein aire d'infiltration vers milieu récepteur superficiel.	2	2016
Autosurveillance		
Regard de prélèvement (aval étage 2 avec By pass de la zone d'infiltration)	1	2016
Utilité générale		
Local technique bois 9.4 m2 - couverture tuile	1	2016
Evier	1	2016
Bouche de lavage AEP	2	2016



INVENTAIRE DES INSTALLATIONS

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service
STEP DE VELINES "LES REAUX 2" (Filtres plantés de roseaux - 800 EH)		
Abords		
Clôture grillage simple torsion sur poteaux bois H = 1.50 m - L = 355 ml	1	2016
Portail métal double battant L = 4.00 m	1	2016
Voirie		
Voirie Lourde calcaire avec aire de retournement	1	2016
Voirie piétonne calcaire	1	2016
Prétraitement		
Dégrilleur automatique courbe avec capot ABT	1	2016
Bac d'égouttage des refus	1	2016
By pass du dégrilleur	1	2016
Surverse sortie dégrilleur	1	2016
Electrovanne by pass dégrilleur	2	2016
Traitement (filtres plantés de roseaux)		
Bâche d'alimentation polyester ABT Ø 3.0 m - V = 7.0 m3	2	2016
Capot alu	2	2016
Mécanisme de chasse à clapet ABT - Q = 190 m3/h	2	2016
Sonde ultrason	2	2016
Compteur de bâchées	2	2016
Regard de répartition avec obturateurs	2	2016
Rampes aériennes inox d'alimentation des lits (sur 3 lits)	12	2016
Canalisation enterée du lit existant	1	2016
Remontées inox avec plaque anti affouillement (lit existant)	12	2016
Massif filtrant 960 m2 (4 lits : 30 m x 82 m)	2	2016
Etanchéité : Géomembranne 1.5 mm + 2 géotextiles	4	2016
Drains de récupération PVC Ø 100	4	2016
Cheminées d'aération	4	2016
Electrovanne permutation des filtres (y compris extension pour 1 lit	5	2016
Dispositif de commande des électrovannes	1	2019
Armoire électrique (automatisation électrovannes)	1	2016
Poste de relevage eaux traitées		
Cuve circulaire Béton Ø 1.20 H=2.80	1	2013
Chambre à vanne Béton	1	2013
Couverture cuve : caillebotis résine avec barre cadénassée	1	2013
Couverture Chambre à vanne : caillebotis résine avec barre	1	2013
Guidage pompes : Barres inox	4	2013
Chaînes de levage - boulonnerie : inox	2	2013
Barraudage anti-chute	1	2013
Poires de niveau	3	2013
Sonde de niveau : ultra son Siemens Multiranger 100	1	2013
Pompe 1 : Flygt 3127.160 22.0 m3/h 29.7 mCE 7.4 Kw 2900 t/mn	1	2016
Pompe 2 : Flygt 3127.160 22.0 m3/h 29.7 mCE 7.4 Kw 2900 t/mn	1	2016

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC

Date de réception de l'AR: 30/11/2021

024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

INVENTAIRE DES INSTALLATIONS

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service
Armoire électrique PR rejet	1	2013
automatisme alternance des pompes	1	2013
Télégestion WITT Clip nano 5120	1	2013
Colonne montante rejet inox DN 80	2	2013
Collecteur refoulement eaux traitées : inox DN 80	1	2013
Vidange du refoulement : inox DN 50	1	2013
Vannes refoulement à opercule DN 80	2	2013
Clapets à boule DN 80	2	2013
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2013
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2013
Pied de potence	1	2013
Autosurveillance		
Débitmètre eaux brutes Andress Hauser Promag 10	1	2016
Canal de comptage polyester sortie de station ABT	1	2016
Electricité - Utilité générale		
Local technique bois sur dalle béton	1	2016
Eclairage	1	2016
Bouche de lavage AEP	1	2016



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

INVENTAIRE DES INSTALLATIONS

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service
STEP DE VILLEFRANCHE DE LONCHAT (B.R.M. - 515 EH)		
Poste eau brute		
pompe GRUNDFOS Type : SLV.65.65.22.2.50D.C / H max = 18m / P1= 2,9kW, P2= 2,2kW / Q max = 45m3/h	2	2019
Sonde US ENDRESS avec boîtier PROSONIC	1	2019
Poires de niveau	3	2019
Dispositif de comptage trop plein	1	2019
Doubles barres de guidage	2	2019
Vannes DN 80	2	2019
Clapets DN 80	2	2019
vanne DN 40	1	2019
Potence	1	2019
Pluviomètre	1	2019
Dégraisseur raclé SERINOL 6 m3/h		2019
Turbine d'aération	1	2019
Clifford	1	2019
Motoréducteur 0,18 kW	1	2019
Racleur avec motoréducteur	1	2019
Vanne à manchon DN 40	1	2019
Vanne papillon DN 40	1	2019
vannes DN 65	3	2019
Electrovanne de brassage sable	1	2019
Prétraitement	1	2019
Débitmètre ENDRESS DN 65 PROMAG L	1	2019
Vannes guillotine CMO DN 150 motorisées (pneumatique)	2	2019
Tamis rotatif LACKEYBY ROTOSIEVE P = 0,37 kW / maille = 2 mm / Inox 304L	2	2019
Compacteur à vis LACKEYBY ROTOSIEVE	1	2019
Ensacheur avec son container de 140 litres	1	2019
Vanne DN 200	1	2019
Pompes Grundfos à vitesse variable SLV 65.65.09.2.50B / H max = 7,5m / P1 = 1,40 kW, P2 = 0,9 kW / Q max = 6,8 L/s	2	2019
Clapets DN 65	2	2019
Vannes DN 65	2	2019
Débitmètre DN 50 ENDRESS PROMAG L	1	2019
Doubles barres de guidage	2	2019
Dispositif de comptage de trop plein	1	2019
Sonde US ENDRESS	1	2019
Afficheur PROSONIC ENDRESS	1	2019
Potence fixe et son palan	1	2019
Aérotherme	1	2019
Paillasse de laboratoire	2	2019
Spectro HACH DR 3900	1	2019
Bloc chauffant LT 200 HACH	1	2019
Chambre de thermostatique LOVIBOND	1	2019
BOD système HACH	1	2019

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

INVENTAIRE DES INSTALLATIONS

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service
Aération	1	2019
Sonde de mesure MES ENDRESS	1	2019
Sonde mesure d'OXYGENE ENDRESS	1	2019
Afficheur LIQUILINE ENDRESS	1	2019
Rampe de diffusion d'air fines bulles EUROPELEC AQUATUBE 70, 32	1	2019
Vanne papillon DN 80	1	2019
Sonde piézo	1	2019
Poire de niveau	1	2019
Vannes murale doubles pelles	2	2019
Dispositif de levage rampe d'aération	1	2019
Filet de protection	1	2019
Unité membranaire BRM		2019
Modules MBR Alphalaval LowResist ®	2	2019
Vannes régulatantes électroneumatiques GEMU	8	2019
sondes piézo	2	2019
Local CIP		
vannes pneumatiques GEMU DN 80	2	2019
vannes électropneumatiques de régulation GEMU DN 32	4	2019
capteurs piézo ENDRESS CERABAR M DN 40	2	2019
Vannes papillons DN 65	2	2019
TMP diamètre 315 en polyéthylène	2	2019
Cuve CIP	1	2019
- agitateur avec moteur	1	2019
- poires de niveau	2	2019
- sonde de pH ENDRESS avec afficheur LIQUILINE	1	2019
Armoires de dosage MILTON ROY	3	2019
Pompe doseuse Javel Milton Roy serie G	1	2019
Pompe doseuse Acide citrique Milton Roy serie G	1	2019
Pompe doseuse Soude 30% Milton Roy serie G	1	2019
Pompe doseuse PAX Milton Roy serie G	1	2019
Coffret dosage Javel	1	2019
Coffret dosage acide citrique	1	2019
Coffrage dosage soude	1	2019
Coffrage dosage pax	1	2019
Vanne DN 50	1	2019
Clapet DN 50	1	2019
Boîte à boue DN 50	1	2019
Nourrice 6 départs E.I.	1	2019
Pressostats	2	2019
Nourrice 6 départs AEP	1	2019
Disconnecteur	1	2019
Douche de sécurité	1	2019
Aérotherme	1	2019
Extracteur d'air	1	2019
Pompe de lavage CIP MIDER 6 m3/h (produits corrosifs)	1	2019

SOUS PRISE EN CHARGE DE LA DORDOGNE

Date de réception de l'AR: 30/11/2024

024 200034407 20211120 DE 2021_003 DE



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

INVENTAIRE DES INSTALLATIONS

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service
Local Surpresseurs	1	2019
Surpresseurs AERZEN GM 35	2	2019
Variateurs de vitesse SCHNEIDER ELECTRIC ATV 320 5.5 Kw	2	2019
Vannes papillons DN 80	3	2019
Vannes papillons DN 60	2	2019
Extracteur d'air	1	2019
Piège à sons VIPE / Qmax = 2,89 m3/h / Pmax (absorbée) = 145 W	1	2019
Compresseur air de service mono cylindre avec cuve de 270 litres	1	2019
Electrovanne de purge des condensats	1	2019
Nourrice de répartition d'air 12 départs	1	2019
Réducteurs de pression	7	2019
Boitier de de commande électropneumatique avec bobines 12 départs	1	2019
Electrovannes	2	2019
Pressostat	1	2019
Dispositif de traitement de l'air (déshumidification)	1	2019
Armoire de dosage MILTON ROY (PAX 18)	1	2019
Pompe doseuse MILTON ROY 10 l/h	1	2019
Bac de rétention de 1180 litres	1	2019
IBC de 1000 litres	1	2019
Douche de sécurité	1	2019
Pompe à boues CIRCOP ALL-OPTIFLOW	1	2019
Vannes DN 50	2	2019
Aérotherme	1	2019
Boues		2019
Débitmètre ENDRESS DN 50 PROMAG L	1	2019
Agitateur	1	2019
drain	1	2019
Sonde US ENDRESS avec afficheur PROSONIC	1	2019
Echelle d'accès	1	2019
Trappe d'accès en alu	1	2019
Plateforme d'aspiration des boues	1	2019
- 1 vanne guillotine DN 100	1	2019
- 1 arrivée E.I.	1	2019
- 1 arrivée AEP	1	2019
- 1 prise en 380 volts	1	2019
- 1 prise en 230 volts	1	2019
Potence fixe avec palan	1	2019
Electricité télégestion		2019
Armoire de commande	1	2019
Automate SCHNEIDRE ELECTRIC M340	1	2019
Télégestion Sofrel S 550	1	2019
Ecran MAGELIS	1	2019
Variateurs de vitesse Schneider Electric ATV320U15N4B 1.5 Kw	3	2019
Onduleur	1	2019

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC

Date de réception de l'AR: 30/11/2021

024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

INVENTAIRE DES INSTALLATIONS

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service
Extérieur		
Désodorisation à charbon actif Type ST3 160M4 / P = 11 kW avec trois points d'aspiration (prétraitement, local surpresseurs, silo à boues)	1	2019
Cuve de récupération des graisses	1	2019
Cuve de récupération des sables	1	2019
Bâche de pompage eau industrielle	1	2019
Débitmètre eau traitée ENDRESS PROMAG L DN 50	1	2019
Regard de sortie avec point de prélèvement	1	2019
Comptage EDF	1	2019
Poteaux avec double projecteur LED	2	2019
Escalier en alu (accès prétraitement)	1	2019
Passerelle en alu (accès BRM)	1	2019
Clôture en panneaux rigides avec portail	1	2019
Batiment		
Local technique	1	2019
Porte local	1	2019
clôture	1	2019
portail	1	2019

COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL ET GURSON



DELEGATION DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

ANNEXE 4

COMPTE PREVISIONNEL D'EXPLOITATION

Postes Comptables	Sous-Détail			Répartition par activité			Montant Total
Type	Quantité	Unité	Prix Unitaire	Collecte	Traitement	Boues	€ HT
CHARGES EXPLOITATION							
CHARGES LIEES AUX OUVRAGES DU SERVICE							
PRODUITS DE TRAITEMENT FILIERE EAU							
A - Nitrate de calcium	4 500.00	Kg	0.2900 €		1 305 €		1 305.00 €
B - Polymère	175.00	l	3.2000 €		560 €		560.00 €
C - Sels d'aluminium	800.00	Kg	2.4480 €		1 958 €		1 958.40 €
D - Acide citrique	30.00	Kg	2.5200 €		76 €		75.60 €
E - Javel	60.00	Kg	3.8400 €		230 €		230.40 €
F - Nutriox	3 200.00	Kg	0.4680 €		1 498 €		1 497.60 €
Sous-total Produits de Traitement							5 627.00 €
ACHATS NON STOCKES							
Energie							
Station de Traitement	168 000	kWh	0.1045 €		17 556 €		17 556.00 €
PR	63 000	kWh	0.1210 €	7 623 €			7 623.00 €
Télécommunication							
Liaison superviseur (ADSL)		Forfait(s)	240.00 €		240 €		240.00 €
Abonnement/ Consommation (GPRS)	39.00	Forfait(s)	72.00 €	2 808 €			2 808.00 €
		Forfait(s)					
Sous-total Achats Non-Stockés				10 431 €	17 796 €		28 227.00 €
TRAITEMENT DES BOUES							
Villefranche de Lonchat							
Frais d'analyse des boues							
valeurs agronomiques		Forfait(s)	170.00 €				
éléments traces (coût incluant valeurs agro.)	2.00	Forfait(s)	120.00 €		240 €		240.00 €
composés organiques		Forfait(s)	185.00 €				
Frais de suivi de la filière boues	0.10	Forfait(s)	935.00 €		94 €		93.50 €
Frais de transport des boues liquides vers la STEP de St Antoine de breuilh		m3 de Boues					
Frais de Transports	25.00	m3 de Boues	21.77 €		544 €		544.30 €
Frais d'élimination par compostage	5.00	TMS	350.00 €		1 750 €		1 750.00 €
Moncaret - évacuation de 4 lits en 2022							
Frais d'analyse des boues							
valeurs agronomiques		Forfait(s)	170.00 €				
éléments traces (coût incluant valeurs agro.)	0.17	Forfait(s)	120.00 €		20 €		20.00 €
composés organiques	0.17	Forfait(s)	185.00 €		31 €		30.83 €
Frais de suivi de la filière boues		Forfait(s)	1 300.00 €				
Frais d'extraction des boues des lits macrophytes et compostage	90.00	T de Boues	13.91 €		1 252 €		1 251.82 €
St antoine de breuilh							
Frais d'analyse des boues							
valeurs agronomiques		Forfait(s)	170.00 €				
éléments traces (coût incluant valeurs agro.)	2.00	Forfait(s)	120.00 €		240 €		240.00 €
composés organiques		Forfait(s)	185.00 €				
Frais de suivi de la filière boues	0.10	Forfait(s)	935.00 €		94 €		93.50 €
Frais de Transports	50.00	m3 de Boues	21.77 €		1 089 €		1 088.60 €
Frais d'élimination par compostage	10.00	TMS	350.00 €		3 500 €		3 500.00 €
St Méard de Gurson							
Frais d'analyse des boues							
valeurs agronomiques		Forfait(s)	170.00 €				
éléments traces (coût incluant valeurs agro.)	2.00	Forfait(s)	120.00 €		240 €		240.00 €
composés organiques		Forfait(s)	185.00 €				
Frais de suivi de la filière boues	0.10	Forfait(s)	935.00 €		94 €		93.50 €
Frais de Transports	3.00	m3 de Boues	21.77 €		65 €		65.32 €
Frais d'élimination par compostage	0.60	TMS	350.00 €		210 €		210.00 €
Sous-total Traitement des Boues					9 461 €		9 461.37 €
FRAIS D'ANALYSES FILIERE DE TRAITEMENT							
Autosurveillance pour les stations capacité < 200 EH							
Autosurveillance	3.00	Forfait	135.00 €	405 €			405.00 €
Autosurveillance pour les stations capacité >= 200 EH							
DBO5	8.50	Analyse(s)	45.00 €	383 €			382.50 €
DCO, MES	8.50	Analyse(s)	70.00 €	595 €			595.00 €
NTK, NH4, NO2, NO2, PT	8.50	Analyse(s)	155.00 €	1 318 €			1 317.50 €
IBGN		Analyse(s)	580.00 €				
Sous-total Frais d'analyse Filière de Traitement				2 700 €			2 700.00 €

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC

Date de réception de l'AR: 30/11/2021

024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

Postes Comptables	Sous-Détail			Répartition par activité			Montant Total
Type	Quantité	Unité	Prix Unitaire	Collecte	Traitement	Boues	€ HT
FOURNITURE POUR ENTRETIEN ET REPARATIONS							
Collecte							
Matériel et équipements électromécaniques	34.00	Forfait(s)	80.00 €	2 720 €			2 720.00 €
Génie Civil	34.00	Forfait(s)	25.00 €	850 €			850.00 €
Fourniture pour Contrôle de Conformité des Bchts	16.00	Contrôle(s)	7.80 €	125 €			124.80 €
Traitement							
Matériel et équipements électromécaniques	3.00	Forfait(s)	800.00 €		2 400 €		2 400.00 €
Génie Civil	9.00	Forfait(s)	125.00 €		1 125 €		1 125.00 €
Sous-total Fourniture pour Entretien et Réparations				3 695 €	3 525 €		7 219.80 €
HYDROCURAGE ET ELIMINATION DES SOUS PRODUITS							
Actions curatives sur les branchements (désobstruction)	9.00	h/an	71.50 €	644 €			643.50 €
Actions curatives sur la collecte	24	h/an	121.00 €	2 904 €			2 904.00 €
Actions préventives sur la Collecte (10% linéaire)	44.00	h/an	91.00 €	4 004 €			4 004.00 €
Nettoyage des postes (Fréquence 2 fois, Durée 2h)	34	Postes	280.00 €	9 520 €			9 520.00 €
Elimination des sous-produits (Collecte)							
Refus de dégrillage	3.00	m3/an	55.00 €	165 €			165.00 €
Graisses		m3/an	120.00 €				
Sables		m3/an	120.00 €				
Actions curatives (traitement)		h/curage	115.50 €				
Elimination des sous-produits (Traitement)							
Refus de dégrillage	5.00	m3/an	82.50 €		413 €		412.50 €
Graisses	1.00	m3/an	120.00 €		120 €		120.00 €
Sables		m3/an	120.00 €				
Sous-total pour Hydrocurage et élimintaion des sous-produits				17 237 €	533 €		17 769.00 €
SOUS-TRAITANCE EXTERNE ET LOCATION D'ENGIN							
Entretien des espaces verts et des abords (Collecte)	34.00	Forfait(s)	110.00 €	3 740 €			3 740.00 €
Entretien des espaces verts et des abords (Traitement)	13.00	Forfait(s)	715.00 €		9 295 €		9 295.00 €
Faucardage des lits macrophytes							
STEP DE BONNEVILLE 2016 300 m2 200 m2	460	m2	1.56 €	359 €	359 €		717.60 €
STEP DE LAMOTHE MONTRAVEL	1 080	m2	1.56 €	842 €	842 €		1 684.80 €
STEP LITOUT	200	m2	1.56 €	156 €	156 €		312.00 €
STEP TERREFORT	80	m2	1.56 €	62 €	62 €		124.80 €
STEP BOURG - LES GRIMARDS	288	m2	1.56 €	225 €	225 €		449.28 €
STEP BRUNET	280	m2	1.56 €	218 €	218 €		436.80 €
STEP DE SAINT MARTIN DE GURSON	510	m2	1.56 €	398 €	398 €		795.60 €
STEP DE SAINT VIVIEN	500	m2	1.56 €	390 €	390 €		780.00 €
STEP DE VELINES	960	m2	1.56 €	749 €	749 €		1 497.60 €
Inspections Télévisées avec hydro (1% linéaire / an)	697	m/an	3.08 €	2 147 €			2 146.76 €
Sous-total pour Sous-Traitance Externe et Locations d'Engin				9 286 €	12 694 €		21 980.24 €
FRAIS DE PERSONNEL LOCAL IMPUTABLE AU CONTRAT							
Collecte (Agent d'exploitation - Groupe 3, 4 et 5)							
Exploitation courante	364.00	h/an	33.00 €	12 012 €			12 012.00 €
Exploitation clientèle	104.00	h/an	33.00 €	3 432 €			3 432.00 €
Maintenance et entretien PR	208.00	h/an	33.00 €	6 864 €			6 864.00 €
Curage préventif	44.00	h/an	33.00 €	1 452 €			1 452.00 €
Curage curatif	24.00	h/an	33.00 €	792 €			792.00 €
Désobstruction des Branchements	9.00	h/an	33.00 €	297 €			297.00 €
Contrôle de conformité des branchements	28.80	h/an	33.00 €	950 €			950.40 €
Traitement (Agent d'exploitation - Groupe 3, 4 et 5)							
Exploitation courante	520.00	h/an	35.20 €		18 304 €		18 304.00 €
Maintenance et entretien	208.00	h/an	35.20 €		7 322 €		7 321.60 €
Management local (Réfèrent Groupe 5)	52.00	h/an	38.50 €	1 001 €	1 001 €		2 002.00 €
Management local (Responsable de Secteur Groupe 5)	6.00	h/an	51.70 €	155 €	155 €		310.20 €
Directeur de zone	6.00	h/an	67.10 €	201 €	201 €		402.60 €
Assistante de centre (Assistante Clientèle Groupe 3)	52.00	h/an	33.00 €	858 €	858 €		1 716.00 €
Support technique (Groupe 5 et 6)	26.00	h/an	39.60 €	515 €	515 €		1 029.60 €
Astreinte	58.82	h/an	68.20 €	2 006 €	2 006 €		4 011.18 €
Sous-total Frais de Personnel	1 710.62	h/an	35.60 €	30 535 €	30 361 €		60 896.58 €
FRAIS DE DEPLACEMENT							
Activité Collecte	987.65	h/an	4.70 €	4 642 €			4 641.97 €
Activité Traitement	757.41	h/an	4.70 €		3 560 €		3 559.82 €
Encadrement, Support technique	90.00	h/an	4.70 €	212 €	212 €		423.00 €
Sous-total Frais de Déplacement	1 835.06			4 853 €	3 771 €		8 624.78 €
RENOUVELLEMENT							
Renouvellement non programmé		Détail dans le plan prévisionnel de renouvellement		1 296 €	4 973 €		6 269.00 €
Renouvellement programmé				19 450 €	15 561 €		35 011.00 €
Sous-total Renouvellement				20 746 €	20 534 €		41 280.00 €

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

Postes Comptables	Sous-Détail			Répartition par activité			Montant Total
Type	Quantité	Unité	Prix Unitaire	Collecte	Traitement	Boues	€ HT
INFORMATIQUE							
	2 % du CA	Forfait(s)	5 018.40 €	2 509 €	2 509 €		5 018.40 €
Autres (à préciser)							
Sous-total Dotation aux Amortissements				2 509 €	2 509 €		5 018.40 €
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENT							
		Forfait(s)					
AUTRES CHARGES DIRECTES D'EXPLOITATION							
Contrôle électrique réglementaires (Collecte)	34	Forfait(s)	50.40 €	1 714 €			1 713.60 €
Contrôle électrique réglementaires (Traitement)	9	Forfait(s)	124.00 €		1 116 €		1 116.00 €
Barres anti-chute sur poste de refoulement	3	organes	90.91 €		273 €		272.73 €
Diag permanent	250	Forfait(s)	10.00 €		2 500 €		2 500.00 €
Géoreferencement classe A des équipements du réseau	1	Forfait(s)	2 851.36 €		2 851 €		2 851.36 €
		Forfait(s)	844.44 €				
Sous-total Autres Charges Directes d'Exploitation				1 714 €	6 740 €		8 453.69 €
TOTAL DES CHARGES LIEES AUX OUVRAGES				103 706 €	98 464 €	9 461 €	217 257.86 €

CHARGES LIEES AU SERVICE							
FRAIS GENERAUX							
Frais de personnel du siège, Maintenance informatique, Fournitures administratives, Consommables, Loyers du siège, Entretiens des locaux, , Assurances et multi-risques incendies du siège et locaux d'AGUR, Honoraires Groupe et extérieurs, Veille technologique, Formation, Publicité, Communication, Frais téléphoniques non imputés aux contrats, Frais bancaires, Frais de cotisation, Autres impôts (non imputés aux contrats),							
	6%	de Frais Généraux sur CA:	250 920 €				15 055.20 €
FRAIS LIES AU SERVICE							
Convention de Facturation	3 375	Nombre de factures	1.50 €				5 062.50 €
Impayés	0	Montant des recettes	249 400.00 €				7 980.80 €
Location de Locaux affecté au contrat		Loyer	165 €				165.00 €
Sous-total Frais Liés au Service							13 208.30 €
ASSURANCE	1.125%	d'Assurance sur les Charges avec les FG	250 920 €				2 822.85 €
IMPOTS (CVAE / CFE)							1 580.00 €
TOTAL DES CHARGES LIEES AU SERVICE							
							32 666.35 €

TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	249 924 €
----------------------------------	-----------

CDC MONTAIGNE MONTRAVEL ET GURSON - Service de l'Assainissement collectif

Postes Comptables		Sous-Détail			Répartition par activité			Montant Total
Type		Quantité	Unité	Prix Unitaire	Collecte	Traitement	Boues	€ HT
PRODUITS D'EXPLOITATION								
REDEVANCE DELEGATAIRE								
RECETTE PART FIXE								
Abonnement abonné domestique		2 250	Abonnés	47.00 €				105 750.00 €
Nombre d'abonnements UIs			Abonnés					
Sous-total de la Recette Part Fixe		2 250	Abonnés					105 750.00 €
RECETTE PART PROPORTIONNELLE								
m3		170 000	m3	0.845 €				143 650.00 €
Sous-total de la recette Part Proportionnelle		170 000	m3					143 650.00 €
Sous-total de la recette Délégataire								249 400.00 €
PRODUITS LIES AUX REGLEMENTS DE SERVICE								
Contrôle Conformité des installations privées (ex : suite à une vente)		10.0	Contrôles	95.00 €	950 €			950.00 €
Contrôle Conformité Branchement		6.0	Contrôles	95.00 €	570 €			570.00 €
Autres (à préciser)								
Sous-total Produits liés aux Règlements de Service								1 520.00 €
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION								250 920 €

RESULTAT AVANT IMPOT	Taux de Marge	0.40%	996 €
----------------------	---------------	-------	-------

FACTURE 120m3 :	148.40 €
Quote-Part abonnement	31.7%

TRAVAUX EXCLUSIFS					
Charges	Branchements neufs	6	Forfait(s)	1 560.00 €	9 360 €
Recettes	Branchements neufs	6	Forfait(s)	1 640.00 €	9 840 €

Bayonne, Le jeudi 23 septembre 2021

LE SERVICE
PUBLIC DE L'
EAU
PAR AGUR

5 rue de la Feuillée
64100 BAYONNE
Tél. : 05.59.52.87.90
Fax : 05.59.52.55.89
www.agur.fr

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL ET GURSON



DELEGATION DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

ANNEXE 5

FORMULE DE REVISION DES PRIX

ACTUALISATION K1 & K2

FORMULE DE REVISION SELON LES CHARGES D'EXPLOITATION

CHARGES EXPLOITATION	Montant Total en € HT	ICHT-E	En	FD	TP10a
Personnel (présenter liste du personnel en annexe)	60 897 €	60 897 €			
Energie	25 179 €		25 179 €		
Produits de traitement	5 627 €			5 627 €	
Analyses	2 700 €			2 700 €	
Sous-traitance	49 211 €				49 211 €
Fournitures	7 220 €				7 220 €
Télécommunications, postes et télégestion	3 048 €			3 048 €	
Engins et véhicules	8 625 €	8 625 €			
Informatique	5 018 €			5 018 €	
Assurances	2 823 €			2 823 €	
Locaux	0 €			0 €	
Impôts et taxes	1 580 €			1 580 €	
Frais de contrôle	0 €			0 €	
Services centraux	15 055 €	10 539 €			4 517 €
Garantie de renouvellement	6 269 €				6 269 €
Programme de renouvellement	35 011 €				35 011 €
Dont charges liées aux travaux exclusifs	21 497 €				21 497 €
CHARGES EXPLOITATION	249 759 €	80 060 €	25 179 €	20 796 €	123 724 €
	%	32.05%	10.08%	8.33%	49.54%

Indice K1	Partie fixe	ICHT-E	En	FD	TP10a
%	0.15	0.27	0.09	0.07	0.42

Indice K2	Partie fixe	TP10a
%	0.15	0.85

Montpon, Le 23 09 2021

LE SERVICE
PUBLIC DEL
5 rue de la Feuillée
64100 BAYONNE
Tel. : 05.59.52.87.90
Fax : 05.59.52.56.89
www.agur.fr

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL ET GURSON



DELEGATION DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

ANNEXE 6

PLAN ET PROGRAMME DE RENOUVELLEMENT

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PLAN DE RENOUELEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	Valeur unitaire de remplacement (€ HT)	Renouvellement Programmé		Renouvellement Non Programmé	
						Nombre de RNVT programmés	Montant RNVT programmé (€ HT)	Risque (%)	Montant RNVT non programmé (€ HT)
POSTES DE RELEVAGE									
PR LES EYSSARDS (CARSAC DE GURSON)									
Clôture Panneaux rigides H = 2.00	1	2021	40	2061					
Portillon	1	2021	40	2061	750				
Cuve circulaire Béton Ø 1.20 H=2.30 m revêtu anti H2S	1	2021	40	2061	5000				
Chambre à vanne Béton	1	2021	40	2061	2000				
Couverture cuve : Capot alu avec Cadenas	1	2021	25	2046	500				
Couverture Chambre à vanne : Capot alu avec Cadenas	1	2021	25	2046	500				
Guidage pompes : Barres inox	4	2021	25	2046	750				
Chaînes de levage - boulonnerie : Inox	2	2021	25	2046	200				
Barraudage anti-chute	1	2021	25	2046	1250				
Echelle chambre à vanne	1	2021	25	2046	500				
Armoire de commande	1	2021	20	2041	4500				
Automatisme alternance pompes	1	2021	10	2031	200	1	200 €		
Poires de niveau	2	2021	12	2033	125	2	250 €		
Sonde de niveau : Piezo Endress Hauser FMX 67	1	2021	12	2033	600	1	600 €		
Télégestion : SOFREL S 530 GSM	1	2021	12	2033	1900	1	1 900 €		
Pompe 1 : Flygt DP 3069 HT 8.07 m3/h 11.3 mCE Vortex 1.7 Kw 2700 tr/mn	1	2021	20	2041	1250				
Pompe 2 : Flygt DP 3069 HT 8.07 m3/h 11.3 mCE Vortex 1.7 Kw 2700 tr/mn	1	2021	20	2041	1250				
Colonne montante : Inox DN 50	2	2021	25	2046	500				
Collecteur refoulement : inox DN 50	1	2021	25	2046	500				
Vidange du refoulement : Inox DN 50	1	2021	20	2041	300				
Vannes refoulement à Opercule DN 50	2	2021	20	2041	300				
Clapets à Boule DN 50	2	2021	20	2041	400				
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2021	20	2041	300				
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2021	20	2041	200				
Réservation pour potence	1	2021	40	2061	350				
alimentation AEP Avec compteur	1	2021	30	2051	1100				

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PLAN DE RENOUVELLEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	Valeur unitaire de remplacement (€ HT)	Renouvellement Programmé		Renouvellement Non Programmé	
						Nombre de RNVT programmés	Montant RNVT programmé (€ HT)	Risque (%)	Montant RNVT non programmé (€ HT)
PR LES VIGNES (CARSAC DE GURSON)									
Clôture Panneaux rigides H = 2.00	1	2021	40	2061					
Portillon	1	2021	40	2061	750				
Cuve circulaire Béton Ø 1.20 H=2.75 m revêtu anti H2S	1	2021	40	2061	5000				
Chambre à vanne Béton	1	2021	40	2061	2000				
Couverture cuve : Capot alu avec Cadenas	1	2021	25	2046	500				
Couverture Chambre à vanne : Capot alu avec Cadenas	1	2021	25	2046	500				
Guidage pompes : Barres inox	4	2021	25	2046	750				
Chaînes de levage - boulonnerie : Inox	2	2021	25	2046	200				
Barraudage anti-chute	1	2021	25	2046	1250				
Echelle chambre à vanne	1	2021	25	2046	500				
Armoire de commande	1	2021	20	2041	4500				
Automatisme alternance pompes	1	2021	10	2031	200	1	200 €		
Poires de niveau	2	2021	12	2033	125	2	250 €		
Sonde de niveau : Piezo Endress Hauser FMX 67	1	2021	12	2033	600	1	600 €		
Télégestion : SOFREL S 530 GSM	1	2021	12	2033	1900	1	1 900 €		
Pompe 1 : Flygt 8 m3/h 14.72 mCE	1	2021	20	2041	1250				
Pompe 2 : Flygt 8 m3/h 14.72 mCE	1	2021	20	2041	1250				
Colonne montante : Inox DN 50	2	2021	25	2046	500				
Collecteur refoulement : inox DN 50	1	2021	25	2046	500				
Vidange du refoulement : Inox DN 50	1	2021	20	2041	300				
Vannes refoulement à Opercule DN 50	2	2021	20	2041	300				
Clapets à Boule DN 50	2	2021	20	2041	400				
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2021	20	2041	300				
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2021	30	2051	200				
Réservation pour potence	1	2021	40	2061	350				
alimentation AEP Avec compteur	1	2021	30	2051	1100				

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PLAN DE RENOUELEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	Valeur unitaire de remplacement (€ HT)	Renouvellement Programmé		Renouvellement Non Programmé	
						Nombre de RNVT programmés	Montant RNVT programmé (€ HT)	Risque (%)	Montant RNVT non programmé (€ HT)
PR LE TEMPLE (LAMOTHE MONTRAVEL)									
Cuve circulaire Béton Ø 1.20 H=4.80 revêtue résine	1	2012	40	2052	5000				
Chambre à vanne Béton	1	2012	40	2052	2000				
Couverture cuve : Capot alu avec Cadenas	1	2012	25	2037	500				
Couverture Chambre à vanne : Capot alu avec Cadenas	1	2012	25	2037	500				
Guidage pompes : Barres inox	4	2012	25	2037	750				
Chaînes de levage - boulonnerie : inox	2	2012	25	2037	200				
Barraudage anti-chute	1	2012	25	2037	1250				
Armoire de commande	1	2012	20	2032	4500			20%	900 €
Automatisme alternance pompes	1	2012	10	2022	200	1	200 €		
Poires de niveau	3	2012	12	2024	125	3	375 €		
Sonde de niveau : Sonde Water Pilot FMX 167	1	2012	12	2024	600	1	600 €		
Télégestion : SOFREL S 550	1	2012	12	2024	1900	1	1 900 €		
Pompe 1 : Flygt 3068-180 13.0 m3/h 8.0 mCE 1.5 Kw 1370 t/mn	1	2012	20	2032	760			40%	304 €
Pompe 2 : Flygt 3068-180 13.0 m3/h 8.0 mCE 1.5 Kw 1370 t/mn	1	2012	20	2032	760			40%	304 €
Agitateur : Flygt	1	2012	20	2032	1100			40%	440 €
Colonne montante : PVC DN 65	2	2012	20	2032	500	2	1 000 €		
Collecteur refoulement : PVC DN 65	1	2012	20	2032	500	1	500 €		
Vidange du refoulement : PVC DN 50	1	2012	20	2032	500	1	500 €		
Vannes refoulement à opercule DN 65	2	2012	20	2032	350	2	700 €		
Clapets à boule DN 65	2	2012	20	2032	350	2	700 €		
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2012	20	2032	300	1	300 €		
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2012	30	2042	200				
Pied de potence	1	2012	40	2052	350				
alimentation AEP avec compteur	1	2012	30	2042	1100				

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PLAN DE RENOUELEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	Valeur unitaire de remplacement (€ HT)	Renouvellement Programmé		Renouvellement Non Programmé	
						Nombre de RNVT programmés	Montant RNVT programmé (€ HT)	Risque (%)	Montant RNVT non programmé (€ HT)
PR LES ETANGS (LAMOTHE MONTRAVEL)									
Cuve circulaire Béton Ø 1.60 H=2.50 revêtue résine	1	2012	40	2052	5000				
Chambre à vanne Béton	1	2012	40	2052	2000				
Couverture cuve : Capot alu avec Cadenas	1	2012	25	2037	500				
Couverture Chambre à vanne : Capot alu avec Cadenas	1	2013	25	2038	500				
Guidage pompes : Barres inox	4	2012	25	2037	750				
Chaînes de levage - boulonnerie : inox	2	2012	25	2037	200				
Barraudage anti-chute	1	2012	25	2037	1250				
Armoire de commande	1	2012	20	2032	4500			20%	900 €
Automatisme alternance pompes	1	2012	10	2022	200	1	200 €		
Poires de niveau	3	2012	12	2024	125	3	375 €		
Sonde de niveau : Sonde Water Pilot FMX 168	1	2012	12	2024	600	1	600 €		
Télégestion : SOFREL S 530	1	2012	12	2024	1900	1	1 900 €		
Pompe 1 : Flygt 3085-160 20.0 m3/h 20 mCE 2.4 Kw 2840 t/mn	1	2020	20	2040	960				
Pompe 2 : Flygt 3085-160 20.0 m3/h 20 mCE 2.4 Kw 2840 t/mn	1	2012	20	2032	960			40%	384 €
Agitateur : Vanne de brassage	1	2012	20	2032	1100			40%	440 €
Colonne montante : PVC DN 110	2	2012	20	2032	550	2	1 100 €		
Collecteur refoulement : PVC DN 110	1	2012	20	2032	550	1	550 €		
Vidange du refoulement : PVC DN 110	1	2012	20	2032	550	1	550 €		
Vannes refoulement à opercule DN 100	2	2012	20	2032	500	2	1 000 €		
Clapets à boule DN 100	2	2012	20	2032	500	2	1 000 €		
Vanne vidange refoulement DN 110	1	2012	20	2032	500	1	500 €		
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2012	30	2042	200				
Pied de potence	1	2012	40	2052	350				
alimentation AEP avec compteur	1	2012	30	2042	1100				

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PLAN DE RENOUVELLEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	Valeur unitaire de remplacement (€ HT)	Renouvellement Programmé		Renouvellement Non Programmé	
						Nombre de RNVT programmés	Montant RNVT programmé (€ HT)	Risque (%)	Montant RNVT non programmé (€ HT)
PR LES QUAIS (LAMOthe MONTRAVEL)									
Cuve circulaire Béton Ø 1.20 H=2.30 revêtue résine	1	2012	40	2052	5000				
Chambre à vanne Béton	1	2012	40	2052	2000				
Couverture cuve : Fonte triangulaire avec Clef	2	2012	25	2037	750				
Couverture Chambre à vanne : Fonte triangulaire avec Clef	1	2012	25	2037	750				
Guidage pompes : Barres inox	4	2012	25	2037	750				
Chaînes de levage - boulonnerie : inox	2	2012	25	2037	200				
Barraudage anti-chute	1	2012	25	2037	1250				
Armoire de commande	1	2012	20	2032	4500			20%	900 €
Automatisme alternance pompes	1	2012	10	2022	200	1	200 €		
Poires de niveau	3	2012	12	2024	125	3	375 €		
Sonde de niveau : Piezo	1	2012	12	2024	600	1	600 €		
Télégestion : SOFREL S 550	1	2012	12	2024	1900	1	1 900 €		
Pompe 1 : Flygt 10.5 m3/h 17.6 mCE	1	2012	20	2032	1800			40%	720 €
Pompe 2 : Flygt 10.5 m3/h 17.6 mCE	1	2012	20	2032	1800			40%	720 €
Agitateur : Flygt	1	2012	12	2024	1100				
Colonne montante : PVC DN 65	2	2012	20	2032	500	1	500 €		
Collecteur refoulement : PVC DN 65	1	2012	20	2032	500	1	500 €		
Vidange du refoulement : PVC DN 50	1	2012	20	2032	500	1	500 €		
Vannes refoulement à opercule DN 65	2	2012	20	2032	350	1	350 €		
Clapets à boule DN 65	2	2012	20	2032	350	1	350 €		
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2012	20	2032	300	1	300 €		
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2012	30	2042	200				
Pied de potence	1	2012	40	2052	350				
alimentation AEP Bouche de lavage	1	2012	30	2042	1100				

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PLAN DE RENOUVELLEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	Valeur unitaire de remplacement (€ HT)	Renouvellement Programmé		Renouvellement Non Programmé	
						Nombre de RNVT programmés	Montant RNVT programmé (€ HT)	Risque (%)	Montant RNVT non programmé (€ HT)
PR LITOUT SUD (MINZAC)									
Cuve circulaire Béton Ø 1.00 revêtue résine	1	2013	40	2053	5000				
Chambre à vanne Béton	1	2013	40	2053	2000				
Couverture cuve : Fonte triangulaire avec Clef	2	2013	25	2038	750				
Couverture Chambre à vanne : Fonte triangulaire avec Clef	1	2013	25	2038	750				
Guidage pompes : Barres inox	4	2013	25	2038	750				
Chaînes de levage - boulonnerie : inox	2	2013	25	2038	200				
Barraudage anti-chute	1	2013	25	2038	1250				
Zchelle chambre à vanne	1	2013	25	2038	500				
Armoire de commande	1	2013	20	2033	4500			20%	900 €
Automatisme alternance pompes	1	2013	10	2023	200	1	200 €		
Poires de niveau	3	2013	12	2025	125	3	375 €		
Sonde de niveau : Piezo	1	2013	12	2025	600	1	600 €		
Télégestion : SOFREL S 530	1	2013	12	2025	1900	1	1 900 €		
Pompe 1 : Flygt 3057-181	1	2013	20	2033	1200			40%	480 €
Pompe 2 : Flygt 3045-181	1	2013	20	2033	1200			40%	480 €
Brassage	1	2013	20	2033	1100			40%	440 €
Colonne montante : INOX DN 65	2	2013	25	2038	500				
Collecteur refoulement : INOX DN 65	1	2013	25	2038	500				
Vidange du refoulement : INOX DN 50	1	2013	25	2038	300				
Vannes refoulement à opercule DN 65	2	2013	20	2033	500	2	1 000 €		
Clapets à boule DN 65	2	2013	20	2033	500	2	1 000 €		
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2013	20	2033	500	1	500 €		
Réservation potence	1	2013	40	2053	350				
alimentation AEP avec compteur					1100				

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



**SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PLAN DE RENOUVELLEMENT**

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	Valeur unitaire de remplacement (€ HT)	Renouvellement Programmé		Renouvellement Non Programmé	
						Nombre de RNVT programmés	Montant RNVT programmé (€ HT)	Risque (%)	Montant RNVT non programmé (€ HT)
PR BRUNET (MONTAZEAU)									
Clôture Panneaux rigides H = 2.00	1	2015	40	2055					
Portillon	1	2015	40	2055	750				
Cuve circulaire Béton Ø 1.60 H=2.90 revêtue résine	1	2015	40	2055	5000				
Chambre à vanne Béton	1	2015	40	2055	2000				
Couverture cuve : Capot alu avec Cadenas	1	2015	25	2040	500				
Couverture Chambre à vanne : Capot alu avec Cadenas	1	2015	25	2040	500				
Guidage pompes : Barres inox	4	2015	25	2040	750				
Chaînes de levage - boulonnerie : inox	2	2015	25	2040	200				
Barraudage anti-chute	1	2015	25	2040	1250				
Echelle chambre à vanne	1	2015	25	2040	500				
Panier dégrilleur inox	1	2015	25	2040	500				
Débitmètre SIEMENS DN 80	1	2015	12	2027	2400	1	2 400 €		
Armoire de commande	1	2015	20	2035	4500				
Automatisme alternance pompes	1	2015	10	2025	200	1	200 €		
Poires de niveau	3	2015	12	2027	125	3	375 €		
Sonde de niveau : Piezo	1	2015	12	2027	600	1	600 €		
Télégestion : SOFREL S 530 GSM	1	2015	12	2027	1900	1	1 900 €		
Pompe 1 : Flygt 3068-180 10.0 m3/h 17.0 mCE 2.4 Kw 2780 t/mn	1	2015	20	2035	1250				
Pompe 2 : Flygt 3068-180 10.0 m3/h 17.0 mCE	1	2015	20	2035	1250				
Agitateur : OUI	1	2015	20	2035	1100				
Colonne montante : INOX DN 80	2	2015	25	2040	500				
Collecteur refoulement : INOX DN 80	1	2015	25	2040	500				
Vidange du refoulement : INOX DN 50	1	2015	25	2040	300				
Vannes refoulement à opercule DN 80	2	2015	20	2035	380				
Clapets à boule DN 80	2	2015	20	2035	350				
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2015	20	2035	500				
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2015	30	2045	200				
Réservation potence	1	2015	40	2055	350				

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PLAN DE RENOUVELLEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	Valeur unitaire de remplacement (€ HT)	Renouvellement Programmé		Renouvellement Non Programmé	
						Nombre de RNVT programmés	Montant RNVT programmé (€ HT)	Risque (%)	Montant RNVT non programmé (€ HT)
PR BOIS DE BRUNET (MONTAZEAU)									
Clôture Panneaux rigides H = 2.00	1	2015	40	2055					
Portillon	1	2015	40	2055	750				
Cuve circulaire Béton Ø 1.60 H=3.70 revêtue résine	1	2015	40	2055	5000				
Chambre à vanne Béton	1	2015	40	2055	2000				
Couverture cuve : Capot alu avec Cadenas	1	2015	25	2040	500				
Couverture Chambre à vanne : Capot alu avec Cadenas	1	2015	25	2040	500				
Guidage pompes : Barres inox	4	2015	25	2040	750				
Chaînes de levage - boulonnerie : inox	2	2015	25	2040	200				
Barraudage anti-chute	1	2015	25	2040	1250				
Echelle chambre à vanne	1	2015	25	2040	500				
Panier dégrilleur inox	1	2015	25	2040	500				
Armoire de commande	1	2015	20	2035	4500				
Automatisme alternance pompes	1	2015	10	2025	200	1	200 €		
Poires de niveau	3	2015	12	2027	125	3	375 €		
Sonde de niveau : Piezo	1	2015	12	2027	600	1	600 €		
Télégestion : SOFREL S 530 GSM	1	2015	12	2027	1900	1	1 900 €		
Pompe 1 : Flygt 3068-180 8.5 m3/h 17.0 mCE 2.4 Kw 2780 t/mn	1	2018	20	2038	1250				
Pompe 2 : Flygt 3068-180 8.5 m3/h 17.0 mCE 2.4 Kw 2780 t/mn	1	2018	20	2038	1250				
Agitateur : OUI	1	2015	20	2035	1100				
Colonne montante : INOX DN 80	2	2015	25	2040	500				
Collecteur refoulement : INOX DN 80	1	2015	25	2040	500				
Vidange du refoulement : INOX DN 50	1	2015	20	2035	300				
Vannes refoulement à opercule DN 80	2	2015	20	2035	380				
Clapets à boule DN 80	2	2015	20	2035	350				
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2015	20	2035	500				
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2015	30	2045	200				
Réservation potence	1	2015	40	2055	350				

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PLAN DE RENOUVELLEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	Valeur unitaire de remplacement (€ HT)	Renouvellement Programmé		Renouvellement Non Programmé	
						Nombre de RNVT programmés	Montant RNVT programmé (€ HT)	Risque (%)	Montant RNVT non programmé (€ HT)
PR FONT DU PARC EST (MONTAZEAU)									
Clôture Panneaux rigides H = 2.00	1	2015	40	2055					
Portillon	1	2015	40	2055	750				
Cuve circulaire Béton Ø 1.60 H=2.85 revêtue résine	1	2015	40	2055	5000				
Chambre à vanne Béton	1	2015	40	2055	2000				
Couverture cuve : Capot alu avec Cadenas	1	2015	25	2040	500				
Couverture Chambre à vanne : Capot alu avec Cadenas	1	2015	25	2040	500				
Guidage pompes : Barres inox	4	2015	25	2040	750				
Chaînes de levage - boulonnerie : inox	2	2015	25	2040	200				
Barraudage anti-chute	1	2015	25	2040	1250				
Echelle chambre à vanne	1	2015	25	2040	500				
Armoire de commande	1	2015	20	2035	4500				
Automatisme alternance pompes	1	2015	10	2025	200	1	200 €		
Poires de niveau	3	2015	12	2027	125	3	375 €		
Sonde de niveau : Piezo	1	2015	12	2027	600	1	600 €		
Télégestion : SOFREL S 530 GSM	1	2015	12	2027	1900	1	1 900 €		
Pompe 1 : Flygt 3068-180 10.2 m3/h 9.0 mCE 2.4 Kw 2780 t/mn	1	2015	20	2035	1250				
Pompe 2 : Flygt 3068-180 10.3 m3/h 9.0 mCE 2.4 Kw 2780 t/mn	1	2015	20	2035	1250				
Agitateur : B.M. TBS 1002	1	2015	20	2035	1100				
Colonne montante : INOX DN 60	2	2015	25	2040	500				
Collecteur refoulement : INOX DN 60	1	2015	25	2040	500				
Vidange du refoulement : INOX DN 50	1	2015	20	2035	300				
Vannes refoulement à opercule DN 60	2	2015	20	2035	320				
Clapets à boule DN 60	2	2015	20	2035	400				
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2015	20	2035	500				
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2015	30	2045	200				
Réservation potence	1	2015	40	2055	350				
alimentation AEP Bouche de lavage	1	2015	30	2045	1100				

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



**SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PLAN DE RENOUVELLEMENT**

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	Valeur unitaire de remplacement (€ HT)	Renouvellement Programmé		Renouvellement Non Programmé	
						Nombre de RNVT programmés	Montant RNVT programmé (€ HT)	Risque (%)	Montant RNVT non programmé (€ HT)
PR FONT DU PARC OUEST (MONTAZEAU)									
Cuve circulaire Béton Ø 1.60 H=2.50 revêtue résine	1	2015	40	2055	5000				
Chambre à vanne Béton	1	2015	40	2055	2000				
Couverture cuve : Fonte Ø 600	2	2015	40	2055	750				
Couverture chambre à vanne : Fonte Ø 600	1	2015	40	2055	750				
Guidage pompes : Barres inox	4	2015	25	2040	750				
Chaînes de levage - boulonnerie : inox	2	2015	25	2040	200				
Barraudage anti-chute	1	2015	25	2040	1250				
Echelle chambre à vanne	1	2015	25	2040	500				
Armoire de commande	1	2015	20	2035	4500				
Automatisme alternance pompes	1	2015	10	2025	200	1	200 €		
Poires de niveau	3	2015	12	2027	125	3	375 €		
Sonde de niveau : Piezo	1	2015	12	2027	600	1	600 €		
Télégestion : SOFREL S 530 GSM	1	2015	12	2027	1900	1	1 900 €		
Pompe 1 : Flygt 3068-180 12.3 m3/h 11.4 mCE 2.4 Kw 2780 t/mn	1	2015	20	2035	1250				
Pompe 2 : Flygt 3068-180 12.6 m3/h 11.4 mCE 2.4 Kw 2780 t/mn	1	2015	20	2035	1250				
Agitateur : OUI	1	2015	12	2027	1100				
Colonne montante : INOX DN 65	2	2015	25	2040	500				
Collecteur refoulement : INOX DN 65	1	2015	25	2040	500				
Vidange du refoulement : INOX DN 50	1	2015	20	2035	300				
Vannes refoulement à opercule DN 65	2	2015	20	2035	350				
Clapets à boule DN 65	2	2015	20	2035	500				
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2015	20	2035	500				
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2015	30	2045	200				
Réservation potence	1	2015	40	2055	350				
alimentation AEP Bouche de lavage	1	2015	30	2045	1100				

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE



**SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PLAN DE RENOUVELLEMENT**

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	Valeur unitaire de remplacement (€ HT)	Renouvellement Programmé		Renouvellement Non Programmé	
						Nombre de RNVT programmés	Montant RNVT programmé (€ HT)	Risque (%)	Montant RNVT non programmé (€ HT)
PR FAYETTE (MONTAZEAU)									
Clôture Panneaux rigides H = 2.00	1	2021	40	2061					
Portillon	1	2021	40	2061	750				
Cuve circulaire Béton Ø 1.20 H=3.10 m revêtu anti H2S	1	2021	40	2061	5000				
Chambre à vanne Béton	1	2021	40	2061	2000				
Couverture cuve : Capot alu avec Cadenas	1	2021	25	2046	500				
Couverture Chambre à vanne : Capot alu avec Cadenas	1	2021	25	2046	500				
Guidage pompes : Barres inox	4	2021	25	2046	750				
Chaînes de levage - boulonnerie : Inox	2	2021	25	2046	200				
Barraudage anti-chute	1	2021	25	2046	1250				
Echelle chambre à vanne	1	2021	25	2046	500				
Ballon anti-bélier MASSAL 100 l	1	2021	20	2041	3000				
Armoire de commande	1	2021	12	2033	4500			20%	900 €
Automatisme alternance pompes	1	2021	10	2031	200	1	200 €		
Poires de niveau	2	2021	12	2033	125	2	250 €		
Sonde de niveau : Piezo Endress Hauser FMX 67	1	2021	12	2033	600	1	600 €		
Télégestion : SOFREL S 530 GSM	1	2021	12	2033	1900	1	1 900 €		
Pompe 1 : Flygt MP 3090 HT 8.16 m3/h 39.1 mCE 4.3 Kw 2845 tr/mn	1	2021	20	2041	1250				
Pompe 2 : Flygt MP 3090 HT 8.16 m3/h 39.1 mCE 4.3 Kw 2845 tr/mn	1	2021	20	2041	1250				
Colonne montante : Inox DN 50	2	2021	25	2046	500				
Collecteur refoulement : inox DN 50	1	2021	25	2046	500				
Vidange du refoulement : Inox DN 50	1	2021	20	2041	300				
Vannes refoulement à Opercule DN 50	2	2021	20	2041	300				
Clapets à Boule DN 50	2	2021	20	2041	400				
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2021	20	2041	500				
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2021	30	2051	200				
Réservation pour potence	1	2021	40	2061	350				
alimentation AEP Avec compteur	1	2021	30	2051	1100				

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



**SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PLAN DE RENOUVELLEMENT**

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	Valeur unitaire de remplacement (€ HT)	Renouvellement Programmé		Renouvellement Non Programmé	
						Nombre de RNVT programmés	Montant RNVT programmé (€ HT)	Risque (%)	Montant RNVT non programmé (€ HT)
PR LA BRUNE (MONTCARET)									
Clôture Panneaux rigides H = 2.00	1	2014	40	2054					
Portillon	1	2014	40	2054	750				
Cuve circulaire Béton Ø 1.20 H=3.50 revêtue résine	1	2014	40	2054	5000				
Chambre à vanne Béton	1	2014	40	2054	2000				
Couverture cuve : Fonte Ø 600	2	2014	40	2054	750				
Couverture chambre à vanne : Fonte Ø 600	1	2017	40	2057	750				
Guidage pompes : Barres inox	4	2014	25	2039	750				
Chaînes de levage - boulonnerie : inox	2	2014	25	2039	200				
Barraudage anti-chute	1	2014	25	2039	1250				
Echelle chambre à vanne	1	2014	25	2039	500				
Panier dégrilleur inox	1	2014	25	2039	500				
Armoire de commande	1	2014	20	2034	4500				
Automatisme alternance pompes	1	2014	10	2024	200	1	200 €		
Poires de niveau	3	2014	12	2026	125	3	375 €		
Sonde de niveau : Piezo	1	2014	12	2026	600	1	600 €		
Télégestion : SOFREL S 530	1	2014	12	2026	1900	1	1 900 €		
Pompe 1 : Flygt 3057-181 8.8 m3/h 10.7 mCE 1.7 Kw 2700 t/mn	1	2014	20	2034	1250				
Pompe 2 : Flygt 3057-181 8.8 m3/h 10.7 mCE 1.7 Kw 2700 t/mn	1	2014	20	2034	1250				
Agitateur : OUI	1	2014	20	2034	1100				
Colonne montante : INOX DN 60	2	2014	25	2039	500				
Collecteur refoulement : INOX DN 60	1	2014	25	2039	500				
Vidange du refoulement : INOX DN 50	1	2014	20	2034	300				
Vannes refoulement à opercule DN 65	2	2014	20	2034	350				
Clapets à boule DN 65	2	2014	20	2034	500				
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2014	20	2034	500				
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2014	30	2044	200				
Réservation potence	1	2014	40	2054	350				
alimentation AEP Bouche de lavage	1	2014	30	2044	1100				

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PLAN DE RENOUVELLEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	Valeur unitaire de remplacement (€ HT)	Renouvellement Programmé		Renouvellement Non Programmé	
						Nombre de RNVT programmés	Montant RNVT programmé (€ HT)	Risque (%)	Montant RNVT non programmé (€ HT)
PR ROUTE DES FOSSES (MONTCARET)									
Clôture Panneaux rigides H = 2.00	1	2020	40	2060					
Portillon	1	2020	40	2060	750				
Cuve circulaire Béton Ø 1.20 H=3.60 revêtue résine	1	2020	40	2060	5000				
Chambre à vanne Béton	1	2020	40	2060	2000				
Couverture cuve : Capot alu avec Cadenas	1	2020	25	2045	500				
Couverture Chambre à vanne : Capot alu avec Cadenas	1	2020	25	2045	500				
Guidage pompes : Barres inox	4	2020	25	2045	750				
Chaînes de levage - boulonnerie : inox	2	2020	25	2045	200				
Barraudage anti-chute	1	2020	25	2045	1250				
Débitmètre SIEMENS MAG 5100	1	2020	15	2035	2800				
Armoire de commande	1	2020	20	2040	4500				
Automatisme alternance pompes	1	2020	10	2030	200	1	200 €		
Poires de niveau	2	2020	12	2032	125	2	250 €		
Sonde de niveau : Piezo Siemens SITRANS LH100	1	2020	12	2032	600	1	600 €		
Télégestion : SOFREL S 530 GSM	1	2020	12	2032	1900	1	1 900 €		
Pompe 1 : Xylem DP 3069 LT3 9.86 m3/h 8.22 mCE 2.0 Kw 1355 t/mn	1	2020	20	2040	1250				
Pompe 2 : Xylem DP 3069 LT3 9.86 m3/h 8.22 mCE 2.0 Kw 1355 t/mn	1	2020	20	2040	1250				
Colonne montante : INOX DN 50	2	2020	25	2045	500				
Collecteur refoulement : INOX DN 50	1	2020	25	2045	500				
Vidange du refoulement : INOX DN 50	1	2020	20	2040	300				
Vannes refoulement à opercule DN 50	2	2020	20	2040	300				
Clapets à boule DN 50	2	2020	20	2040	400				
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2020	20	2040	500				
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2020	30	2050	200				
Potence	1	2020	40	2060	350				
alimentation AEP avec compteur	1	2020	30	2050	1100				

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PLAN DE RENOUELEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	Valeur unitaire de remplacement (€ HT)	Renouvellement Programmé		Renouvellement Non Programmé	
						Nombre de RNVT programmés	Montant RNVT programmé (€ HT)	Risque (%)	Montant RNVT non programmé (€ HT)
PR GRAND GOURDON (MONTCARET)									
Clôture Panneaux rigides H = 2.00	1	2020	40	2060					
Portillon	1	2020	40	2060	750				
Cuve circulaire Béton Ø 1.20 H=3.55 revêtue résine	1	2020	40	2060	5000				
Chambre à vanne Béton	1	2020	40	2060	2000				
Couverture cuve : Capot alu avec Cadenas	1	2020	25	2045	500				
Couverture Chambre à vanne : Capot alu avec Cadenas	1	2020	25	2045	500				
Guidage pompes : Barres inox	4	2020	25	2045	750				
Chaînes de levage - boulonnerie : inox	2	2020	25	2045	200				
Barraudage anti-chute	1	2020	25	2045	1250				
Panier dégrilleur inox	1	2020	25	2045	500				
Débitmètre SIEMENS MAG 5100	1	2020	15	2035	2400				
Armoire de commande	1	2020	20	2040	4500				
Automatisme alternance pompes	1	2020	10	2030	200	1	200 €		
Poires de niveau	2	2020	12	2032	125	2	250 €		
Sonde de niveau : Piezo Siemens SITRANS LH100	1	2020	12	2032	600	1	600 €		
Télégestion : SOFREL S 530 GSM	1	2020	12	2032	1900	1	1 900 €		
Pompe 1 : Xylem NP 3069 NH3 9.16 m3/h 22.9 mCE 2.4 Kw 2775 t/mn	1	2020	20	2040	1250				
Pompe 2 : Xylem NP 3069 NH3 9.16 m3/h 22.9 mCE 2.4 Kw 2775 t/mn	1	2020	20	2040	1250				
Colonne montante : INOX DN 50	2	2020	25	2045	500				
Collecteur refoulement : INOX DN 50	1	2020	25	2045	500				
Vidange du refoulement : INOX DN 50	1	2020	25	2045	300				
Vannes refoulement à opercule DN 50	2	2020	20	2040	300				
Clapets à boule DN 50	2	2020	20	2040	400				
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2020	20	2040	500				
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2020	30	2050	200				
Potence	1	2020	40	2060	350				
alimentation AEP avec compteur	1	2020	30	2050	1100				

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PLAN DE RENOUVELLEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	Valeur unitaire de remplacement (€ HT)	Renouvellement Programmé		Renouvellement Non Programmé	
						Nombre de RNVT programmés	Montant RNVT programmé (€ HT)	Risque (%)	Montant RNVT non programmé (€ HT)
PR DES NOVETTES (SAINT ANTOINE DE BREUILH)									
Clôture Panneaux rigides H = 2.00	1	2000	40	2040					
Portail	1	2000	40	2040	3500				
Cuve circulaire Béton	1	2000	40	2040	5000				
Cuve circulaire Béton	1	2000	40	2040	5000				
Couverture cuve : Galva avec Cadenas	2	2000	25	2025	1000	1	1 000 €		
Couverture Chambre à vanne : Fonte Ø 600	1	2000	40	2040	750				
Guidage pompes : Barres inox	4	2000	25	2025	750	4	3 000 €		
Chaînes de levage - boulonnerie : Inox	2	2000	25	2025	200	2	400 €		
Barraudage anti-chute	1	2000	25	2025	1250	1	1 250 €		
Armoire de commande	1	2000	20	2023	4500	1	4 500 €		
Automate MODICOM TSX	1	2000	10	2023	2000	1	2 000 €		
Poires de niveau	2	2000	12	2023	125	2	250 €		
Sonde de niveau : Sonde ultrason Endress Hauser 0-4m	1	2016	12	2028	1000	1	1 000 €		
Télégestion : SOFREL S50	1	2012	12	2024	1900	1	1 900 €		
Pompe 1 : Flygt CP 3085 MT 182 12.0 m3/h 10 mCE 2.0 Kw	1	2000	20	2022	960	1	960 €		
Pompe 2 : Flygt CP 3085 MT 182 12.0 m3/h 10 mCE 2.0 Kw	1	2000	20	2022	960	1	960 €		
Colonne montante : PVC DN 90	2	2000	25	2025	500	2	1 000 €		
Collecteur refoulement : PVC DN 90	1	2000	25	2025	500	1	500 €		
Vidange du refoulement : PVC DN 50	1	2000	20	2023	300	1	300 €		
Vannes refoulement à Opercule DN 80	2	2000	20	2023	320	2	640 €		
Clapets à Boule DN 80	2	2000	20	2023	320	2	640 €		
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2000	20	2023	300	1	300 €		
Réservation pour potence	1	2000	40	2040	350				

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE



**SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PLAN DE RENOUELEMENT**

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	Valeur unitaire de remplacement (€ HT)	Renouvellement Programmé		Renouvellement Non Programmé	
						Nombre de RNVT programmés	Montant RNVT programmé (€ HT)	Risque (%)	Montant RNVT non programmé (€ HT)
PR ST AULAYE 1 (Route de Lagarde) (SAINT ANTOINE DE BREUILH)									
Poste revêtement polyester armé de fibre de verre, béton armé monobloc PAJOT Ø 1;600 m x 2.65 m	1	2011	40	2051					
Chambre à vanne 1.20x1.20x1.20m	1	2011	40	2051	2000				
Muret technique pour intégration Armoire de commande	1	2011	40	2051					
socle béton armé (surélévation Armoire de commande) H=1.50m, Bardage bois	1	2011	40	2051					
Trappe fonte 400kN, articulée et verrouillable	2	2011	40	2051	2000				
Grilles anti chute Inox 316L	1	2011	25	2036	1000				
Escalier caillebotis polyester	1	2011	40	2051	1500				
Passerelle accès poltester	1	2011	40	2051	1200				
Garde corps	1	2011	25	2036	1000				
Chaînes, manilles, crochetes et visserie inox 316L		2011	25	2036	200				
Barres de guidages Inox 316L	2	2011	25	2036	750				
Support de potence, potence, Palan	1	2011	40	2051	350				
Socle aluminium ou béton (armoire de commande et de puissance)	1	2011	40	2051					
Rampe de lavage du poste	1	2011	25	2036					
clôture 2.00m	1	2011	40	2051					
Dispositif injection eau claire	1	2011	30	2041					
Canalisation (injection eau potable) avec disconnecteur anti pollution	1	2011	25	2036	2000				
Canalisation de vidange du refoulement DN 50mm	1	2011	25	2036	300				
Colonne de refoulement DN 65 Inox 316L	1	2011	25	2036	500				
Réservoir anti béliet CHARLATTE	1	2011	25	2036	3000				
Armoire de commande et de puissance avec coffret étanche (IP557) 1000x800x400 polyester	1	2011	20	2031	5500			30%	1 650 €
Sonde ultrasonique ENDRESS et HAUSER	1	2011	12	2023	1000	1	1 000 €		
Régulateur de niveau en secours	2	2011	12	2023	125	2	250 €		
SOFREL S 550	1	2011	12	2023	1900	1	1 900 €		
Pompes de refoulement KSB AMAREX NF 65-220/024ULG185, roue vortex, 1450 tr/min, 9.87m3/h, HMT = 8.30 mCE, 1.8kW	2	2011	20	2031	2600			40%	1 040 €
Electrovanne (protection anti H2S) asservie à un programmeur	1	2011	10	2022	500	1	500 €		
Colonnes montantes Inox 316L DN 65mm (poste)	2	2011	25	2036	500				
Collecteur de refoulement Inox 316L avec piquage DN 65mm	1	2011	25	2036	500				
Raccords à brides DN 65mm (chambre à vanne)	2	2011	25	2036	400				
Clapets de retenue à boule BAYARD DN 65mm	2	2011	20	2031	320	2	640 €		
Vannes d'isolement à opercule BAYARD DN 65mm	2	2011	20	2031	320	2	640 €		
Vidange de la chambre à vanne avec vanne DN 50mm	1	2011	30	2041	300				
Vidange du refoulement avec vanne DN 50mm	1	2011	20	2031	300	1	300 €		
Bouche de lavage incongelable avec tuyau souple pour nettoyage	1	2011	20	2031	1000	1	1 000 €		

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PLAN DE RENOUVELLEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	Valeur unitaire de remplacement (€ HT)	Renouvellement Programmé		Renouvellement Non Programmé	
						Nombre de RNVT programmés	Montant RNVT programmé (€ HT)	Risque (%)	Montant RNVT non programmé (€ HT)
PR ST AULAYE 2 (Rue Théophile Cart) (SAINT ANTOINE DE BREUILH)									
Poste béton armé PAJOT Ø1.6m H = 3.60	1	2011	40	2051					
Chambre à vanne 1.20x1.20x1.20m	1	2011	40	2051	2000				
Muret technique pour intégration Armoire de commande	1	2011	40	2051					
socle béton armé (surélévation Armoire de commande) H=1.50m, Bardage bois	1	2011	40	2051					
Cuve de 5m3 (Nutriox) DN 1750mm hauteur 2250mm	1	2011	40	2051	5000				
Dalle en béton armé supportant un cuve pleine de produit de densité 1.5 (Nutriox)	1	2011	40	2051					
Trou d'homme	1	2011	40	2051					
Trappe aluminium au dessus des pompes 1000x600 articulée et verrouillable	1	2011	25	2036	2000				
Trappe aluminium sur la chambre à vanne 600x600 articulée et verrouillable	1	2011	25	2036	1200				
Grille anti chute Inox 316L	1	2011	25	2036	1000				
Escalier caillebotis polyester	1	2011	40	2051	1500				
Passerelle accès polyester	1	2011	40	2051	1200				
Garde corps	1	2011	25	2036	2000				
Chaînes, manilles, crochetes et visserie inox 316L		2011	25	2036	200				
Barres de guidages DN 33.7 Inox 316L	2	2011	25	2036	750				
Support de potence, potence, Palan	1	2011	40	2051	350				
Rampe de lavage du poste	1	2011	25	2036					
clôture H = 2.00m	1	2011	40	2051					
Douche / rince œil (Nutriox)	1	2011	25	2036	900				
Support de pompe dosage PEHD	1	2011	25	2036					
Fourreau DN 80mm	6	2011	30	2041	200				
Tube de remplissage complet (raccord pompier alu) D 50 Raccord DN 80 BSP (Nutriox)	1	2011	20	2031	600	1	600 €		
Piquage injecté à bride PN 10 DN 50 PE (Nutriox)	1	2011	20	2031	500	1	500 €		
Soupape de retenue pompe dosage b3 bars PVC (Nutriox)	1	2011	20	2031	1000	1	1 000 €		
Réservoir anti béliet HYDROCHOC à vessie, 50 litres, sortie à bride DN65 PN10	1	2011	25	2036	3000				
Démarrateurs/ralentisseurs des pompes DANFOSS	2	2011	15	2026	1500	2	3 000 €		
Armoire de commande et de puissance avec coffret étanche (IP557) 1000x800x400 polyester	1	2011	20	2031	6000			40%	2 400 €
Coffret pompe dosage (Nutriox)	1	2011	20	2031	500	1	500 €		
Coffret de commande LIDA (Nutriox)	1	2011	20	2031	500	1	500 €		
Colonnes montantes Inox 316L DN 65mm	2	2011	25	2036	500				
Sonde ultrasonique ENDRESS+HAUSER	1	2011	25	2036	100				
Régulateur de niveau en secours	2	2011	12	2023	125	2	250 €		
SOFREEL S 55034197-20211129-DE_2021_083-DE	1	2011	12	2023	1900	1	1 900 €		
Contacteurs électromagnétiques à mémoires pour tube PVC D 40mm (Nutriox)	1	2011	12	2023	850	1	850 €		

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PLAN DE RENOUELEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	Valeur unitaire de remplacement (€ HT)	Renouvellement Programmé		Renouvellement Non Programmé	
						Nombre de RNVT programmés	Montant RNVT programmé (€ HT)	Risque (%)	Montant RNVT non programmé (€ HT)
Niveau à flotteur magnétique (Nutriox)	1	2011	12	2023	850	1	850 €		
Sonde de température (Nutriox)Pt 100 inox avec câble blindé (3 fils) lestée à un câble inox	1	2011	12	2023	1500	1	1 500 €		
Sonde piezométrique (Nutriox)	1	2011	12	2023	600	1	600 €		
pompes de refoulement Flygt MP 3127.170 HT, roue DILACERATRICE, 2875 tr/min, 10.70m3/h, HMT=57.5 mCE, 10.4 kW	2	2011	20	2031	1200	1	1 200 €		
Pompe de dosage électromagnétique (Nutriox) type ALLDOS réf DDI 222-60, max 60l/h, raccordement fluide tuyau souple semi rigide	1	2011	12	2023	1500	1	1 500 €		
Collecteur de refoulement Inox 316L avec piquage DN 65mm	1	2011	25	2036	500				
Clapets de retenue à boule BAYARD DN 65mm	2	2011	20	2031	320	2	640 €		
Vannes d'isolement à opercule BAYARD DN 65mm	2	2011	20	2031	320	2	640 €		
Vidange de la chambre à vanne avec vanne DN 50mm	1	2011	30	2041	300				
Canalisation de vidange du refoulement avec vanne DN 50mm	1	2011	30	2041	300				
Bouche de lavage incongelable avec tuyau souple pour nettoyage	1	2011	20	2031	1000	1	1 000 €		
Vanne de fond DN 50 (Nutriox)	1	2011	20	2031	500	1	500 €		
Vannes 3 voies pour pompe dosage (Nutriox)	1	2011	20	2031	500	1	500 €		
Filtres (Nutriox)	1	2011	20	2031	450	1	450 €		
Clapets anti retour (Nutriox)	1	2011	20	2031	450	1	450 €		
Cannes d'injections (Nutriox)	1	2011	15	2026	550	1	550 €		
Tuyauteries et raccords (Nutriox)	1	2011	15	2026	350	1	350 €		
Traitement Anti H2S : Nitrate de Calcium	1	2011	15	2026	750	1	750 €		

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



**SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PLAN DE RENOUELEMENT**

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	Valeur unitaire de remplacement (€ HT)	Renouvellement Programmé		Renouvellement Non Programmé	
						Nombre de RNVT programmés	Montant RNVT programmé (€ HT)	Risque (%)	Montant RNVT non programmé (€ HT)
PR LE BON DIEU (SAINT ANTOINE DE BREUILH) <i>(Construction de cours)</i>									
Clôture Panneaux rigides H = 2.00	1	2021	40	2061					
Portillon	1	2021	40	2061	750				
Cuve circulaire Béton Ø 1.20 H=2.70 m revêtu anti H2S	1	2021	40	2061	5000				
Chambre à vanne Béton	1	2021	40	2061	2000				
Couverture cuve : Capot alu avec Cadenas	1	2021	25	2046	500				
Couverture Chambre à vanne : Capot alu avec Cadenas	1	2021	25	2046	500				
Guidage pompes : Barres inox	4	2021	25	2046	750				
Chaînes de levage - boulonnerie : Inox	2	2021	25	2046	200				
Barraudage anti-chute	1	2021	25	2046	1250				
Echelle chambre à vanne	1	2021	25	2046	500				
Armoire de commande	1	2021	20	2041	4500				
Automatisme alternance pompes	1	2021	10	2031	200	1	200 €		
Poires de niveau	2	2021	12	2033	125	2	250 €		
Sonde de niveau : Piezo Endress Hauser FMX 67	1	2021	12	2033	600	1	600 €		
Télégestion : SOFREL S 530 GSM	1	2021	12	2033	1900	1	1 900 €		
Pompe 1 : Flygt DP 3045 MT 10.3 m3/h 6.01 mCE 1.2 Kw 2785 tr/mn	1	2021	20	2041	1250				
Pompe 2 : Flygt DP 3045 MT 10.3 m3/h 6.01 mCE 1.2 Kw 2785 tr/mn	1	2021	20	2041	1250				
Colonne montante : Inox DN 50	2	2021	25	2046	500				
Collecteur refoulement : inox DN 50	1	2021	25	2046	500				
Vidange du refoulement : Inox DN 50	1	2021	20	2041	300				
Vannes refoulement à Opércule DN 50	2	2021	20	2041	300				
Clapets à Boule DN 50	2	2021	20	2041	400				
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2021	20	2041	300				
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2021	30	2051	200				
Réservation pour potence	1	2021	40	2061	350				
alimentation AEP Avec compteur	1	2021	30	2051	1100				

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PLAN DE RENOUELEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	Valeur unitaire de remplacement (€ HT)	Renouvellement Programmé		Renouvellement Non Programmé	
						Nombre de RNVT programmés	Montant RNVT programmé (€ HT)	Risque (%)	Montant RNVT non programmé (€ HT)
PR BALLATS (SAINT MARTIN DE GURSON)									
Clôture Grillage simple torsion H=2.00 m	1	2004	40	2044					
Portail H=2.00 m	1	2004	40	2044	3500				
Cuve circulaire Polyester KSB Ø 1,00 m	1	2004	40	2044	5000				
Chambre à vanne Polyester	1	2004	40	2044	2000				
Couverture cuve : Fonte Ø 600	1	2004	40	2044	750				
Barraudage anti-chute					1250				
Couverture chambre à vanne : Fonte Ø 600	1	2004	40	2044	750				
Guidage pompes : Barres inox	4	2004	25	2029	750	4	3 000 €		
Chaînes de levage - boulonnerie : Inox	2	2004	25	2029	200	2	400 €		
Armoire de commande	1	2004	20	2024	4500	1	4 500 €		
Automatisme alternance pompes	1	2004	10	2024	200	1	200 €		
Poires de niveau	3	2004	12	2024	125	3	375 €		
Sonde de niveau : Sonde pression Endress Hauser	1	2004	12	2024	600	1	600 €		
Télégestion : SOFREL S 530	1	2004	12	2024	1900	1	1 900 €		
Pompe 1 : Flygt	1	2004	20	2024	760	1	760 €		
Pompe 2 : Flygt	1	2004	20	2024	760	1	760 €		
Colonne montante : PVC DN 65	2	2004	25	2029	500	1	500 €		
Collecteur refoulement : PVC DN 65	1	2004	25	2029	500	1	500 €		
Vidange du refoulement : PVC DN 50	1	2004	20	2024	300	1	300 €		
Vannes refoulement à Opercule DN 60	2	2004	20	2024	320	2	640 €		
Clapets à Boule DN 60	2	2004	20	2024	320	2	640 €		
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2004	20	2024	300	1	300 €		

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PLAN DE RENOUELEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	Valeur unitaire de remplacement (€ HT)	Renouvellement Programmé		Renouvellement Non Programmé	
						Nombre de RNVT programmés	Montant RNVT programmé (€ HT)	Risque (%)	Montant RNVT non programmé (€ HT)
PR TUILLERE (SAINT MARTIN DE GURSON)				0					
Clôture Grillage simple torsion H=1.50 m	1	2009	40	2049					
Portail H=2.00 m	1	2009	40	2049	3500				
Cuve circulaire Polyester KSB Ø 1,00 m	1	2009	40	2049	5000				
Chambre à vanne Polyester	1	2009	40	2049	2000				
Couverture cuve : Capot polyester avec Cadenas	1	2009	25	2034	500				
Couverture Chambre à vanne : Capot polyester avec Cadenas	1	2009	25	2034	500				
Guidage pompes : Barres inox	4	2009	25	2034	750				
Chaînes de levage - boulonnerie : Inox	2	2009	25	2034	200				
Barraudage anti-chute	1	2009	25	2034	1250				
Ballon anti Bélier 50 l	1	2009	25	2034	3000				
Armoire de commande	1	2009	20	2029	4500	1	4 500 €		
Automatisme alternance pompes	1	2009	10	2023	200	1	200 €		
Poires de niveau	4	2009	12	2023	125	4	500 €		
Télégestion : SOFREL S 530 GSM	1	2009	12	2023	1900	1	1 900 €		
Pompe 1 : KSB Amarex NF 50-220/042 ULG 170 10.4 m3/h 31.5 mCE 3.0 Kw 2900 t/mn	1	2009	20	2029	1700	1	1 700 €		
Pompe 2 : KSB Amarex NF 50-220/042 ULG 170 10.4 m3/h 31.5 mCE 3.0 Kw 2900 t/mn	1	2009	20	2029	1700	1	1 700 €		
Colonne montante : PVC DN 65	2	2009	25	2034	500				
Collecteur refoulement : Inox DN 65	1	2009	25	2034	500				
Vidange du refoulement : Inox DN 50	1	2009	20	2029	300	1	300 €		
Vannes refoulement à Opércule DN 60	2	2009	20	2029	320	2	640 €		
Clapets à Boule DN 60	2	2009	20	2029	320	2	640 €		
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2009	20	2029	300	1	300 €		
Compresseur BOGE	1	2009	20	2029	550	1	550 €		
Armoire compresseur Flygt	1	2009	20	2029	450	1	450 €		
alimentation AEP Avec compteur	1	2009	30	2039	1100				

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



**SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PLAN DE RENOUVELLEMENT**

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	Valeur unitaire de remplacement (€ HT)	Renouvellement Programmé		Renouvellement Non Programmé	
						Nombre de RNVT programmés	Montant RNVT programmé (€ HT)	Risque (%)	Montant RNVT non programmé (€ HT)
PR LE PRIORAT (SAINT MARTIN DE GURSON)									
Clôture Panneaux rigides H = 2.00	1	2021	40	2061					
Portillon	1	2021	40	2061	750				
Cuve circulaire Béton Ø 1.20 H=2.60 m revêtu anti H2S	1	2021	40	2061	5000				
Chambre à vanne Béton	1	2021	40	2061	2000				
Couverture cuve : Capot alu avec Cadenas	1	2021	25	2046	500				
Couverture Chambre à vanne : Capot alu avec Cadenas	1	2021	25	2046	500				
Guidage pompes : Barres inox	4	2021	25	2046	750				
Chaînes de levage - boulonnerie : Inox	2	2021	25	2046	200				
Barraudage anti-chute	1	2021	25	2046	1250				
Echelle chambre à vanne	1	2021	25	2046	500				
Armoire de commande	1	2021	20	2041	4500				
Automatisme alternance pompes	1	2021	10	2031	200	1	200 €		
Poires de niveau	2	2021	12	2033	125	2	250 €		
Sonde de niveau : Piezo Endress Hauser FMX 67	1	2021	12	2033	600	1	600 €		
Télégestion : SOFREL S 530 GSM	1	2021	12	2033	1900	1	1 900 €		
Pompe 1 : Flygt 8 m3/h 13.31 mCE	1	2021	20	2041	1250				
Pompe 2 : Flygt 8 m3/h 13.31 mCE	1	2021	20	2041	1250				
Colonne montante : Inox DN 50	2	2021	25	2046	500				
Collecteur refoulement : inox DN 50	1	2021	25	2046	500				
Vidange du refoulement : Inox DN 50	1	2021	20	2041	300				
Vannes refoulement à Opercule DN 50	2	2021	20	2041	300				
Clapets à Boule DN 50	2	2021	20	2041	400				
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2021	20	2041	300				
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2021	30	2051	200				
Réservation pour potence	1	2021	40	2061	350				
alimentation AEP Avec compteur	1	2021	30	2051	1100				

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PLAN DE RENOUVELLEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	Valeur unitaire de remplacement (€ HT)	Renouvellement Programmé		Renouvellement Non Programmé	
						Nombre de RNVT programmés	Montant RNVT programmé (€ HT)	Risque (%)	Montant RNVT non programmé (€ HT)
PR GRANGE OUEST (SAINT SEURIN DE PRATS)									
Clôture Panneaux rigides H = 2.00	1	2020	40	2060					
Portillon	1	2020	40	2060	750				
Cuve circulaire Béton Ø 1.20 H=4.30 revêtue résine	1	2020	40	2060	5000				
Chambre à vanne Béton	1	2020	40	2060	2000				
Couverture cuve : Capot alu avec Cadenas	1	2020	25	2045	500				
Couverture Chambre à vanne : Capot alu avec Cadenas	1	2020	25	2045	500				
Guidage pompes : Barres inox	4	2020	25	2045	750				
Chaînes de levage - boulonnerie : inox	2	2020	25	2045	200				
Barraudage anti-chute	1	2020	25	2045	1250				
Panier dégrilleur inox	1	2020	25	2045	500				
Armoire de commande	1	2020	20	2040	4500				
Automatisme alternance pompes	1	2020	10	2030	200	1	200 €		
Poires de niveau	2	2020	12	2032	125	2	250 €		
Sonde de niveau : Piezo Siemens SITRANS LH100	1	2020	12	2032	600	1	600 €		
Télégestion : SOFREL S 530 GSM	1	2020	12	2032	1900	1	1 900 €		
Pompe 1 : Xylem DP 3069 LT3 8.53 m3/h 6.52 mCE 1.5 Kw 1370 t/mn	1	2020	20	2040	1250				
Pompe 2 : Xylem DP 3069 LT3 8.53 m3/h 6.52 mCE 1.5 Kw 1370 t/mn	1	2020	20	2040	1250				
Colonne montante : INOX DN 65	2	2020	25	2045	500				
Collecteur refoulement : INOX DN 65	1	2020	25	2045	500				
Vidange du refoulement : INOX DN 50	1	2020	20	2040	300				
Vannes refoulement à opercule DN 65	2	2020	20	2040	350				
Clapets à boule DN 65	2	2020	20	2040	500				
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2020	20	2040	300				
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2020	30	2050	200				
Potence	1	2020	40	2060	350				
alimentation AEP avec compteur	1	2020	30	2050	1100				

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PLAN DE RENOUVELLEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	Valeur unitaire de remplacement (€ HT)	Renouvellement Programmé		Renouvellement Non Programmé	
						Nombre de RNVT programmés	Montant RNVT programmé (€ HT)	Risque (%)	Montant RNVT non programmé (€ HT)
PR GRANCE EST (SAINT SEURIN DE PRATS)									
Clôture Panneaux rigides H = 2.00	1	2020	40	2060					
Portillon	1	2020	40	2060	750				
Cuve circulaire Béton Ø 1.20 H=3.30 revêtue résine	1	2020	40	2060	5000				
Chambre à vanne Béton	1	2020	40	2060	2000				
Couverture cuve : Capot alu avec Cadenas	1	2020	25	2045	500				
Couverture Chambre à vanne : Capot alu avec Cadenas	1	2020	25	2045	500				
Guidage pompes : Barres inox	4	2020	25	2045	750				
Chaînes de levage - boulonnerie : inox	2	2020	25	2045	200				
Barraudage anti-chute	1	2020	25	2045	1250				
Panier dégrilleur inox	1	2020	25	2045	500				
Armoire de commande	1	2020	20	2040	4500				
Automatisme alternance pompes	1	2020	10	2030	200	1	200 €		
Poires de niveau	2	2020	12	2032	125	2	250 €		
Sonde de niveau : Piezo Siemens SITRANS LH100	1	2020	12	2032	600	1	600 €		
Télégestion : SOFREL S 530 GSM	1	2020	12	2032	1900	1	1 900 €		
Pompe 1 : Xylem NP 3069 NH3 9.89 m3/h 22.1 mCE 2.4 Kw 2780 t/mn	1	2020	20	2040	1250				
Pompe 2 : Xylem NP 3069 NH3 9.89 m3/h 22.1 mCE 2.4 Kw 2780 t/mn	1	2020	20	2040	1250				
Colonne montante : INOX DN 65	2	2020	25	2045	500				
Collecteur refoulement : INOX DN 65	1	2020	25	2045	500				
Vidange du refoulement : INOX DN 50	1	2020	20	2040	300				
Vannes refoulement à opercule DN 65	2	2020	20	2040	350				
Clapets à boule DN 65	2	2020	20	2040	500				
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2020	20	2040	300				
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2020	30	2050	200				
Potence	1	2020	40	2060	350				
alimentation AEP avec compteur	1	2020	30	2050	1100				

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



**SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PLAN DE RENOUELEMENT**

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	Valeur unitaire de remplacement (€ HT)	Renouvellement Programmé		Renouvellement Non Programmé	
						Nombre de RNVT programmés	Montant RNVT programmé (€ HT)	Risque (%)	Montant RNVT non programmé (€ HT)
PR FRETOUT (SAINT VIVIEN)									
Clôture Panneaux rigides H = 2.00	1	2016	40	2056					
Portail	1	2016	40	2056	3500				
Cuve circulaire Béton Ø 1.20 H=3.85 m revêtue résine	1	2016	40	2056	5000				
Chambre à vanne Béton	1	2016	40	2056	2000				
Couverture cuve : Capot alu avec Cadenas	1	2016	25	2041	500				
Couverture Chambre à vanne : Capot alu avec Cadenas	1	2016	25	2041	500				
Guidage pompes : Barres inox	6	2016	25	2041	750				
Chaînes de levage - boulonnerie : Inox	2	2016	25	2041	200				
Barraudage anti-chute	1	2016	25	2041	1250				
Echelle chambre à vanne	1	2016	25	2041	500				
Panier dégrilleur Inox	1	2016	25	2041	500				
Armoire de commande	1	2016	20	2036	4500				
Automatisme alternance pompes	1	2016	10	2026	200	1	200 €		
Poires de niveau	3	2016	12	2028	125	3	375 €		
Sonde de niveau : piezo	1	2016	12	2028	600	1	600 €		
Télégestion : SOFREL S 530 GSM	1	2016	12	2028	1900	1	1 900 €		
Pompe 1 : KSB Amarex NF 170/022 ULG 140 12 m3/h 18.9 mCe 1.3 Kw 2 900 tr/mn	1	2016	20	2036	1250				
Pompe 2 : KSB Amarex NF 170/022 ULG 140 12 m3/h 18.9 mCe 1.3 Kw 2 900 tr/mn	1	2016	20	2033	1200			40%	480 €
Agitateur	1	2016	20	2036	1100				
Colonne montante : Inox DN 65	2	2016	25	2041	500				
Collecteur refoulement : Inox DN 65	1	2016	25	2041	500				
Vidange du refoulement : Inox DN 50	1	2016	20	2036	300				
Vannes refoulement à Opércule DN 60	2	2016	20	2036	320				
Clapets à Boule DN 60	2	2016	20	2036	400				
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2016	20	2036	300				
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2016	30	2046	200				
alimentation AEP Avec compteur	1	2016	30	2046	1100				

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PLAN DE RENOUVELLEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	Valeur unitaire de remplacement (€ HT)	Renouvellement Programmé		Renouvellement Non Programmé	
						Nombre de RNVT programmés	Montant RNVT programmé (€ HT)	Risque (%)	Montant RNVT non programmé (€ HT)
PR BOURG SUD (SAINT VIVIEN)									
Clôture Panneaux rigides H = 2.00	1	2016	40	2056					
Portail	1	2016	40	2056	3500				
Cuve circulaire Béton Ø 1.20 H=3.00 m revêtue résine	1	2016	40	2056	5000				
Chambre à vanne Béton	1	2016	40	2056	2000				
Couverture cuve : Capot alu avec Cadenas	1	2016	25	2041	500				
Couverture Chambre à vanne : Capot alu avec Cadenas	1	2016	25	2041	500				
Guidage pompes : Barres inox	6	2016	25	2041	750				
Chaînes de levage - boulonnerie : Inox	2	2016	25	2041	200				
Barraudage anti-chute	1	2016	25	2041	1250				
Echelle chambre à vanne	1	2016	25	2041	500				
Panier dégrilleur Inox	1	2016	25	2041	500				
Armoire de commande	1	2016	20	2036	4500				
Automatisme alternance pompes	1	2016	10	2026	200	1	200 €		
Poires de niveau	3	2016	12	2028	125	3	375 €		
Sonde de niveau : piezo	1	2016	12	2028	600	1	600 €		
Télégestion : SOFREL S 530 GSM	1	2016	12	2028	1900	1	1 900 €		
Pompe 1 : KSB Amarex NF 170/022 ULG 90 10 m3/h 7.4 mCe 1.3 Kw 2 900 tr/mn	1	2016	20	2036	1250				
Pompe 2 : KSB Amarex NF 170/022 ULG 90 10 m3/h 7.4 mCe 1.3 Kw 2 900 tr/mn	1	2016	20	2036	1250				
Agitateur	1	2016	20	2036	1100				
Colonne montante : Inox DN 65	2	2016	25	2041	500				
Collecteur refoulement : Inox DN 65	1	2016	25	2041	500				
Vidange du refoulement : Inox DN 50	1	2016	20	2036	300				
Vannes refoulement à Opércule DN 60	2	2016	20	2036	320				
Clapets à Boule DN 60	2	2016	20	2036	400				
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2016	20	2036	300				
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2016	30	2046	200				

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PLAN DE RENOUVELLEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	Valeur unitaire de remplacement (€ HT)	Renouvellement Programmé		Renouvellement Non Programmé	
						Nombre de RNVT programmés	Montant RNVT programmé (€ HT)	Risque (%)	Montant RNVT non programmé (€ HT)
PR COURREGE (VELINES)									
Clôture Grillage simple torsion H=1.50 m	1	1988	40	2028					
Portail alu double battant	1	1988	40	2028	3500				
Cuve circulaire Béton	1	1988	40	2028	5000				
Chambre à vanne Béton	1	1988	40	2028	2000				
Couverture cuve : Fonte 600 x 600	3	1988	40	2028	750	3	2 250 €		
Couverture chambre à vanne : Fonte 600 x 600	1	1988	40	2028	750	1	750 €		
Guidage pompes : Barres inox	4	1988	25	2022	200	4	800 €		
Barraudage anti-chute					1250				
Chaînes de levage - boulonnerie : Inox	2	1988	25	2022	200	2	400 €		
Echelle chambre à vanne	1	2001	25	2026	500	1	500 €		
Armoire de commande	1	2001	20	2022	4500	1	4 500 €		
Automatisme alternance pompes	1	2001	10	2022	200	1	200 €		
Poires de niveau	3	2001	12	2022	125	3	375 €		
Sonde de niveau : piezo	1	2015	12	2027	600	1	600 €		
Télégestion : WITT CLIP 8000	1	2001	12	2022	1900	1	1 900 €		
Pompe 1 : Flygt 3068 - 180	1	2006	20	2026	760	1	760 €		
Pompe 2 : Flygt 3068 - 181	1	1988	20	2022	760	1	760 €		
Colonne montante : Acier DN 80	2	1988	25	2022	500	2	1 000 €		
Collecteur refoulement : Acier DN 80	1	1988	25	2022	500	1	500 €		
Vidange du refoulement : Acier DN 60	1	1988	20	2022	320	1	320 €		
Vannes refoulement à Opercule DN 80	2	1988	20	2022	350	2	700 €		
Clapets à Boule DN 80	2	1988	20	2022	350	2	700 €		
Vanne vidange refoulement DN 60	1	1988	20	2022	320	1	320 €		

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



**SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PLAN DE RENOUELEMENT**

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	Valeur unitaire de remplacement (€ HT)	Renouvellement Programmé		Renouvellement Non Programmé	
						Nombre de RNVT programmés	Montant RNVT programmé (€ HT)	Risque (%)	Montant RNVT non programmé (€ HT)
PR ECOPOLE (VELINES)				0					
Cuve circulaire Polyester Flygt Ø 1.00	1	2013	40	2053	5000				
Chambre à vanne Polyester Flygt	1	2013	40	2053	2000				
Couverture cuve : Capot polyester	1	2013	40	2053	500				
Couverture Chambre à vanne : Capot polyester avec Cadenas	1	2013	25	2038	500				
Guidage pompes : Barres inox	4	2013	25	2038	750				
Chaînes de levage - boulonnerie : Inox	2	2013	25	2038	200				
Barraudage anti-chute	1	2013	25	2038	1250				
Armoire de commande	1	2013	20	2033	4500				
Automatisme alternance pompes	1	2013	10	2023	200	1	200 €		
Poires de niveau	3	2013	12	2025	125	3	375 €		
Sonde de niveau : piezo	1	2013	12	2025	600	1	600 €		
Télégestion : SOFREL S 550 GSM	1	2013	12	2025	1900	1	1 900 €		
Pompe 1 : Flygt 3102-181	1	2013	20	2033	960			40%	384 €
Pompe 2 : Flygt 3102-181	1	2013	20	2033	960			40%	384 €
Colonne montante : PVC DN 80	2	2013	25	2038	500				
Collecteur refoulement : PVC DN 80	1	2013	25	2038	500				
Vidange du refoulement : PVC DN 50	1	2013	20	2033	300	1	300 €		
Vannes refoulement à Opercule DN 80	2	2013	20	2033	350	1	350 €		
Clapets à Boule DN 80	2	2013	20	2033	350	1	350 €		
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2013	20	2033	300	1	300 €		
Support potence	1	2013	40	2053	350				

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



**SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PLAN DE RENOUELEMENT**

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	Valeur unitaire de remplacement (€ HT)	Renouvellement Programmé		Renouvellement Non Programmé	
						Nombre de RNVT programmés	Montant RNVT programmé (€ HT)	Risque (%)	Montant RNVT non programmé (€ HT)
PR REAUX (VELINES)				0					
Cuve circulaire Béton revêtue résine	1	2008	40	2048	5000				
Chambre à vanne Béton	1	2008	40	2048	2000				
Couverture cuve : Capot alu avec Cadenas	1	2008	25	2033	500				
Couverture Chambre à vanne : Capot alu avec Cadenas	1	2008	25	2033	500				
Guidage pompes : Barres inox	4	2008	25	2033	200	4	800 €		
Chaînes de levage - boulonnerie : Inox	2	2008	25	2033	200	2	400 €		
Barraudage anti-chute	1	2008	25	2033	1250				
Echelle chambre à vanne	1	2008	25	2033	500				
Armoire de commande	1	2008	20	2028	4500	1	4 500 €		
Automatisme alternance pompes	1	2008	10	2024	200	1	200 €		
Variateurs Danfoss VLT	2	2016	12	2028	1500	2	3 000 €		
Poires de niveau	3	2008	12	2024	125	3	375 €		
Sonde de niveau : ULTRA SON Siemens	1	2008	12	2024	600	1	600 €		
Télégestion : WITT CLIP 15000	1	2008	12	2024	1900	1	1 900 €		
Pompe 1 : Flygt 3127-160	1	2016	20	2036	1250				
Pompe 2 : Flygt 3127-160	1	2016	20	2036	1250				
Colonne montante : Inox DN 80	2	2008	25	2033	500				
Collecteur refoulement : Inox DN 80	1	2008	25	2033	500				
Vidange du refoulement : Inox DN 50	1	2008	20	2028	300	1	300 €		
Vannes refoulement à Opercule DN 80	2	2008	20	2028	350	2	700 €		
Clapets à Boule DN 80	2	2008	20	2028	350	2	700 €		
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2008	20	2028	300	1	300 €		
Réservation pour potence	1	2008	40	2048	350				
alimentation AEP avec compteur	1	2008	30	2038	1100				

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PLAN DE RENOUELEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	Valeur unitaire de remplacement (€ HT)	Renouvellement Programmé		Renouvellement Non Programmé	
						Nombre de RNV programmés	Montant RNV programmé (€ HT)	Risque (%)	Montant RNV non programmé (€ HT)
PR BOURG (VELINES)				0					
Clôture Grillage simple torsion sur poteaux béton H=1.50 m	1	2016	40	2056					
Portail double battant H=1.50 m	1	2016	40	2056	3500				
Cuve circulaire Béton Ø 1.90 H=3.70 m revêtue résine	1	2016	40	2056	5000				
Chambre à vanne Béton	1	2016	40	2056	2000				
Couverture cuve : Capot alu avec Cadenas	2	2016	25	2041	500				
Couverture Chambre à vanne : Capot alu avec Cadenas	1	2016	25	2041	500				
Guidage pompes : Barres inox	4	2016	25	2041	750				
Chaînes de levage - boulonnerie : Inox	2	2016	25	2041	200				
Barraudage anti-chute	1	2016	25	2041	1250				
Echelle chambre à vanne	1	2016	25	2041	500				
Panier dégrilleur Inox	1	2016	25	2041	500				
Déversoir d'orage (caisson + lame déversante inox)	1	2016	25	2041	500				
Ballon anti Bélier 50 l	1	2016	25	2041	3000				
Armoire de commande	1	2016	20	2036	4500				
Automatisme alternance pompes	1	2016	10	2026	200	1	200 €		
Poires de niveau	3	2016	12	2028	125	3	375 €		
Sonde de niveau : US Endress Hauser FMU 90	1	2016	12	2028	1000	1	1 000 €		
Télégestion : SOFREL S 550	1	2016	12	2028	1900	1	1 900 €		
Pompe 1 : Flygt 17 m3/h 31.9 mCE 7.4 Kw	1	2016	20	2036	1250				
Pompe 2 : Flygt 17 m3/h 31.9 mCE 7.4 Kw	1	2016	20	2036	1250				
Turbine de brassage Bodin 1 Kw	1	2016	20	2036	3800				
Démarrreur Schneider altistart 01	2	2016	12	2028	1500	2	3 000 €		
Colonne montante : Inox DN 100	2	2016	25	2041	550				
Collecteur refoulement : Inox DN 100	1	2016	25	2041	550				
Vidange du refoulement : Inox DN 50	1	2016	20	2036	300				
Vannes refoulement à Opercule DN 100	2	2016	20	2036	500				
Clapets à Boule DN 100	2	2016	20	2036	500				
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2016	20	2036	300				
Réservation pour potence	1	2016	40	2056	350				
Cuve de stockage Chlorure ferrique PEHD V = 1.5 m3	1	2019	20	2039	3500				
Coffret de dosage DOSINGBOX	1	2019	20	2039					
Pompe doseuse Milton Roy DOSAPPRO	2	2019	12	2031	1000	2	2 000 €		
Douche et rince œil	1	2019	20	2039	900				
Coffret électrique injection chlorure ferrique	1	2019	20	2039	1800				

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PLAN DE RENOUVELLEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	Valeur unitaire de remplacement (€ HT)	Renouvellement Programmé		Renouvellement Non Programmé	
						Nombre de RNVT programmés	Montant RNVT programmé (€ HT)	Risque (%)	Montant RNVT non programmé (€ HT)
PR LE POUINISSOU (VELINES)				0					
Clôture Panneaux rigides H = 2.00	1	2021	40	2061					
Portillon	1	2021	40	2061	750				
Cuve circulaire Béton Ø 1.20 H=2.30 m revêtu anti H2S	1	2021	40	2061	5000				
Chambre à vanne Béton	1	2021	40	2061	2000				
Couverture cuve : Capot alu avec Cadenas	1	2021	25	2046	500				
Couverture Chambre à vanne : Capot alu avec Cadenas	1	2021	25	2046	500				
Guidage pompes : Barres inox	4	2021	25	2046	750				
Chaînes de levage - boulonnerie : Inox	2	2021	25	2046	200				
Barraudage anti-chute	1	2021	25	2046	1250				
Ballon anti-bélier MASSAL 100 l	1	2021	25	2046	3000				
Armoire de commande	1	2021	20	2041	4500				
Automatisme alternance pompes	1	2021	10	2031	200	1	200 €		
Poires de niveau	2	2021	12	2033	125	2	250 €		
Sonde de niveau : Piezo Endress Hauser FMX 67	1	2021	12	2033	600	1	600 €		
Télégestion : SOFREL S 530 GSM	1	2021	12	2033	1900	1	1 900 €		
Pompe 1 : Flygt DP 3069 SH 8.44 m3/h 23.3 mCE 2.4 Kw 2780 tr/mn	1	2021	20	2041	1250				
Pompe 2 : Flygt DP 3069 SH 8.44 m3/h 23.3 mCE 2.4 Kw 2780 tr/mn	1	2021	20	2041	1250				
Colonne montante : Inox DN 50	2	2021	25	2046	500				
Collecteur refoulement : inox DN 50	1	2021	25	2046	500				
Vidange du refoulement : Inox DN 50	1	2021	20	2041	300				
Vannes refoulement à Opérucule DN 50	2	2021	20	2041	300				
Clapets à Boule DN 50	2	2021	20	2041	400				
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2021	20	2041	300				
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2021	30	2051	200				
Réservation pour potence	1	2021	40	2061	350				
alimentation AEP Avec compteur	1	2021	30	2051	1100				

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PLAN DE RENOUVELLEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	Valeur unitaire de remplacement (€ HT)	Renouvellement Programmé		Renouvellement Non Programmé	
						Nombre de RNVT programmés	Montant RNVT programmé (€ HT)	Risque (%)	Montant RNVT non programmé (€ HT)
PR GENDARMERIE (VILLEFRANCHE DE LONCHAT)									
Cuve circulaire PEHD	1	1983	30	2022	2200	1	2 200 €		
Couverture cuve : Capot alu avec Cadenas	1	1983	30	2022	500	1	500 €		
Barraudage anti-chute					1250				
Guidage pompes : Barres inox	2	1983	30	2022	1100	1	1 100 €		
Chaînes de levage - boulonnerie : Inox	1	1983	30	2022	300	1	300 €		
Armoire de commande	1	1983	20	2022	4500	1	4 500 €		
Télégestion					1950				
Poires de niveau	2	2000	10	2022	300	1	300 €		
Pompe 1 : Flygt 3068-180	1	2007	20	2022	1100	1	1 100 €		
Colonne montante :	1	1983	30	2022	2300	1	2 300 €		
Collecteur refoulement :	1	1983	30	2022	1600	1	1 600 €		
Vannes refoulement	1	1983	30	2022	1300	1	1 300 €		
Clapets	1	1983	30	2022	1700	1	1 700 €		
PR MONTARUT (VILLEFRANCHE DE LONCHAT)				0					
Cuve circulaire Béton	1	1995	40	2035	5000				
Chambre à vanne Béton	1	1995	40	2035	2000				
Couverture cuve : Fonte 600x600	2	1995	40	2035	750				
Barraudage anti-chute					1250				
Couverture chambre à vanne : Fonte 600x600	1	1995	40	2035	750				
Guidage pompes :	4	1995	30	2025	200	4	800 €		
Chaînes de levage - boulonnerie :	2	1995	30	2025	200	2	400 €		
Armoire de commande	1	1995	20	2025	4500	1	4 500 €		
Télégestion					1950				
Automatisme alternance pompes	1	1995	10	2025	200	1	200 €		
Poires de niveau	3	1995	12	2025	125	3	375 €		
Pompe 1 : Flygt 3085	1	2010	20	2030	960	1	960 €		
Pompe 2 : Flygt 3085	1	1995	20	2022	960	1	960 €		
Colonne montante :	2	1995	30	2025	500	2	1 000 €		
Collecteur refoulement :	1	1995	30	2025	500	1	500 €		
Vannes refoulement	2	1995	30	2025	350	2	700 €		
Clapets	2	1995	30	2025	350	2	700 €		

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PLAN DE RENOUVELLEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	Valeur unitaire de remplacement (€ HT)	Renouvellement Programmé		Renouvellement Non Programmé	
						Nombre de RNVT programmés	Montant RNVT programmé (€ HT)	Risque (%)	Montant RNVT non programmé (€ HT)
PR PASTEUR (VILLEFRANCHE DE LONCHAT)				0					
Cuve circulaire Béton Ø 1.60 H=2.85 m revêtue résine	1	2019	40	2059	5000				
Chambre à vanne Béton	1	2019	40	2059	2000				
Couverture cuve : Fonte	1	2019	40	2059	750				
Couverture chambre à vanne : Fonte	1	2019	40	2059	750				
Guidage pompes : Barres inox	4	2019	25	2044	750				
Chaînes de levage - boulonnerie : Inox	2	2019	25	2044	200				
Barraudage anti-chute	1	2019	25	2044	1250				
Echelle chambre à vanne	1	2019	25	2044	500				
Armoire de commande	1	2019	20	2039	4500				
Automatisme alternance pompes	1	2019	10	2029	200	1	200 €		
Poires de niveau	3	2019	12	2031	125	3	375 €		
Sonde de niveau : Piezo	1	2019	12	2031	600	1	600 €		
Télégestion : SOFREL S 550 GSM	1	2019	12	2031	1900	1	1 900 €		
Pompe 1 : Grundfoss SLV.65.65.40.2.51D.C 10 m3/h 15.5 mCE 2.2 Kw 2 900 tr/mn	1	2019	20	2039	1250				
Pompe 2 : Grundfoss SLV.65.65.40.2.51D.C 10 m3/h 15.5 mCE 2.2 Kw 2 900 tr/mn	1	2019	20	2039	1250				
Colonne montante : Inox DN 50	2	2019	25	2044	500				
Collecteur refoulement : Inox DN 50	1	2019	25	2044	500				
Vidange du refoulement : Inox DN 50	1	2019	20	2039	300				
Vannes refoulement à Opercule DN 50	2	2019	20	2039	300				
Clapets à Boule DN 50	2	2019	20	2039	400				
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2019	20	2039	300				
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2019	30	2049	200				
Réservation pour potence	1	2019	40	2059	350				

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PLAN DE RENOUVELLEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	Valeur unitaire de remplacement (€ HT)	Renouvellement Programmé		Renouvellement Non Programmé	
						Nombre de RNVT programmés	Montant RNVT programmé (€ HT)	Risque (%)	Montant RNVT non programmé (€ HT)
PR PETIT MAINE (VILLEFRANCHE DE LONCHAT)				0					
Cuve circulaire Béton Ø 1.20 H=2.85 m revêtue résine	1	2019	40	2059	5000				
Chambre à vanne Béton	1	2019	40	2059	2000				
Couverture cuve : Fonte	1	2019	40	2059	750				
Couverture chambre à vanne : Fonte	1	2019	40	2059	750				
Guidage pompes : Barres inox	4	2019	25	2044	750				
Chaînes de levage - boulonnerie : Inox	2	2019	25	2044	200				
Barraudage anti-chute	1	2019	25	2044	1250				
Armoire de commande	1	2019	20	2039	4500				
Automatisme alternance pompes	1	2019	10	2029	200	1	200 €		
Poires de niveau	3	2019	12	2031	125	3	375 €		
Sonde de niveau : Piezo	1	2019	12	2031	600	1	600 €		
Télégestion : SOFREL S 550 GSM	1	2019	12	2031	1900	1	1 900 €		
Pompe 1 : Grundfoss SLV.65.65.22.2.50D.C 9.0 m3/h 25.8 mCE 4.0 Kw 2 930 tr/mn	1	2019	20	2039	1250				
Pompe 2 : Grundfoss SLV.65.65.22.2.50D.C 9.0 m3/h 25.8 mCE 4.0 Kw 2 930 tr/mn	1	2019	20	2039	1250				
Colonne montante : Inox DN 50	2	2019	25	2044	500				
Collecteur refoulement : Inox DN 50	1	2019	25	2044	500				
Vidange du refoulement : Inox DN 50	1	2019	20	2039	300				
Vannes refoulement à Opércule DN 50	2	2019	20	2039	300				
Clapets à Boule DN 50	2	2019	20	2039	400				
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2019	20	2039	300				
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2019	30	2049	200				
Réservation pour potence	1	2019	40	2059	350				
Alimentation AEP avec compteur	1	2019	30	2049	1100				

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PLAN DE RENOUELEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	Valeur unitaire de remplacement (€ HT)	Renouvellement Programmé		Renouvellement Non Programmé	
						Nombre de RNVT programmés	Montant RNVT programmé (€ HT)	Risque (%)	Montant RNVT non programmé (€ HT)
STATIONS D'EPURATION				0					
STEP DE BONNEVILLE (Filtres plantés de roseaux - 230 EH)				0					
Abords				0					
Clôture station panneaux rigides H = 2.00 m - L = 245 ml	1	2010	40	2050					
Clôture zone de dispersion	1	2020	40	2060					
Portail métal double battant L = 4.00 m	1	2010	40	2050	5000				
Portillon accès zone de dispersion	1	2010	40	2050	750				
Voirie				0					
Voirie Lourde calcaire extérieure avec aire de retournement	1	2010	40	2050					
Voirie piétonne calcaire	1	2010	40	2050					
Dégrilleur statique				0					
Canal rectangulaire polyester PAM	1	2010	40	2050	2000				
Caillebotis résine	1	2010	40	2050	500				
Panier d'égoutage polyester	1	2010	25	2035	500				
Grille alu	1	2010	25	2035	500				
Traitement primaire (filtres plantés de roseaux)	1			0					
Bâche d'alimentation polyester ABT Ø 1.50 m - V = 1.5 m3	1	2010	25	2035					
Capot alu	1	2015	25	2040	500				
By pass chasse	1	2010	25	2035	600				
Mécanisme de chasse à clapet ABT - Q = 72 m3/h	1	2010	15	2025	1250	1	1 250 €		
Poire de niveau	1	2010	12	2022	200	1	200 €		
Compteur de bâchées	1	2020	10	2030	500	1	500 €		
Regard de répartition polyester	1	2010	30	2040	750				
Canalisations d'alimentation des lits inox DN 129	6	2010	25	2035	2000				
Canalisations de répartition individuelles inox DN 104 avec fente longitudinale	6	2010	25	2035	2000				
Collecteur d'évacuation général PVC CR8 Ø 160	1	2010	25	2035	600				
Massif filtrant 276 m2 (3 x 7.6 m x 11 m)									
- Gravier 20/40 - épaisseur 0.15 m	1	2010	25	2035					
- Gravier 12/22 - épaisseur 0.25 m									
- Gravier 2/8 - épaisseur 0.40 m									
Etanchéité : Géomembranne 1 mm + 2 géotextiles		2010	25	2035					
Drains de récupération PVC Ø 100	1	2010	25	2035	1500				
Cheminées d'aération	1	2010	15	2025	150	1	150 €		

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PLAN DE RENOUVELLEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	Valeur unitaire de remplacement (€ HT)	Renouvellement Programmé		Renouvellement Non Programmé	
						Nombre de RNVT programmés	Montant RNVT programmé (€ HT)	Risque (%)	Montant RNVT non programmé (€ HT)
Traitement secondaire (filtres plantés de roseaux)				0					
Bâche d'alimentation polyester PAM Ø 3.00 m - V = 2.0 m3	1	2010	25	2035					
By pass chasse	1	2010	25	2035	600				
Mécanisme de chasse à auget basculant PAM - Q = 63 m3/h	1	2010	15	2025	1250	1	1 250 €		
Poire de niveau	1	2010	12	2022	125	1	125 €		
Compteur de bâchées	1	2010	10	2023	500	2	1 000 €		
Regard de répartition polyester	1	2010	30	2040	750				
Canalisations d'alimentation des lits inox DN 129	4	2010	25	2035	2000				
Canalisations de répartition individuelles inox DN 104 avec fente longitudinale	4	2010	25	2035	2000				
Massif filtrant 184 m2 (2 x 7.6 m x 11 m)									
- Gravier 20/40 - épaisseur 0.15 m									
- Gravier 12/22 - épaisseur 0.10 m									
- Gravier 2/8 - épaisseur 0.10 m	1	2010	25	2035					
- Sable filtrant 0/4 épaisseur 0.30 m									
Drains de récupération PVC Ø 100	1	2010	25	2035	1500				
Cheminées d'aération	1	2010	15	2025	150	1	150 €		
Autosurveillance				0					
Canal de comptage polyester ABT	1	2010	25	2035	2000				
Déversoir triangulaire à lecture directe	1	2010	25	2035	500				
Capot alu	1	2010	25	2035	500				
Traitement tertiaire				0					
Noue de dispersion des effluents traités plantée d'iris L = 60 m - S = 240 m2	1	2010	25	2035					
Utilité générale				0					
Local technique bois 9 m2	1	2010	25	2035					
Evier	1	2010	25	2035					
Bouche de lavage AEP	2	2010	30	2040	1100				

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE



**SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PLAN DE RENOUVELLEMENT**

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	Valeur unitaire de remplacement (€ HT)	Renouvellement Programmé		Renouvellement Non Programmé	
						Nombre de RNVT programmés	Montant RNVT programmé (€ HT)	Risque (%)	Montant RNVT non programmé (€ HT)
STEP DE LAMOTHE MONTRAVEL (Filtres plantés de roseaux - 900 EH)				0					
Abords				0					
Clôture panneaux rigides H = 2.00 m - L = 360 ml	1	2012	40	2052					
Portail métal coulissant L = 4.00 m	1	2012	40	2052	5000				
Boite à clef (serrure deny)	1	2012	40	2052					
Voirie				0					
Voirie Lourde calcaire extérieure avec aire de retournement	1	2012	40	2052					
Voirie piétonne calcaire	1	2012	40	2052					
Prétraitement				0					
Dégrilleur automatique courbe avec capot ABT	1	2012	25	2037	14000				
Bac d'égouttage des refus	1	2012	40	2052					
Regard béton effluents dégrillés / recirculation	1	2012	40	2052	750				
Caillebotis galva	1	2020	40	2060	500				
Regard de répartition béton (files 1 et 2) avec lame centrale inox	1	2012	40	2052	750				
Caillebotis galva	1	2012	40	2052	500				
Traitement primaire (filtres plantés de roseaux)				0					
Bâche d'alimentation polyester ABT Ø 3.0 m - V = 4.0 m3	2	2012	40	2052					
Capot alu	2	2012	25	2037	500				
By pass chasse	2	2012	40	2052	600				
Mécanisme de chasse à clapet ABT - Q = 143 m3/h et 132 m3/h	2	2012	15	2027	5000	2	10 000 €		
Poire de niveau	2	2012	12	2024	125	2	250 €		
Compteur de bâchées	2	2020	10	2030	500	2	1 000 €		
Regard de répartition avec obturateurs	2	2012	40	2052	750				
Rampes aériennes inox d'alimentation des lits	18	2012	40	2052					
Massif filtrant 540 m2 (3 lits : 15 m x 12 m)									
- Gravier 20/40 - épaisseur 0.20 m	2	2012	40	2052					
- Gravier 16/22 - épaisseur 0.25 m									
- Gravier 4/8 - épaisseur 0.40 m									
Etanchéité : Géomembranne 1 mm + 2 géotextiles	2	2012	25	2037					
Drains de récupération PVC Ø 100	2	2012	40	2052	1500				
Cheminées d'aération	2	2012	25	2037	150				
Regard de prélèvement (Sortie filtres)	2	2012	40	2052	750				

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE



**SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PLAN DE RENOUVELLEMENT**

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	Valeur unitaire de remplacement (€ HT)	Renouvellement Programmé		Renouvellement Non Programmé	
						Nombre de RNVT programmés	Montant RNVT programmé (€ HT)	Risque (%)	Montant RNVT non programmé (€ HT)
Poste de relevage (recirculation - rejet eaux traitées)				0					
Cuve circulaire Béton Ø 1.60 H=2.45	1	2012	40	2052	5000				
Chambre à vanne Béton	1	2012	40	2052	2000				
Couverture cuve : Trappe fonte triangulaire	4	2012	40	2052	750				
Couverture Chambre à vanne : Trampon fonte Ø 600	1	2012	40	2052	750				
Guidage pompes : Barres inox	6	2012	25	2037	750				
Chaînes de levage - boulonnerie : inox	3	2012	25	2037	200				
Barraudage anti-chute	1	2012	25	2037	1250				
Echelle chambre à vanne	1	2012	25	2037	500				
Poires de niveau	3	2012	12	2024	125	3	375 €		
Sonde de niveau : Piezo	1	2012	12	2024	60	1	60 €		
Pompe 1 rejet : Flygt 3085-160 20.0 m3/h 20 mCE 2.4 Kw 2840 t/mn	1	2018	20	2038	1250				
Pompe 2 rejet : Flygt 3085-160 20.0 m3/h 20 mCE 2.4 Kw 2840 t/mn	1	2018	20	2038	1250				
Pompe recirculation : Flygt 15.0 m3/h 3.5 mCE	1	2019	20	2039	1250				
Colonne montante rejet inox DN 100	2	2012	25	2037	550				
Colonne montante recirculation inox DN 80	1	2012	25	2037	500				
Collecteur refoulement eaux traitées : inox DN 100	1	2012	25	2037	550				
Vidange du refoulement : inox DN 50	1	2012	20	2032	300	1	300 €		
Vannes refoulement à opercule DN 100	2	2012	20	2032	500	2	1 000 €		
Clapets à boule DN 100	2	2012	20	2032	520	2	1 040 €		
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2012	20	2032	300	1	300 €		
Vannes recirculation à opercule DN 80	1	2012	20	2032	350	1	350 €		
Clapets à boule recirculation DN 80	1	2012	20	2032	350	1	350 €		
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2012	25	2037	200				
Pied de potence	1	2012	40	2052	350				
Electricité - Utilité générale				0					
Local technique bois 20 m2	1	2012	40	2052					
Armoire électrique dégrilleur	1	2012	20	2032	3000			40%	1 200 €
Armoire électrique PR rejet / recirculation	1	2012	20	2032	4500			40%	1 800 €
automatisme alternance des pompes	1	2012	10	2022	200	2	400 €		
Télégestion SOFREL S 550	1	2012	12	2024	1900	1	1 900 €		
Eclairage	1	2012	25	2037					
Débitimètre électromagnétique Endress Hause PROMAG DN 100 (mesure effluents bruts)	1	2012	12	2024	2800	1	2 800 €		
Bouche de lavage AEP	1	2012	25	2037	1100				

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE



**SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PLAN DE RENOUVELLEMENT**

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	Valeur unitaire de remplacement (€ HT)	Renouvellement Programmé		Renouvellement Non Programmé	
						Nombre de RNVT programmés	Montant RNVT programmé (€ HT)	Risque (%)	Montant RNVT non programmé (€ HT)
STEP DE LINZAC "LITOUT" (Filtres plantés de roseaux 100 EH)				0					
Abords									
Clôture panneaux rigides H = 2.00 m - L =	1	2013	40	2053					
Portail métal double battant L = 4.00 m	1	2013	40	2053	5000				
Portail accès zone d'infiltration	1	2013	40	2053	3500				
Voirie									
Voirie Lourde calcaire extérieure avec aire de retournement	1	2013	40	2053					
Voirie piétonne calcaire	1	2013	40	2053					
Poste d'injection étage 1									
Cuve circulaire polyester Flygt	1	2013	40	2053	5000				
Chambre à vanne polyester	1	2013	40	2053	2000				
Couverture cuve : Capot polyester	4	2013	25	2038	500				
Couverture Chambre à vanne : Capot polyester	1	2013	25	2038	500				
Guidage pompes : Barres inox	4	2013	25	2038	750				
Chaînes de levage - boulonnerie : inox	2	2013	25	2038	200				
Barraudage anti-chute	1	2013	25	2038	1250				
Panier dégrilleur inox	1	2013	25	2038	500				
Poires de niveau	3	2013	12	2025	125	3	375 €		
Sonde de niveau : Piezo	1	2013	12	2025	600	1	600 €		
Pompe 1 : Flygt	1	2013	20	2033	760			40%	304 €
Pompe 2 : Flygt	1	2013	20	2033	760			40%	304 €
Armoire électrique	1	2013	20	2033	4500				
Sofrel S 530	1	2013	10	2023	1900	1	1 900 €		
Automatisme alternance des pompes	1	2013	10	2023	200	2	400 €		
Colonne montante PVC DN 80	2	2013	25	2038	500				
Collecteur refoulement eaux traitées : PVC DN 80	1	2013	25	2038	500				
Vidange du refoulement : inox PVC DN 60	1	2013	20	2033	320	1	320 €		
Vannes refoulement à opercule DN 80	2	2013	20	2033	320	2	640 €		
Clapets à boule DN 100	2	2013	20	2033	520	2	1 040 €		
Vanne vidange refoulement DN 60	1	2013	20	2033	320	1	320 €		
Vidange Chambre à vannes	1	2013	25	2038	200				
Pied de potence	1	2013	40	2053	350				
Potence avec treuil	1	2013	40	2053	350				
Traitement primaire (filtres plantés de roseaux)	1	2013		2024					
Réseau d'alimentation enterré	1	2013		2024					
Vanne pour alternance des filtres	3	2013	20	2033	550	3	1 650 €		
Remontée inox avec plaque anti affouillement	6	2013	40	2053					
Massif filtrant	1	2013	40	2053					
Etanchéité des membranes DN 100 - 2 géotextiles	1	2013	40						
Drains de récupération PVC DN 100	1	2013	40	2053	1500				
Chemins d'entretien inox	1	2013	25	2038	150				

CC MMG - DSP ACO
129-DE_2021_083-DE

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PLAN DE RENOUVELLEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	Valeur unitaire de remplacement (€ HT)	Renouvellement Programmé		Renouvellement Non Programmé	
						Nombre de RNVT programmés	Montant RNVT programmé (€ HT)	Risque (%)	Montant RNVT non programmé (€ HT)
Traitement secondaire (filtres plantés de roseaux)									
Bâche d'alimentation polyester	1	2013	40	2053					
Mécanisme de chasse	1	2013	15	2028	5000	1	5 000 €		
Poire de niveau	1	2013	12	2025	125	1	125 €		
Compteur de bâchées	1	2013	10	2023	500	2	1 000 €		
Vanne pour alternance des filtres	2	2013	20	2033	550	2	1 100 €		
Rampes d'alimentation des lits (canalisations PEHD percées)	2	2013	25	2038	2000				
Massif filtrant	1	2013	40	2053					
Etanchéité : Géomembranne 1 mm + 2 géotextiles	1	2013	40	2053					
Drains de récupération PVC Ø 100	1	2013	25	2038	1500				
Cheminées d'aération	1	2013	15	2028	150	1	150 €		
Regard de prélèvement	1	2013	40	2053	750				
Zone de dispersion									
Bâche d'alimentation polyester ABT Ø 2.00 m - V = 1.0 m3 avec regard de répartition intégré (2 sorties)	1	2013	40	2053					
Capot alu	1	2013	25	2038	500				
Mécanisme de chasse à clapet auget ABT - Q = 45 m3/h	1	2013	15	2028	5000	1	5 000 €		
Poire de niveau	1	2013	12	2025	125	1	125 €		
Compteur de bâchées	1	2013	10	2023	500	2	1 000 €		
Vanne (By pass zone de dispersion)	2	2013	20	2033	550	1	550 €		
Bassins S = 315 m2 avec remplissage sable 0/4 sur 0.20 m	2	2013	40	2053					
Rampe percée enrobée de gravier pour épandage	4	2013	40	2053					
Regard de prélèvement	2	2013	40	2053	750				
Autosurveillance									
Débitmètre arrivée effluents brut SIEMENS	1	2013	12	2025	2800	1	2 800 €		
Utilité générale									
Local technique bois	1	2013	40	2053					
Evier avec paillassse	1	2013	40	2053					
Bouche de lavage AEP	1	2013	40	2053	1100				

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PLAN DE RENOUELEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	Valeur unitaire de remplacement (€ HT)	Renouvellement Programmé		Renouvellement Non Programmé	
						Nombre de RNVT programmés	Montant RNVT programmé (€ HT)	Risque (%)	Montant RNVT non programmé (€ HT)
STEP DE MINZAC "TERREFORT" (Filtres plantés de roseaux - 40 EH)				0					
Abords				0					
Clôture grillage simple torsion sur poteaux bois H = 2.00 m - L =	1	2013	40	2053					
Portail métal double battant L = 4.00 m	1	2013	40	2053	5000				
Portillon accès rejet	1	2013	40	2053	750				
Voirie									
Voirie Lourde calcaire extérieure avec aire de retournement	1	2013	40	2053					
Voirie piétonne calcaire	1	2013	40	2053					
Dégrilleur statique									
Canal rectangulaire polyester	1	2013	25	2038	2000				
Caillebotis résine	1	2013	40	2053	500				
Panier d'égoutage polyester	1	2013	25	2038	500				
Grille alu	1	2013	25	2038	500				
Traitement primaire (filtres plantés de roseaux)				2024					
Bâche d'alimentation rectangulaire V = 0.42 m3	1	2013	25	2038					
Capot alu	1	2013	25	2038	500				
Mécanisme de chasse à clapet ABT	1	2013	15	2028	5000	1	5 000 €		
Poire de niveau	1	2013	12	2025	125	1	125 €		
Compteur de bâchées	1	2013	10	2023	500	2	1 000 €		
Réseau d'alimentation enterré	1	2013	40	2053					
Vanne pour alternance des filtres	3	2013	20	2033	550	2	1 100 €		
Remontée inox avec plaque anti affouillement	6	2013	25	2038					
Massif filtrant	1	2013	40	2053					
Etanchéité : Géomembranne 1 mm + 2 géotextiles	1	2013	40	2053					
Drains de récupération PVC Ø 100	1	2013	40	2053	1500				
Cheminées d'aération	1	2013	25	2038	150				
Muret pourtour et séparation des filtres (plaques béton)	1	2013	25	2038					
Traitement secondaire (filtres plantés de roseaux)									
Bâche d'alimentation polyester PAM Ø - V = 0.34 m3	1	2013		2024					
Mécanisme de chasse à auget basculant PAM - Q =	1	2013	15	2028	5000	1	5 000 €		
Poire de niveau	1	2013	12	2025	125	1	125 €		
Compteur de bâchées	1	2013	10	2023	500	2	1 000 €		
Vanne pour alternance des filtres	3	2013	20	2033	550	3	1 650 €		
Remontée inox avec plaque anti affouillement	6	2013	25	2038					
Massif filtrant	1	2013	40	2053					
Etanchéité : Géomembranne 1 mm + 2 géotextiles	1	2013	40	2053					
Drains de récupération PVC Ø 100	1	2013	40	2053	1500				
Cheminées d'aération	1	2013	25	2038	150				
Muret pourtour et séparation des filtres (plaques béton)	1	2013	25	2038					
Autosurveillance									
de réception de l'AR: 30/11/2021									
de prélèvement 211129-DE_2021_083-DE	1	2013	40	2053	750				
Utilité générale									
Alimentation AEP avec compteur	1	2013	40	2053	1100				



**SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PLAN DE RENOUVELLEMENT**

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	Valeur unitaire de remplacement (€ HT)	Renouvellement Programmé		Renouvellement Non Programmé	
						Nombre de RNV programmés	Montant RNV programmé (€ HT)	Risque (%)	Montant RNV non programmé (€ HT)
STEP DE MONTAZEAU LES GRIMARDS (Filtres plantés de roseaux - 240 EH)				0					
Abords									
Clôture panneaux rigides H = 2.00 m - L = 290 ml	1	2007	40	2047					
Portail métal double battant L = 4.00 m	1	2007	40	2047	5000				
Portillon accès rejet	1	2007	40	2047	750				
Voirie									
Voirie Lourde calcaire extérieure	1	2007	40	2047					
Dégrilleur statique									
Canal rectangulaire polyester PAM	1	2007	40	2047	2000				
Caillebotis résine	1	2007	40	2047	500				
Panier d'égoutage polyester	1	2007	40	2047	500				
Grille alu	1	2007	40	2047	500				
By pass chasse et filtres plantés PVC Ø 160		2007	40	2047	600				
Traitement primaire (filtres plantés de roseaux)		1							
Bâche d'alimentation polyester ABT V = 2.95 m3	1	2007	40	2047					
Capot alu	1	2007	25	2032	650	1	650 €		
Mécanisme de chasse à clapet ABT - Q =	1	2007	15	2022	5000	1	5 000 €		
Poire de niveau	1	2007	12	2023	125	1	125 €		
Compteur de bâchées	1	2019	10	2029	500	1	500 €		
Regard de répartition polyester avec 6 sorites munies de clapet	1	2007	40	2047	750				
Canalisations d'alimentation des lits inox DN 129	6	2007	40	2047	2000				
Canalisations de répartition individuelles inox DN 104 avec fente longitudinale	6	2007	40	2047	2000				
Collecteur d'évacuation général PVC CR8 Ø 160	1	2007	40	2047	600				
Massif filtrant 288 m2 (3 x 8 m x 12 m)	1	2007	40	2047					
Etanchéité : Géomembranne 1 mm + 2 géotextiles	1	2007	40	2047					
Drains de récupération PVC Ø 100	1	2007	40	2047	1500				
Cheminées d'aération	1	2007	25	2032	150	1	150 €		
Regard de prélèvement	1	2007	40	2047	750				
Vanne Ø 160 (By pass des lagunes)	1	2007	40	2047	600				
Traitement secondaire (Lagunage naturel)									
Lagune N°1 S = 602 m2 (14 m x 43m)	1	2007	40	2047					
Etanchéité : Géomembranne 1 mm + 2 géotextiles	1	2007	40	2047					
Lagune N°2 (non étanche) S = 602 m2 (14 m x 43m)	1	2007	40	2047					
Conduites de liaison DN 160	1	2007	40	2047	600				
Autosurveillance									
Canal de comptage polyester ABT	1	2007	40	2047	2000				
Déversoir triangulaire à lecture directe	1	2007	40	2047	500				
Capot alu	1	2007	25	2032	650	1	650 €		
Bouche de lavage AEP		2007	40	2047	1100				

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Département de la Dordogne
Arrêté de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE



**SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PLAN DE RENOUVELLEMENT**

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	Valeur unitaire de remplacement (€ HT)	Renouvellement Programmé		Renouvellement Non Programmé	
						Nombre de RNVT programmés	Montant RNVT programmé (€ HT)	Risque (%)	Montant RNVT non programmé (€ HT)
STEP DE MONTAZEAU "BRUNET" (Filtres plantés de roseaux 140 EH)									
Abords									
Clôture panneaux rigides H = 2.00 m - L = 245 ml	1	2015	40	2055					
Portail métal double battant L = 4.00 m	1	2015	40	2055	5000				
Portillon accès zone de dispersion	1	2015	40	2055	750				
Voirie									
Voirie Lourde calcaire extérieure avec aire de retournement	1	2015	40	2055					
Voirie piétonne calcaire	1	2015	40	2055					
Dégrilleur statique									
Canal rectangulaire polyester ABT	1	2015	40	2055	2000				
Capot alu	1	2015	25	2040	500				
Panier d'égoutage inox	1	2015	25	2040	500				
Grille alu	1	2015	40	2055	500				
Traitement primaire (filtres plantés de roseaux)	1								
Bâche d'alimentation polyester ABT Ø 2.00 m - V = 1.6 m3 avec regard de répartition intégré (3 sorties)	1	2015	40	2055					
Capot alu	1	2015	25	2040	500				
Mécanisme de chasse à clapet ABT - Q = 60 m3/h	1	2015	15	2030	5000	1	5 000 €		
Poire de niveau	1	2015	12	2027	125	1	125 €		
Compteur de bâchées	1	2015	10	2025	500	1	500 €		
Rampe d'alimentation des lits inox	3	2015	40	2055					
Collecteur d'évacuation général PVC CR8 Ø 160	1	2015	40	2055	600				
Massif filtrant 168 m2 (3 x 8 m x 7 m) - Gravier 20/40 - épaisseur 0.15 m - Gravier 4/16 - épaisseur 0.15 m - Gravier 2/4 - épaisseur 0.50 m	1	2015	40	2055					
Etanchéité : Géomembrane 1 mm + 2 géotextiles		2015	40	2055					
Drains de récupération PVC Ø 100	1	2015	40	2055	1500				
Cheminées d'aération	1	2015	25	2040	150				
Poste d'injection étage 2									
Mur de soutènement béton		2015	25	2040					
Cuve circulaire Béton Ø 1.90 H=2.80	1	2015	40	2055	5000				
Chambre à vanne Béton	1	2015	40	2055	2000				
Couverture cuve : Capot alu	4	2015	25	2040	500				
Couverture Chambre à vanne : Capot alu	1	2015	25	2040	500				
Guidage pompes : Barres inox	4	2015	25	2040	750				
Chaînes de levage - boulonnerie : inox	2	2015	25	2040	200				
Barraudage anti-chute	1	2015	25	2040	1250				
Echelle chambre à vanne	1	2015	25	2040	500				
Poires de niveau	3	2015	12	2027	125	3	375 €		
Sonde de niveau	1	2015	12	2027	600	1	600 €		

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PLAN DE RENOUELEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	Valeur unitaire de remplacement (€ HT)	Renouvellement Programmé		Renouvellement Non Programmé	
						Nombre de RNVT programmés	Montant RNVT programmé (€ HT)	Risque (%)	Montant RNVT non programmé (€ HT)
Pompe 1 : Flygt 3068 180 41.0 m3/h	1	2015	20	2035	1250				
Pompe 2 : Flygt 3068 180 41.0 m3/h	1	2015	20	2035	1250				
Armoire électrique	1	2015	20	2035	4500				
Automatisme alternance des pompes	1	2015	10	2025	200	1	200 €		
Colonne montante inox DN 100	2	2015	25	2040	550				
Collecteur refoulement eaux traitées : inox DN 100	1	2015	25	2040	550				
Vidange du refoulement : inox DN 50	1	2015	20	2035	300				
Vannes refoulement à opercule DN 100	2	2015	20	2035	500				
Clapets à boule DN 100	2	2015	20	2035	520				
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2015	20	2035	300				
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2015	25	2040	200				
Pied de potence	1	2015	40	2055	350				
Traitement secondaire (filtres plantés de roseaux)									
Regard de répartition (2 sorties avec clapet)	1	2015	40	2055	750				
Rampes d'alimentation des lits (canalisations inox percées)	2	2015	40	2055	2000				
Massif filtrant 112 m2 (2 x 8 m x 7 m) - Gravier 20/40 - épaisseur 0.15 m - Gravier 10/20 - épaisseur 0.10 m - Gravier 2/10 - épaisseur 0.20 m - Sable filtrant 0/4 - épaisseur 0.40 m	1	2015	40	2055					
Etanchéité : Géomembranne 1 mm + 2 géotextiles		2015	40	2055					
Drains de récupération PVC Ø 100	1	2015	40	2055	1500				
Cheminées d'aération	1	2015	25	2040	150				
Regard de prélèvement	1	2015	40	2055	750				
Zone de dispersion									
Bâche d'alimentation polyester ABT Ø 2.00 m - V = 1.0 m3 avec regard de répartition intégré (2 sorties)	1	2015	40	2055					
Capot alu	1	2015	25	2040	500				
Mécanisme de chasse à clapet auget ABT - Q = 45 m3/h	1	2015	15	2030	5000	1	5 000 €		
Poire de niveau	1	2015	12	2027	125	1	125 €		
Compteur de bâchées	1	2015	10	2025	500	1	500 €		
Vanne (By pass zone de dispersion)	2	2015	40	2055	600				
Bassins S = 315 m2 avec remplissage sable 0/4 sur 0.20 m	2	2015	40	2055					
Rampe percée enrobée de gravier pour épandage	4	2015	40	2055					
Regard de prélèvement	2	2015	40	2055	750				
Utilité générale									
Dalle béton pour local technique	1	2015	25	2040					
Bouche de lavage AEP	3	2015	30	2045	1100				

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE



**SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PLAN DE RENOUVELLEMENT**

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	Valeur unitaire de remplacement (€ HT)	Renouvellement Programmé		Renouvellement Non Programmé	
						Nombre de RNVT programmés	Montant RNVT programmé (€ HT)	Risque (%)	Montant RNVT non programmé (€ HT)
STEP DE MONTCARET (Boues activées 850 EH)									
Abords									
Clôture grillagée panneaux rigides	1	2011	40	2051					
Portail d'accès aumium double battants L = 4.00 m	1	2011	40	2051	5000				
Portail pour accès rejet L = 2.00 m	1	2011	40	2051	3500				
Voirie de circulation interne	1	1991	40	2031					
Local technique									
Génie civil béton, toiture tuiles	1	1991	45	2036					
Porte d'accès métallique	1	1991	40	2034	1000				
Fenêtre	2	1991	40	2034					
Armoire de commande	1	1991	20	2011	6000	1	6 000 €		
Poste de relevage de tête				0					
Génie civil béton armé circulaire	1	1991	45	2036					
Trappe d'accès type caillebotis galvanisé	3	1991	30	2036	750				
Potence	1	1991	40	2031	350				
Barre de guidage Galva	4	1991	30	2023	200	4	800 €		
Chaines - boulonnerie inox	2			2023	200	2	400 €		
Conduites de refoulement, PVC DN : 100 mm	3	1991	30	2023	550	3	1 650 €		
Poires de niveau	4	2007	12	2023	125	4	500 €		
Groupe immergés FLYGT type 3067-180	1		20	2040	3800				
Groupe immergés FLYGT DX 3069 LT	1	2020	20	2040	3800				
Vannes à opercule	2	1991	30	2023	550	2	1 100 €		
Claper à boules	2	1991	30	2023	550	2	1 100 €		
Trop plein DN 150	1	1991	40	2031					
Dégrilleur courbe automatique				0					
Génie civil béton armé , coffrage rectangulaire	1	1991	45	2036					
Echelle d'accès Aluminium	1	1991	30	2023	500				
Passerelle d'accès avec garde corps Aluminium	1	1991	30	2023	1200				
Caillebotis galva	1	1991	30	2022	500	1	500 €		
Grille de retenue des déchets	1	1991	30	2023	550	1	550 €		
Conduite d'arrivée effluents inox DN : 100 mm	1	2016	40	2056	600				
Goulotte d'évacuation des déchets , DN : 200 mm	1	1991	40	2031					
Dégrilleur rotatif	1	1991	20	2026	9500			50%	4 750 €
Motoréducteur FLENDER	1	1991	20	2026	2500			50%	1 250 €
Dégriaisseur/déssableur aéré raclé				0					
Génie civil béton armé , coffrage circulaire	1	1991	45	2036					
Escalier d'accès béton avec garde corps Aluminium	1	1991	45	2036	1500				
Capotage en treillis métallique pour protection agents	1	1991	30	2023	900	1	900 €		
Pont racleur	1	1991	30	2026	12000			50%	6 000 €
Conduite d'évacuation des graisses	1	1991	40	2031	600				
Conduite d'évacuation des sables, DN : 100 mm	1	1991	40	2031	600				
Moteur de pont racleur de l'AR: 30/11/2021	1	2021	25	2046	5500				
Caillebotis bac récupération sable résine 83-DE	1	2011	25	2036	500				
Caillebotis bac récupération graisse résine	1	2011	25	2036	500				



**SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PLAN DE RENOUVELLEMENT**

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	Valeur unitaire de remplacement (€ HT)	Renouvellement Programmé		Renouvellement Non Programmé	
						Nombre de RNV programmés	Montant RNV programmé (€ HT)	Risque (%)	Montant RNV non programmé (€ HT)
Bassin d'aération				0					
Génie civil béton armé , coffrage circulaire	1	1991	45	2036					
Passerelle d'accès avec garde corps Aluminium	1	1991	40	2031	1200				
Conduite d'arrivée effluents	1	1991	40	2031	600				
Conduites de recirculation des boues , DN : 110 mm	2	1991	40	2031	600				
Conduite vers puits de régazage, DN : 100 mm	1	1991	40	2031	800				
Turbines d'aération Europelec 2..2 Kw	3	1991	20	2023	7500			66%	4 950 €
Moteur SEW USOCOME RF 82 TD	1	2020	20	2040	5500				
Moteur SEW USOCOME RF 87 DRW	1	2017	20	2037	5500				
Moteur SEW USOCOME	1	1991	20	2026	5500			50%	2 750 €
Agitateur	1	2011	20	2031	1100			40%	440 €
Pompe extraction des boues	1	2011	20	2031	900			40%	360 €
Clarificateur raclé				0					
Génie civil béton armé , coffrage circulaire	1	1991	45	2036					
Echelle d'accès galvanisée	1	1991	40	2031	1000	1	1 000 €		
Pont racleur tournant galvanisé avec garde corps	1	1991	40	2031	13000			70%	9 100 €
Goulotte d'évacuation en béton	1	1991	45	2036					
Conduite de sortie vers débitmètre, DN : 200 mm	1	1991	45	2036	600				
Conduite d'évacuation des mousses , DN : 125 mm	1	1991	45	2036	600				
Motoréducteur pont racleur	1	1991	20	2022	2500	1	2 500 €		
Clifford galvanisé	1	1991	45	2036	2500				
Lame déversante galvanisée	1	1991	45	2036	2500				
puits de recirculation				0					
Génie civil béton armé , coffrage circulaire	1	1991	45	2036					
Escalier d'accès béton	1	1991	45	2036	1500				
Caillebotis galva	2	1991	30	2023	500	2	1 000 €		
Trappe d'accès type caillebotis galvanisé	1	1991	30	2023	750	1	750 €		
Conduite recirculation , DN : 100 mm	1	1991	45	2036	600				
Pompe de recirculation FLYGT	1	2020	20	2040	1250				
Silo à boues (conservé en secours)									
Génie civil béton armé , coffrage circulaire V:85m3	1	1991	45	2036					
Echelle d'accès avec crinoline	1	1991	30	2023	1000	1	1 000 €		
Conduite d'arrivée boues , DN : 100 mm	1	1991	45	2036	600				
Conduite d'évacuation avec raccord pompier	1	1991	45	2036	600				
Déshydratation des boues (Lits à rysophites)				0					
Génie civil béton armé casier 6.50 m x 6.50 m H = 2.70 m (H hors sol = 2.10 m)	6	2011	45	2056					
Remplissage Gravier 8/6 : épaisseur 0.15 m	1	2011	25	2036					
Remplissage Gravier 3/8 : épaisseur 0.10 m	16	2011	25	2036					
Remplissage Sable 2/4 : épaisseur 0.10 m	6	2011	25	2036					
Canalisation inox 304 L (2 points d'injection par lit)	6	2011	40	2051	2000				
Vannes d'isolement	6	2011	20	2031	550	6	3 300 €		
Echelles d'accès	3	2011	25	2036	500				
Rejet				0					
canal débitmétrique rectangulaire béton armé	1	1991	45	2036	2000				
Lame déversante en V	1	1991	45	2036	500				

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PLAN DE RENOUVELLEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	Valeur unitaire de remplacement (€ HT)	Renouvellement Programmé		Renouvellement Non Programmé	
						Nombre de RNVT programmés	Montant RNVT programmé (€ HT)	Risque (%)	Montant RNVT non programmé (€ HT)
STEP DE SAINT ANTOINE DE BREUILH (Boues activées 1 500 EH)				0					
Abords				0					
Clôture grillagée	1	1991	45	2036					
Portail d'accès galvanisé double battants	1	1991	45	2036	3500				
Local technique				0					
Génie civil béton armé , toiture tuiles	1	1991	50	2041					
Porte d'accès métallique	1	1991	45	2036	1000				
Fenêtre et grille de protection métallique	2	2010	45	2055					
Armoire de commande	1	2018	20	2038	4500				
Télesurveillance SOFREL S550	1	2012	12	2034	1900				
Chauffage , éclairage , sanitaire, évier	1	1991	45	2036					
Autosurveillance				0					
Débitmètre électromagnétique SIEMENS SISTRANS F M MAG 5000 DN 100	1	2016	15	2031	2500			50%	1 250 €
Pluviomètre à auget basculant ADRM type 7852	1	2016	15	2031	880			50%	440 €
Poste de relevage station				0					
coffrage circulaire polyester	1	2007	30	2037					
Trappe d'accès type caillebotis galvanisé	1	2007	30	2037	750				
Pied de potence de relevage	1	2007	30	2037	350				
Barre de guidage + chaîne Galva	1	2007	30	2037	1000				
Conduites de refoulement, PVC DN : 100 mm	3	2007	30	2037	550				
Vidange du refoulement DN 50	1	2007	30	2037	300				
Vidange de la chambre a vanne DN 50	1	2007	30	2037	400				
Poires de niveau	4	2007	10	2022	290	1	290 €		
Sonde endress hausser	1	2012	10	2022	240	1	240 €		
Groupes immergés FLYGT type 3067-180, Débit : 16 m³/h, HMT : 5 mCE, Puissance : 1.2 kW, Tension : 380 V	1	2012	20	2032	3800			40%	1 520 €
Groupes immergés FLYGT type 3067-180, Débit : 28 m³/h, HMT : 5 mCE, Puissance : 1.2 kW, Tension : 380 V	1	2016	20	2036	3800				
Vannes manuelles et clapets, DN : 100 mm	2	2007	30	2037	1100				
Vidange refoulement DN : 50 mm	1	2007	30	2037	500				
Vidange Chambre de vannes	1	2007	30	2037	200				
Prise d'eau pour lavage poste, DN : 15 mm	1	2006	30	2036					
Dégrilleur courbe automatique				0					
Génie civil béton armé , coffrage rectangulaire	1	1991	45	2034					
Echelle d'accès Aluminium	1	1991	30	2034	500				
Passerelle d'accès avec garde corps Aluminium	1	1991	30	2034	1200				
Grille de retenue des déchets	1	1991	30	2034	500				
Conduite d'écoulement inox DN 100 mm	1	2016	30	2034	600				
Goulotte d'évacuation des déchets DN 200 mm	1	1991	30	2034					
Dégrilleur rotatif	1	1991	20	2034	9500				
Motoréducteur FLENDER type D41-Z10-M1B-4	1	2008	20	2034	2500				
Arrêt d'urgence	1	2018	20	2034	250				

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PLAN DE RENOUELEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	Valeur unitaire de remplacement (€ HT)	Renouvellement Programmé		Renouvellement Non Programmé	
						Nombre de RNVT programmés	Montant RNVT programmé (€ HT)	Risque (%)	Montant RNVT non programmé (€ HT)
Dégraisseur/déssableur aéré raclé				2034					
Génie civil béton armé , coffrage circulaire	1	1991	45	2034					
Passerelle d'accès avec garde corps Aluminium	1	1991	30	2034	1200				
Potence de relevage	1	1991	30	2034	350				
Capotage en treillis métallique pour protection agents	1	1991	30	2034	500				
Pont racleur	1	1991	30	2034	4000				
Conduite d'évacuation des graisses inox 316 L DN 150 mm	1	2015	30	2034	600				
Conduite d'évacuation des sables, DN : 100 mm	1	1991	30	2034	600				
Moteur de pont racleur SEW R87 , Puissance : 0.75 kW	1	2005	20	2034	5500				
Aérateur	1	2016	20	2034	2500				
Bac déssableur (Caillebotis)	1	1991	30	2034	500				
Bac dégraisseur (Caillebotis)	1	2017	30	2034	500				
Vanne DN 100 (Sortie dégraisseur)	1	2017	30	2034	500				
Bassin d'aération				0					
Génie civil béton armé , coffrage circulaire V:265m3 ; S:132m2	1	1991	45	2036					
Passerelle d'accès avec garde corps Aluminium	1	1991	35	2026	1200	1	1 200 €		
Conduite d'arrivée effluents	1	1991	35	2026	600	1	600 €		
Conduites de recirculation des boues , DN : 110 mm	2	1991	35	2026	600	1	600 €		
Conduite vers puits de régazage, DN : 100 mm	1	1991	35	2026	800	1	800 €		
Turbines d'aération,motoréducteur FLENDER type DF81A100LB4 , Puissance : 3 kW, Tension : 380 V	3	1991	20	2022	3800	2	7 600 €	20%	760 €
Motoréducteur SEW USOCOME RF 87 DRE 100 LC4/C	1	2014	20	2034	1800				
Motoréducteur SEW USOCOME RF 87 DRE 100 LC4/C	1	2020	20	2040	1800				
Motoréducteur SEW USOCOME RF 87 DRE 100 LC4/C	1	1991	20	2026	1800	1	1 800 €		
Sonde rédox	1	2012	10	2026	900	1	900 €		
Lame de déverse	1	1991	30	2026	700	1	700 €		
Puits de dégazage				0					
Génie civil béton armé , coffrage circulaire	1	1991	50	2041					
Conduite vers clarificateur , DN : 100 mm	1	1991	30	2034	600				
Clarificateur raclé				0					
Génie civil béton armé , coffrage circulaire V:122m3 ; S:58m2	1	1991	50	2041					
Echelle d'accès galvanisée	1	1991	35	2026	1200	1	1 200 €		
Pont racleur tournant galvanisé avec garde corps	1	1991	35	2026	12000			80%	9 600 €
Goulotte d'évacuation en béton	1	1991	35	2026	1200	1	1 200 €		
Conduite de sortie vers débitmètre, DN : 200 mm	1	1991	35	2026	600	1	600 €		
Conduite d'évacuation des mousses , DN : 125 mm	1	1991	35	2026	600	1	600 €		
Motoréducteur FLENDER type D41-Z10-11B, Puissance : 0.25 kW, Tension : 380 V	1	2018	20	2038	2500				
Clifford galvanisé	1	1991	35	2026	5600			50%	2 800 €
Lame déversante galvanisée	1	1991	35	2026	4200			50%	2 100 €

024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PLAN DE RENOUELEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	Valeur unitaire de remplacement (€ HT)	Renouvellement Programmé		Renouvellement Non Programmé	
						Nombre de RNVT programmés	Montant RNVT programmé (€ HT)	Risque (%)	Montant RNVT non programmé (€ HT)
Bac à mousses				0					
Génie civil béton armé , coffrage circulaire	1	1991	45	2036					
Trappe d'accès type caillebotis galvanisé	1	1991	45	2036	750				
Conduite d'arrivée mousses , DN : 125 mm	1	1991	45	2036	600				
puits de recirculation des boues				0					
Génie civil béton armé , coffrage circulaire	1	1991	45	2034					
Passerelle d'accès avec escalier galvanisée	1	1991	30	2034	2200				
Potence de relevage groupes	1	1991	30	2034	350				
Trappe d'accès type caillebotis galvanisé	1	1991	30	2034	750				
Conduites d'extraction et recirculation , DN : 110 mm	2	1991	30	2034	600				
Coffret de raccordement électrique	1	1991	20	2034	230				
Pompe de recirculation FLYGT 3067.180 , Débit : 35 m³/h, Puissance : 1.2 kW, Tension : 380 V	1	1991	20	2034	1250				
Pompe d'extraction FLYGT 3067.180 , Débit : 44 m³/h, Puissance : 1.2 kW, Tension : 380 V	1	2016	20	2034	1250				
Vannes enterrées de réglage vers silo et recirculation, DN : 110 mm	2	1991	30	2034	500				
Silo à boues				2034					
Génie civil béton armé , coffrage circulaire V:85m3	1	1991	45	2034					
Echelle d'accès Alu avec crinoline	1	1991	30	2034	500				
Barres de guidage agitateur inox	1	2015	30	2034	750				
Potence 150 Kg avec treuil 150 Kg	1	2015	30	2034	350				
Agitateur XYLEM SR 4640 - 705 t/mn - 2.5 Kw - hélice Ø 368 mm	1	2015	20	2034	2200				
Armoire électrique agitateur	1	2015	20	2034	4500				
Conduite d'arrivée boues , DN : 110 mm	1	1991	30	2034	600				
Conduite d'évacuation avec raccord pompier	1	1991	30	2034	600				
Drain inox 316 L- Grille Johnson maille 2 mm	1	2015	30	2034					
Préparation polymères				2034					
Bac de préparation PE 800 l	1	2002	30	2034					
Agitateur polymère DOSAPRO VRE 2040 , Puissance : 0.5 kW	1	2002	20	2034	1200				
Pompe doseuse DOSAPRO FCOT3 200 l/h , Puissance : 0.37 kW	1	2019	20	2034	1800				
Traitement des boues				2034					
Armoire électrique table d'égoutage	1	2000	20	2034	4500				
Table d'égoutage EMO	1	2000	20	2034	22000				
Moteur table BONFIGLIOLI N80174 , Puissance : 0.6 kW	1	2014	20	2034	5500				
Poste eaux de lavage				0					
Equipement du puits pour eaux de lavage	1	2012	30	2042					
Rejet				0					
canal débitmétrique rectangulaire béton armé	1	1991	45	2036	2000				
Conduite d'alimentation de la lagune , DN : 110 mm	1	1991	45	2036	600				
Lame déversante en V	1	1991	45	2036	500				
Bassin de lagunage				0					
Lagune V. S.S.	1	1991	45	2036					
Conduite d'arrivée PVC, DN : 110 mm	1	1991	45	2036	600				
Conduite de rejet PVC , DN : 110 mm	1	1991	45	2036	600				

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PLAN DE RENOUELEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	Valeur unitaire de remplacement (€ HT)	Renouvellement Programmé		Renouvellement Non Programmé	
						Nombre de RNVT programmés	Montant RNVT programmé (€ HT)	Risque (%)	Montant RNVT non programmé (€ HT)
STEP DE SAINT MARTIN DE GURSON (Filtres plantés de roseaux - 350 EH)				0					
Abords				0					
Clôture grillage simple torsion H = 2.00 m	1	2011	40	2051					
Portail métal double battant L = 4.00 m	1	2011	40	2051	5000				
Voirie				0					
Voirie Lourde calcaire extérieure avec aire de retournement	1	2011	40	2051					
Voirie piétonne calcaire	1	2011	40	2051					
Local technique				0					
Bâtiment béton couverture tuile	1	2011	45	2056					
Porte acier	1	2011	30	2041	1000				
Evier avec pailasse	1	2011	30	2041					
Radiateur électrique	1	2011	20	2031					
Poste de tête (injection 1er étage)				0					
Génie civil béton avec réhausse hors sol	1	2011	45	2056					
Capot alu	1	2011	45	2056	500				
Panier dégrilleur inox	1	2011	25	2036	500				
Guidage pompes : Barres inox	4	2021	25	2046	750				
Chaînes de levage - boulonnerie : inox	2	2021	25	2046	200				
Poires de niveau	3	2015	12	2027	125	3	375 €		
Sonde de niveau : Piezo	1	2015	12	2027	600	1	600 €		
Pompe 1 : Flygt 3127 MT 116 m3/h à 11.2 mCE -5.9 Kw - 1450 t/mn	1	2021	20	2041	2950				
Pompe 2 : Flygt 3127 MT 116 m3/h à 11.2 mCE -5.9 Kw - 1450 t/mn	1	2021	20	2041	2950				
Colones montantes inox DN 150	2	2021	25	2046					
Automatisme alternance des pompes	1	2011	10	2023	200	1	200 €		
Sonde ultra son Endress Hauser	1	2011	12	2023	1000	1	1 000 €		
Poires de niveau	3	2021	12	2033	125	3	375 €		
Télégestion SOFREL	1	2021	12	2033	1900				
Traitement primaire (filtres plantés de roseaux)	1			0					
Canalisation d'alimentation	1	2021	40	2061	2000				
Regard de répartition avec vannes	1	2021	40	2061	750				
Rampes d'alimentation inox dans digue centrale (2 rampes par lit) l = 54 ml	1	2021	40	2061					
Lits plantés S = 210 m2	3	2011	25	2036					
Matériaux filtrants	1	2021	25	2046					
Collecteur d'évacuation général	1	2011	25	2036	600				
Etanchéité : Géomembrane 1 mm + 2 géotextiles	1	2011	25	2036					
Drains de récupération PVC Ø 100	1	2011	25	2036	1500				
Chemins de circulation	1	2011	25	2036	150				

024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



**SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PLAN DE RENOUELEMENT**

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	Valeur unitaire de remplacement (€ HT)	Renouvellement Programmé		Renouvellement Non Programmé	
						Nombre de RNVT programmés	Montant RNVT programmé (€ HT)	Risque (%)	Montant RNVT non programmé (€ HT)
Poste d'injection étage 2				0					
Cuve circulaire Béton Ø 1.90 m - H=3.20 m	1	2021	40	2061	5000				
Chambre à vanne Béton	1	2021	40	2061	2000				
Couverture cuve : Capot alu	2	2021	25	2046	500				
Couverture Chambre à vanne : Capot alu	1	2021	25	2046	500				
Guidage pompes : Barres inox	4	2021	25	2046	750				
Chaînes de levage - boulonnerie : inox	2	2021	25	2046	200				
Barraudage anti-chute	1	2021	25	2046	1250				
Echelle chambre à vanne	1	2021	25	2046	500				
Poires de niveau	3	2021	12	2033	125	3	375 €		
Sonde de niveau : Piezo	1	2021	12	2033	900				
Pompe 1 : Flygt 3127 MT 116 m3/h à 11.2 mCE -5.9 Kw - 1450 t/mn	1	2021	20	2041	2950				
Pompe 2 : Flygt 3127 MT 116 m3/h à 11.2 mCE -5.9 Kw - 1450 t/mn	1	2021	20	2041	2950				
Armoire électrique	1	2021	20	2041	4500				
Automatisme alternance des pompes	1	2021	10	2031	200	1	200 €		
Colonne montante inox DN 150	2	2021	25	2046	600				
Collecteur refoulement : inox DN 150	1	2021	25	2046	600				
Vidange du refoulement : inox DN 50	1	2021	20	2041	300				
Vannes refoulement à opercule DN 150	2	2021	20	2041	750				
Clapets à boule DN 150	2	2021	20	2041	700				
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2021	20	2041	300				
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2021	30	2051	200				
Pied de potence	1	2021	40	2061	350				
Traitement secondaire (filtres plantés de roseaux)				0					
Regard de répartition	1	2021	40	2061	750				
Rampes d'alimentation des lits inox	3	2021	40	2061					
Lits plantés	3	2011	25	2036					
Matériaux filtrants	1	2021	25	2046					
Collecteur d'évacuation général	1	2011	25	2036	600				
Drains de récupération PVC Ø 100	1	2011	25	2036	1500				
Cheminées d'aération	1	2011	25	2036	150				
Rejet				0					
Canal de comptage béton	1	2011	40	2051	2000				

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



**SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PLAN DE RENOUVELLEMENT**

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	Valeur unitaire de remplacement (€ HT)	Renouvellement Programmé		Renouvellement Non Programmé	
						Nombre de RNVT programmés	Montant RNVT programmé (€ HT)	Risque (%)	Montant RNVT non programmé (€ HT)
STEP DE SAINT MEARD DE GURSON (Lit bactérien - 350 EH)				0					
Abords				0					
Clôture grillage simple torsion sur poteaux béton H = 1.50 m - L = 200 ml	1	1992	45	2034					
Portail métal double battant L = 4.00 m	1	1992	45	2034	5000				
Poste de relèvement				2034					
Cuve circulaire Béton	1	1992	45	2034	5000				
Guidage pompes : filoguidage	2	1992	30	2034	750				
Chaînes de levage - boulonnerie : inox	2	1992	30	2034	200				
Automatisme alternance pompes	1	1992	12	2034					
Poires de niveau	3	1992	12	2022	200	1	200 €		
Pompe 1 : KSB AMAREX NF65-220/004ULG-145 - Q= 15 m3/h - HMT = 3,9 mCE - P=0,8 Kw	1	2016	20	2034	1250				
Pompe 2 : KSB AMAREX NF65-220/004ULG-145 - Q= 15 m3/h - HMT = 3,9 mCE - P=0,8 Kw	1	2011	20	2034	1250				
Colonne montante : PVC DN 65	2	1992	30	2034	500				
Décanteur digesteur				2034					
Génie civil circulaire béton	1	1992	45	2034					
Matériaux filtrants	1	1992	45	2034					
Passerelle béton avec rambarde alu	1	1992	45	2034	1200				
Caillebotis résine	3	1992	30	2034	500				
Vanne d'isolement du lit bactérien PVC DN 100	1	1992	30	2034	500				
Vanne d'isolement des lits de séchage PVC DN 100	1	1992	30	2034	500				
Canalisation d'extraction des boues avec raccord pompier	1	1992	30	2034	2000				
Lit bactérien				2034					
Génie civil circulaire béton	1	1992	45	2034					
Matériaux filtrants	1	1992	45	2034					
Sprinkler	1	2005	20	2034	4000				
Couverture grillagée de protection du lit bactérien	1	1992	30	2034					
Autosurveillance				2034					
Canal de comptage polyester	1	1992	30	2034	2000				
Déversoir triangulaire à lecture directe	1	1992	30	2034	500				
Capot alu	1	1992	30	2034	500				
Traitement tertiaire				2034					
Lagune de finition	1	1992	45	2034					
Deshydratation des boues (abandonné)				2034					
Lits de séchage	1	1992	45	2034					

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



**SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PLAN DE RENOUVELLEMENT**

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	Valeur unitaire de remplacement (€ HT)	Renouvellement Programmé		Renouvellement Non Programmé	
						Nombre de RNVT programmés	Montant RNVT programmé (€ HT)	Risque (%)	Montant RNVT non programmé (€ HT)
Local technique et utilité générale				2034					
Génie civil béton couverture tuile	1	1992	45	2034					
Porte métallique	1	1992	45	2034	1000				
Bouche de lavage AEP	2	1992	30	2034	1100				
Evier inox avec paillasse	1	1992	30	2034					
W.C.	1	1992	30	2034	250				
Bureau	1	1992	30	2034					
Armoire électrique BT	1	1992	20	2034	4500				
Télétransmission AQUAVEIL Modulo 8000	1	2017	12	2034	1950				
Comptage électrique	1	1992	20	2034					
Alimentation eau potable avec compteur	1	1992	20	2034	1100				

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE



**SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PLAN DE RENOUELEMENT**

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	Valeur unitaire de remplacement (€ HT)	Renouvellement Programmé		Renouvellement Non Programmé	
						Nombre de RNVT programmés	Montant RNVT programmé (€ HT)	Risque (%)	Montant RNVT non programmé (€ HT)
STEP DE SAINT VIVIEN (Filtres plantés de roseaux - 250 EH)				0					
Abords									
Clôture panneaux rigides H = 2.00 m - L = 180 ml	1	2016	40	2056					
Clôture grillage simple torsion sur piquets métalliques H = 2.00 m - L = 130 ml	1	2016	40	2056					
Portail métal double battant L = 4.00 m	1	2016	40	2056	5000				
Voirie									
Voirie Lourde calcaire avec aire de retournement	1	2016	40	2056					
Voirie piétonne calcaire	1	2016	40	2056					
Dégrilleur statique									
Canal rectangulaire polyester ABT	1	2016	40	2056	2000				
Capot alu	1	2016	25	2041	500				
Panier d'égoutage inox	1	2016	25	2041	500				
Grille alu	1	2016	25	2041	500				
Traitement primaire (filtres plantés de roseaux)	1	2016	30	2046					
Bâche d'alimentation polyester ABT Ø 2.0 m - V = 2.9 m3 avec regard à vanne intégré (3 sorties)	1	2016	40	2056					
Capot alu	1	2016	25	2041	500				
Mécanisme de chasse à clapet ABT - Q = 93 m3/h	1	2016	15	2031	5000			40%	2 000 €
Poire de niveau	1	2016	12	2028	125	1	125 €		
Compteur de bâchées	1	2016	10	2026	500	1	500 €		
Rampe d'alimentation des lits inox	3	2016	40	2056					
Collecteur d'évacuation général PVC CR8 Ø 160	1	2016	40	2056	600				
Muret de protection périphérique (plaques béton)			40						
Massif filtrant 300 m2 (3 x 12.0 m x 8.33 m)									
- Gravier 20/40 - épaisseur 0.15 m	1	2016	40	2056					
- Gravier 10/20 - épaisseur 0.15 m									
- Gravier 2/8 - épaisseur 0.50 m									
Etanchéité : Géomembranne 1.5 mm + 2 géotextiles	1	2016	40	2056					
Drains de récupération PVC Ø 100	1	2016	40	2056	1500				
Cheminées d'aération	1	2016	25	2041	150				

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE



**SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PLAN DE RENOUELEMENT**

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	Valeur unitaire de remplacement (€ HT)	Renouvellement Programmé		Renouvellement Non Programmé	
						Nombre de RNVT programmés	Montant RNVT programmé (€ HT)	Risque (%)	Montant RNVT non programmé (€ HT)
Traitement secondaire (filtres plantés de roseaux)									
Bâche d'alimentation polyester ABT Ø 2.5 m - V = 2.9 m3 avec regard à vanne intégré (2 sorties)	1	2016	40	2056					
Capot alu	1	2016	25	2041	500				
Mécanisme de chasse à clapet ABT - Q = 83 m3/h	1	2016	15	2031	5000			40%	2 000 €
Poire de niveau	1	2016	12	2028	125	1	125 €		
Compteur de bâchées	1	2016	10	2026	500	1	500 €		
Rampe d'alimentation des lits inox	2	2016	40	2056					
Muret de protection périphérique (plaques béton)			40						
Massif filtrant 200 m2 (2 x 12.5 m x 8.0 m) - Gravier 20/40 - épaisseur 0.15 m - Gravier 10/20 - épaisseur 0.10 m - Gravier 2/8 - épaisseur 0.20 m - Sable filtrant 0/4 épaisseur 0.40 m	1	2016	40	2056					
Etanchéité : Géomembranne 1.5 mm + 2 géotextiles	1	2016	40	2056					
Drains de récupération PVC Ø 100	1	2016	40	2056	1500				
Cheminées d'aération	1	2016	40	2056	150				
Vanne By pass aire d'infiltration dans regard	1	2016	25	2041	600				
Aire d'infiltration									
Bâche d'alimentation polyester ABT Ø 2.00 m - V = 1.7 m3 avec regard de répartition intégré (2 sorties)	1	2016	40	2056					
Capot alu			25		500				
Mécanisme de chasse à clapet ABT - Q = 50 m3/h	1	2016	15	2031	5000			40%	2 000 €
Poire de niveau	1	2016	12	2028	125	1	125 €		
Compteur de bâchées	1	2016	10	2026	500	1	500 €		
Bassins S totale = 1 000 m2 (4 lits avec remplissage sable 0/4 sur 0.30 m)	1	2016	40	2056					
Rampe percée enrobée de gravier pour épandage	4	2016	40	2056					
Canalisation trop plein aire d'infiltration vers milieu récepteur superficiel.	2	2016	40	2056	2000				
Autosurveillance									
Regard de prélèvement (aval étage 2 avec By pass de la zone d'infiltration)	1	2016	40	2056	750				
Utilité générale									
Local technique bois 9.4 m2 - couverture tuile	1	2016	40	2056					
Evier	1	2016	40	2056					
Bouche de lavage AEP	2	2016	30	2046	1100				

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE



**SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PLAN DE RENOUVELLEMENT**

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	Valeur unitaire de remplacement (€ HT)	Renouvellement Programmé		Renouvellement Non Programmé	
						Nombre de RNVT programmés	Montant RNVT programmé (€ HT)	Risque (%)	Montant RNVT non programmé (€ HT)
STEP DE VELINES "LES REAUX 2" (Filtres plantés de roseaux - 800 EH)									
Abords									
Clôture grillage simple torsion sur poteaux bois H = 1.50 m - L = 355 ml	1	2016	40	2056					
Portail métal double battant L = 4.00 m	1	2016	40	2056	5000				
Voirie									
Voirie Lourde calcaire avec aire de retournement	1	2016	40	2056					
Voirie piétonne calcaire	1	2016	40	2056					
Prétraitement									
Dégrilleur automatique courbe avec capot ABT	1	2016	20	2036	14000				
Bac d'égouttage des refus	1	2016	25	2041					
By pass du dégrilleur	1	2016	25	2041	600				
Surverse sortie dégrilleur	1	2016	25	2041					
Electrovanne by pass dégrilleur	2	2016	12	2028	300	2	600 €		
Traitement (filtres plantés de roseaux)									
Bâche d'alimentation polyester ABT Ø 3.0 m - V = 7.0 m3	2	2016	40	2056					
Capot alu	2	2016	25	2041	500				
Mécanisme de chasse à clapet ABT - Q = 190 m3/h	2	2016	15	2031	5000			40%	2 000 €
Sonde ultrason	2	2016	12	2028	1000	2	2 000 €		
Compteur de bâchées	2	2016	10	2026	500	2	1 000 €		
Regard de répartition avec obturateurs	2	2016	25	2041	750				
Rampes aériennes inox d'alimentation des lits (sur 3 lits)	12	2016	25	2041					
Canalisation enterée du lit existant	1	2016	25	2041	2000				
Remontées inox avec plaque anti affouillement (lit existant)	12	2016	25	2041					
Massif filtrant 960 m2 (4 lits : 30 m x 82 m)									
- Gravier 20/40 - épaisseur 0.20 m									
- Gravier 8/16 - épaisseur 0.15 m									
- Gravier 2/8 - épaisseur 0.45 m									
Etanchéité : Géomembranne 1.5 mm + 2 géotextiles	4	2016	40	2056					
Drains de récupération PVC Ø 100	4	2016	40	2056	1500				
Cheminées d'aération	4	2016	25	2041	150				
Electrovanne permutation des filtres (y compris extension pour 1 lit supplémentaire)	5	2016	12	2028	400	5	2 000 €		
Dispositif de commande des électrovannes	1	2019	15	2034	500				
Armoire électrique (automatisation électrovannes)	1	2016	20	2036	4500				

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



**SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PLAN DE RENOUVELLEMENT**

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	Valeur unitaire de remplacement (€ HT)	Renouvellement Programmé		Renouvellement Non Programmé	
						Nombre de RNVT programmés	Montant RNVT programmé (€ HT)	Risque (%)	Montant RNVT non programmé (€ HT)
Poste de relevage eaux traitées									
Cuve circulaire Béton Ø 1.20 H=2.80	1	2013	40	2053	5000				
Chambre à vanne Béton	1	2013	40	2053	2000				
Couverture cuve : caillebotis résine avec barre cadénassée	1	2013	25	2038	750				
Couverture Chambre à vanne : caillebotis résine avec barre cadénassée	1	2013	25	2038	750				
Guidage pompes : Barres inox	4	2013	25	2038	750				
Chaînes de levage - boulonnerie : inox	2	2013	25	2038	200				
Barraudage anti-chute	1	2013	25	2038	1250				
Poires de niveau	3	2013	12	2025	125	3	375 €		
Sonde de niveau : ultra son Siemens Multiranger 100	1	2013	12	2025	1000	1	1 000 €		
Pompe 1 : Flygt 3127.160 22.0 m3/h 29.7 mCE 7.4 Kw 2900 t/mn	1	2016	20	2036	2950				
Pompe 2 : Flygt 3127.160 22.0 m3/h 29.7 mCE 7.4 Kw 2900 t/mn	1	2016	20	2036	2950				
Armoire électrique PR rejet	1	2013	20	2033	4500				
automatisme alternance des pompes	1	2013	10	2023	200	1	200 €		
Télégestion WITT Clip nano 5120	1	2013	12	2025	1900	1	1 900 €		
Colonne montante rejet inox DN 80	2	2013	25	2038	500				
Collecteur refoulement eaux traitées : inox DN 80	1	2013	25	2038	500				
Vidange du refoulement : inox DN 50	1	2013	20	2033	300	1	300 €		
Vannes refoulement à opercule DN 80	2	2013	20	2033	320	2	640 €		
Clapets à boule DN 80	2	2013	20	2033	320	2	640 €		
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2013	20	2033	300	1	300 €		
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2013	30	2043	200				
Pied de potence	1	2013	40	2053	350				
Autosurveillance									
Débitmètre eaux brutes Andress Hauser Promag 10	1	2016	12	2028	2800	1	2 800 €		
Canal de comptage polyester sortie de station ABT	1	2016	40	2056	2000				
Electricité - Utilité générale									
Local technique bois sur dalle béton	1	2016	40	2056					
Eclairage	1	2016	40	2056					
Bouche de lavage AEP	1	2016	40	2056	1100				

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PLAN DE RENOUVELLEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	Valeur unitaire de remplacement (€ HT)	Renouvellement Programmé		Renouvellement Non Programmé	
						Nombre de RNVT programmés	Montant RNVT programmé (€ HT)	Risque (%)	Montant RNVT non programmé (€ HT)
STEP DE VILLEFRANCHE DE LONCHAT (B.R.M. - 515 EH)									
Poste eau brute									
pompe GRUNDFOS Type : SLV.65.65.22.2.50D.C / H max = 18m / P1= 2,9kW, P2= 2,2kW / Q max = 45m3/h	2	2019	20	2039	2300				
Sonde US ENDRESS avec boîtier PROSONIC	1	2019	12	2031	1000	1	1 000 €		
Poires de niveau	3	2019	12	2031	125	3	375 €		
Dispositif de comptage trop plein	1	2019	15	2034					
Doubles barres de guidage	2	2019	25	2044	750				
Vannes DN 80	2	2019	20	2039	320				
Clapets DN 80	2	2019	20	2039	450				
vanne DN 40	1	2019	20	2039	300				
Potence	1	2019	40	2059	350				
Pluviomètre	1	2019	12	2031	750	1	750 €		
Dégraisseur raclé SERINOL 6 m3/h									
Turbine d'aération	1	2019	20	2039	3800				
Clifford	1	2019	25	2044	2500				
Motoréducteur 0,18 kW	1	2019	20	2039	2000				
Racleur avec motoréducteur	1	2019	25	2044	3800				
Vanne à manchon DN 40	1	2019	20	2039	300				
Vanne papillon DN 40	1	2019	20	2039	300				
annes DN 65	3	2019	20	2039	350				
Electrovanne de brassage sable	1	2019	12	2031	400	1	400 €		
Prétraitement									
Débitmètre ENDRESS DN 65 PROMAG L	1	2019	15	2034	2200				
Vannes guillotine CMO DN 150 motorisées (pneumatique)	2	2019	20	2039	500				
Tamis rotatif LACKEY ROTOSIEVE P = 0,37 kW / maille = 2 mm / Inox 304L	1	2019	20	2039	14000				
Tamis rotatif LACKEY ROTOSIEVE P = 0,37 kW / maille = 2 mm / Inox 304L	1	2019	20	2039	14000				
Compacteur à vis LACKEY ROTOSIEVE	1	2019	25	2044	6000				
Ensacheur avec son container de 140 litres	1	2019	25	2044	250				
Vanne DN 200	1	2019	20	2039	700				
Pompes Grundfos à vitesse variable SLV 65.65.09.2.50B / H max = 7,5m / P1 = 1,40 kW, P2 = 0,9 kW/ Q max = 6,8 L/s	2	2019	20	2039	1250				
Clapets DN 65	2	2019	20	2039	400				
Vannes DN 65	2	2019	20	2039	300				
Débitmètre DN 50 ENDRESS PROMAG L	1	2019	15	2034	2200				
Doubles barres de guidage	2	2019	25	2044	750				
Dispositif de comptage de trop plein	1	2019	15	2034	1200				
Sonde US ENDRESS	1	2019	12	2031	1000	1	1 000 €		
Afficheur PROSONIC ENDRESS	1	2019	15	2034	400				
Potence fixe et son palan	1	2019	40	2059	350				
Aérotherme	1	2019	40	2059	1500				
Paillasse de laboratoire	2	2019	45	2064					
Spectro HACH DR 3900	1	2019	15	2034	8150				

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PLAN DE RENOUVELLEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	Valeur unitaire de remplacement (€ HT)	Renouvellement Programmé		Renouvellement Non Programmé	
						Nombre de RNVT programmés	Montant RNVT programmé (€ HT)	Risque (%)	Montant RNVT non programmé (€ HT)
Bloc chauffant LT 200 HACH	1	2019	15	2034	3140				
Chambre de thermostatique LOVIBOND	1	2019	15	2034	2500				
BOD système HACH	1	2019	15	2034	4350				
Aération	1	2019	20	2039					
Sonde de mesure MES ENDRESS	1	2019	12	2031	500	1	500 €		
Sonde mesure d'OXYGENE ENDRESS	1	2019	12	2031	500	1	500 €		
Afficheur LIQUILINE ENDRESS	1	2019	15	2034	400				
Rampe de diffusion d'air fines bulles	1	2019	25	2044	1500				
Diffuseurs EUROPELEC AQUATUBE 70, 32 buses	1	2019			4500				
Vanne papillon DN 80	1	2019	20	2039	350				
Sonde piézo	1	2019	12	2031	600	1	600 €		
Poire de niveau	1	2019	12	2031	125	1	125 €		
Vannes murale doubles pelles	2	2019	25	2044	500				
Dispositif de levage rampe d'aération	1	2019	40	2059					
Filet de protection	1	2019	15	2034					
Unité membranaire BRM		2019	20	2039					
Modules MBR Alphasud LowResist ®	1	2019	20	2039	20000				
Modules MBR Alphasud LowResist ®	1	2019	20	2039	20000				
Vannes régulatrices électropneumatiques GEMU	8	2019	12	2031	1250	8	10 000 €		
sondes piézo	2	2019	12	2031	600	2	1 200 €		
Local CIP									
vannes pneumatiques GEMU DN 80	2	2019	12	2031	900	2	1 800 €		
vannes électropneumatiques de régulation GEMU DN 32	4	2019	12	2031	1250	4	5 000 €		
capteurs piézo ENDRESS CERABAR M DN 40	2	2019	12	2031	600	2	1 200 €		
Vannes papillons DN 65	2	2019	15	2034	350				
TMP diamètre 315 en polyéthylène	2	2019	40	2059	900				
Cuve CIP	1	2019	40	2059	900				
- agitateur avec moteur	1	2019	15	2034	1100				
- poires de niveau	2	2019	12	2031	125	2	250 €		
- sonde de pH ENDRESS avec afficheur LIQUILINE	1	2019	12	2031	550	1	550 €		
Armoires de dosage MILTON ROY	3	2019	40	2059	4500				
Pompe doseuse Javel Milton Roy serie G	1	2019	12	2031	1250	1	1 250 €		
Pompe doseuse Acide citrique Milton Roy serie G	1	2019	12	2031	1250	1	1 250 €		
Pompe doseuse Soude 30% Milton Roy serie G	1	2019	12	2031	1250	1	1 250 €		
Pompe doseuse PAX Milton Roy serie G	1	2019	12	2031	1250	1	1 250 €		
Coffret dosage Javel	1	2019	15	2034					
Coffret dosage acide citrique	1	2019	15	2034					
Coffrage dosage soude	1	2019	15	2034					
Coffrage dosage pax	1	2019	15	2034					
Vanne DN 50	1	2019	20	2039	300				
Clapet DN 50	1	2019	20	2039	400				
Boite à boue DN 50	1	2019	20	2039	400				
Nourrice 6 départs E.I.	1	2019	20	2039	400				
Pressostats	2	2019	20	2039	900				
Nourrice 6 départs AEP	1	2019	20	2039	400				
Disconnecteur	1	2019	20	2039					

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PLAN DE RENOUELEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	Valeur unitaire de remplacement (€ HT)	Renouvellement Programmé		Renouvellement Non Programmé	
						Nombre de RNVT programmés	Montant RNVT programmé (€ HT)	Risque (%)	Montant RNVT non programmé (€ HT)
Douche de sécurité	1	2019	20	2039	900				
Aérotherme	1	2019	20	2039	1500				
Extracteur d'air	1	2019	20	2039	1200				
Pompe de lavage CIP MIDER 6 m3/h (produits corrosifs)	1	2019	10	2029	1250	1	1 250 €		
Local Surpresseurs	1	2019	20	2039					
Surpresseurs AERZEN GM 35	2	2019	15	2034	7000				
Variateurs de vitesse SCHNEIDER ELECTRIC ATV 320 5.5 Kw	2	2019	12	2031	1000	2	2 000 €		
Vannes papillons DN 80	3	2019	20	2039	400				
Vannes papillons DN 60	2	2019	20	2039	320				
Extracteur d'air	1	2019	20	2039	1200				
Piège à sons VIPE / Qmax = 2,89 m3/h / Pmax (absorbée) = 145 W	1	2019	20	2039	2000				
Compresseur air de service mono cylindre avec cuve de 270 litres	1	2019	20	2039	2470				
Electrovanne de purge des condensats	1	2019	12	2031	400	1	400 €		
Nourrice de répartition d'air 12 départs	1	2019	15	2034					
Réducteurs de pression	7	2019	15	2034					
Boitier de de commande électropneumatique avec bobines 12 départs	1	2019	20	2039	500				
Electrovannes	2	2019	12	2031	400	1	400 €		
Pressostat	1	2019	15	2034	900				
Dispositif de traitement de l'air (déshumidification)	1	2019	20	2039	1600				
Armoire de dosage MILTON ROY (PAX 18)	1	2019	20	2039	4500				
Pompe doseuse MILTON ROY 10 l/h	1	2019	12	2031	1250	1	1 250 €		
Bac de rétention de 1180 litres	1	2019	25	2044					
IBC de 1000 litres	1	2019	25	2044					
Douche de sécurité	1	2019	20	2039	900				
Pompe à boues CIRCOP ALL-OPTIFLOW	1	2019	20	2039	1250				
Vannes DN 50	2	2019	20	2039	300				
Aérotherme	1	2019	20	2039	1500				
Boues		2019	20	2039					
Débitmètre ENDRESS DN 50 PROMAG L	1	2019	15	2034	2200				
Agitateur	1	2019	20	2039	1100				
drain	1	2019	25	2044					
Sonde US ENDRESS avec afficheur PROSONIC	1	2019	12	2031	1000	1	1 000 €		
Echelle d'accès	1	2019	40	2059	500				
Trappe d'accès en alu	1	2019	25	2044	750				
Plateforme d'aspiration des boues	1	2019	25	2044					
- 1 vanne guillotine DN 100	1	2019	25	2044	500				
- 1 arrivée E.I	1	2019	25	2044					
- 1 arrivée AEP	1	2019	25	2044	1100				
- 1 prise en 380-volts	1	2019	25	2044					
- 1 prise en 230-volts	1	2019	25	2044					
Potence fixe avec palan	1	2019	40	2059	350				

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PLAN DE RENOUVELLEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	Valeur unitaire de remplacement (€ HT)	Renouvellement Programmé		Renouvellement Non Programmé	
						Nombre de RNVT programmés	Montant RNVT programmé (€ HT)	Risque (%)	Montant RNVT non programmé (€ HT)
Electricité télégestion		2019	20	2039					
Armoire de commande	1	2019	20	2039	4500				
Automate SCHNEIDRE ELECTRIC M340	1	2019	20	2039	2000				
Télégestion Sofrel S 550	1	2019	12	2031	1900	1	1 900 €		
Ecran MAGELIS	1	2019	15	2034	1500				
Variateurs de vitesse Schneider Electric ATV320U15N4B 1.5 Kw	3	2019	12	2031	850	3	2 550 €		
Onduleur	1	2019	12	2031	300	1	300 €		
Extérieur				0					
Désodorisation à charbon actif Type ST3 160M4 / P = 11 kW avec trois points d'aspiration (prétraitement, local surpresseurs, silo à boues)	1	2019	20	2039	2000				
Cuve de récupération des graisses	1	2019	30	2049					
Cuve de récupération des sables	1	2019	30	2049					
Bâche de pompage eau industrielle	1	2019	40	2059					
Débitmètre eau traitée ENDRESS PROMAG L DN 50	1	2019	12	2031	1750	1	1 750 €		
Regard de sortie avec point de prélèvement	1	2019	40	2059	750				
Comptage EDF	1	2019	45	2064					
Poteaux avec double projecteur LED	2	2019	40	2059					
Escalier en alu (accès prétraitement)	1	2019	45	2064	1500				
Passerelle en alu (accès BRM)	1	2019	45	2064	1200				
Clôture en panneaux rigides avec portail	1	2019	40	2059					
Batiment				0					
Local technique	1	2019	45	2064					
Porte local	1	2019	40	2059	750				
clôture	1	2019	40	2059					
portail	1	2019	40	2059	3500				

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PROGRAMME DE RENOUVELLEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033
POSTES DE RELEVAGE																
PR LES EYSSARDS (CARSAC DE GURSON)																
Clôture Panneaux rigides H = 2.00	1	2021	40	2061												
Portillon	1	2021	40	2061												
Cuve circulaire Béton Ø 1.20 H=2.30 m revêtu anti H2S	1	2021	40	2061												
Chambre à vanne Béton	1	2021	40	2061												
Couverture cuve : Capot alu avec Cadenas	1	2021	25	2046												
Couverture Chambre à vanne : Capot alu avec Cadenas	1	2021	25	2046												
Guidage pompes : Barres inox	4	2021	25	2046												
Chaînes de levage - boulonnerie : Inox	2	2021	25	2046												
Barraudage anti-chute	1	2021	25	2046												
Echelle chambre à vanne	1	2021	25	2046												
Armoire de commande	1	2021	20	2041												
Automatisme alternance pompes	1	2021	10	2031										X		
Poires de niveau	2	2021	12	2033												X
Sonde de niveau : Piezo Endress Hauser FMX 67	1	2021	12	2033												X
Télégestion : SOFREL S 530 GSM	1	2021	12	2033												X
Pompe 1 : Flygt DP 3069 HT 8.07 m3/h 11.3 mCE Vortex 1.7 Kw 2700 tr/mn	1	2021	20	2041												
Pompe 2 : Flygt DP 3069 HT 8.07 m3/h 11.3 mCE Vortex 1.7 Kw 2700 tr/mn	1	2021	20	2041												
Colonne montante : Inox DN 50	2	2021	25	2046												
Collecteur refoulement : inox DN 50	1	2021	25	2046												
Vidange du refoulement : Inox DN 50	1	2021	20	2041												
Vannes refoulement à Opercule DN 50	2	2021	20	2041												
Clapets à Boule DN 50	2	2021	20	2041												
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2021	20	2041												
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2021	20	2041												X
Réservation pour potence	1	2021	40	2061												
alimentation AEP Avec compteur	1	2021	30	2051												

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PROGRAMME DE RENOUVELLEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033
PR LES VIGNES (CARSAC DE GURSON)																
Clôture Panneaux rigides H = 2.00	1	2021	40	2061												
Portillon	1	2021	40	2061												
Cuve circulaire Béton Ø 1.20 H=2.75 m revêtu anti H2S	1	2021	40	2061												
Chambre à vanne Béton	1	2021	40	2061												
Couverture cuve : Capot alu avec Cadenas	1	2021	25	2046												
Couverture Chambre à vanne : Capot alu avec Cadenas	1	2021	25	2046												
Guidage pompes : Barres inox	4	2021	25	2046												
Chaînes de levage - boulonnerie : Inox	2	2021	25	2046												
Barraudage anti-chute	1	2021	25	2046												
Echelle chambre à vanne	1	2021	25	2046												
Armoire de commande	1	2021	20	2041												
Automatisme alternance pompes	1	2021	10	2031												
Poires de niveau	2	2021	12	2033										X		X
Sonde de niveau : Piezo Endress Hauser FMX 67	1	2021	12	2033												X
Télégestion : SOFREL S 530 GSM	1	2021	12	2033												X
Pompe 1 : Flygt 8 m3/h 14.72 mCE	1	2021	20	2041												
Pompe 2 : Flygt 8 m3/h 14.72 mCE	1	2021	20	2041												
Colonne montante : Inox DN 50	2	2021	25	2046												
Collecteur refoulement : inox DN 50	1	2021	25	2046												
Vidange du refoulement : Inox DN 50	1	2021	20	2041												
Vannes refoulement à Opercule DN 50	2	2021	20	2041												
Clapets à Boule DN 50	2	2021	20	2041												
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2021	20	2041												
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2021	30	2051												
Réservation pour potence	1	2021	40	2061												
alimentation AEP Avec compteur	1	2021	30	2051												

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PROGRAMME DE RENOUVELLEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033
PR LE TEMPLE (LAMOTHE MONTRAVEL)																
Cuve circulaire Béton Ø 1.20 H=4.80 revêtue résine	1	2012	40	2052												
Chambre à vanne Béton	1	2012	40	2052												
Couverture cuve : Capot alu avec Cadenas	1	2012	25	2037												
Couverture Chambre à vanne : Capot alu avec Cadenas	1	2012	25	2037												
Guidage pompes : Barres inox	4	2012	25	2037												
Chaînes de levage - boulonnerie : inox	2	2012	25	2037												
Barraudage anti-chute	1	2012	25	2037												
Armoire de commande	1	2012	20	2032												
Automatisme alternance pompes	1	2012	10	2022	X											
Poires de niveau	3	2012	12	2024			X									
Sonde de niveau : Sonde Water Pilot FMX 167	1	2012	12	2024			X									
Télégestion : SOFREL S 550	1	2012	12	2024			X									
Pompe 1 : Flygt 3068-180 13.0 m3/h 8.0 mCE 1.5 Kw 1370 t/mn	1	2012	20	2032												
Pompe 2 : Flygt 3068-180 13.0 m3/h 8.0 mCE 1.5 Kw 1370 t/mn	1	2012	20	2032												
Agitateur : Flygt	1	2012	20	2032												
Colonne montante : PVC DN 65	2	2012	20	2032											X	
Collecteur refoulement : PVC DN 65	1	2012	20	2032											X	
Vidange du refoulement : PVC DN 50	1	2012	20	2032											X	
Vannes refoulement à opercule DN 65	2	2012	20	2032											X	
Clapets à boule DN 65	2	2012	20	2032											X	
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2012	20	2032											X	
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2012	30	2042												
Pied de potence	1	2012	40	2052												
alimentation AEP avec compteur	1	2012	30	2042												

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PROGRAMME DE RENOUVELLEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033
PR LES ETANGS (LAMOTHE MONTRAVEL)																
Cuve circulaire Béton Ø 1.60 H=2.50 revêtue résine	1	2012	40	2052												
Chambre à vanne Béton	1	2012	40	2052												
Couverture cuve : Capot alu avec Cadenas	1	2012	25	2037												
Couverture Chambre à vanne : Capot alu avec Cadenas	1	2013	25	2038												
Guidage pompes : Barres inox	4	2012	25	2037												
Chaînes de levage - boulonnerie : inox	2	2012	25	2037												
Barraudage anti-chute	1	2012	25	2037												
Armoire de commande	1	2012	20	2032												
Automatisme alternance pompes	1	2012	10	2022	X											
Poires de niveau	3	2012	12	2024			X									
Sonde de niveau : Sonde Water Pilot FMX 168	1	2012	12	2024			X									
Télégestion : SOFREL S 530	1	2012	12	2024			X									
Pompe 1 : Flygt 3085-160 20.0 m3/h 20 mCE 2.4 Kw 2840 t/mn	1	2020	20	2040												
Pompe 2 : Flygt 3085-160 20.0 m3/h 20 mCE 2.4 Kw 2840 t/mn	1	2012	20	2032												
Agitateur : Vanne de brassage	1	2012	20	2032												
Colonne montante : PVC DN 110	2	2012	20	2032											X	
Collecteur refoulement : PVC DN 110	1	2012	20	2032											X	
Vidange du refoulement : PVC DN 110	1	2012	20	2032											X	
Vannes refoulement à opercule DN 100	2	2012	20	2032											X	
Clapets à boule DN 100	2	2012	20	2032											X	
Vanne vidange refoulement DN 110	1	2012	20	2032											X	
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2012	30	2042												
Pied de potence	1	2012	40	2052												
alimentation AEP avec compteur	1	2012	30	2042												

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PROGRAMME DE RENOUVELLEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033
PR LES QUAIS (LAMOthe MONTRAVEL)																
Cuve circulaire Béton Ø 1.20 H=2.30 revêtue résine	1	2012	40	2052												
Chambre à vanne Béton	1	2012	40	2052												
Couverture cuve : Fonte triangulaire avec Clef	2	2012	25	2037												
Couverture Chambre à vanne : Fonte triangulaire avec Clef	1	2012	25	2037												
Guidage pompes : Barres inox	4	2012	25	2037												
Chaînes de levage - boulonnerie : inox	2	2012	25	2037												
Barraudage anti-chute	1	2012	25	2037												
Armoire de commande	1	2012	20	2032												
Automatisme alternance pompes	1	2012	10	2022	X											
Poires de niveau	3	2012	12	2024			X									
Sonde de niveau : Piezo	1	2012	12	2024			X									
Télégestion : SOFREL S 550	1	2012	12	2024			X									
Pompe 1 : Flygt 10.5 m3/h 17.6 mCE	1	2012	20	2032												
Pompe 2 : Flygt 10.5 m3/h 17.6 mCE	1	2012	20	2032												
Agitateur : Flygt	1	2012	12	2024												
Colonne montante : PVC DN 65	2	2012	20	2032											X	
Collecteur refoulement : PVC DN 65	1	2012	20	2032											X	
Vidange du refoulement : PVC DN 50	1	2012	20	2032											X	
Vannes refoulement à opercule DN 65	2	2012	20	2032											X	
Clapets à boule DN 65	2	2012	20	2032											X	
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2012	20	2032											X	
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2012	30	2042												
Pied de potence	1	2012	40	2052												
alimentation AEP Bouche de lavage	1	2012	30	2042												

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PROGRAMME DE RENOUVELLEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033
PR LITOUT SUD (MINZAC)																
Cuve circulaire Béton Ø 1.00 revêtue résine	1	2013	40	2053												
Chambre à vanne Béton	1	2013	40	2053												
Couverture cuve : Fonte triangulaire avec Clef	2	2013	25	2038												
Couverture Chambre à vanne : Fonte triangulaire avec Clef	1	2013	25	2038												
Guidage pompes : Barres inox	4	2013	25	2038												
Chaînes de levage - boulonnerie : inox	2	2013	25	2038												
Barraudage anti-chute	1	2013	25	2038												
Zchelle chambre à vanne	1	2013	25	2038												
Armoire de commande	1	2013	20	2033												
Automatisme alternance pompes	1	2013	10	2023		X										
Poires de niveau	3	2013	12	2025				X								
Sonde de niveau : Piezo	1	2013	12	2025				X								
Télégestion : SOFREL S 530	1	2013	12	2025				X								
Pompe 1 : Flygt 3057-181	1	2013	20	2033												
Pompe 2 : Flygt 3045-181	1	2013	20	2033												
Brassage	1	2013	20	2033												
Colonne montante : INOX DN 65	2	2013	25	2038												
Collecteur refoulement : INOX DN 65	1	2013	25	2038												
Vidange du refoulement : INOX DN 50	1	2013	25	2038												
Vannes refoulement à opercule DN 65	2	2013	20	2033												X
Clapets à boule DN 65	2	2013	20	2033												X
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2013	20	2033												X
Réservation potence	1	2013	40	2053												
alimentation AEP avec compteur																

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PROGRAMME DE RENOUVELLEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033
PR BRUNET (MONTAZEAU)																
Clôture Panneaux rigides H = 2.00	1	2015	40	2055												
Portillon	1	2015	40	2055												
Cuve circulaire Béton Ø 1.60 H=2.90 revêtue résine	1	2015	40	2055												
Chambre à vanne Béton	1	2015	40	2055												
Couverture cuve : Capot alu avec Cadenas	1	2015	25	2040												
Couverture Chambre à vanne : Capot alu avec Cadenas	1	2015	25	2040												
Guidage pompes : Barres inox	4	2015	25	2040												
Chaînes de levage - boulonnerie : inox	2	2015	25	2040												
Barraudage anti-chute	1	2015	25	2040												
Echelle chambre à vanne	1	2015	25	2040												
Panier dégrilleur inox	1	2015	25	2040												
Débitmètre SIEMENS DN 80	1	2015	12	2027						X						
Armoire de commande	1	2015	20	2035												
Automatisme alternance pompes	1	2015	10	2025				X								
Poires de niveau	3	2015	12	2027						X						
Sonde de niveau : Piezo	1	2015	12	2027						X						
Télégestion : SOFREL S 530 GSM	1	2015	12	2027						X						
Pompe 1 : Flygt 3068-180 10.0 m3/h 17.0 mCE 2.4 Kw 2780 t/mn	1	2015	20	2035												
Pompe 2 : Flygt 3068-180 10.0 m3/h 17.0 mCE	1	2015	20	2035												
Agitateur : OUI	1	2015	20	2035												
Colonne montante : INOX DN 80	2	2015	25	2040												
Collecteur refoulement : INOX DN 80	1	2015	25	2040												
Vidange du refoulement : INOX DN 50	1	2015	25	2040												
Vannes refoulement à opercule DN 80	2	2015	20	2035												
Clapets à boule DN 80	2	2015	20	2035												
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2015	20	2035												
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2015	30	2045												
Réservation potence	1	2015	40	2055												

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PROGRAMME DE RENOUVELLEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033
PR BOIS DE BRUNET (MONTAZEAU)																
Clôture Panneaux rigides H = 2.00	1	2015	40	2055												
Portillon	1	2015	40	2055												
Cuve circulaire Béton Ø 1.60 H=3.70 revêtue résine	1	2015	40	2055												
Chambre à vanne Béton	1	2015	40	2055												
Couverture cuve : Capot alu avec Cadenas	1	2015	25	2040												
Couverture Chambre à vanne : Capot alu avec Cadenas	1	2015	25	2040												
Guidage pompes : Barres inox	4	2015	25	2040												
Chaînes de levage - boulonnerie : inox	2	2015	25	2040												
Barraudage anti-chute	1	2015	25	2040												
Echelle chambre à vanne	1	2015	25	2040												
Panier dégrilleur inox	1	2015	25	2040												
Armoire de commande	1	2015	20	2035												
Automatisme alternance pompes	1	2015	10	2025				X								
Poires de niveau	3	2015	12	2027						X						
Sonde de niveau : Piezo	1	2015	12	2027						X						
Télégestion : SOFREL S 530 GSM	1	2015	12	2027						X						
Pompe 1 : Flygt 3068-180 8.5 m3/h 17.0 mCE 2.4 Kw 2780 t/mn	1	2018	20	2038												
Pompe 2 : Flygt 3068-180 8.5 m3/h 17.0 mCE 2.4 Kw 2780 t/mn	1	2018	20	2038												
Agitateur : OUI	1	2015	20	2035												
Colonne montante : INOX DN 80	2	2015	25	2040												
Collecteur refoulement : INOX DN 80	1	2015	25	2040												
Vidange du refoulement : INOX DN 50	1	2015	20	2035												
Vannes refoulement à opercule DN 80	2	2015	20	2035												
Clapets à boule DN 80	2	2015	20	2035												
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2015	20	2035												
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2015	30	2045												
Réservation potence	1	2015	40	2055												

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PROGRAMME DE RENOUELEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033
PR FONT DU PARC EST (MONTAZEAU)																
Clôture Panneaux rigides H = 2.00	1	2015	40	2055												
Portillon	1	2015	40	2055												
Cuve circulaire Béton Ø 1.60 H=2.85 revêtue résine	1	2015	40	2055												
Chambre à vanne Béton	1	2015	40	2055												
Couverture cuve : Capot alu avec Cadenas	1	2015	25	2040												
Couverture Chambre à vanne : Capot alu avec Cadenas	1	2015	25	2040												
Guidage pompes : Barres inox	4	2015	25	2040												
Chaînes de levage - boulonnerie : inox	2	2015	25	2040												
Barraudage anti-chute	1	2015	25	2040												
Echelle chambre à vanne	1	2015	25	2040												
Armoire de commande	1	2015	20	2035												
Automatisme alternance pompes	1	2015	10	2025				X								
Poires de niveau	3	2015	12	2027						X						
Sonde de niveau : Piezo	1	2015	12	2027						X						
Télégestion : SOFREL S 530 GSM	1	2015	12	2027						X						
Pompe 1 : Flygt 3068-180 10.2 m3/h 9.0 mCE 2.4 Kw 2780 t/mn	1	2015	20	2035												
Pompe 2 : Flygt 3068-180 10.3 m3/h 9.0 mCE 2.4 Kw 2780 t/mn	1	2015	20	2035												
Agitateur : B.M. TBS 1002	1	2015	20	2035												
Colonne montante : INOX DN 60	2	2015	25	2040												
Collecteur refoulement : INOX DN 60	1	2015	25	2040												
Vidange du refoulement : INOX DN 50	1	2015	20	2035												
Vannes refoulement à opercule DN 60	2	2015	20	2035												
Clapets à boule DN 60	2	2015	20	2035												
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2015	20	2035												
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2015	30	2045												
Réservation potence	1	2015	40	2055												
alimentation AEP Bouche de lavage	1	2015	30	2045												

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PROGRAMME DE RENOUVELLEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033
PR FONT DU PARC OUEST (MONTAZEAU)																
Cuve circulaire Béton Ø 1.60 H=2.50 revêtue résine	1	2015	40	2055												
Chambre à vanne Béton	1	2015	40	2055												
Couverture cuve : Fonte Ø 600	2	2015	40	2055												
Couverture chambre à vanne : Fonte Ø 600	1	2015	40	2055												
Guidage pompes : Barres inox	4	2015	25	2040												
Chaînes de levage - boulonnerie : inox	2	2015	25	2040												
Barraudage anti-chute	1	2015	25	2040												
Echelle chambre à vanne	1	2015	25	2040												
Armoire de commande	1	2015	20	2035												
Automatisme alternance pompes	1	2015	10	2025				X								
Poires de niveau	3	2015	12	2027						X						
Sonde de niveau : Piezo	1	2015	12	2027						X						
Télégestion : SOFREL S 530 GSM	1	2015	12	2027						X						
Pompe 1 : Flygt 3068-180 12.3 m3/h 11.4 mCE 2.4 Kw 2780 t/mn	1	2015	20	2035												
Pompe 2 : Flygt 3068-180 12.6 m3/h 11.4 mCE 2.4 Kw 2780 t/mn	1	2015	20	2035												
Agitateur : OUI	1	2015	12	2027												
Colonne montante : INOX DN 65	2	2015	25	2040												
Collecteur refoulement : INOX DN 65	1	2015	25	2040												
Vidange du refoulement : INOX DN 50	1	2015	20	2035												
Vannes refoulement à opercule DN 65	2	2015	20	2035												
Clapets à boule DN 65	2	2015	20	2035												
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2015	20	2035												
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2015	30	2045												
Réservation potence	1	2015	40	2055												
alimentation AEP Bouche de lavage	1	2015	30	2045												

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PROGRAMME DE RENOUVELLEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033
PR FAYETTE (MONTAZEAU)																
Clôture Panneaux rigides H = 2.00	1	2021	40	2061												
Portillon	1	2021	40	2061												
Cuve circulaire Béton Ø 1.20 H=3.10 m revêtu anti H2S	1	2021	40	2061												
Chambre à vanne Béton	1	2021	40	2061												
Couverture cuve : Capot alu avec Cadenas	1	2021	25	2046												
Couverture Chambre à vanne : Capot alu avec Cadenas	1	2021	25	2046												
Guidage pompes : Barres inox	4	2021	25	2046												
Chaînes de levage - boulonnerie : Inox	2	2021	25	2046												
Barraudage anti-chute	1	2021	25	2046												
Echelle chambre à vanne	1	2021	25	2046												
Ballon anti-bélier MASSAL 100 l	1	2021	20	2041												
Armoire de commande	1	2021	12	2033												
Automatisme alternance pompes	1	2021	10	2031										X		
Poires de niveau	2	2021	12	2033												X
Sonde de niveau : Piezo Endress Hauser FMX 67	1	2021	12	2033												X
Télégestion : SOFREL S 530 GSM	1	2021	12	2033												X
Pompe 1 : Flygt MP 3090 HT 8.16 m3/h 39.1 mCE 4.3 Kw 2845 tr/mn	1	2021	20	2041												
Pompe 2 : Flygt MP 3090 HT 8.16 m3/h 39.1 mCE 4.3 Kw 2845 tr/mn	1	2021	20	2041												
Colonne montante : Inox DN 50	2	2021	25	2046												
Collecteur refoulement : inox DN 50	1	2021	25	2046												
Vidange du refoulement : Inox DN 50	1	2021	20	2041												
Vannes refoulement à Opercule DN 50	2	2021	20	2041												
Clapets à Boule DN 50	2	2021	20	2041												
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2021	20	2041												
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2021	30	2051												
Réservation pour potence	1	2021	40	2061												
alimentation AEP Avec compteur	1	2021	30	2051												

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PROGRAMME DE RENOUVELLEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033
PR LA BRUNE (MONTCARET)																
Clôture Panneaux rigides H = 2.00	1	2014	40	2054												
Portillon	1	2014	40	2054												
Cuve circulaire Béton Ø 1.20 H=3.50 revêtue résine	1	2014	40	2054												
Chambre à vanne Béton	1	2014	40	2054												
Couverture cuve : Fonte Ø 600	2	2014	40	2054												
Couverture chambre à vanne : Fonte Ø 600	1	2017	40	2057												
Guidage pompes : Barres inox	4	2014	25	2039												
Chaînes de levage - boulonnerie : inox	2	2014	25	2039												
Barraudage anti-chute	1	2014	25	2039												
Echelle chambre à vanne	1	2014	25	2039												
Panier dégrilleur inox	1	2014	25	2039												
Armoire de commande	1	2014	20	2034												
Automatisme alternance pompes	1	2014	10	2024			X									
Poires de niveau	3	2014	12	2026					X							
Sonde de niveau : Piezo	1	2014	12	2026					X							
Télégestion : SOFREL S 530	1	2014	12	2026					X							
Pompe 1 : Flygt 3057-181 8.8 m3/h 10.7 mCE 1.7 Kw 2700 t/mn	1	2014	20	2034												
Pompe 2 : Flygt 3057-181 8.8 m3/h 10.7 mCE 1.7 Kw 2700 t/mn	1	2014	20	2034												
Agitateur : OUI	1	2014	20	2034												
Colonne montante : INOX DN 60	2	2014	25	2039												
Collecteur refoulement : INOX DN 60	1	2014	25	2039												
Vidange du refoulement : INOX DN 50	1	2014	20	2034												
Vannes refoulement à opercule DN 65	2	2014	20	2034												
Clapets à boule DN 65	2	2014	20	2034												
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2014	20	2034												
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2014	30	2044												
Réservation potence	1	2014	40	2054												
alimentation AEP Bouche de lavage	1	2014	30	2044												

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PROGRAMME DE RENOUELEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033
PR ROUTE DES FOSSES (MONTCARET)																
Clôture Panneaux rigides H = 2.00	1	2020	40	2060												
Portillon	1	2020	40	2060												
Cuve circulaire Béton Ø 1.20 H=3.60 revêtue résine	1	2020	40	2060												
Chambre à vanne Béton	1	2020	40	2060												
Couverture cuve : Capot alu avec Cadenas	1	2020	25	2045												
Couverture Chambre à vanne : Capot alu avec Cadenas	1	2020	25	2045												
Guidage pompes : Barres inox	4	2020	25	2045												
Chaînes de levage - boulonnerie : inox	2	2020	25	2045												
Barraudage anti-chute	1	2020	25	2045												
Débitmètre SIEMENS MAG 5100	1	2020	15	2035												
Armoire de commande	1	2020	20	2040												
Automatisme alternance pompes	1	2020	10	2030									X			
Poires de niveau	2	2020	12	2032											X	
Sonde de niveau : Piezo Siemens SITRANS LH100	1	2020	12	2032											X	
Télégestion : SOFREL S 530 GSM	1	2020	12	2032											X	
Pompe 1 : Xylem DP 3069 LT3 9.86 m3/h 8.22 mCE 2.0 Kw 1355 t/mn	1	2020	20	2040												
Pompe 2 : Xylem DP 3069 LT3 9.86 m3/h 8.22 mCE 2.0 Kw 1355 t/mn	1	2020	20	2040												
Colonne montante : INOX DN 50	2	2020	25	2045												
Collecteur refoulement : INOX DN 50	1	2020	25	2045												
Vidange du refoulement : INOX DN 50	1	2020	20	2040												
Vannes refoulement à opercule DN 50	2	2020	20	2040												
Clapets à boule DN 50	2	2020	20	2040												
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2020	20	2040												
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2020	30	2050												
Potence	1	2020	40	2060												
alimentation AEP avec compteur	1	2020	30	2050												

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE



**SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PROGRAMME DE RENOUVELLEMENT**

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033
PR GRAND GOURDON (MONTCARET)																
Clôture Panneaux rigides H = 2.00	1	2020	40	2060												
Portillon	1	2020	40	2060												
Cuve circulaire Béton Ø 1.20 H=3.55 revêtue résine	1	2020	40	2060												
Chambre à vanne Béton	1	2020	40	2060												
Couverture cuve : Capot alu avec Cadenas	1	2020	25	2045												
Couverture Chambre à vanne : Capot alu avec Cadenas	1	2020	25	2045												
Guidage pompes : Barres inox	4	2020	25	2045												
Chaînes de levage - boulonnerie : inox	2	2020	25	2045												
Barraudage anti-chute	1	2020	25	2045												
Panier dégrilleur inox	1	2020	25	2045												
Débitmètre SIEMENS MAG 5100	1	2020	15	2035												
Armoire de commande	1	2020	20	2040												
Automatisme alternance pompes	1	2020	10	2030									X			
Poires de niveau	2	2020	12	2032											X	
Sonde de niveau : Piezo Siemens SITRANS LH100	1	2020	12	2032											X	
Télégestion : SOFREL S 530 GSM	1	2020	12	2032											X	
Pompe 1 : Xylem NP 3069 NH3 9.16 m3/h 22.9 mCE 2.4 Kw 2775 t/mn	1	2020	20	2040												
Pompe 2 : Xylem NP 3069 NH3 9.16 m3/h 22.9 mCE 2.4 Kw 2775 t/mn	1	2020	20	2040												
Colonne montante : INOX DN 50	2	2020	25	2045												
Collecteur refoulement : INOX DN 50	1	2020	25	2045												
Vidange du refoulement : INOX DN 50	1	2020	25	2045												
Vannes refoulement à opercule DN 50	2	2020	20	2040												
Clapets à boule DN 50	2	2020	20	2040												
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2020	20	2040												
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2020	30	2050												
Potence	1	2020	40	2060												
alimentation AEP avec compteur	1	2020	30	2050												

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PROGRAMME DE RENOUVELLEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033
PR DES NOVETTES (SAINT ANTOINE DE BREUILH)																
Clôture Panneaux rigides H = 2.00	1	2000	40	2040												
Portail	1	2000	40	2040												
Cuve circulaire Béton	1	2000	40	2040												
Cuve circulaire Béton	1	2000	40	2040												
Couverture cuve : Galva avec Cadenas	2	2000	25	2025				X								
Couverture Chambre à vanne : Fonte Ø 600	1	2000	40	2040												
Guidage pompes : Barres inox	4	2000	25	2025				X								
Chaînes de levage - boulonnerie : Inox	2	2000	25	2025				X								
Barraudage anti-chute	1	2000	25	2025				X								
Armoire de commande	1	2000	20	2023		X										
Automate MODICOM TSX	1	2000	10	2023		X										
Poires de niveau	2	2000	12	2023		X										
Sonde de niveau : Sonde ultrason Endress Hauser 0-4m	1	2016	12	2028							X					
Télégestion : SOFREL S50	1	2012	12	2024			X									
Pompe 1 : Flygt CP 3085 MT 182 12.0 m3/h 10 mCE 2.0 Kw	1	2000	20	2022	X											
Pompe 2 : Flygt CP 3085 MT 182 12.0 m3/h 10 mCE 2.0 Kw	1	2000	20	2022	X											
Colonne montante : PVC DN 90	2	2000	25	2025				X								
Collecteur refoulement : PVC DN 90	1	2000	25	2025				X								
Vidange du refoulement : PVC DN 50	1	2000	20	2023		X										
Vannes refoulement à Opercule DN 80	2	2000	20	2023		X										
Clapets à Boule DN 80	2	2000	20	2023		X										
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2000	20	2023		X										
Réservation pour potence	1	2000	40	2040												

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE



**SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PROGRAMME DE RENOUELEMENT**

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033
PR ST AULAYE 1 (Route de Lagarde) (SAINT ANTOINE DE BREUILH)																
Poste revêtement polyester armé de fibre de verre, béton armé monobloc PAJOT Ø 1;600 m x 2.65 m	1	2011	40	2051												
Chambre à vanne 1.20x1.20x1.20m	1	2011	40	2051												
Muret technique pour intégration Armoire de commande	1	2011	40	2051												
socle béton armé (surélévation Armoire de commande) H=1.50m, Bardage bois	1	2011	40	2051												
Trappe fonte 400kN, articulée et verrouillable	2	2011	40	2051												
Grilles anti chute Inox 316L	1	2011	25	2036												
Escalier caillebotis polyester	1	2011	40	2051												
Passerelle accès poltester	1	2011	40	2051												
Garde corps	1	2011	25	2036												
Chaînes, manilles, crochetes et visserie inox 316L		2011	25	2036												
Barres de guidages Inox 316L	2	2011	25	2036												
Support de potence, potence, Palan	1	2011	40	2051												
Socle aluminium ou béton (armoire de commande et de puissance)	1	2011	40	2051												
Rampe de lavage du poste	1	2011	25	2036												
clôture 2.00m	1	2011	40	2051												
Dispositif injection eau claire	1	2011	30	2041												
Canalisation (injection eau potable) avec disconnecteur anti pollution	1	2011	25	2036												
Canalisation de vidange du refoulement DN 50mm	1	2011	25	2036												
Colonne de refoulement DN 65 Inox 316L	1	2011	25	2036												
Réservoir anti béliet CHARLATTE	1	2011	25	2036												
Armoire de commande et de puissance avec coffret étanche (IP557) 1000x800x400 polyester	1	2011	20	2031												
Sonde ultrasonique ENDRESS et HAUSER	1	2011	12	2023		X										
Régulateur de niveau en secours	2	2011	12	2023		X										
SOFREL S 550	1	2011	12	2023		X										
Pompes de refoulement KSB AMAREX NF 65-220/024ULG185, roue vortex, 1450 tr/min, 9.87m3/h, HMT = 8.30 mCE, 1.8kW	2	2011	20	2031												
Electrovanne (protection anti H2S) asservie à un programmeur	1	2011	10	2022	X											
Colonnes montantes Inox 316L DN 65mm (poste)	2	2011	25	2036												
Collecteur de refoulement Inox 316L avec piquage DN 65mm	1	2011	25	2036												
Raccords à brides DN 65mm (chambre à vanne)	2	2011	25	2036												
Clapets de retenue à boule BAYARD DN 65mm	2	2011	20	2031										X		
Vannes d'isolement à opercule BAYARD DN 65mm	2	2011	20	2031										X		
Vidange de la chambre à vanne avec vanne DN 50mm	1	2011	30	2041												
Vidange du refoulement avec vanne DN 50mm	1	2011	20	2031										X		
Bouche de lavage incongelable avec tuyau souple pour nettoyage	1	2011	20	2031										X		

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PROGRAMME DE RENOUELEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033
PR ST AULAYE 2 (Rue Théophile Cart) (SAINT ANTOINE DE BREUILH)																
Poste béton armé PAJOT Ø1.6m H = 3.60	1	2011	40	2051												
Chambre à vanne 1.20x1.20x1.20m	1	2011	40	2051												
Muret technique pour intégration Armoire de commande	1	2011	40	2051												
socle béton armé (surélévation Armoire de commande) H=1.50m, Bardage bois	1	2011	40	2051												
Cuve de 5m3 (Nutriox) DN 1750mm hauteur 2250mm	1	2011	40	2051												
Dalle en béton armé supportant un cuve pleine de produit de densité 1.5 (Nutriox)	1	2011	40	2051												
Trou d'homme	1	2011	40	2051												
Trappe aluminium au dessus des pompes 1000x600 articulée et verrouillable	1	2011	25	2036												
Trappe aluminium sur la chambre à vanne 600x600 articulée et verrouillable	1	2011	25	2036												
Grille anti chute Inox 316L	1	2011	25	2036												
Escalier caillebotis polyester	1	2011	40	2051												
Passerelle accès polyester	1	2011	40	2051												
Garde corps	1	2011	25	2036												
Chaînes, manilles, crochets et visserie inox 316L		2011	25	2036												
Barres de guidages DN 33.7 Inox 316L	2	2011	25	2036												
Support de potence, potence, Palan	1	2011	40	2051												
Rampe de lavage du poste	1	2011	25	2036												
clôture H = 2.00m	1	2011	40	2051												
Douche / rince œil (Nutriox)	1	2011	25	2036												
Support de pompe dosage PEHD	1	2011	25	2036												
Fourreau DN 80mm	6	2011	30	2041												
Tube de remplissage complet (raccord pompier alu) D 50 Raccord DN 80 BSP (Nutriox)	1	2011	20	2031										X		
Piquage injecté à bride PN 10 DN 50 PE (Nutriox)	1	2011	20	2031										X		
Soupape de retenue pompe dosage b3 bars PVC (Nutriox)	1	2011	20	2031										X		
Réservoir anti béliet HYDROCHOC à vessie, 50 litres, sortie à bride DN65 PN10	1	2011	25	2036												
Démarrateurs/ralentisseurs des pompes DANFOSS	2	2011	15	2026					X							
Armoire de commande et de puissance avec coffret étanche (IP557) 1000x800x400 polyester	1	2011	20	2031												
Coffret pompe dosage (Nutriox)	1	2011	20	2031										X		
Coffret de commande LIDA (Nutriox)	1	2011	20	2031										X		
Colonnes montantes Inox 316L DN 65mm	2	2011	25	2036												
Sonde ultrasonique ENDRESS+HAUSER	1	2011	25	2036												
Régulateur de niveau en secours	2	2011	12	2023		X										
SOFREEL S 550	1	2011	12	2023		X										
Contacteurs électromagnétiques à mémoires pour tube PVC D 40mm (Nutriox)	1	2011	12	2023		X										

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PROGRAMME DE RENOUELEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033
Niveau à flotteur magnétique (Nutriox)	1	2011	12	2023		X										
Sonde de température (Nutriox)Pt 100 inox avec câble blindé (3 fils) lestée à un câble inox	1	2011	12	2023		X										
Sonde piezométrique (Nutriox)	1	2011	12	2023		X										
pompes de refoulement Flygt MP 3127.170 HT, roue DILACERATRICE, 2875 tr/min, 10.70m3/h, HMT=57.5 mCE, 10.4 kW	2	2011	20	2031										X		
Pompe de dosage électromagnétique (Nutriox) type ALLDOS réf DDI 222-60, max 60l/h, raccordement fluide tuyau souple semi rigide	1	2011	12	2023		X										
Collecteur de refoulement Inox 316L avec piquage DN 65mm	1	2011	25	2036												
Clapets de retenue à boule BAYARD DN 65mm	2	2011	20	2031										X		
Vannes d'isolement à opercule BAYARD DN 65mm	2	2011	20	2031										X		
Vidange de la chambre à vanne avec vanne DN 50mm	1	2011	30	2041												
Canalisation de vidange du refoulement avec vanne DN 50mm	1	2011	30	2041												
Bouche de lavage incongelable avec tuyau souple pour nettoyage	1	2011	20	2031										X		
Vanne de fond DN 50 (Nutriox)	1	2011	20	2031										X		
Vannes 3 voies pour pompe dosage (Nutriox)	1	2011	20	2031										X		
Filtres (Nutriox)	1	2011	20	2031										X		
Clapets anti retour (Nutriox)	1	2011	20	2031										X		
Cannes d'injections (Nutriox)	1	2011	15	2026					X							
Tuyauteries et raccords (Nutriox)	1	2011	15	2026					X							
Traitement Anti H2S : Nitrate de Calcium	1	2011	15	2026					X							

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PROGRAMME DE RENOUELEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033
PR LE BON DIEU (SAINT ANTOINE DE BREUILH) (<i>Construction de cours</i>)																
Clôture Panneaux rigides H = 2.00	1	2021	40	2061												
Portillon	1	2021	40	2061												
Cuve circulaire Béton Ø 1.20 H=2.70 m revêtu anti H2S	1	2021	40	2061												
Chambre à vanne Béton	1	2021	40	2061												
Couverture cuve : Capot alu avec Cadenas	1	2021	25	2046												
Couverture Chambre à vanne : Capot alu avec Cadenas	1	2021	25	2046												
Guidage pompes : Barres inox	4	2021	25	2046												
Chaînes de levage - boulonnerie : Inox	2	2021	25	2046												
Barraudage anti-chute	1	2021	25	2046												
Echelle chambre à vanne	1	2021	25	2046												
Armoire de commande	1	2021	20	2041												
Automatisme alternance pompes	1	2021	10	2031												
Poires de niveau	2	2021	12	2033										X		X
Sonde de niveau : Piezo Endress Hauser FMX 67	1	2021	12	2033												X
Télégestion : SOFREL S 530 GSM	1	2021	12	2033												X
Pompe 1 : Flygt DP 3045 MT 10.3 m3/h 6.01 mCE 1.2 Kw 2785 tr/mn	1	2021	20	2041												
Pompe 2 : Flygt DP 3045 MT 10.3 m3/h 6.01 mCE 1.2 Kw 2785 tr/mn	1	2021	20	2041												
Colonne montante : Inox DN 50	2	2021	25	2046												
Collecteur refoulement : inox DN 50	1	2021	25	2046												
Vidange du refoulement : Inox DN 50	1	2021	20	2041												
Vannes refoulement à Opércule DN 50	2	2021	20	2041												
Clapets à Boule DN 50	2	2021	20	2041												
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2021	20	2041												
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2021	30	2051												
Réservation pour potence	1	2021	40	2061												
alimentation AEP Avec compteur	1	2021	30	2051												

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PROGRAMME DE RENOUVELLEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033
PR BALLATS (SAINT MARTIN DE GURSON)																
Clôture Grillage simple torsion H=2.00 m	1	2004	40	2044												
Portail H=2.00 m	1	2004	40	2044												
Cuve circulaire Polyester KSB Ø 1,00 m	1	2004	40	2044												
Chambre à vanne Polyester	1	2004	40	2044												
Couverture cuve : Fonte Ø 600	1	2004	40	2044												
Barraudage anti-chute																
Couverture chambre à vanne : Fonte Ø 600	1	2004	40	2044												
Guidage pompes : Barres inox	4	2004	25	2029								X				
Chaînes de levage - boulonnerie : Inox	2	2004	25	2029								X				
Armoire de commande	1	2004	20	2024			X									
Automatisme alternance pompes	1	2004	10	2024			X									
Poires de niveau	3	2004	12	2024			X									
Sonde de niveau : Sonde pression Endress Hauser	1	2004	12	2024			X									
Télégestion : SOFREL S 530	1	2004	12	2024			X									
Pompe 1 : Flygt	1	2004	20	2024			X									
Pompe 2 : Flygt	1	2004	20	2024			X									
Colonne montante : PVC DN 65	2	2004	25	2029								X				
Collecteur refoulement : PVC DN 65	1	2004	25	2029								X				
Vidange du refoulement : PVC DN 50	1	2004	20	2024			X									
Vannes refoulement à Opercule DN 60	2	2004	20	2024			X									
Clapets à Boule DN 60	2	2004	20	2024			X									
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2004	20	2024			X									

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PROGRAMME DE RENOUVELLEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033
PR TUILLERE (SAINT MARTIN DE GURSON)				0												
Clôture Grillage simple torsion H=1.50 m	1	2009	40	2049												
Portail H=2.00 m	1	2009	40	2049												
Cuve circulaire Polyester KSB Ø 1,00 m	1	2009	40	2049												
Chambre à vanne Polyester	1	2009	40	2049												
Couverture cuve : Capot polyester avec Cadenas	1	2009	25	2034												
Couverture Chambre à vanne : Capot polyester avec Cadenas	1	2009	25	2034												
Guidage pompes : Barres inox	4	2009	25	2034												
Chaînes de levage - boulonnerie : Inox	2	2009	25	2034												
Barraudage anti-chute	1	2009	25	2034												
Ballon anti Bélier 50 l	1	2009	25	2034												
Armoire de commande	1	2009	20	2029								X				
Automatisme alternance pompes	1	2009	10	2023		X										
Poires de niveau	4	2009	12	2023		X										
Télégestion : SOFREL S 530 GSM	1	2009	12	2023		X										
Pompe 1 : KSB Amarex NF 50-220/042 ULG 170 10.4 m3/h 31.5 mCE 3.0 Kw 2900 t/mn	1	2009	20	2029								X				
Pompe 2 : KSB Amarex NF 50-220/042 ULG 170 10.4 m3/h 31.5 mCE 3.0 Kw 2900 t/mn	1	2009	20	2029								X				
Colonne montante : PVC DN 65	2	2009	25	2034												
Collecteur refoulement : Inox DN 65	1	2009	25	2034												
Vidange du refoulement : Inox DN 50	1	2009	20	2029								X				
Vannes refoulement à Opércule DN 60	2	2009	20	2029								X				
Clapets à Boule DN 60	2	2009	20	2029								X				
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2009	20	2029								X				
Compresseur BOGE	1	2009	20	2029								X				
Armoire compresseur Flygt	1	2009	20	2029								X				
alimentation AEP Avec compteur	1	2009	30	2039												

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PROGRAMME DE RENOUVELLEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033
PR LE PRIORAT (SAINT MARTIN DE GURSON)																
Clôture Panneaux rigides H = 2.00	1	2021	40	2061												
Portillon	1	2021	40	2061												
Cuve circulaire Béton Ø 1.20 H=2.60 m revêtu anti H2S	1	2021	40	2061												
Chambre à vanne Béton	1	2021	40	2061												
Couverture cuve : Capot alu avec Cadenas	1	2021	25	2046												
Couverture Chambre à vanne : Capot alu avec Cadenas	1	2021	25	2046												
Guidage pompes : Barres inox	4	2021	25	2046												
Chaînes de levage - boulonnerie : Inox	2	2021	25	2046												
Barraudage anti-chute	1	2021	25	2046												
Echelle chambre à vanne	1	2021	25	2046												
Armoire de commande	1	2021	20	2041												
Automatisme alternance pompes	1	2021	10	2031												
Poires de niveau	2	2021	12	2033										X		X
Sonde de niveau : Piezo Endress Hauser FMX 67	1	2021	12	2033												X
Télégestion : SOFREL S 530 GSM	1	2021	12	2033												X
Pompe 1 : Flygt 8 m3/h 13.31 mCE	1	2021	20	2041												
Pompe 2 : Flygt 8 m3/h 13.31 mCE	1	2021	20	2041												
Colonne montante : Inox DN 50	2	2021	25	2046												
Collecteur refoulement : inox DN 50	1	2021	25	2046												
Vidange du refoulement : Inox DN 50	1	2021	20	2041												
Vannes refoulement à Opercule DN 50	2	2021	20	2041												
Clapets à Boule DN 50	2	2021	20	2041												
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2021	20	2041												
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2021	30	2051												
Réservation pour potence	1	2021	40	2061												
alimentation AEP Avec compteur	1	2021	30	2051												

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PROGRAMME DE RENOUVELLEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033
PR GRANGE OUEST (SAINT SEURIN DE PRATS)																
Clôture Panneaux rigides H = 2.00	1	2020	40	2060												
Portillon	1	2020	40	2060												
Cuve circulaire Béton Ø 1.20 H=4.30 revêtue résine	1	2020	40	2060												
Chambre à vanne Béton	1	2020	40	2060												
Couverture cuve : Capot alu avec Cadenas	1	2020	25	2045												
Couverture Chambre à vanne : Capot alu avec Cadenas	1	2020	25	2045												
Guidage pompes : Barres inox	4	2020	25	2045												
Chaînes de levage - boulonnerie : inox	2	2020	25	2045												
Barraudage anti-chute	1	2020	25	2045												
Panier dégrilleur inox	1	2020	25	2045												
Armoire de commande	1	2020	20	2040												
Automatisme alternance pompes	1	2020	10	2030									X			
Poires de niveau	2	2020	12	2032											X	
Sonde de niveau : Piezo Siemens SITRANS LH100	1	2020	12	2032											X	
Télégestion : SOFREL S 530 GSM	1	2020	12	2032											X	
Pompe 1 : Xylem DP 3069 LT3 8.53 m3/h 6.52 mCE 1.5 Kw 1370 t/mn	1	2020	20	2040												
Pompe 2 : Xylem DP 3069 LT3 8.53 m3/h 6.52 mCE 1.5 Kw 1370 t/mn	1	2020	20	2040												
Colonne montante : INOX DN 65	2	2020	25	2045												
Collecteur refoulement : INOX DN 65	1	2020	25	2045												
Vidange du refoulement : INOX DN 50	1	2020	20	2040												
Vannes refoulement à opercule DN 65	2	2020	20	2040												
Clapets à boule DN 65	2	2020	20	2040												
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2020	20	2040												
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2020	30	2050												
Potence	1	2020	40	2060												
alimentation AEP avec compteur	1	2020	30	2050												

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PROGRAMME DE RENOUVELLEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033
PR GRANCE EST (SAINT SEURIN DE PRATS)																
Clôture Panneaux rigides H = 2.00	1	2020	40	2060												
Portillon	1	2020	40	2060												
Cuve circulaire Béton Ø 1.20 H=3.30 revêtue résine	1	2020	40	2060												
Chambre à vanne Béton	1	2020	40	2060												
Couverture cuve : Capot alu avec Cadenas	1	2020	25	2045												
Couverture Chambre à vanne : Capot alu avec Cadenas	1	2020	25	2045												
Guidage pompes : Barres inox	4	2020	25	2045												
Chaînes de levage - boulonnerie : inox	2	2020	25	2045												
Barraudage anti-chute	1	2020	25	2045												
Panier dégrilleur inox	1	2020	25	2045												
Armoire de commande	1	2020	20	2040												
Automatisme alternance pompes	1	2020	10	2030									X			
Poires de niveau	2	2020	12	2032											X	
Sonde de niveau : Piezo Siemens SITRANS LH100	1	2020	12	2032											X	
Télégestion : SOFREL S 530 GSM	1	2020	12	2032											X	
Pompe 1 : Xylem NP 3069 NH3 9.89 m3/h 22.1 mCE 2.4 Kw 2780 t/mn	1	2020	20	2040												
Pompe 2 : Xylem NP 3069 NH3 9.89 m3/h 22.1 mCE 2.4 Kw 2780 t/mn	1	2020	20	2040												
Colonne montante : INOX DN 65	2	2020	25	2045												
Collecteur refoulement : INOX DN 65	1	2020	25	2045												
Vidange du refoulement : INOX DN 50	1	2020	20	2040												
Vannes refoulement à opercule DN 65	2	2020	20	2040												
Clapets à boule DN 65	2	2020	20	2040												
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2020	20	2040												
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2020	30	2050												
Potence	1	2020	40	2060												
alimentation AEP avec compteur	1	2020	30	2050												

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PROGRAMME DE RENOUVELLEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033
PR FRETOUT (SAINT VIVIEN)																
Clôture Panneaux rigides H = 2.00	1	2016	40	2056												
Portail	1	2016	40	2056												
Cuve circulaire Béton Ø 1.20 H=3.85 m revêtue résine	1	2016	40	2056												
Chambre à vanne Béton	1	2016	40	2056												
Couverture cuve : Capot alu avec Cadenas	1	2016	25	2041												
Couverture Chambre à vanne : Capot alu avec Cadenas	1	2016	25	2041												
Guidage pompes : Barres inox	6	2016	25	2041												
Chaînes de levage - boulonnerie : Inox	2	2016	25	2041												
Barraudage anti-chute	1	2016	25	2041												
Echelle chambre à vanne	1	2016	25	2041												
Panier dégrilleur Inox	1	2016	25	2041												
Armoire de commande	1	2016	20	2036												
Automatisme alternance pompes	1	2016	10	2026					X							
Poires de niveau	3	2016	12	2028							X					
Sonde de niveau : piezo	1	2016	12	2028							X					
Télégestion : SOFREL S 530 GSM	1	2016	12	2028							X					
Pompe 1 : KSB Amarex NF 170/022 ULG 140 12 m3/h 18.9 mCe 1.3 Kw 2 900 tr/mn	1	2016	20	2036												
Pompe 2 : KSB Amarex NF 170/022 ULG 140 12 m3/h 18.9 mCe 1.3 Kw 2 900 tr/mn	1	2016	20	2033												
Agitateur	1	2016	20	2036												
Colonne montante : Inox DN 65	2	2016	25	2041												
Collecteur refoulement : Inox DN 65	1	2016	25	2041												
Vidange du refoulement : Inox DN 50	1	2016	20	2036												
Vannes refoulement à Opercule DN 60	2	2016	20	2036												
Clapets à Boule DN 60	2	2016	20	2036												
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2016	20	2036												
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2016	30	2046												
alimentation AEP Avec compteur	1	2016	30	2046												

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PROGRAMME DE RENOUELEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033
PR BOURG SUD (SAINT VIVIEN)																
Clôture Panneaux rigides H = 2.00	1	2016	40	2056												
Portail	1	2016	40	2056												
Cuve circulaire Béton Ø 1.20 H=3.00 m revêtue résine	1	2016	40	2056												
Chambre à vanne Béton	1	2016	40	2056												
Couverture cuve : Capot alu avec Cadenas	1	2016	25	2041												
Couverture Chambre à vanne : Capot alu avec Cadenas	1	2016	25	2041												
Guidage pompes : Barres inox	6	2016	25	2041												
Chaînes de levage - boulonnerie : Inox	2	2016	25	2041												
Barraudage anti-chute	1	2016	25	2041												
Echelle chambre à vanne	1	2016	25	2041												
Panier dégrilleur Inox	1	2016	25	2041												
Armoire de commande	1	2016	20	2036												
Automatisme alternance pompes	1	2016	10	2026					X							
Poires de niveau	3	2016	12	2028							X					
Sonde de niveau : piezo	1	2016	12	2028							X					
Télégestion : SOFREL S 530 GSM	1	2016	12	2028							X					
Pompe 1 : KSB Amarex NF 170/022 ULG 90 10 m3/h 7.4 mCe 1.3 Kw 2 900 tr/mn	1	2016	20	2036												
Pompe 2 : KSB Amarex NF 170/022 ULG 90 10 m3/h 7.4 mCe 1.3 Kw 2 900 tr/mn	1	2016	20	2036												
Agitateur	1	2016	20	2036												
Colonne montante : Inox DN 65	2	2016	25	2041												
Collecteur refoulement : Inox DN 65	1	2016	25	2041												
Vidange du refoulement : Inox DN 50	1	2016	20	2036												
Vannes refoulement à Opércule DN 60	2	2016	20	2036												
Clapets à Boule DN 60	2	2016	20	2036												
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2016	20	2036												
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2016	30	2046												

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PROGRAMME DE RENOUVELLEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033
PR COURREGES (VELINES)																
Clôture Grillage simple torsion H=1.50 m	1	1988	40	2028												
Portail alu double battant	1	1988	40	2028												
Cuve circulaire Béton	1	1988	40	2028												
Chambre à vanne Béton	1	1988	40	2028												
Couverture cuve : Fonte 600 x 600	3	1988	40	2028							X					
Couverture chambre à vanne : Fonte 600 x 600	1	1988	40	2028							X					
Guidage pompes : Barres inox	4	1988	25	2022	X											
Barraudage anti-chute																
Chaînes de levage - boulonnerie : Inox	2	1988	25	2022	X											
Echelle chambre à vanne	1	2001	25	2026					X							
Armoire de commande	1	2001	20	2022	X											
Automatisme alternance pompes	1	2001	10	2022	X											
Poires de niveau	3	2001	12	2022	X											
Sonde de niveau : piezo	1	2015	12	2027						X						
Télégestion : WITT CLIP 8000	1	2001	12	2022	X											
Pompe 1 : Flygt 3068 - 180	1	2006	20	2026					X							
Pompe 2 : Flygt 3068 - 181	1	1988	20	2022	X											
Colonne montante : Acier DN 80	2	1988	25	2022	X											
Collecteur refoulement : Acier DN 80	1	1988	25	2022	X											
Vidange du refoulement : Acier DN 60	1	1988	20	2022	X											
Vannes refoulement à Opércule DN 80	2	1988	20	2022	X											
Clapets à Boule DN 80	2	1988	20	2022	X											
Vanne vidange refoulement DN 60	1	1988	20	2022	X											

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PROGRAMME DE RENOUVELLEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033
PR ECOPOLE (VELINES)				0												
Cuve circulaire Polyester Flygt Ø 1.00	1	2013	40	2053												
Chambre à vanne Polyester Flygt	1	2013	40	2053												
Couverture cuve : Capot polyester	1	2013	40	2053												
Couverture Chambre à vanne : Capot polyester avec Cadenas	1	2013	25	2038												
Guidage pompes : Barres inox	4	2013	25	2038												
Chaînes de levage - boulonnerie : Inox	2	2013	25	2038												
Barraudage anti-chute	1	2013	25	2038												
Armoire de commande	1	2013	20	2033												
Automatisme alternance pompes	1	2013	10	2023		X										
Poires de niveau	3	2013	12	2025				X								
Sonde de niveau : piezo	1	2013	12	2025				X								
Télégestion : SOFREL S 550 GSM	1	2013	12	2025				X								
Pompe 1 : Flygt 3102-181	1	2013	20	2033												
Pompe 2 : Flygt 3102-181	1	2013	20	2033												
Colonne montante : PVC DN 80	2	2013	25	2038												
Collecteur refoulement : PVC DN 80	1	2013	25	2038												
Vidange du refoulement : PVC DN 50	1	2013	20	2033												X
Vannes refoulement à Opercule DN 80	2	2013	20	2033												X
Clapets à Boule DN 80	2	2013	20	2033												X
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2013	20	2033												X
Support potence	1	2013	40	2053												

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PROGRAMME DE RENOUVELLEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033
PR REAUX (VELINES)				0												
Cuve circulaire Béton revêtue résine	1	2008	40	2048												
Chambre à vanne Béton	1	2008	40	2048												
Couverture cuve : Capot alu avec Cadenas	1	2008	25	2033												
Couverture Chambre à vanne : Capot alu avec Cadenas	1	2008	25	2033												
Guidage pompes : Barres inox	4	2008	25	2033												X
Chaînes de levage - boulonnerie : Inox	2	2008	25	2033												X
Barraudage anti-chute	1	2008	25	2033												
Echelle chambre à vanne	1	2008	25	2033												
Armoire de commande	1	2008	20	2028							X					
Automatisme alternance pompes	1	2008	10	2024			X									
Variateurs Danfoss VLT	2	2016	12	2028							X					
Poires de niveau	3	2008	12	2024			X									
Sonde de niveau : ULTRA SON Siemens	1	2008	12	2024			X									
Télégestion : WITT CLIP 15000	1	2008	12	2024			X									
Pompe 1 : Flygt 3127-160	1	2016	20	2036												
Pompe 2 : Flygt 3127-160	1	2016	20	2036												
Colonne montante : Inox DN 80	2	2008	25	2033												
Collecteur refoulement : Inox DN 80	1	2008	25	2033												
Vidange du refoulement : Inox DN 50	1	2008	20	2028							X					
Vannes refoulement à Opercule DN 80	2	2008	20	2028							X					
Clapets à Boule DN 80	2	2008	20	2028							X					
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2008	20	2028							X					
Réservation pour potence	1	2008	40	2048												
alimentation AEP avec compteur	1	2008	30	2038												

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PROGRAMME DE RENOUVELLEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033
PR BOURG (VELINES)				0												
Clôture Grillage simple torsion sur poteaux béton H=1.50 m	1	2016	40	2056												
Portail double battant H=1.50 m	1	2016	40	2056												
Cuve circulaire Béton Ø 1.90 H=3.70 m revêtue résine	1	2016	40	2056												
Chambre à vanne Béton	1	2016	40	2056												
Couverture cuve : Capot alu avec Cadenas	2	2016	25	2041												
Couverture Chambre à vanne : Capot alu avec Cadenas	1	2016	25	2041												
Guidage pompes : Barres inox	4	2016	25	2041												
Chaînes de levage - boulonnerie : Inox	2	2016	25	2041												
Barraudage anti-chute	1	2016	25	2041												
Echelle chambre à vanne	1	2016	25	2041												
Panier dégrilleur Inox	1	2016	25	2041												
Déversoir d'orage (caisson + lame déversante inox)	1	2016	25	2041												
Ballon anti Bélier 50 l	1	2016	25	2041												
Armoire de commande	1	2016	20	2036												
Automatisme alternance pompes	1	2016	10	2026					X							
Poires de niveau	3	2016	12	2028							X					
Sonde de niveau : US Endress Hauser FMU 90	1	2016	12	2028							X					
Télégestion : SOFREL S 550	1	2016	12	2028							X					
Pompe 1 : Flygt 17 m3/h 31.9 mCE 7.4 Kw	1	2016	20	2036												
Pompe 2 : Flygt 17 m3/h 31.9 mCE 7.4 Kw	1	2016	20	2036												
Turbine de brassage Bodin 1 Kw	1	2016	20	2036												
Démarrreur Schneider altistart 01	2	2016	12	2028							X					
Colonne montante : Inox DN 100	2	2016	25	2041												
Collecteur refoulement : Inox DN 100	1	2016	25	2041												
Vidange du refoulement : Inox DN 50	1	2016	20	2036												
Vannes refoulement à Opercule DN 100	2	2016	20	2036												
Clapets à Boule DN 100	2	2016	20	2036												
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2016	20	2036												
Réservation pour potence	1	2016	40	2056												
Cuve de stockage Chlorure ferrique PEHD V = 1.5 m3	1	2019	20	2039												
Coffret de dosage DOSINGBOX	1	2019	20	2039												
Pompe doseuse Milton Roy DOSAPPRO	2	2019	12	2031										X		
Douche et rince œil	1	2019	20	2039												
Coffret électrique injection chlorure ferrique	1	2019	20	2039												

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PROGRAMME DE RENOUVELLEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033
PR LE POUINISSOU (VELINES)				0												
Clôture Panneaux rigides H = 2.00	1	2021	40	2061												
Portillon	1	2021	40	2061												
Cuve circulaire Béton Ø 1.20 H=2.30 m revêtu anti H2S	1	2021	40	2061												
Chambre à vanne Béton	1	2021	40	2061												
Couverture cuve : Capot alu avec Cadenas	1	2021	25	2046												
Couverture Chambre à vanne : Capot alu avec Cadenas	1	2021	25	2046												
Guidage pompes : Barres inox	4	2021	25	2046												
Chaînes de levage - boulonnerie : Inox	2	2021	25	2046												
Barraudage anti-chute	1	2021	25	2046												
Ballon anti-bélier MASSAL 100 l	1	2021	25	2046												
Armoire de commande	1	2021	20	2041												
Automatisme alternance pompes	1	2021	10	2031												
Poires de niveau	2	2021	12	2033												X
Sonde de niveau : Piezo Endress Hauser FMX 67	1	2021	12	2033												X
Télégestion : SOFREL S 530 GSM	1	2021	12	2033												X
Pompe 1 : Flygt DP 3069 SH 8.44 m3/h 23.3 mCE 2.4 Kw 2780 tr/mn	1	2021	20	2041												
Pompe 2 : Flygt DP 3069 SH 8.44 m3/h 23.3 mCE 2.4 Kw 2780 tr/mn	1	2021	20	2041												
Colonne montante : Inox DN 50	2	2021	25	2046												
Collecteur refoulement : inox DN 50	1	2021	25	2046												
Vidange du refoulement : Inox DN 50	1	2021	20	2041												
Vannes refoulement à Opércule DN 50	2	2021	20	2041												
Clapets à Boule DN 50	2	2021	20	2041												
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2021	20	2041												
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2021	30	2051												
Réservation pour potence	1	2021	40	2061												
alimentation AEP Avec compteur	1	2021	30	2051												

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PROGRAMME DE RENOUVELLEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033
PR GENDARMERIE (VILLEFRANCHE DE LONCHAT)																
Cuve circulaire PEHD	1	1983	30	2022	X											
Couverture cuve : Capot alu avec Cadenas	1	1983	30	2022	X											
Barraudage anti-chute																
Guidage pompes : Barres inox	2	1983	30	2022	X											
Chaînes de levage - boulonnerie : Inox	1	1983	30	2022	X											
Armoire de commande	1	1983	20	2022	X											
Télégestion																
Poires de niveau	2	2000	10	2022	X											
Pompe 1 : Flygt 3068-180	1	2007	20	2022	X											
Colonne montante :	1	1983	30	2022	X											
Collecteur refoulement :	1	1983	30	2022	X											
Vannes refoulement	1	1983	30	2022	X											
Clapets	1	1983	30	2022	X											
PR MONTARUT (VILLEFRANCHE DE LONCHAT)				0												
Cuve circulaire Béton	1	1995	40	2035												
Chambre à vanne Béton	1	1995	40	2035												
Couverture cuve : Fonte 600x600	2	1995	40	2035												
Barraudage anti-chute																
Couverture chambre à vanne : Fonte 600x600	1	1995	40	2035												
Guidage pompes :	4	1995	30	2025				X								
Chaînes de levage - boulonnerie :	2	1995	30	2025				X								
Armoire de commande	1	1995	20	2025				X								
Télégestion																
Automatisme alternance pompes	1	1995	10	2025				X								
Poires de niveau	3	1995	12	2025				X								
Pompe 1 : Flygt 3085	1	2010	20	2030									X			
Pompe 2 : Flygt 3085	1	1995	20	2022	X											
Colonne montante :	2	1995	30	2025				X								
Collecteur refoulement :	1	1995	30	2025				X								
Vannes refoulement	2	1995	30	2025				X								
Clapets	2	1995	30	2025				X								

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PROGRAMME DE RENOUVELLEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033
PR PASTEUR (VILLEFRANCHE DE LONCHAT)				0												
Cuve circulaire Béton Ø 1.60 H=2.85 m revêtue résine	1	2019	40	2059												
Chambre à vanne Béton	1	2019	40	2059												
Couverture cuve : Fonte	1	2019	40	2059												
Couverture chambre à vanne : Fonte	1	2019	40	2059												
Guidage pompes : Barres inox	4	2019	25	2044												
Chaînes de levage - boulonnerie : Inox	2	2019	25	2044												
Barraudage anti-chute	1	2019	25	2044												
Echelle chambre à vanne	1	2019	25	2044												
Armoire de commande	1	2019	20	2039												
Automatisme alternance pompes	1	2019	10	2029								X				
Poires de niveau	3	2019	12	2031										X		
Sonde de niveau : Piezo	1	2019	12	2031										X		
Télégestion : SOFREL S 550 GSM	1	2019	12	2031										X		
Pompe 1 : Grundfoss SLV.65.65.40.2.51D.C 10 m3/h 15.5 mCE 2.2 Kw 2 900 tr/mn	1	2019	20	2039												
Pompe 2 : Grundfoss SLV.65.65.40.2.51D.C 10 m3/h 15.5 mCE 2.2 Kw 2 900 tr/mn	1	2019	20	2039												
Colonne montante : Inox DN 50	2	2019	25	2044												
Collecteur refoulement : Inox DN 50	1	2019	25	2044												
Vidange du refoulement : Inox DN 50	1	2019	20	2039												
Vannes refoulement à Opercule DN 50	2	2019	20	2039												
Clapets à Boule DN 50	2	2019	20	2039												
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2019	20	2039												
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2019	30	2049												
Réservation pour potence	1	2019	40	2059												

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PROGRAMME DE RENOUVELLEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033
PR PETIT MAINE (VILLEFRANCHE DE LONCHAT)				0												
Cuve circulaire Béton Ø 1.20 H=2.85 m revêtue résine	1	2019	40	2059												
Chambre à vanne Béton	1	2019	40	2059												
Couverture cuve : Fonte	1	2019	40	2059												
Couverture chambre à vanne : Fonte	1	2019	40	2059												
Guidage pompes : Barres inox	4	2019	25	2044												
Chaînes de levage - boulonnerie : Inox	2	2019	25	2044												
Barraudage anti-chute	1	2019	25	2044												
Armoire de commande	1	2019	20	2039												
Automatisme alternance pompes	1	2019	10	2029								X				
Poires de niveau	3	2019	12	2031										X		
Sonde de niveau : Piezo	1	2019	12	2031										X		
Télégestion : SOFREL S 550 GSM	1	2019	12	2031										X		
Pompe 1 : Grundfoss SLV.65.65.22.2.50D.C 9.0 m3/h 25.8 mCE 4.0 Kw 2 930 tr/mn	1	2019	20	2039												
Pompe 2 : Grundfoss SLV.65.65.22.2.50D.C 9.0 m3/h 25.8 mCE 4.0 Kw 2 930 tr/mn	1	2019	20	2039												
Colonne montante : Inox DN 50	2	2019	25	2044												
Collecteur refoulement : Inox DN 50	1	2019	25	2044												
Vidange du refoulement : Inox DN 50	1	2019	20	2039												
Vannes refoulement à Opercule DN 50	2	2019	20	2039												
Clapets à Boule DN 50	2	2019	20	2039												
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2019	20	2039												
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2019	30	2049												
Réservation pour potence	1	2019	40	2059												
Alimentation AEP avec compteur	1	2019	30	2049												

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE



**SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PROGRAMME DE RENOUVELLEMENT**

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033
STATIONS D'EPURATION				0												
STEP DE BONNEVILLE (Filtres plantés de roseaux - 230 EH)				0												
Abords				0												
Clôture station panneaux rigides H = 2.00 m - L = 245 ml	1	2010	40	2050												
Clôture zone de dispersion	1	2020	40	2060												
Portail métal double battant L = 4.00 m	1	2010	40	2050												
Portillon accès zone de dispersion	1	2010	40	2050												
Voirie				0												
Voirie Lourde calcaire extérieure avec aire de retournement	1	2010	40	2050												
Voirie piétonne calcaire	1	2010	40	2050												
Dégrilleur statique				0												
Canal rectangulaire polyester PAM	1	2010	40	2050												
Caillebotis résine	1	2010	40	2050												
Panier d'égoutage polyester	1	2010	25	2035												
Grille alu	1	2010	25	2035												
Traitement primaire (filtres plantés de roseaux)	1			0												
Bâche d'alimentation polyester ABT Ø 1.50 m - V = 1.5 m3	1	2010	25	2035												
Capot alu	1	2015	25	2040												
By pass chasse	1	2010	25	2035												
Mécanisme de chasse à clapet ABT - Q = 72 m3/h	1	2010	15	2025				X								
Poire de niveau	1	2010	12	2022	X											
Compteur de bâchées	1	2020	10	2030									X			
Regard de répartition polyester	1	2010	30	2040												
Canalisations d'alimentation des lits inox DN 129	6	2010	25	2035												
Canalisations de répartition individuelles inox DN 104 avec fente longitudinale	6	2010	25	2035												
Collecteur d'évacuation général PVC CR8 Ø 160	1	2010	25	2035												
Massif filtrant 276 m2 (3 x 7.6 m x 11 m)																
- Gravier 20/40 - épaisseur 0.15 m																
- Gravier 12/22 - épaisseur 0.25 m																
- Gravier 2/8 - épaisseur 0.40 m																
Etanchéité : Géomembranne 1 mm + 2 géotextiles		2010	25	2035												
Drains de récupération PVC Ø 100	1	2010	25	2035												
Cheminées d'aération	1	2010	15	2025				X								

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE



**SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PROGRAMME DE RENOUVELLEMENT**

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033
Traitement secondaire (filtres plantés de roseaux)				0												
Bâche d'alimentation polyester PAM Ø 3.00 m - V = 2.0 m3	1	2010	25	2035												
By pass chasse	1	2010	25	2035												
Mécanisme de chasse à auget basculant PAM - Q = 63 m3/h	1	2010	15	2025				X								
Poire de niveau	1	2010	12	2022	X											
Compteur de bâchées	1	2010	10	2023		X										
Regard de répartition polyester	1	2010	30	2040												
Canalisations d'alimentation des lits inox DN 129	4	2010	25	2035												
Canalisations de répartition individuelles inox DN 104 avec fente longitudinale	4	2010	25	2035												
Massif filtrant 184 m2 (2 x 7.6 m x 11 m) - Gravier 20/40 - épaisseur 0.15 m - Gravier 12/22 - épaisseur 0.10 m - Gravier 2/8 - épaisseur 0.10 m - Sable filtrant 0/4 épaisseur 0.30 m	1	2010	25	2035												
Drains de récupération PVC Ø 100	1	2010	25	2035												
Cheminées d'aération	1	2010	15	2025				X								
Autosurveillance				0												
Canal de comptage polyester ABT	1	2010	25	2035												
Déversoir triangulaire à lecture directe	1	2010	25	2035												
Capot alu	1	2010	25	2035												
Traitement tertiaire				0												
Noüe de dispersion des effluents traités plantée d'iris L = 60 m - S = 240 m2	1	2010	25	2035												
Utilité générale				0												
Local technique bois 9 m2	1	2010	25	2035												
Evier	1	2010	25	2035												
Bouche de lavage AEP	2	2010	30	2040												

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE



**SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PROGRAMME DE RENOUVELLEMENT**

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033
STEP DE LAMOTHE MONTRAVEL (Filtres plantés de roseaux - 900 EH)				0												
Abords				0												
Clôture panneaux rigides H = 2.00 m - L = 360 ml	1	2012	40	2052												
Portail métal coulissant L = 4.00 m	1	2012	40	2052												
Boite à clef (serrure deny)	1	2012	40	2052												
Voirie				0												
Voirie Lourde calcaire extérieure avec aire de retournement	1	2012	40	2052												
Voirie piétonne calcaire	1	2012	40	2052												
Prétraitement				0												
Dégrilleur automatique courbe avec capot ABT	1	2012	25	2037												
Bac d'égouttage des refus	1	2012	40	2052												
Regard béton effluents dégrillés / recirculation	1	2012	40	2052												
Caillebotis galva	1	2020	40	2060												
Regard de répartition béton (files 1 et 2) avec lame centrale inox	1	2012	40	2052												
Caillebotis galva	1	2012	40	2052												
Traitement primaire (filtres plantés de roseaux)				0												
Bâche d'alimentation polyester ABT Ø 3.0 m - V = 4.0 m3	2	2012	40	2052												
Capot alu	2	2012	25	2037												
By pass chasse	2	2012	40	2052												
Mécanisme de chasse à clapet ABT - Q = 143 m3/h et 132 m3/h	2	2012	15	2027						X						
Poire de niveau	2	2012	12	2024			X									
Compteur de bâchées	2	2020	10	2030									X			
Regard de répartition avec obturateurs	2	2012	40	2052												
Rampes aériennes inox d'alimentation des lits	18	2012	40	2052												
Massif filtrant 540 m2 (3 lits : 15 m x 12 m)																
- Gravier 20/40 - épaisseur 0.20 m																
- Gravier 16/22 - épaisseur 0.25 m																
- Gravier 4/8 - épaisseur 0.40 m																
Etanchéité : Géomembranne 1 mm + 2 géotextiles	2	2012	25	2037												
Drains de récupération PVC Ø 100	2	2012	40	2052												
Cheminées d'aération	2	2012	25	2037												
Regard de prélèvement (Sortie filtres)	2	2012	40	2052												

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE



**SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PROGRAMME DE RENOUVELLEMENT**

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033
Poste de relevage (recirculation - rejet eaux traitées)				0												
Cuve circulaire Béton Ø 1.60 H=2.45	1	2012	40	2052												
Chambre à vanne Béton	1	2012	40	2052												
Couverture cuve : Trappe fonte triangulaire	4	2012	40	2052												
Couverture Chambre à vanne : Trampon fonte Ø 600	1	2012	40	2052												
Guidage pompes : Barres inox	6	2012	25	2037												
Chaînes de levage - boulonnerie : inox	3	2012	25	2037												
Barraudage anti-chute	1	2012	25	2037												
Echelle chambre à vanne	1	2012	25	2037												
Poires de niveau	3	2012	12	2024			X									
Sonde de niveau : Piezo	1	2012	12	2024			X									
Pompe 1 rejet : Flygt 3085-160 20.0 m3/h 20 mCE 2.4 Kw 2840 t/mn	1	2018	20	2038												
Pompe 2 rejet : Flygt 3085-160 20.0 m3/h 20 mCE 2.4 Kw 2840 t/mn	1	2018	20	2038												
Pompe recirculation : Flygt 15.0 m3/h 3.5 mCE	1	2019	20	2039												
Colonne montante rejet inox DN 100	2	2012	25	2037												
Colonne montante recirculation inox DN 80	1	2012	25	2037												
Collecteur refoulement eaux traitées : inox DN 100	1	2012	25	2037												
Vidange du refoulement : inox DN 50	1	2012	20	2032											X	
Vannes refoulement à opercule DN 100	2	2012	20	2032											X	
Clapets à boule DN 100	2	2012	20	2032											X	
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2012	20	2032											X	
Vannes recirculation à opercule DN 80	1	2012	20	2032											X	
Clapets à boule recirculation DN 80	1	2012	20	2032											X	
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2012	25	2037												
Pied de potence	1	2012	40	2052												
Electricité - Utilité générale				0												
Local technique bois 20 m2	1	2012	40	2052												
Armoire électrique dégrilleur	1	2012	20	2032												
Armoire électrique PR rejet / recirculation	1	2012	20	2032												
automatisme alternance des pompes	1	2012	10	2022	X											
Télégestion SOFREL S 550	1	2012	12	2024			X									
Eclairage	1	2012	25	2037												
Débitimètre électromagnétique Endress Hause PROMAG DN 100 (mesure effluents bruts)	1	2012	12	2024			X									
Bouche de lavage AEP	1	2012	25	2037												

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE



**SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PROGRAMME DE RENOUELEMENT**

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033
STEP DE LINZAC "LITOUT" (Filtres plantés de roseaux 100 EH)				0												
Abords																
Clôture panneaux rigides H = 2.00 m - L =	1	2013	40	2053												
Portail métal double battant L = 4.00 m	1	2013	40	2053												
Portail accès zone d'infiltration	1	2013	40	2053												
Voirie																
Voirie Lourde calcaire extérieure avec aire de retournement	1	2013	40	2053												
Voirie piétonne calcaire	1	2013	40	2053												
Poste d'injection étage 1																
Cuve circulaire polyester Flygt	1	2013	40	2053												
Chambre à vanne polyester	1	2013	40	2053												
Couverture cuve : Capot polyester	4	2013	25	2038												
Couverture Chambre à vanne : Capot polyester	1	2013	25	2038												
Guidage pompes : Barres inox	4	2013	25	2038												
Chaînes de levage - boulonnerie : inox	2	2013	25	2038												
Barraudage anti-chute	1	2013	25	2038												
Panier dégrilleur inox	1	2013	25	2038												
Poires de niveau	3	2013	12	2025				X								
Sonde de niveau : Piezo	1	2013	12	2025				X								
Pompe 1 : Flygt	1	2013	20	2033												
Pompe 2 : Flygt	1	2013	20	2033												
Armoire électrique	1	2013	20	2033												
Sofrel S 530	1	2013	10	2023		X										
Automatisme alternance des pompes	1	2013	10	2023		X										
Colonne montante PVC DN 80	2	2013	25	2038												
Collecteur refoulement eaux traitées : PVC DN 80	1	2013	25	2038												
Vidange du refoulement : inox PVC DN 60	1	2013	20	2033												X
Vannes refoulement à opercule DN 80	2	2013	20	2033												X
Clapets à boule DN 100	2	2013	20	2033												X
Vanne vidange refoulement DN 60	1	2013	20	2033												X
Vidange Chambre à vannes	1	2013	25	2038												
Pied de potence	1	2013	40	2053												
Potence avec treuil	1	2013	40	2053												
Traitement primaire (filtres plantés de roseaux)	1	2013		2024												
Réseau d'alimentation enterré	1	2013		2024												
Vanne pour alternance des filtres	3	2013	20	2033												X
Remontée inox avec plaque anti affouillement	6	2013	40	2053												
Massif filtrant	1	2013	40	2053												
Etanchéité des membranes de PVC géotextiles	1		40													
Drains de récupération PVC DN 100	1	2013	40	2053												
Chemins d'entretien inox	1	2013	25	2038												

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PROGRAMME DE RENOUVELLEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033
Traitement secondaire (filtres plantés de roseaux)																
Bâche d'alimentation polyester	1	2013	40	2053												
Mécanisme de chasse	1	2013	15	2028							X					
Poire de niveau	1	2013	12	2025				X								
Compteur de bâchées	1	2013	10	2023		X										
Vanne pour alternance des filtres	2	2013	20	2033												X
Rampes d'alimentation des lits (canalisations PEHD percées)	2	2013	25	2038												
Massif filtrant	1	2013	40	2053												
Etanchéité : Géomembrane 1 mm + 2 géotextiles	1	2013	40	2053												
Drains de récupération PVC Ø 100	1	2013	25	2038												
Cheminées d'aération	1	2013	15	2028							X					
Regard de prélèvement	1	2013	40	2053												
Zone de dispersion																
Bâche d'alimentation polyester ABT Ø 2.00 m - V = 1.0 m3 avec regard de répartition intégré (2 sorties)	1	2013	40	2053												
Capot alu	1	2013	25	2038												
Mécanisme de chasse à clapet auget ABT - Q = 45 m3/h	1	2013	15	2028							X					
Poire de niveau	1	2013	12	2025				X								
Compteur de bâchées	1	2013	10	2023		X										
Vanne (By pass zone de dispersion)	2	2013	20	2033												X
Bassins S = 315 m2 avec remplissage sable 0/4 sur 0.20 m	2	2013	40	2053												
Rampe percée enrobée de gravier pour épandage	4	2013	40	2053												
Regard de prélèvement	2	2013	40	2053												
Autosurveillance																
Débitmètre arrivée effluents brut SIEMENS	1	2013	12	2025				X								
Utilité générale																
Local technique bois	1	2013	40	2053												
Evier avec paillasse	1	2013	40	2053												
Bouche de lavage AEP	1	2013	40	2053												

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE



**SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PROGRAMME DE RENOUELEMENT**

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033
STEP DE MINZAC "TERREFORT" (Filtres plantés de roseaux - 40 EH)				0												
Abords				0												
Clôture grillage simple torsion sur poteaux bois H = 2.00 m - L =	1	2013	40	2053												
Portail métal double battant L = 4.00 m	1	2013	40	2053												
Portillon accès rejet	1	2013	40	2053												
Voirie																
Voirie Lourde calcaire extérieure avec aire de retournement	1	2013	40	2053												
Voirie piétonne calcaire	1	2013	40	2053												
Dégrilleur statique																
Canal rectangulaire polyester	1	2013	25	2038												
Caillebotis résine	1	2013	40	2053												
Panier d'égoutage polyester	1	2013	25	2038												
Grille alu	1	2013	25	2038												
Traitement primaire (filtres plantés de roseaux)																
Bâche d'alimentation rectangulaire V = 0.42 m3	1	2013	25	2038												
Capot alu	1	2013	25	2038												
Mécanisme de chasse à clapet ABT	1	2013	15	2028							X					
Poire de niveau	1	2013	12	2025				X								
Compteur de bâchées	1	2013	10	2023		X										
Réseau d'alimentation enterré	1	2013	40	2053												
Vanne pour alternance des filtres	3	2013	20	2033												X
Remontée inox avec plaque anti affouillement	6	2013	25	2038												
Massif filtrant	1	2013	40	2053												
Etanchéité : Géomembranne 1 mm + 2 géotextiles	1	2013	40	2053												
Drains de récupération PVC Ø 100	1	2013	40	2053												
Cheminées d'aération	1	2013	25	2038												
Muret pourtour et séparation des filtres (plaques béton)	1	2013	25	2038												
Traitement secondaire (filtres plantés de roseaux)																
Bâche d'alimentation polyester PAM Ø - V = 0.34 m3	1	2013		2024												
Mécanisme de chasse à auget basculant PAM - Q =	1	2013	15	2028							X					
Poire de niveau	1	2013	12	2025				X								
Compteur de bâchées	1	2013	10	2023		X										
Vanne pour alternance des filtres	3	2013	20	2033												X
Remontée inox avec plaque anti affouillement	6	2013	25	2038												
Massif filtrant	1	2013	40	2053												
Etanchéité : Géomembranne 1 mm + 2 géotextiles	1	2013	40	2053												
Drains de récupération PVC Ø 100	1	2013	40	2053												
Cheminées d'aération	1	2013	25	2038												
Muret pourtour et séparation des filtres (plaques béton)	1	2013	25	2038												
Autosurveillance																
de réception de l'AR: 30/11/2021																
de prélèvement 211129-DE_2021_083-DE	1	2013	40	2053												
Utilité générale																
Alimentation AEP avec compteur	1	2013	40	2053												



**SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PROGRAMME DE RENOUVELLEMENT**

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033
STEP DE MONTAZEAU LES GRIMARDS (Filtres plantés de roseaux - 240 EH)				0												
Abords																
Clôture panneaux rigides H = 2.00 m - L = 290 ml	1	2007	40	2047												
Portail métal double battant L = 4.00 m	1	2007	40	2047												
Portillon accès rejet	1	2007	40	2047												
Voirie																
Voirie Lourde calcaire extérieure	1	2007	40	2047												
Dégrilleur statique																
Canal rectangulaire polyester PAM	1	2007	40	2047												
Caillebotis résine	1	2007	40	2047												
Panier d'égoutage polyester	1	2007	40	2047												
Grille alu	1	2007	40	2047												
By pass chasse et filtres plantés PVC Ø 160		2007	40	2047												
Traitement primaire (filtres plantés de roseaux)	1															
Bâche d'alimentation polyester ABT V = 2.95 m3	1	2007	40	2047												
Capot alu	1	2007	25	2032											X	
Mécanisme de chasse à clapet ABT - Q =	1	2007	15	2022	X											
Poire de niveau	1	2007	12	2023		X										
Compteur de bâchées	1	2019	10	2029								X				
Regard de répartition polyester avec 6 sorites munies de clapet	1	2007	40	2047												
Canalisations d'alimentation des lits inox DN 129	6	2007	40	2047												
Canalisations de répartition individuelles inox DN 104 avec fente longitudinale	6	2007	40	2047												
Collecteur d'évacuation général PVC CR8 Ø 160	1	2007	40	2047												
Massif filtrant 288 m2 (3 x 8 m x 12 m)	1	2007	40	2047												
Etanchéité : Géomembranne 1 mm + 2 géotextiles	1	2007	40	2047												
Drains de récupération PVC Ø 100	1	2007	40	2047												
Cheminées d'aération	1	2007	25	2032											X	
Regard de prélèvement	1	2007	40	2047												
Vanne Ø 160 (By pass des lagunes)	1	2007	40	2047												
Traitement secondaire (Lagunage naturel)																
Lagune N°1 S = 602 m2 (14 m x 43m)	1	2007	40	2047												
Etanchéité : Géomembranne 1 mm + 2 géotextiles	1	2007	40	2047												
Lagune N°2 (non étanche) S = 602 m2 (14 m x 43m)	1	2007	40	2047												
Conduites de liaison DN 160	1	2007	40	2047												
Autosurveillance																
Canal de comptage polyester ABT	1	2007	40	2047												
Déversoir triangulaire à lecture directe	1	2007	40	2047												
Capot alu	1	2007	25	2032											X	
Bouche de lavage		2007	40	2047												

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Département de la Dordogne
Arrêté de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE



**SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PROGRAMME DE RENOUVELLEMENT**

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033
STEP DE MONTAZEAU "BRUNET" (Filtres plantés de roseaux 140 EH)																
Abords																
Clôture panneaux rigides H = 2.00 m - L = 245 ml	1	2015	40	2055												
Portail métal double battant L = 4.00 m	1	2015	40	2055												
Portillon accès zone de dispersion	1	2015	40	2055												
Voirie																
Voirie Lourde calcaire extérieure avec aire de retournement	1	2015	40	2055												
Voirie piétonne calcaire	1	2015	40	2055												
Dégrilleur statique																
Canal rectangulaire polyester ABT	1	2015	40	2055												
Capot alu	1	2015	25	2040												
Panier d'égoutage inox	1	2015	25	2040												
Grille alu	1	2015	40	2055												
Traitement primaire (filtres plantés de roseaux)	1															
Bâche d'alimentation polyester ABT Ø 2.00 m - V = 1.6 m3 avec regard de répartition intégré (3 sorties)	1	2015	40	2055												
Capot alu	1	2015	25	2040												
Mécanisme de chasse à clapet ABT - Q = 60 m3/h	1	2015	15	2030									X			
Poire de niveau	1	2015	12	2027						X						
Compteur de bâchées	1	2015	10	2025				X								
Rampe d'alimentation des lits inox	3	2015	40	2055												
Collecteur d'évacuation général PVC CR8 Ø 160	1	2015	40	2055												
Massif filtrant 168 m2 (3 x 8 m x 7 m) - Gravier 20/40 - épaisseur 0.15 m - Gravier 4/16 - épaisseur 0.15 m - Gravier 2/4 - épaisseur 0.50 m	1	2015	40	2055												
Etanchéité : Géomembranne 1 mm + 2 géotextiles		2015	40	2055												
Drains de récupération PVC Ø 100	1	2015	40	2055												
Cheminées d'aération	1	2015	25	2040												
Poste d'injection étage 2																
Mur de soutènement béton		2015	25	2040												
Cuve circulaire Béton Ø 1.90 H=2.80	1	2015	40	2055												
Chambre à vanne Béton	1	2015	40	2055												
Couverture cuve : Capot alu	4	2015	25	2040												
Couverture Chambre à vanne : Capot alu	1	2015	25	2040												
Guidage pompes : Barres inox	4	2015	25	2040												
Chaînes de levage - boulonnerie : inox	2	2015	25	2040												
Barraudage anti-chute	1	2015	25	2040												
Echelle chambre à vanne	1	2015	25	2040												
Poires de niveau	3	2015	12	2027						X						
Sonde de niveau	1	2015	12	2027						X						

Chambre à vanne
niveau réception de l'AR: 30/11/2021
niveau 11129-DE_2021_083-DE



**SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PROGRAMME DE RENOUELEMENT**

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033
Pompe 1 : Flygt 3068 180 41.0 m3/h	1	2015	20	2035												
Pompe 2 : Flygt 3068 180 41.0 m3/h	1	2015	20	2035												
Armoire électrique	1	2015	20	2035												
Automatisme alternance des pompes	1	2015	10	2025				X								
Colonne montante inox DN 100	2	2015	25	2040												
Collecteur refoulement eaux traitées : inox DN 100	1	2015	25	2040												
Vidange du refoulement : inox DN 50	1	2015	20	2035												
Vannes refoulement à opercule DN 100	2	2015	20	2035												
Clapets à boule DN 100	2	2015	20	2035												
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2015	20	2035												
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2015	25	2040												
Pied de potence	1	2015	40	2055												
Traitement secondaire (filtres plantés de roseaux)																
Regard de répartition (2 sorties avec clapet)	1	2015	40	2055												
Rampes d'alimentation des lits (canalisations inox percées)	2	2015	40	2055												
Massif filtrant 112 m2 (2 x 8 m x 7 m) - Gravier 20/40 - épaisseur 0.15 m - Gravier 10/20 - épaisseur 0.10 m - Gravier 2/10 - épaisseur 0.20 m - Sable filtrant 0/4 - épaisseur 0.40 m	1	2015	40	2055												
Etanchéité : Géomembranne 1 mm + 2 géotextiles		2015	40	2055												
Drains de récupération PVC Ø 100	1	2015	40	2055												
Cheminées d'aération	1	2015	25	2040												
Regard de prélèvement	1	2015	40	2055												
Zone de dispersion																
Bâche d'alimentation polyester ABT Ø 2.00 m - V = 1.0 m3 avec regard de répartition intégré (2 sorties)	1	2015	40	2055												
Capot alu	1	2015	25	2040												
Mécanisme de chasse à clapet auget ABT - Q = 45 m3/h	1	2015	15	2030									X			
Poire de niveau	1	2015	12	2027						X						
Compteur de bâchées	1	2015	10	2025				X								
Vanne (By pass zone de dispersion)	2	2015	40	2055												
Bassins S = 315 m2 avec remplissage sable 0/4 sur 0.20 m	2	2015	40	2055												
Rampe percée enrobée de gravier pour épandage	4	2015	40	2055												
Regard de prélèvement	2	2015	40	2055												
Utilité générale																
Dalle béton pour local technique	1	2015	25	2040												
Bouche de lavage AEP	3	2015	30	2045												

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE



**SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PROGRAMME DE RENOUELEMENT**

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033
STEP DE MONTCARET (Boues activées 850 EH)																
Abords																
Clôture grillagée panneaux rigides	1	2011	40	2051												
Portail d'accès aumium double battants L = 4.00 m	1	2011	40	2051												
Portail pour accès rejet L = 2.00 m	1	2011	40	2051												
Voirie de circulation interne	1	1991	40	2031												
Local technique																
Génie civil béton, toiture tuiles	1	1991	45	2036												
Porte d'accès métallique	1	1991	40	2034												
Fenêtre	2	1991	40	2034												
Armoire de commande	1	1991	20	2011												
Poste de relevage de tête				0												
Génie civil béton armé circulaire	1	1991	45	2036												
Trappe d'accès type caillebotis galvanisé	3	1991	30	2036												
Potence	1	1991	40	2031												
Barre de guidage Galva	4	1991	30	2023		X										
Chaines - boulonnerie inox	2			2023		X										
Conduites de refoulement, PVC DN : 100 mm	3	1991	30	2023		X										
Poires de niveau	4	2007	12	2023		X										
Groupe immergés FLYGT type 3067-180	1		20	2040												
Groupe immergés FLYGT DX 3069 LT	1	2020	20	2040												
Vannes à opercule	2	1991	30	2023		X										
Claper à boules	2	1991	30	2023		X										
Trop plein DN 150	1	1991	40	2031												
Dégrilleur courbe automatique				0												
Génie civil béton armé , coffrage rectangulaire	1	1991	45	2036												
Echelle d'accès Aluminium	1	1991	30	2023												
Passerelle d'accès avec garde corps Aluminium	1	1991	30	2023												
Caillebotis galva	1	1991	30	2022	X											
Grille de retenue des déchets	1	1991	30	2023		X										
Conduite d'arrivée effluents inox DN : 100 mm	1	2016	40	2056												
Goulotte d'évacuation des déchets , DN : 200 mm	1	1991	40	2031												
Dégrilleur rotatif	1	1991	20	2026												
Motoréducteur FLENDER	1	1991	20	2026												
Dégraisseur/déssableur aéré raclé				0												
Génie civil béton armé , coffrage circulaire	1	1991	45	2036												
Escalier d'accès béton avec garde corps Aluminium	1	1991	45	2036												
Capotage en treillis métallique pour protection agents	1	1991	30	2023		X										
Pont racleur	1	1991	30	2026												
Conduite d'évacuation des graisses	1	1991	40	2031												
Conduite d'évacuation des sables, DN : 100 mm	1	1991	40	2031												
Moteur de pont racleur de l'AR: 30/11/2021	1	2021	25	2046												
Caillebotis bac récupération sable résine 83-DE	1	2011	25	2036												
Caillebotis bac récupération graisse résine	1	2011	25	2036												



**SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PROGRAMME DE RENOUELEMENT**

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033
Bassin d'aération				0												
Génie civil béton armé , coffrage circulaire	1	1991	45	2036												
Passerelle d'accès avec garde corps Aluminium	1	1991	40	2031												
Conduite d'arrivée effluents	1	1991	40	2031												
Conduites de recirculation des boues , DN : 110 mm	2	1991	40	2031												
Conduite vers puits de régazage, DN : 100 mm	1	1991	40	2031												
Turbines d'aération Europelec 2..2 Kw	3	1991	20	2023												
Moteur SEW USOCOME RF 82 TD	1	2020	20	2040												
Moteur SEW USOCOME RF 87 DRW	1	2017	20	2037												
Moteur SEW USOCOME	1	1991	20	2026												
Agitateur	1	2011	20	2031												
Pompe extraction des boues	1	2011	20	2031												
Clarificateur raclé				0												
Génie civil béton armé , coffrage circulaire	1	1991	45	2036												
Echelle d'accès galvanisée	1	1991	40	2031										X		
Pont racleur tournant galvanisé avec garde corps	1	1991	40	2031												
Goulotte d'évacuation en béton	1	1991	45	2036												
Conduite de sortie vers débitmètre, DN : 200 mm	1	1991	45	2036												
Conduite d'évacuation des mousses , DN : 125 mm	1	1991	45	2036												
Motoréducteur pont racleur	1	1991	20	2022	X											
Clifford galvanisé	1	1991	45	2036												
Lame déversante galvanisée	1	1991	45	2036												
puits de recirculation				0												
Génie civil béton armé , coffrage circulaire	1	1991	45	2036												
Escalier d'accès béton	1	1991	45	2036												
Caillebotis galva	2	1991	30	2023		X										
Trappe d'accès type caillebotis galvanisé	1	1991	30	2023		X										
Conduite recirculation , DN : 100 mm	1	1991	45	2036												
Pompe de recirculation FLYGT	1	2020	20	2040												
Silo à boues (conservé en secours)																
Génie civil béton armé , coffrage circulaire V:85m3	1	1991	45	2036												
Echelle d'accès avec crinoline	1	1991	30	2023		X										
Conduite d'arrivée boues , DN : 100 mm	1	1991	45	2036												
Conduite d'évacuation avec raccord pompier	1	1991	45	2036												
Déshydratation des boues (Lits à rysophites)				0												
Génie civil béton armé casier 6.50 m x 6.50 m H = 2.70 m (H hors sol = 2.10 m)	6	2011	45	2056												
Remplissage Gravier 8/6 : épaisseur 0.15 m	1	2011	25	2036												
Remplissage Gravier 3/8 : épaisseur 0.10 m	16	2011	25	2036												
Remplissage Sable 2/4 : épaisseur 0.10 m	6	2011	25	2036												
Canalisation inox 304 L (2 points d'injection par lit)	6	2011	40	2051												
Vannes d'isolement	6	2011	20	2031										X		
Echelles d'accès	3	2011	25	2036												
Rejet				0												
canal débitmétrique rectangulaire béton armé	1	1991	45	2036												
Lame déversante en V	1	1991	45	2036												



**SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PROGRAMME DE RENOUVELLEMENT**

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033
STEP DE SAINT ANTOINE DE BREUILH (Boues activées 1 500 EH)				0												
Abords				0												
Clôture grillagée	1	1991	45	2036												
Portail d'accès galvanisé double battants	1	1991	45	2036												
Local technique				0												
Génie civil béton armé , toiture tuiles	1	1991	50	2041												
Porte d'accès métallique	1	1991	45	2036												
Fenêtre et grille de protection métallique	2	2010	45	2055												
Armoire de commande	1	2018	20	2038												
Télésurveillance SOFREL S550	1	2012	12	2034												
Chauffage , éclairage , sanitaire, évier	1	1991	45	2036												
Autosurveillance				0												
Débitmètre électromagnétique SIEMENS SISTRANS F M MAG 5000 DN 100	1	2016	15	2031												
Pluviomètre à auget basculant ADRM type 7852	1	2016	15	2031												
Poste de relevage station				0												
coffrage circulaire polyester	1	2007	30	2037												
Trappe d'accès type caillebotis galvanisé	1	2007	30	2037												
Pied de potence de relevage	1	2007	30	2037												
Barre de guidage + chaîne Galva	1	2007	30	2037												
Conduites de refoulement, PVC DN : 100 mm	3	2007	30	2037												
Vidange du refoulement DN 50	1	2007	30	2037												
Vidange de la chambre a vanne DN 50	1	2007	30	2037												
Poires de niveau	4	2007	10	2022	X											
Sonde endress hausser	1	2012	10	2022	X											
Groupes immergés FLYGT type 3067-180, Débit : 16 m³/h, HMT : 5 mCE, Puissance : 1.2 kW, Tension : 380 V	1	2012	20	2032												
Groupes immergés FLYGT type 3067-180, Débit : 28 m³/h, HMT : 5 mCE, Puissance : 1.2 kW, Tension : 380 V	1	2016	20	2036												
Vannes manuelles et clapets, DN : 100 mm	2	2007	30	2037												
Vidange refoulement DN : 50 mm	1	2007	30	2037												
Vidange Chambre de vannes	1	2007	30	2037												
Prise d'eau pour lavage poste, DN : 15 mm	1	2006	30	2036												
Dégrilleur courbe automatique				0												
Génie civil béton armé , coffrage rectangulaire	1	1991	45	2034												
Echelle d'accès Aluminium	1	1991	30	2034												
Passerelle d'accès avec garde corps Aluminium	1	1991	30	2034												
Grille de retenue des déchets	1	1991	30	2034												
Conduite d'arrivée effluents inox DN 100 mm	1	2016	30	2034												
Goulotte d'évacuation des déchets DN 200 mm	1	1991	30	2034												
Dégrilleur rotatif	1	1991	20	2034												
Motoréducteur FLENDER type D41-Z10-M1B-4	1	2008	20	2034												
Arrêt d'urgence	1	2018	20	2034												



**SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PROGRAMME DE RENOUVELLEMENT**

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033
Dégraisseur/déssableur aéré raclé				2034												
Génie civil béton armé , coffrage circulaire	1	1991	45	2034												
Passerelle d'accès avec garde corps Aluminium	1	1991	30	2034												
Potence de relevage	1	1991	30	2034												
Capotage en treillis métallique pour protection agents	1	1991	30	2034												
Pont racleur	1	1991	30	2034												
Conduite d'évacuation des graisses inox 316 L DN 150 mm	1	2015	30	2034												
Conduite d'évacuation des sables, DN : 100 mm	1	1991	30	2034												
Moteur de pont racleur SEW R87 , Puissance : 0.75 kW	1	2005	20	2034												
Aérateur	1	2016	20	2034												
Bac déssableur (Caillebotis)	1	1991	30	2034												
Bac dégraisseur (Caillebotis)	1	2017	30	2034												
Vanne DN 100 (Sortie dégraisseur)	1	2017	30	2034												
Bassin d'aération				0												
Génie civil béton armé , coffrage circulaire V:265m3 ; S:132m2	1	1991	45	2036												
Passerelle d'accès avec garde corps Aluminium	1	1991	35	2026					X							
Conduite d'arrivée effluents	1	1991	35	2026					X							
Conduites de recirculation des boues , DN : 110 mm	2	1991	35	2026					X							
Conduite vers puits de régazage, DN : 100 mm	1	1991	35	2026					X							
Turbines d'aération,motoréducteur FLENDER type DF81A100LB4 , Puissance : 3 kW, Tension : 380 V	3	1991	20	2022	X											
Motoréducteur SEW USOCOME RF 87 DRE 100 LC4/C	1	2014	20	2034												
Motoréducteur SEW USOCOME RF 87 DRE 100 LC4/C	1	2020	20	2040												
Motoréducteur SEW USOCOME RF 87 DRE 100 LC4/C	1	1991	20	2026					X							
Sonde rédox	1	2012	10	2026					X							
Lame de déverse	1	1991	30	2026					X							
Puits de dégazage				0												
Génie civil béton armé , coffrage circulaire	1	1991	50	2041												
Conduite vers clarificateur , DN : 100 mm	1	1991	30	2034												
Clarificateur raclé				0												
Génie civil béton armé , coffrage circulaire V:122m3 ; S:58m2	1	1991	50	2041												
Echelle d'accès galvanisée	1	1991	35	2026					X							
Pont racleur tournant galvanisé avec garde corps	1	1991	35	2026												
Goulotte d'évacuation en béton	1	1991	35	2026					X							
Conduite de sortie vers débitmètre, DN : 200 mm	1	1991	35	2026					X							
Conduite d'évacuation des mousses , DN : 125 mm	1	1991	35	2026					X							
Motoréducteur FLENDER type D41-Z10-11B, Puissance : 0.25 kW, Tension : 380 V	1	2018	20	2038												
Clifford galvanisé	1	1991	35	2026												
Lame déversante galvanisée	1	1991	35	2026												

REPECTURE DE BERGERAC
AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE



**SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PROGRAMME DE RENOUVELLEMENT**

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033
Bac à mousses				0												
Génie civil béton armé , coffrage circulaire	1	1991	45	2036												
Trappe d'accès type caillebotis galvanisé	1	1991	45	2036												
Conduite d'arrivée mousses , DN : 125 mm	1	1991	45	2036												
puits de recirculation des boues				0												
Génie civil béton armé , coffrage circulaire	1	1991	45	2034												
Passerelle d'accès avec escalier galvanisée	1	1991	30	2034												
Potence de relevage groupes	1	1991	30	2034												
Trappe d'accès type caillebotis galvanisé	1	1991	30	2034												
Conduites d'extraction et recirculation , DN : 110 mm	2	1991	30	2034												
Coffret de raccordement électrique	1	1991	20	2034												
Pompe de recirculation FLYGT 3067.180 , Débit : 35 m³/h, Puissance : 1.2 kW, Tension : 380 V	1	1991	20	2034												
Pompe d'extraction FLYGT 3067.180 , Débit : 44 m³/h, Puissance : 1.2 kW, Tension : 380 V	1	2016	20	2034												
Vannes enterrées de réglage vers silo et recirculation, DN : 110 mm	2	1991	30	2034												
Silo à boues				2034												
Génie civil béton armé , coffrage circulaire V:85m3	1	1991	45	2034												
Echelle d'accès Alu avec crinoline	1	1991	30	2034												
Barres de guidage agitateur inox	1	2015	30	2034												
Potence 150 Kg avec treuil 150 Kg	1	2015	30	2034												
Agitateur XYLEM SR 4640 - 705 t/mn - 2.5 Kw - hélice Ø 368 mm	1	2015	20	2034												
Armoire électrique agitateur	1	2015	20	2034												
Conduite d'arrivée boues , DN : 110 mm	1	1991	30	2034												
Conduite d'évacuation avec raccord pompier	1	1991	30	2034												
Drain inox 316 L- Grille Johnson maille 2 mm	1	2015	30	2034												
Préparation polymères				2034												
Bac de préparation PE 800 l	1	2002	30	2034												
Agitateur polymère DOSAPRO VRE 2040 , Puissance : 0.5 kW	1	2002	20	2034												
Pompe doseuse DOSAPRO FCOT3 200 l/h , Puissance : 0.37 kW	1	2019	20	2034												
Traitement des boues				2034												
Armoire électrique table d'égoutage	1	2000	20	2034												
Table d'égoutage EMO	1	2000	20	2034												
Moteur table BONFIGLIOLI N80174 , Puissance : 0.6 kW	1	2014	20	2034												
Poste eaux de lavage				0												
Equipement du puits pour eaux de lavage	1	2012	30	2042												
Rejet				0												
canal débitmétrique rectangulaire béton armé	1	1991	45	2036												
Conduite d'alimentation de la lagune , DN : 110 mm	1	1991	45	2036												
Lame déversante en V	1	1991	45	2036												
Bassin de lagunage				0												
Lagune V.S.S.	1	1991	45	2036												
Conduite d'arrivée PVC, DN : 110 mm	1	1991	45	2036												
Conduite de rejet PVC , DN : 110 mm	1	1991	45	2036												

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PROGRAMME DE RENOUELEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033
STEP DE SAINT MARTIN DE GURSON (Filtres plantés de roseaux - 350 EH)				0												
Abords				0												
Clôture grillage simple torsion H = 2.00 m	1	2011	40	2051												
Portail métal double battant L = 4.00 m	1	2011	40	2051												
Voirie				0												
Voirie Lourde calcaire extérieure avec aire de retournement	1	2011	40	2051												
Voirie piétonne calcaire	1	2011	40	2051												
Local technique				0												
Bâtiment béton couverture tuile	1	2011	45	2056												
Porte acier	1	2011	30	2041												
Evier avec paillasse	1	2011	30	2041												
Radiateur électrique	1	2011	20	2031												
Poste de tête (injection 1er étage)				0												
Génie civil béton avec réhausse hors sol	1	2011	45	2056												
Capot alu	1	2011	45	2056												
Panier dégrilleur inox	1	2011	25	2036												
Guidage pompes : Barres inox	4	2021	25	2046												
Chaînes de levage - boulonnerie : inox	2	2021	25	2046												
Poires de niveau	3	2015	12	2027						X						
Sonde de niveau : Piezo	1	2015	12	2027						X						
Pompe 1 : Flygt 3127 MT 116 m3/h à 11.2 mCE -5.9 Kw - 1450 t/mn	1	2021	20	2041												
Pompe 2 : Flygt 3127 MT 116 m3/h à 11.2 mCE -5.9 Kw - 1450 t/mn	1	2021	20	2041												
Colones montantes inox DN 150	2	2021	25	2046												
Automatisme alternance des pompes	1	2011	10	2023		X										
Sonde ultra son Endress Hauser	1	2011	12	2023		X										
Poires de niveau	3	2021	12	2033												X
Télégestion SOFREL	1	2021	12	2033												
Traitement primaire (filtres plantés de roseaux)	1			0												
Canalisation d'alimentation	1	2021	40	2061												
Regard de répartition avec vannes	1	2021	40	2061												
Rampes d'alimentation inox dans digue centrale (2 rampes par lit) l = 54 ml	1	2021	40	2061												
Lits plantés S = 210 m2	3	2011	25	2036												
Matériaux filtrants	1	2021	25	2046												
Collecteur d'évacuation général	1	2011	25	2036												
Etanchéité : Géomembrane 1 mm + 2 géotextiles	1	2011	25	2036												
Drains de récupération PVC Ø 100	1	2011	25	2036												
Chemins d'entretien	1	2011	25	2036												

SCM-BRIF-CPVE-0100
 024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PROGRAMME DE RENOUVELLEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033
Poste d'injection étage 2				0												
Cuve circulaire Béton Ø 1.90 m - H=3.20 m	1	2021	40	2061												
Chambre à vanne Béton	1	2021	40	2061												
Couverture cuve : Capot alu	2	2021	25	2046												
Couverture Chambre à vanne : Capot alu	1	2021	25	2046												
Guidage pompes : Barres inox	4	2021	25	2046												
Chaînes de levage - boulonnerie : inox	2	2021	25	2046												
Barraudage anti-chute	1	2021	25	2046												
Echelle chambre à vanne	1	2021	25	2046												
Poires de niveau	3	2021	12	2033												X
Sonde de niveau : Piezo	1	2021	12	2033												
Pompe 1 : Flygt 3127 MT 116 m3/h à 11.2 mCE -5.9 Kw - 1450 t/mn	1	2021	20	2041												
Pompe 2 : Flygt 3127 MT 116 m3/h à 11.2 mCE -5.9 Kw - 1450 t/mn	1	2021	20	2041												
Armoire électrique	1	2021	20	2041												
Automatisme alternance des pompes	1	2021	10	2031										X		
Colonne montante inox DN 150	2	2021	25	2046												
Collecteur refoulement : inox DN 150	1	2021	25	2046												
Vidange du refoulement : inox DN 50	1	2021	20	2041												
Vannes refoulement à opercule DN 150	2	2021	20	2041												
Clapets à boule DN 150	2	2021	20	2041												
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2021	20	2041												
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2021	30	2051												
Pied de potence	1	2021	40	2061												
Traitement secondaire (filtres plantés de roseaux)				0												
Regard de répartition	1	2021	40	2061												
Rampes d'alimentation des lits inox	3	2021	40	2061												
Lits plantés	3	2011	25	2036												
Matériaux filtrants	1	2021	25	2046												
Collecteur d'évacuation général	1	2011	25	2036												
Drains de récupération PVC Ø 100	1	2011	25	2036												
Cheminées d'aération	1	2011	25	2036												
Rejet				0												
Canal de comptage béton	1	2011	40	2051												

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



**SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PROGRAMME DE RENOUVELLEMENT**

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033
STEP DE SAINT MEARD DE GURSON (Lit bactérien - 350 EH)				0												
Abords				0												
Clôture grillage simple torsion sur poteaux béton H = 1.50 m - L = 200 ml	1	1992	45	2034												
Portail métal double battant L = 4.00 m	1	1992	45	2034												
Poste de relèvement				2034												
Cuve circulaire Béton	1	1992	45	2034												
Guidage pompes : filoguidage	2	1992	30	2034												
Chaînes de levage - boulonnerie : inox	2	1992	30	2034												
Automatisme alternance pompes	1	1992	12	2034												
Poires de niveau	3	1992	12	2022	X											
Pompe 1 : KSB AMAREX NF65-220/004ULG-145 - Q= 15 m3/h - HMT = 3,9 mCE - P=0,8 Kw	1	2016	20	2034												
Pompe 2 : KSB AMAREX NF65-220/004ULG-145 - Q= 15 m3/h - HMT = 3,9 mCE - P=0,8 Kw	1	2011	20	2034												
Colonne montante : PVC DN 65	2	1992	30	2034												
Décanteur digesteur				2034												
Génie civil circulaire béton	1	1992	45	2034												
Matériaux filtrants	1	1992	45	2034												
Passerelle béton avec rambarde alu	1	1992	45	2034												
Caillebotis résine	3	1992	30	2034												
Vanne d'isolement du lit bactérien PVC DN 100	1	1992	30	2034												
Vanne d'isolement des lits de séchage PVC DN 100	1	1992	30	2034												
Canalisation d'extraction des boues avec raccord pompier	1	1992	30	2034												
Lit bactérien				2034												
Génie civil circulaire béton	1	1992	45	2034												
Matériaux filtrants	1	1992	45	2034												
Sprinkler	1	2005	20	2034												
Couverture grillagée de protection du lit bactérien	1	1992	30	2034												
Autosurveillance				2034												
Canal de comptage polyester	1	1992	30	2034												
Déversoir triangulaire à lecture directe	1	1992	30	2034												
Capot alu	1	1992	30	2034												
Traitement tertiaire				2034												
Lagune de finition	1	1992	45	2034												
Deshydratation des boues (abandonné)				2034												
Lits de séchage	1	1992	45	2034												

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE



**SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PROGRAMME DE RENOUVELLEMENT**

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033
Local technique et utilité générale				2034												
Génie civil béton couverture tuile	1	1992	45	2034												
Porte métallique	1	1992	45	2034												
Bouche de lavage AEP	2	1992	30	2034												
Evier inox avec paillasse	1	1992	30	2034												
W.C.	1	1992	30	2034												
Bureau	1	1992	30	2034												
Armoire électrique BT	1	1992	20	2034												
Télétransmission AQUAVEIL Modulo 8000	1	2017	12	2034												
Comptage électrique	1	1992	20	2034												
Alimentation eau potable avec compteur	1	1992	20	2034												

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE



**SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PROGRAMME DE RENOUVELLEMENT**

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033
STEP DE SAINT VIVIEN (Filtres plantés de roseaux - 250 EH)				0												
Abords																
Clôture panneaux rigides H = 2.00 m - L = 180 ml	1	2016	40	2056												
Clôture grillage simple torsion sur piquets métalliques H = 2.00 m - L = 130 ml	1	2016	40	2056												
Portail métal double battant L = 4.00 m	1	2016	40	2056												
Voirie																
Voirie Lourde calcaire avec aire de retournement	1	2016	40	2056												
Voirie piétonne calcaire	1	2016	40	2056												
Dégrilleur statique																
Canal rectangulaire polyester ABT	1	2016	40	2056												
Capot alu	1	2016	25	2041												
Panier d'égoutage inox	1	2016	25	2041												
Grille alu	1	2016	25	2041												
Traitement primaire (filtres plantés de roseaux)	1	2016	30	2046												
Bâche d'alimentation polyester ABT Ø 2.0 m - V = 2.9 m3 avec regard à vanne intégré (3 sorties)	1	2016	40	2056												
Capot alu	1	2016	25	2041												
Mécanisme de chasse à clapet ABT - Q = 93 m3/h	1	2016	15	2031												
Poire de niveau	1	2016	12	2028							X					
Compteur de bâchées	1	2016	10	2026					X							
Rampe d'alimentation des lits inox	3	2016	40	2056												
Collecteur d'évacuation général PVC CR8 Ø 160	1	2016	40	2056												
Muret de protection périphérique (plaques béton)			40													
Massif filtrant 300 m2 (3 x 12.0 m x 8.33 m)																
- Gravier 20/40 - épaisseur 0.15 m																
- Gravier 10/20 - épaisseur 0.15 m	1	2016	40	2056												
- Gravier 2/8 - épaisseur 0.50 m																
Étanchéité : Géomembranne 1.5 mm + 2 géotextiles	1	2016	40	2056												
Drains de récupération PVC Ø 100	1	2016	40	2056												
Cheminées d'aération	1	2016	25	2041												

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE



**SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PROGRAMME DE RENOUVELLEMENT**

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033
Traitement secondaire (filtres plantés de roseaux)																
Bâche d'alimentation polyester ABT Ø 2.5 m - V = 2.9 m3 avec regard à vanne intégré (2 sorties)	1	2016	40	2056												
Capot alu	1	2016	25	2041												
Mécanisme de chasse à clapet ABT - Q = 83 m3/h	1	2016	15	2031												
Poire de niveau	1	2016	12	2028							X					
Compteur de bâchées	1	2016	10	2026					X							
Rampe d'alimentation des lits inox	2	2016	40	2056												
Muret de protection périphérique (plaques béton)			40													
Massif filtrant 200 m2 (2 x 12.5 m x 8.0 m) - Gravier 20/40 - épaisseur 0.15 m - Gravier 10/20 - épaisseur 0.10 m - Gravier 2/8 - épaisseur 0.20 m - Sable filtrant 0/4 épaisseur 0.40 m	1	2016	40	2056												
Etanchéité : Géomembranne 1.5 mm + 2 géotextiles	1	2016	40	2056												
Drains de récupération PVC Ø 100	1	2016	40	2056												
Cheminées d'aération	1	2016	40	2056												
Vanne By pass aire d'infiltration dans regard	1	2016	25	2041												
Aire d'infiltration																
Bâche d'alimentation polyester ABT Ø 2.00 m - V = 1.7 m3 avec regard de répartition intégré (2 sorties)	1	2016	40	2056												
Capot alu			25													
Mécanisme de chasse à clapet ABT - Q = 50 m3/h	1	2016	15	2031												
Poire de niveau	1	2016	12	2028							X					
Compteur de bâchées	1	2016	10	2026					X							
Bassins S totale = 1 000 m2 (4 lits avec remplissage sable 0/4 sur 0.30 m)	1	2016	40	2056												
Rampe percée enrobée de gravier pour épandage	4	2016	40	2056												
Canalisation trop plein aire d'infiltration vers milieu récepteur superficiel.	2	2016	40	2056												
Autosurveillance																
Regard de prélèvement (aval étage 2 avec By pass de la zone d'infiltration)	1	2016	40	2056												
Utilité générale																
Local technique bois 9.4 m2 - couverture tuile	1	2016	40	2056												
Evier	1	2016	40	2056												
Bouche de lavage AEP	2	2016	30	2046												

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE



**SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PROGRAMME DE RENOUVELLEMENT**

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033
STEP DE VELINES "LES REAUX 2" (Filtres plantés de roseaux - 800 EH)																
Abords																
Clôture grillage simple torsion sur poteaux bois H = 1.50 m - L = 355 ml	1	2016	40	2056												
Portail métal double battant L = 4.00 m	1	2016	40	2056												
Voirie																
Voirie Lourde calcaire avec aire de retournement	1	2016	40	2056												
Voirie piétonne calcaire	1	2016	40	2056												
Prétraitement																
Dégrilleur automatique courbe avec capot ABT	1	2016	20	2036												
Bac d'égouttage des refus	1	2016	25	2041												
By pass du dégrilleur	1	2016	25	2041												
Surverse sortie dégrilleur	1	2016	25	2041												
Electrovanne by pass dégrilleur	2	2016	12	2028							X					
Traitement (filtres plantés de roseaux)																
Bâche d'alimentation polyester ABT Ø 3.0 m - V = 7.0 m3	2	2016	40	2056												
Capot alu	2	2016	25	2041												
Mécanisme de chasse à clapet ABT - Q = 190 m3/h	2	2016	15	2031												
Sonde ultrason	2	2016	12	2028							X					
Compteur de bâchées	2	2016	10	2026					X							
Regard de répartition avec obturateurs	2	2016	25	2041												
Rampes aériennes inox d'alimentation des lits (sur 3 lits)	12	2016	25	2041												
Canalisation enterée du lit existant	1	2016	25	2041												
Remontées inox avec plaque anti affouillement (lit existant)	12	2016	25	2041												
Massif filtrant 960 m2 (4 lits : 30 m x 82 m) - Gravier 20/40 - épaisseur 0.20 m - Gravier 8/16 - épaisseur 0.15 m - Gravier 2/8 - épaisseur 0.45 m	2	2016	40	2056												
Etanchéité : Géomembranne 1.5 mm + 2 géotextiles	4	2016	40	2056												
Drains de récupération PVC Ø 100	4	2016	40	2056												
Cheminées d'aération	4	2016	25	2041												
Electrovanne permutation des filtres (y compris extension pour 1 lit supplémentaire)	5	2016	12	2028							X					
Dispositif de commande des électrovannes	1	2019	15	2034												
Armoire électrique (automatisation électrovannes)	1	2016	20	2036												

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PROGRAMME DE RENOUVELLEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033
Poste de relevage eaux traitées																
Cuve circulaire Béton Ø 1.20 H=2.80	1	2013	40	2053												
Chambre à vanne Béton	1	2013	40	2053												
Couverture cuve : caillebotis résine avec barre cadénassée	1	2013	25	2038												
Couverture Chambre à vanne : caillebotis résine avec barre cadénassée	1	2013	25	2038												
Guidage pompes : Barres inox	4	2013	25	2038												
Chaînes de levage - boulonnerie : inox	2	2013	25	2038												
Barraudage anti-chute	1	2013	25	2038												
Poires de niveau	3	2013	12	2025				X								
Sonde de niveau : ultra son Siemens Multiranger 100	1	2013	12	2025				X								
Pompe 1 : Flygt 3127.160 22.0 m3/h 29.7 mCE 7.4 Kw 2900 t/mn	1	2016	20	2036												
Pompe 2 : Flygt 3127.160 22.0 m3/h 29.7 mCE 7.4 Kw 2900 t/mn	1	2016	20	2036												
Armoire électrique PR rejet	1	2013	20	2033												
automatisme alternance des pompes	1	2013	10	2023		X										
Télégestion WITT Clip nano 5120	1	2013	12	2025				X								
Colonne montante rejet inox DN 80	2	2013	25	2038												
Collecteur refoulement eaux traitées : inox DN 80	1	2013	25	2038												
Vidange du refoulement : inox DN 50	1	2013	20	2033												X
Vannes refoulement à opercule DN 80	2	2013	20	2033												X
Clapets à boule DN 80	2	2013	20	2033												X
Vanne vidange refoulement DN 50	1	2013	20	2033												X
Vidange Chambre à vannes avec vanne	1	2013	30	2043												
Pied de potence	1	2013	40	2053												
Autosurveillance																
Débitmètre eaux brutes Andress Hauser Promag 10	1	2016	12	2028							X					
Canal de comptage polyester sortie de station ABT	1	2016	40	2056												
Electricité - Utilité générale																
Local technique bois sur dalle béton	1	2016	40	2056												
Eclairage	1	2016	40	2056												
Bouche de lavage AEP	1	2016	40	2056												

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PROGRAMME DE RENOUVELLEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033
STEP DE VILLEFRANCHE DE LONCHAT (B.R.M. - 515 EH)																
Poste eau brute																
pompe GRUNDFOS Type : SLV.65.65.22.2.50D.C / H max = 18m / P1= 2,9kW, P2= 2,2kW / Q max = 45m3/h	2	2019	20	2039												
Sonde US ENDRESS avec boîtier PROSONIC	1	2019	12	2031										X		
Poires de niveau	3	2019	12	2031										X		
Dispositif de comptage trop plein	1	2019	15	2034												
Doubles barres de guidage	2	2019	25	2044												
Vannes DN 80	2	2019	20	2039												
Clapets DN 80	2	2019	20	2039												
vanne DN 40	1	2019	20	2039												
Potence	1	2019	40	2059												
Pluviomètre	1	2019	12	2031										X		
Dégraisseur raclé SERINOL 6 m3/h		2019	20	2039												
Turbine d'aération	1	2019	20	2039												
Clifford	1	2019	25	2044												
Motoréducteur 0,18 kW	1	2019	20	2039												
Racleur avec motoréducteur	1	2019	25	2044												
Vanne à manchon DN 40	1	2019	20	2039												
Vanne papillon DN 40	1	2019	20	2039												
vannes DN 65	3	2019	20	2039												
Electrovanne de brassage sable	1	2019	12	2031										X		
Prétraitement	1	2019	20	2039												
Débitmètre ENDRESS DN 65 PROMAG L	1	2019	15	2034												
Vannes quillotine CMO DN 150 motorisées (pneumatique)	2	2019	20	2039												
Tamis rotatif LACKEY ROTOSIEVE P = 0,37 kW / maille = 2 mm / Inox 304L	1	2019	20	2039												
Tamis rotatif LACKEY ROTOSIEVE P = 0,37 kW / maille = 2 mm / Inox 304L	1	2019	20	2039												
Compacteur à vis LACKEY ROTOSIEVE	1	2019	25	2044												
Ensacheur avec son container de 140 litres	1	2019	25	2044												
Vanne DN 200	1	2019	20	2039												
Pompes Grundfos à vitesse variable SLV 65.65.09.2.50B / H max = 7,5m / P1 = 1,40 kW, P2 = 0,9 kW/ Q max = 6,8 L/s	2	2019	20	2039												
Clapets DN 65	2	2019	20	2039												
Vannes DN 65	2	2019	20	2039												
Débitmètre DN 50 ENDRESS PROMAG L	1	2019	15	2034												
Doubles barres de guidage	2	2019	25	2044												
Dispositif de comptage de trop plein	1	2019	15	2034												
Sonde US ENDRESS	1	2019	12	2031										X		
Afficheur PROSONIC ENDRESS	1	2019	15	2034												
Potence fixe et son palan	1	2019	40	2059												
Aérotherme	1	2019	40	2059												
Paillasse de laboratoire	2	2019	45	2064												
Spectro HACH DR 3900	1	2019	15	2034												

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PROGRAMME DE RENOUELEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033
Bloc chauffant LT 200 HACH	1	2019	15	2034												
Chambre de thermostatique LOVIBOND	1	2019	15	2034												
BOD système HACH	1	2019	15	2034												
Aération	1	2019	20	2039												
Sonde de mesure MES ENDRESS	1	2019	12	2031										X		
Sonde mesure d'OXYGENE ENDRESS	1	2019	12	2031										X		
Afficheur LIQUILINE ENDRESS	1	2019	15	2034												
Rampe de diffusion d'air fines bulles	1	2019	25	2044												
Diffuseurs EUROPELEC AQUATUBE 70, 32 buses	1	2019														
Vanne papillon DN 80	1	2019	20	2039												
Sonde piézo	1	2019	12	2031										X		
Poire de niveau	1	2019	12	2031										X		
Vannes murale doubles pelles	2	2019	25	2044												
Dispositif de levage rampe d'aération	1	2019	40	2059												
Filet de protection	1	2019	15	2034												
Unité membranaire BRM		2019	20	2039												
Modules MBR Alphasud LowResist ®	1	2019	20	2039												
Modules MBR Alphasud LowResist ®	1	2019	20	2039												
Vannes régulant électropneumatiques GEMU	8	2019	12	2031										X		
sondes piézo	2	2019	12	2031										X		
Local CIP																
vannes pneumatiques GEMU DN 80	2	2019	12	2031										X		
vannes électropneumatiques de régulation GEMU DN 32	4	2019	12	2031										X		
capteurs piézo ENDRESS CERABAR M DN 40	2	2019	12	2031										X		
Vannes papillons DN 65	2	2019	15	2034												
TMP diamètre 315 en polyéthylène	2	2019	40	2059												
Cuve CIP	1	2019	40	2059												
- agitateur avec moteur	1	2019	15	2034												
- poires de niveau	2	2019	12	2031										X		
- sonde de pH ENDRESS avec afficheur LIQUILINE	1	2019	12	2031										X		
Armoires de dosage MILTON ROY	3	2019	40	2059												
Pompe doseuse Javel Milton Roy serie G	1	2019	12	2031										X		
Pompe doseuse Acide citrique Milton Roy serie G	1	2019	12	2031										X		
Pompe doseuse Soude 30% Milton Roy serie G	1	2019	12	2031										X		
Pompe doseuse PAX Milton Roy serie G	1	2019	12	2031										X		
Coffret dosage Javel	1	2019	15	2034												
Coffret dosage acide citrique	1	2019	15	2034												
Coffrage dosage soude	1	2019	15	2034												
Coffrage dosage pax	1	2019	15	2034												
Vanne DN 50	1	2019	20	2039												
Clapet DN 50	1	2019	20	2039												
Boite à boue DN 50	1	2019	20	2039												
Nourrice 6 départs E.I.	1	2019	20	2039												
Pressostat	2	2019	20	2039												
Nourrice 6 départs AEP	1	2019	20	2039												
Disconnecteur	1	2019	20	2039												

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PROGRAMME DE RENOUELEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033
Douche de sécurité	1	2019	20	2039												
Aérotherme	1	2019	20	2039												
Extracteur d'air	1	2019	20	2039												
Pompe de lavage CIP MIDER 6 m3/h (produits corrosifs)	1	2019	10	2029								X				
Local Surpresseurs	1	2019	20	2039												
Surpresseurs AERZEN GM 35	2	2019	15	2034												
Variateurs de vitesse SCHNEIDER ELECTRIC ATV 320 5.5 Kw	2	2019	12	2031										X		
Vannes papillons DN 80	3	2019	20	2039												
Vannes papillons DN 60	2	2019	20	2039												
Extracteur d'air	1	2019	20	2039												
Piège à sons VIPE / Qmax = 2,89 m3/h / Pmax (absorbée) = 145 W	1	2019	20	2039												
Compresseur air de service mono cylindre avec cuve de 270 litres	1	2019	20	2039												
Electrovanne de purge des condensats	1	2019	12	2031										X		
Nourrice de répartition d'air 12 départs	1	2019	15	2034												
Réducteurs de pression	7	2019	15	2034												
Boitier de de commande électropneumatique avec bobines 12 départs	1	2019	20	2039												
Electrovannes	2	2019	12	2031										X		
Pressostat	1	2019	15	2034												
Dispositif de traitement de l'air (déshumidification)	1	2019	20	2039												
Armoire de dosage MILTON ROY (PAX 18)	1	2019	20	2039												
Pompe doseuse MILTON ROY 10 l/h	1	2019	12	2031										X		
Bac de rétention de 1180 litres	1	2019	25	2044												
IBC de 1000 litres	1	2019	25	2044												
Douche de sécurité	1	2019	20	2039												
Pompe à boues CIRCOP ALL-OPTIFLOW	1	2019	20	2039												
Vannes DN 50	2	2019	20	2039												
Aérotherme	1	2019	20	2039												
Boues		2019	20	2039												
Débitmètre ENDRESS DN 50 PROMAG L	1	2019	15	2034												
Agitateur	1	2019	20	2039												
drain	1	2019	25	2044												
Sonde US ENDRESS avec afficheur PROSONIC	1	2019	12	2031										X		
Echelle d'accès	1	2019	40	2059												
Trappe d'accès en alu	1	2019	25	2044												
Plateforme d'aspiration des boues	1	2019	25	2044												
- 1 vanne guillotine DN 100	1	2019	25	2044												
- 1 arrivée E.L	1	2019	25	2044												
- 1 arrivée AEP	1	2019	25	2044												
- 1 prise en 380-volts	1	2019	25	2044												
- 1 prise en 230-volts	1	2019	25	2044												
Potence fixe avec palan	1	2019	40	2059												

Département de la Dordogne
COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON



SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF
PROGRAMME DE RENOUVELLEMENT

Nature des biens	Quantité	Année de mise en service	Durée de vie prévisionnelle (an)	Année prévisionnelle de premier renouvellement	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033
Electricité télégestion		2019	20	2039												
Armoire de commande	1	2019	20	2039												
Automate SCHNEIDRE ELECTRIC M340	1	2019	20	2039												
Télégestion Sofrel S 550	1	2019	12	2031										X		
Ecran MAGELIS	1	2019	15	2034												
Variateurs de vitesse Schneider Electric ATV320U15N4B 1.5 Kw	3	2019	12	2031										X		
Onduleur	1	2019	12	2031										X		
Extérieur				0												
Désodorisation à charbon actif Type ST3 160M4 / P = 11 kW avec trois points d'aspiration (prétraitement, local surpresseurs, silo à boues)	1	2019	20	2039												
Cuve de récupération des graisses	1	2019	30	2049												
Cuve de récupération des sables	1	2019	30	2049												
Bâche de pompage eau industrielle	1	2019	40	2059												
Débitmètre eau traitée ENDRESS PROMAG L DN 50	1	2019	12	2031										X		
Regard de sortie avec point de prélèvement	1	2019	40	2059												
Comptage EDF	1	2019	45	2064												
Poteaux avec double projecteur LED	2	2019	40	2059												
Escalier en alu (accès prétraitement)	1	2019	45	2064												
Passerelle en alu (accès BRM)	1	2019	45	2064												
Clôture en panneaux rigides avec portail	1	2019	40	2059												
Batiment				0												
Local technique	1	2019	45	2064												
Porte local	1	2019	40	2059												
clôture	1	2019	40	2059												
portail	1	2019	40	2059												

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL ET GURSON



DELEGATION DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

ANNEXE 7

ENGAGEMENTS DU DELEGATAIRE

INDICATEUR DE PERFORMANCE		ENGAGEMENT DU DELEGATAIRE
IP1	Taux de réponses au courrier dans un délai de 15 jours	95%
IP2	Proportion de lettre d'attente parmi les réponses du délégataire	5%
IP3	Réclamations (par thème de référence)	3/1000
IP4	Taux de respect du délai d'exécution des travaux de branchements neufs	99%
IP5	Délais d'intervention	1 Heure
IP6	Taux d'impayés 12 mois après facturation	3,2%
IP7	Taux de conformité des bilans (boues et eau)	100%
IP8	Rendement épuratoire	94%
IP9	Nombre de contrôles de branchements existants réalisés par le délégataire	16
IP10	Production réelle de boue (quantité réelle de boue produite en masse de matière sèche et, éventuellement, en volume)	S
IP11	Suivi des rejets sans épuration dans le milieu récepteur : en nombre ou en flux	S
IP12	Nombre de journées où un dysfonctionnement majeur du système de traitement a eu lieu	S
IP13	Nombre de jours d'arrêt de fonctionnement sur les stations de pompes	S
IP14	Nombre de désobstructions sur réseau	S
IP15	Nombre d'incidents liés au système de traitement des effluents (collecte et traitement)	4
IP16	Indice d'eaux parasites à l'entrée des systèmes d'épuration	S
IP17	Nombre de points noirs	S
IP18	Nombre de réparations de conduites principales pour défauts d'étanchéité ou rupture	S
IP19	Linéaire d'hydrocurage préventif	10% (5 500 ml)

S : Indicateur faisant l'objet d'un suivi

COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL ET GURSON



DELEGATION DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

ANNEXE 8

BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES

COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL ET GURSON



BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES

annexé à la convention de délégation du service public d'assainissement collectif

Réalisation de branchements particuliers et autres prestations optionnelles

N° PRIX	DESCRIPTION DES TRAVAUX, OUVRAGES ET FOURNITURES	Unité abrégée	P.U. en Euro HT
I - REALISATION DE BRANCHEMENTS PARTICULIERS			
1	Réalisation d'un branchement en terrain ordinaire sous voirie communale d'une longueur de 1 ml, conformément au fascicule 70 du CCTG comprenant :		
	<ul style="list-style-type: none"> - préparation installation et repli de chantier, DICT, sondages de reconnaissance et signalisation - Ouverture de la tranchée et réglage du fond de tranchée, y compris croisements d'obstacles de toute nature et évacuation des excédents - Mise en place du lit de pose et de l'enrobage en gravier - Culotte de branchement ou raccord de piquage et raccordement sur le réseau existant - Canalisation et coudes PVC CR8 - Grillage avertisseur - Tabouret de branchement à passage direct (cheminée Ø 250) couverture et tampon hydraulique, hauteur <= 1.00 m - Remblaiement en calcaire 0/31.5 et compactage - Fourniture du plan de recollement en classe A, en 3 exemplaires 		
1.1	Branchement Ø 125	u	1 449.00
1.2	Branchement Ø 160	u	1 695.00
2	<u>PLUS VALUES - MOINS VALUES</u>		
2.1	Plus value pour longueur supplémentaire branchement Ø 125	ml	32.70
2.2	Plus value pour longueur supplémentaire branchement Ø 160	ml	38.40
2.3	Plus value pour réalisation en zone agglomérée ou urbaine, nécessitant l'emploi de mini engins, y compris découpe de la chaussée	ml	5.20
2.4	Plus value pour fouille en terrain rocheux	dm / m	6.50
2.5	Plus value pour pompage à un débit continu supérieur à 25 m3/h et inférieur à 50 m3/h	heure	41.00
2.6	moins value pour réemploi des matériaux extraits y compris compactage	ml	9.60
2.7	Plus value pour ouverture de tranchée sous voirie autre que communale	ml	16.10
2.8	Plus value pour démolition de chaussée pavée	ml	17.40
2.9	Plus value pour branchement d'une hauteur > 1.00 m y compris blindage éventuel	dm / m	4.10
2.10	Plus value pour remblai béton autocompactant	m3	136.20
2.11	Plus value pour remblai Grave ciment	m3	141.20
2.12	Plus value pour remblai grave émulsion	m3	225.00
2.13	Plus value pour remblai grave bitume	m3	165.30

COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL ET GURSON



BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES

annexé à la convention de délégation du service public d'assainissement collectif

Réalisation de branchements particuliers et autres prestations optionnelles

N° PRIX	DESCRIPTION DES TRAVAUX, OUVRAGES ET FOURNITURES	Unité abrégée	P.U. en Euro HT
3	<u>OUVRAGES DE VISITE</u>		
	Regard de visite étanche pour une profondeur de 1,20 m mesurée sur une verticale passant par le centre du tampon de fermeture depuis le fil d'eau jusqu'au dessus du tampon, - Manchon de scellement à joints souples à lèvres au niveau de chaque arrivée ou départ des canalisations. - Raccordements aux canalisations et compactage du terrain d'assise et pose sur lit de sable réglé. - Terrassements complémentaires au prix en terrain de catégorie 1 - y compris fourniture, main d'œuvre et toutes sujétions. - Non compris le tampon		
3.1	REGARDS DE VISITE ET DE CURAGE		
3.1.1	ø 1000 mm en béton	u	810.00
3.1.2	ø 1000 mm en polyéthylène (agrément CE)	u	1 355.00
3.1.3	ø 800 mm en polyéthylène (agrément CE)	u	1 100.00
3.1.4	ø 600 mm en polyéthylène (agrément CE)	u	920.00
3.1.5	Regard de curage ø 400 mm	u	450.00
3.1.6	Regard de curage ø 600 mm	u	500.00
3.2	<u>PLUS VALUE OU MOINS VALUE POUR HAUTEUR EN DECA OU AU DELA DE 1m20</u>		
	Plus ou moins value au prix précédent pour différence		
	de hauteur supplémentaire avec ou sans échelon de descente		
3.2.1	ø 1000 mm en béton	u/dm	19.70
3.2.2	ø 1000 mm en polyéthylène (agrément CE)	u/dm	26.90
3.2.3	ø 800 mm en polyéthylène (agrément CE)	u/dm	24.10
3.2.4	ø 600 mm en polyéthylène (agrément CE)	u/dm	22.80

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL ET GURSON



BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES

annexé à la convention de délégation du service public d'assainissement collectif

Réalisation de branchements particuliers et autres prestations optionnelles

N° PRIX	DESCRIPTION DES TRAVAUX, OUVRAGES ET FOURNITURES	Unité abrégée	P.U. en Euro HT
3.3	<u>TAMPON</u>		
	Fourniture et pose d'un tampon en fonte ductile		
3.3.1	tampon articulé à verrouillage automatique classe D 400 (normal)	u	339.00
3.3.2	tampon articulé ø 600 mm classe D 400 (lourd)	u	418.00
3.3.3	tampon étanche ø 600 mm classe D 400	u	879.00
3.3.4	tampon ø 400 mm classe D 400	u	310.20
3.3.5	tampon ø 400 mm classe D 250	u	158.00
3.3.6	tampon 400 x 400	u	263.70
4	<u>REFECTION CHAUSSEES</u>		
	Réfection de chaussée y compris chargement, transport, reprofilage, déchargement, compactage et entretien pendant un an.		
4.1	Voirie calcaire ou matériau non traité	m2	12.10
4.2	Enduit monocouche	m2	12.30
4.3	Enduit tricoté granulat 4/6	m2	15.00
4.4	Enrobé à froid (4 cm d'épaisseur)	m2	14.00
4.5	Enrobé à chaud (6 cm d'épaisseur)	m2	55.00
4.6	Plus value au prix 4.5 par épaisseur d'enrobé supplémentaire	cm/m2	9.00
4.7	Enrobé à chaud coloré (6cm)	m2	80.00
4.8	Réfection de trottoir béton ordinaire	m3	110.00
4.9	Réfection de trottoir béton désactivé	m2	190.00

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL ET GURSON



BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES

annexé à la convention de délégation du service public d'assainissement collectif

Réalisation de branchements particuliers et autres prestations optionnelles

N° PRIX	DESCRIPTION DES TRAVAUX, OUVRAGES ET FOURNITURES	Unité abrégée	P.U. en Euro HT
5	<u>REPLACEMENT DE DISPOSITIFS DE BRANCHEMENT EXISTANT</u>		
5.1	Remplacement de boîte de branchement non conforme comprenant Terrassement y compris : - Fourniture et mise en œuvre de Tabouret de branchement à passage direct (cheminée Ø 250) couverture et tampon hydraulique, hauteur ≤ 1.00 m - sondages préalables et toutes sujétions : - Raccordement amont et aval - Remblaiement en matériau calcaire 0/31.5 et compactage	Forfait	650.00
5.2	Plus value pour hauteur supplémentaire	dm	23.90
II - SURVEILLANCE DES RESEAUX ET BRANCHEMENTS			
6	<u>Inspection vidéo des réseaux y compris hydrocurage préalable</u>		
6.1	Pour intervention, longueur : L ≤ 100 ml	ml	4.00
6.2	Pour intervention, longueur : 100 ml < L ≤ 500 ml	ml	3.00
6.3	Pour intervention, longueur : 500 ml < L ≤ 1 Km	ml	2.50
6.4	Pour intervention > 1 Km	ml	2.00
7	<u>Tests à la fumée des réseaux</u>		
7.1	Pour intervention, longueur : L ≤ 500 ml	u	235.00
7.2	Pour intervention, longueur : 500 ml < L ≤ 1 Km	u	375.00
7.3	Pour intervention > 1 Km	u	710.00
8	<u>Contrôles de branchements existants (conformément au cahier des charges)</u>		
8.1	branchement isolé	u	95.00
8.2	Contrôles groupés (de 2 à 10 branchements)	u	80.00
8.3	Contrôles groupés (> à 10 branchements)	u	75.00

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL ET GURSON



BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES

annexé à la convention de délégation du service public d'assainissement collectif

Réalisation de branchements particuliers et autres prestations optionnelles

N° PRIX	DESCRIPTION DES TRAVAUX, OUVRAGES ET FOURNITURES	Unité abrégée	P.U. en Euro HT
III - VALORISATION ET ELIMINATION DES BOUES D'EPURATION			
9	Valorisation des boues des lits plantés de roseaux selon le mode opératoire décrit au mémoire technique comprenant : - Curage des lits - Transport et valorisation des boues - Analyses et toutes sujétions (replantation des roseaux, maintien en service de la STEP...)		
	OUVRAGE	Filière compostage - Forfait	Filière épandage - forfait
9.1	Station d'épuration de Bonneville	8 721 €	4 929 €
9.2	Station d'épuration de Lamothe Montravel	49 450 €	24 533 €
9.3	Station d'épuration de Minzac "Litout"	4 129 €	2 396 €
9.4	Station d'épuration de Minzac "Terrefort"	1 713 €	1 063 €
9.5	Station d"épuration de Montazeau "Les Grimard"	12 950 €	7 263 €
9.6	Station d"épuration de Montazeau "Brunet"	6 183 €	3 529 €
9.7	Station d'épuration de Montcaret (2ème évacuation)	35 844 €	19 269 €
9.8	Station d"épuration de Saint Martin de Gurson	19 596 €	10 929 €
9.9	Station d"épuration de Saint Vivien	5 338 €	3 063 €
9.10	Station d"épuration de Vélignes	48 663 €	24 396 €

10	<u>Réfection cloture</u>	Unité	P.U. (€ H.T.)
10.1	Fourniture et pose cloture normalisé - H 180	ml	51.00

Montpon le 23-09-2021

LE SERVICE
PUBLIC DE L'
EAU
PAR AGUR

5 rue de la Feuillée
64100 BAYONNE
Tél. : 05.59.52.87.90
Fax : 05.59.52.66.89
www.agur.fr

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL ET GURSON



DELEGATION DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

ANNEXE 9

ARRÊTES PREFECTORAUX



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Préfecture de la Dordogne

062193



Mission inter services de l'eau

Service chargé du dossier

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE

L'AGRICULTURE ET DE LA FORÊT

16 rue du 26^{ème} RI - Cité administrative

24016 PERIGUEUX CEDEX

Téléphone : 05.53.45.56.00

Télécopie : 05.53.45.56.50

Service eaux, forêt et environnement - Unité eau
Enregistrement DDAF S1 - S1-06/1679

**Arrêté préfectoral autorisant la commune de MONTAZEAU
à réaliser et à exploiter les ouvrages d'assainissement
collectif**

Travaux susceptibles de provoquer des effets sur l'eau et les milieux
aquatiques et concernant les rubriques 2.2.0 de la nomenclature
annexée au décret 93-743 modifié du 29 mars 1993:
Articles L 214-1 et suivants du Code de l'Environnement

Arrêté N°

Du

07 DEC. 2006

Le Préfet de la Dordogne
Chevalier de la légion d'Honneur

VU le code de l'environnement,

VU le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la loi du 03 janvier 1992, loi intégrée au Code de l'Environnement sous les articles L 210-1 et suivants,

VU le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation et à déclaration en application de l'article 10 de la loi du 03 janvier 1992, loi intégrée au Code de l'Environnement sous les articles L 210-1 et suivants,

Vu le décret n° 94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L.372-1-1 et L.372-3 du code des communes (nouveaux articles L.2224-8 et L.2224-10 du code général des collectivités territoriales),

Vu l'arrêté du 21 juin 1996 fixant les prescriptions applicables aux ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées mentionnées aux articles L.2224-8 et L.2224-10 du code général des collectivités territoriales de moins de 120 kg de DBO₅,

VU les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux, SDAGE, du bassin Adour-Garonne,

VU le dossier présenté par la commune de MONTAZEAU,

VU l'arrêté préfectoral du 24 avril 2006 ayant prescrit l'ouverture d'une enquête publique portant sur le territoire de commune MONTAZEAU,

VU le résultat de l'enquête qui s'est déroulée du 15 mai au 30 mai 2006 inclus,

VU l'avis favorable du commissaire enquêteur émis le 9 juin 2006,

VU les avis des services techniques,

Vu l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène de Dordogne le 14 septembre 2006,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRETE

TITRE I - DISPOSITIONS TECHNIQUES

Article 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

Le maire de la commune de MONTAZEAU est autorisé, en application des articles L 214-1 à L 214-6 du Code de l'Environnement (ancien article 10 de la loi sur l'eau), sous réserve de la stricte observation des prescriptions mentionnées ci-après, à exploiter le réseau de collecte et la station d'épuration des eaux usées du bourg d'une capacité de 240 équivalents habitants.

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC

La mission inter services de l'eau regroupe, sous l'autorité du préfet, les directions départementales de l'agriculture et de la forêt, de l'équipement, des affaires sanitaires et sociales, la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement et le service maritime et de navigation de la Gironde
024 200934 109 202, la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement
Le suivi du présent dossier sera assuré par le service indiqué en-tête

Le dossier relève du décret 93-743 du 29 mars 1993 pour les rubriques énumérées ci-après.

Numéro :	Rubrique :	Régime :
2.2.0	Rejet dans les eaux superficielles susceptible de modifier le régime des eaux, la capacité totale de rejet étant : 2° Supérieure à 2 000 m3/j ou à 5% du débit mais inférieure à 10 000 m3/j et à 25 % du débit	Autorisation
5.1.0	Station d'épuration, le flux polluant journalier reçu ou la capacité de traitement journalière étant supérieur à 12 kg de DBO5, mais inférieur ou égal à 120 kg de DBO5	Déclaration

Les eaux usées traitées sont rejetées dans le ruisseau « des GRIMARDS », cours d'eau affluent de « l'ESTROP » qui est classé en deuxième catégorie piscicole

Les installations de collecte, traitement et rejet seront implantées et exploitées conformément aux plans et données techniques figurant au dossier de demande.

Article 2 : CONDITIONS TECHNIQUES IMPOSEES AU RESEAU DE COLLECTE.

Le réseau d'eaux usées est de type séparatif. Les réseaux d'eaux pluviales ne doivent pas être raccordés au réseau des eaux usées du système de collecte.

Le permissionnaire met en place le contrôle des installations de raccordements prévu à l'article L 1331-3 du code de la santé publique.

Les effluents collectés ne doivent pas contenir :

- des produits susceptibles de dégager, directement ou indirectement après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables,
- des substances nuisant au fonctionnement du système de traitement et à la dévolution finale des boues produites,
- des matières et produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages.

Les postes de refoulement implantés sur le réseau de collecte ne sont pas équipés de trop plein mais munis d'un dispositif de télégestion.

Article 3 : CONDITIONS TECHNIQUES IMPOSEES A LA STATION D'EPURATION

Le système de traitement est dimensionné, conçu, construit et exploité de telle manière qu'il puisse recevoir et traiter les flux des matières polluantes correspondant à son débit et ses charges de référence.

La capacité retenue est de 240 équivalents habitants, pour un débit journalier de temps sec de 36 m3/j. Les flux de référence sont les suivants :

▪ Débit de pointe	:	4,5 m3/h
▪ DBO5	:	Demande biochimique en oxygène sur 5 jours : 14,4 kg/j
▪ DCO	:	Demande chimique en oxygène : 21,6 kg/j
▪ MES	:	Matières en suspension : 16,8 kg/j
▪ NTK	:	Azote Kjeldahl : 3,6 kg/j
▪ PT	:	Phosphore total : 0,96 kg/j

La filière de traitement retenue est composée de :

- Dégrilleur statique et poste d'injection par chasse hydraulique ou poste de relèvement équipé d'un dégrilleur et d'un dispositif de télésurveillance,
- 1^{er} étage de filtres plantés de roseaux composé de 3 lits de 96 m2 chacun,
- poste d'injection par chasse hydraulique,
- première lagune étanche de 600 m2,
- deuxième lagune de 600 m2.

Article 4 : CONDITIONS TECHNIQUES IMPOSEES AU SITE DE TRAITEMENT DES EFFLUENTS :

Les ouvrages de traitement sont implantés sur la parcelle n° 307 section AO au lieu-dit « Les Costes » à plus de 100 mètres des habitants et établissements recevant du public de manière à les préserver des nuisances de voisinage. L'implantation tient compte des extensions prévisibles des ouvrages ou des habitations.

L'ensemble des installations de traitement est délimité par une clôture.

Les ouvrages ou installations sont régulièrement entretenus de manière à garantir le fonctionnement des dispositifs de traitement et de surveillance.

Article 5 : CONDITIONS TECHNIQUES IMPOSEES AU SITE DU REJET DES EFFLUENTS TRAITES,

Le rejet se fait dans le lit du ruisseau « des GRIMARDS », cours d'eau affluent de « l'ESTROP » qui est classé en deuxième catégorie piscicole.

L'ouvrage de rejet ne doit pas faire obstacle à l'écoulement des eaux et toutes dispositions doivent être prises pour réduire la perturbation apportée par le déversement au milieu récepteur.

Article 6 : CONDITIONS TECHNIQUES IMPOSEES AU REJET DES EFFLUENTS TRAITES,

Au point de rejet, la température de l'effluent épuré doit être inférieure à 25°C et son PH compris entre 6 et 8,5.

La couleur de l'effluent ne doit pas provoquer une coloration visible du milieu récepteur. Le rejet doit être exsangue de substances de nature à favoriser la manifestation d'odeurs.

Le système de traitement doit répondre aux prescriptions suivantes :

Paramètre :	Concentration :
MES	35 mg/l en sortie de 1 ^{er} étage
DCO	Rendement de 60 % sur l'ensemble du système de traitement sur échantillon non filtré
NTK	Rendement de 60 % sur l'ensemble du système de traitement sur échantillon non filtré

Un échantillon moyen journalier est déclaré conforme si les valeurs précédentes sont respectées pour tous les paramètres.

Article 7 : DISPOSITIONS TECHNIQUES IMPOSEES AUX SOUS PRODUITS :

Le maître d'ouvrage doit prendre toutes dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets et des boues résiduelles produits.

Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés, doivent être éliminés dans des installations réglementées à cet effet dans des conditions permettant d'assurer la protection de l'environnement. Les destinations seront précisées au service de police de l'eau, avant la mise en service, et en cas de changement de destination.

Le curage des lits plantés est à prévoir tous les 10 ans. Un plan d'épandage des boues résiduelles devra être mis en place et faire l'objet d'un dossier de déclaration déposé en Préfecture au moins 6 mois avant la réalisation du curage.

Article 8 : SURVEILLANCE DES OUVRAGES :

Le permissionnaire est tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police de l'eau.

Les agents des services publics chargés de la police de l'eau et de la santé publique, doivent constamment avoir libre accès aux installations autorisées.

Points de contrôle :

Le permissionnaire prévoit les dispositions nécessaires pour la mesure des charges hydrauliques et polluantes :

- un canal de mesure de débit pouvant être équipé d'un débitmètre enregistreur en continu doit être aménagé en sortie de station et sur les canalisations de by-pass permettant un rejet d'eaux non épurées vers le milieu naturel.
- des points de prélèvement pouvant être équipés d'un échantillonneur réfrigéré :
 - en tête de station en aval du dégrilleur statique,
 - en aval des lits plantés de roseaux,
 - en sortie de station dans le canal débitmètre.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité, notamment l'amenée du matériel de mesure.

Le maître d'ouvrage doit permettre, en permanence, aux personnes mandatées pour l'exécution des mesures et prélèvements d'accéder aux dispositifs de mesure et de prélèvement.

Programme d'autosurveillance :

L'exploitant ou à défaut la commune doit mettre en place un programme d'autosurveillance des rejets. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais.

La nature et la fréquence minimale des mesures sont définies ci-après :

- 1 mesure par an à des périodes différentes chaque année,

les paramètres sont mesurés de la façon suivante :

- débit : mesure en continu sur 24 h
- prélèvements : un échantillon moyen sur 24 h proportionnel au débit en entrée et en sortie en vue d'analyser les paramètres pH, T°, DBO5, DCO, MES, NTK, NH4, NO2, NO3 et Pt.

Le planning des mesures est soumis pour acceptation en début de chaque année au service de police de l'eau.

L'exploitant est tenu d'adresser les résultats de l'autosurveillance dans le délai d'un mois à compter de leur obtention au service chargé de la police des eaux.

Contrôle par l'administration :

L'administration se réserve le droit de procéder à des vérifications inopinées. En cas de non-conformité aux dispositions de la présente autorisation, la charge de ces contrôles est supportée par l'exploitant ou à défaut par la commune.

Article 9 : ENTRETIEN DES OUVRAGES

Le permissionnaire doit constamment entretenir en bon état et à ses frais exclusifs les ouvrages, les terrains occupés ainsi que les ouvrages de rejet, qui doivent toujours être conformes aux conditions de l'autorisation. Cet entretien consiste en particulier à :

- la maintenance des ouvrages réalisés et leur maintien en bon état de propreté,

- le contrôle du développement de la végétation,
- l'enlèvement des dépôts de toute nature,
- la surveillance des digues des lagunes.

Le personnel d'exploitation doit avoir reçu une formation à l'exploitation des stations d'épuration.

Le personnel d'exploitation tient à jour un registre mentionnant :

- les incidents survenus et défauts matériels et les mesures prises pour y remédier,
- les procédures à observer par le personnel d'entretien.

Pour tous travaux ou opération de maintenance nécessitant l'arrêt de la station, le permissionnaire prendra avis à l'avance auprès du service chargé de la police de l'eau en précisant la durée prévisible de l'arrêt et les moyens prévus pour limiter l'impact des rejets directs dans le milieu récepteur.

Article 10 : PLANS DES RESEAUX ET DES OUVRAGES DE TRAITEMENT

Le permissionnaire fournit au service chargé de la police de l'eau, un dossier de récolement des travaux comprenant le plan des réseaux et des ouvrages de traitement.

Il informe le service de toutes tranches ultérieures à la présente autorisation (réseau et station d'épuration) et fournit les plans de récolement correspondant.

TITRE II - DISPOSITIONS GENERALES

Article 11 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation est accordée pour une durée de 20 ans.

Elle sera périmée au bout de deux ans, à partir de la date de notification du présent arrêté, s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.

Si, à quelque époque que ce soit, l'administration décidait dans un but d'intérêt général, notamment du point de vue de la lutte contre la pollution des eaux et leur régénération, dans le but de satisfaire ou de concilier les intérêts mentionnés à l'article L 211-1 du code de l'environnement, de la salubrité publique, de la police et de la répartition des eaux, de modifier d'une manière temporaire ou définitive l'usage des avantages concédés par le présent arrêté, le permissionnaire ne pourrait réclamer aucune indemnité.

Le permissionnaire est et sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir au titre de la police de l'eau.

Article 9 : RESERVE DES DROITS DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 10 : INFORMATION DES TIERS

En vue de l'information des tiers, un avis au public faisant connaître l'autorisation accordée au titre de l'article 10 de la loi sur l'eau est publié aux frais de la Commune de MONTAZEAU et par les soins de la préfecture dans deux journaux régionaux, diffusés dans le département de la Dordogne.

Cette autorisation est affichée à la mairie de MONTAZEAU, pendant une durée minimum d'un mois. Cette formalité est justifiée par un certificat de la commune.

Article 11 : INSERTION AU RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

L'arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Article 12 : RECOURS DU PERMISSIONNAIRE

Le permissionnaire s'il conteste le présent arrêté peut saisir le tribunal administratif dans un délai de deux mois à partir de sa notification.

Article 13 : AMPLIATION ET DIFFUSION

Le secrétaire général de la préfecture, le sous préfet de Bergerac, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt de la DORDOGNE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation est adressée à la commune de MONTAZEAU, permissionnaire.

Fait à PERIGUEUX, le

07 DEC. 2006

Le Préfet et par délégation,

Le Secrétaire Général

Philippe Court

Philippe COURT

PREFECTURE
DE LA
DORDOGNE

24016 PÉRIGUEUX CEDEX
TÉL. 09.84.11

DIRECTION
DES
ACTIONS DE L'ÉTAT
BUREAU DE L'URBANISME
ET DE L'ENVIRONNEMENT

RÉFÉRENCE À RAPPELER :

N°	872129
DATE	CB/CG

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ • ÉGALITÉ • FRATERNITÉ

PROJET D'ASSAINISSEMENT DE L'AGGLOMERATION DE
MONTCARET

*Déclaration d'utilité publique des travaux d'établissement
d'un réseau d'égouts*

*Autorisation du déversement des eaux usées, après traitement
par une station d'épuration*

*

LE PREFET,
Commissaire de la République
du Département de la DORDOGNE,

- VU le Code de l'Urbanisme ;
- VU le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles L 11 et suivants et R 11 et suivants ;
- VU la loi du 22 Juin 1865 modifiée par la loi du 22 Décembre 1888 sur les associations syndicales ;
- VU la loi n° 64.1245 du 16 Décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux, ainsi qu'à la lutte contre leur pollution, notamment les articles 3, 4, 5, 6 (§ 1 et 23), 9 et 23 ;
- VU le décret n° 67.1094 du 15 Décembre 1967 sanctionnant les infractions à la loi n° 64.1245 du 16 Décembre 1964 précitée ;
- VU le décret n° 73.218 du 23 Février 1973 portant application des articles 2 et 6 (§ 1) de la loi n° 64.1245 du 16 Décembre 1964 précitée et les arrêtés n° 2 et 3 du 13 Mai 1975 et du 20 Novembre 1979 pris pour son application ;
- VU le décret n° 75.177 du 12 Mars 1975 portant application de l'article 6 (§ 3) de la loi n° 64.1245 du 16 Décembre 1964 précitée et l'arrêté pris pour son application ;
- VU la circulaire du 10 Juin 1976 du Ministère de la Santé Publique et de la Sécurité Sociale relative à l'assainissement des agglomérations et à la protection sanitaire des milieux récepteurs ;

.../...

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

VU la circulaire interministérielle du 29 janvier 1973 relative au contrôle de la qualité et au débit des eaux usées rejetées dans les eaux superficielles et dans les eaux de la mer,

VU la loi du 15 février 1902 sur la repression des infractions en matière de rejet,

VU les articles 103, 107, et 112 du titre III et les titres IV et V du Code rural relatifs à la police et à la conservation des cours d'eau,

VU le décret du 1er août 1905 pris pour l'application des dispositions codifiées à l'article 107 du Code Rural,

VU l'arrêté préfectoral du 9 mars 1907 portant règlement de Police des eaux des cours d'eau non domaniaux du département, et notamment ses articles 8 et 12,

VU la délibération du Conseil Municipal de MONTCARET approuvant le projet, décidant l'exécution des travaux pour la réalisation d'un réseau d'assainissement et d'une station de traitement des eaux usées, créant les ressources nécessaires à l'exécution des dits travaux et portant engagement d'indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par le déversement des eaux.

VU le projet d'établissement d'un réseau d'égouts dans la commune de MONTCARET comportant le déversement après épuration, des eaux usées dans le Ruisseau Grand Rieu.

VU l'avis de la D.D.A.S.S. en date du 9 Juin 1986

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 4 décembre 1986

VU l'avis du Service Hydraulique en date du 3 Septembre 1986

VU le dossier de l'enquête d'utilité publique préalable à laquelle il a été procédé conformément à l'arrêté préfectoral du 16 Juin 1987 en vue de la déclaration d'utilité publique des travaux,

VU le dossier d'enquête hydraulique à laquelle il a été procédé, simultanément à la précédente enquête dans la commune de MONTCARET

VU l'avis favorable de Monsieur le Commissaire -- enquêteur en date du 18 Septembre 1987 ;

VU l'avis favorable du 29 Octobre 1987 de Monsieur l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Direction départementale de l'Agriculture de la Dordogne,

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Dordogne,

../..

A R R E T E :

ARTICLE 1er --

Sont déclarés d'utilité publique les travaux à entreprendre par la commune de MONTCARET en vue de l'établissement d'un réseau général d'égouts sur le territoire de la commune.

ARTICLE 2 --

La commune MONTCARET est autorisée à déverser, après épuration, les eaux usées provenant de son réseau dans le cours d'eau Grand Rieuaux conditions suivantes :

- Le dispositif de rejet doit être aménagé de manière à réduire au minimum la perturbation apportée par le déversement au milieu récepteur aux abords du point de rejet, compte tenu des utilisations de l'eau à proximité immédiat de celui-ci.
- Les installations de rejets situées sur la rive gauche seront réalisées conformément au schéma de l'ouvrage de rejet figurant sur la demande d'autorisation de rejet d'eau usée après épuration annexée au présent arrêté.
- Le rejet est effectué au moyen d'une canalisation de 200 mm

Il ne doit pas faire saillie en rivière, ni entraver l'écoulement des eaux ni retenir les corps flottants.

Un plan d'exécution de l'ouvrage d'évacuation sera remis à Monsieur le Directeur départemental de l'Agriculture.

ARTICLE 3 --

Les rejets doivent répondre aux conditions suivantes définies conformément aux dispositions de l'arrêté du 20 novembre 1979 portant application du décret n° 73 - 218 du 23 février 1973.

FLUX produit par 900 équivalents / hab.

<u>Paramètre</u>	<u>Flux de pollution qui ne peut être dépassée pendant aucune période de :</u>	
	<u>2 heures consécutives</u>	<u>24 heures consécutives</u>
Matières en suspension totales	1 Kg	12,2 Kg
D.C.O.	3,9 Kg	4 Kg
D.B.O.5	1,3 Kg	5,4 Kg
Azote Kjeldahl	1,6 Kg	.. / ..

DEBITDébit maximal
instantanéDébit moyen qui ne peut être dépassé
pendant aucune période de :2 heures consécutives24 heures consécuti-
ves

4,5 l/s

4,5 l/s

1,5 l/s

90-94-100

CONCENTRATIONParamètreLa concentration de l'effluent rejeté est
inférieure ou égale àMoyenne mesurée
sur 2 heuresMoyenne mesurée
sur 24 heuresMatières en suspension
totales.

30 mg / l

D.C.O.

120 mg / l

90 mg / l

D.B.O.5

40 mg / l

30 mg / l

Azote Kjeldahl

50 mg / l

40 mg / l

TEMPERATURE

La température doit être inférieure à : 30 ° C.

PH

Le PH doit être compris entre 5,5 et 8,5.

COULEURLa couleur d l'effluent ne doit pas provoquer une coloration visible
du milieu récepteur.SUBSTANCES CAPABLES d'ENTRAINER LA DESTRUCTION DU POISSONL'effluent ne doit pas contenir de substances capables d'entraîner la
destruction du poisson après mélange avec les eaux réceptrices à 50 m du
point de rejet et dans le cas d'un cours d'eau, à 2m de la berge si la
largeur de ce dernier est supérieure à 5 m, sinon dans l'axe du lit.

ODEUR

L'effluent ne dégage aucune odeur putride ou amoniacale, même après incubation pendant 5 jours à 20°C.

Le permissionnaire pourra être invité par l'Administration à modifier les débits et les temps de rejet en fonction du débit du cours d'eau en période d'étiage naturel ou de crue ou de chômage et par mesure de salubrité publique il ne pourra prétendre à indemnité de ce chef.

Le permissionnaire supportera les frais de toutes modifications de ses installations résultant de l'exécution des travaux légalement ordonnés ou autorisés d'entretien, de curage ou d'aménagement du cours d'eau. Il supportera toutes conséquences de quelque nature que ce soit, de ces travaux sans demander aucune indemnité sous quelque forme que ce soit.

Tout changement de fabrication ou toute modification de traitement des effluents ayant pour effet de modifier l'origine ou la composition de ceux-ci devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation.

Tout changement aux ouvrages susceptibles d'augmenter le débit instantané maximum de déversement devra faire l'objet d'une nouvelle réglementation.

Le permissionnaire doit prendre toutes précautions utiles en raison des venues d'eau possibles par la canalisation de rejet.

ARTICLE 4 --

Durée de l'autorisation :

La présente autorisation est accordée pour une durée de trente ans à compter de la date du présent arrêté.

Elle cessera de plein droit à cette date, si l'autorisation n'est pas renouvelée.

Elle sera périmée au bout de douze mois, à partir de la date de notification du présent arrêté, s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.

ARTICLE 5 --

Obligations relatives au curage :

Le permissionnaire contribuera aux travaux d'entretien et de curage du cours d'eau prescrits dans un but d'intérêt général, dans la proportion dans laquelle son rejet aura rendu les travaux nécessaires.

En outre, toutes les fois que la nécessité en sera reconnue et qu'il en sera requis par l'Administration, il sera tenu d'effectuer le curage en aval du point de rejet et sur la longueur qui lui sera prescrite.

../..

ARTICLE 6 --Exécution des travaux :

Les travaux autorisés seront exécutés sous la surveillance des ingénieurs du service chargé de la Police des Eaux.

Le permissionnaire devra prévenir au moins huit jours à l'avance le Directeur départemental de l'Agriculture, de l'époque à laquelle ces travaux seront commencés. Ceux-ci devront être exécutés dans un délai maximum de douze mois comptés à dater de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 7 --Recolement

A l'achèvement des travaux, il sera procédé au recolement dans les conditions fixées par l'article 26 du décret du 1er août 1905 et par l'article 14 du décret n° 73-218 du 23 février 1973.

ARTICLE 8 --Entretien des ouvrages :

Le permissionnaire doit constamment entretenir en bon état les installations qui doivent toujours être conformes aux conditions de l'autorisation.

Lorsque des travaux de réparation seront nécessaires, le permissionnaire avisera au moins quinze jours à l'avance le Directeur départemental de l'Agriculture.

ARTICLE 9Caractères de l'autorisation :

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité.

Si, à quelque époque que ce soit, l'Administration décidait dans un but d'intérêt général, notamment du point de vue de la lutte contre la pollution des eaux et leur régénération dans le but de satisfaire ou de concilier les exigences mentionnées à l'article 1er de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964, de la salubrité publique, de la police et de la répartition des eaux, de modifier d'une manière temporaire ou définitive l'usage des avantages concédés par le réseau arrêté, le permissionnaire ne pourrait réclamer aucune indemnité.

ARTICLE 10 --Remise en état des lieux :

A l'expiration de la présente autorisation ainsi que dans tous les cas où elle viendrait à être rapportée ou révoquée, les lieux devront être remis dans leur état primitif par le permissionnaire et à ses frais.

ARTICLE 11 -

Conformément à l'engagement pris par le Conseil Municipal dans sa séance du 26 mars 1984 la commune de MONTCARET devra indemniser les usagers obligés et autres usagers des eaux, de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par le rejet des eaux.

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE-2021_083-DE

.../...

ARTICLE 11 (bis)

Réservation des droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 12 --

Renouvellement éventuel de l'autorisation :

Si le permissionnaire désire obtenir le renouvellement de son autorisation il devra au moins 6 mois avant la date d'expiration de l'autorisation fixée par l'article 4 du présent arrêté, en faire la demande par écrit, à l'administration compétente en indiquant la durée pour laquelle il désire que l'autorisation soit renouvelée.

ARTICLE 13 --

Est approuvé le projet technique des travaux sur le réseau et la station pour laquelle la mise en service fera l'objet de notre autorisation, après examen de conformité par le service chargé du contrôle des travaux.

Le déversement effectif dans le Grand Riemeste subordonné à la délivrance de cette autorisation et au respect de cet arrêté.

ARTICLE 14 --

Contrôle des installations, des effluents et des eaux réceptrices ;

Le permissionnaire est tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police des eaux.

Les agents des services publics notamment ceux de la Direction départementale de l'Agriculture et de la Direction départementale et de l'action sanitaire et sociale, doivent constamment avoir libre accès aux installations autorisées.

Le permissionnaire doit, sur leur réquisition, mettre les fonctionnaires du contrôle à même de procéder à toutes les mesures de vérifications et expériences utiles pour constater l'exécution du présent arrêté et leur fournir le personnel et les appareils nécessaires.

Un contrôle effectué par prélèvements, de l'effluent et des eaux réceptrices est opéré en application des dispositions de l'article 16 du décret n° 73-218 du 23 février 1973 et du décret n° 75-177 du 12 mars 1975.

Ce contrôle s'effectue comme suit :

- 1)- Conformément au programme du service d'assistance technique aux Exploitants de stations d'Épurations (S.A.T.E.S.E.)
- 2)- Hors programme, et tant que de besoins, par des vérifications inopinées supplémentaires, notamment en cas de présomption d'infraction aux lois et règlements en vigueur ou de non conformité aux dispositions du présent arrêté.

Les analyses pourront concerner notamment la D.B.O., la D.C.O., les M.E.S. la température, les substances toxiques.

L'accès aux points de mesure ou de prélèvement sur l'ouvrage d'évacuation doit être aménagé, notamment pour permettre l'amenée du matériel de mesure.

La prise des échantillons nécessaires sur les effluents et sur les eaux réceptrices, leurs analyses dans les conditions prescrites par l'article 6 § 3 de la loi du 16 Décembre 1964 et par les textes pris pour son application sont à la charge du permissionnaire, si ces vérifications sont effectuées dans le cadre du hors-programme ci-dessus.

ARTICLE 15 --

La Commune de MONTCARET est autorisée à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, les terrains nécessaires à la réalisation du projet.

ARTICLE 16 --

La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue et les expropriations ne seront pas effectuées si les travaux ne sont pas réalisés dans un délai de 5 ans à compter de ce jour.

ARTICLE 17 --

Il sera pourvu à la dépense par la Commune de MONTCARET au moyen de subventions diverses venant de l'Etat ou du Département qui seront complétées par les fonds propres de la Commune, laquelle au moyen d'emprunts devra couvrir la totalité des dépenses.

ARTICLE 18 --

M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la DORDOGNE,
M. le Sous-Préfet, Commissaire Adjoint de la République de l'Arrondissement de BERGERAC,
M. le Directeur Départemental de l'Agriculture,
M. le Maire de la Commune concernée,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au permissionnaire, publié au Recueil des Actes Administratifs de la DORDOGNE, affiché en Mairie, et notifié à M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales.

FAIT A PERIGUEUX, le 12.11.2021

Le Préfet,
Commissaire de la République
du Département de la DORDOGNE,

Pour le Préfet, Commissaire de la République
et par délégation,
Le Secrétaire Général,

Signé Bernard JOUINEAU

Pour le Préfet, Commissaire de la République
et par délégation,
Le Directeur Départemental de l'Agriculture

Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE-2021-085-DE

PRÉFECTURE
DE LA
DORDOGNE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

DIRECTION
DES
ACTIONS DE L'ÉTAT

BUREAU DE L'URBANISME
ET DE L'ENVIRONNEMENT

PROJET D'ASSAINISSEMENT DE L'AGGLOMERATION

DE SAINT ANTOINE DE BREUILH

RÉFERENCE A RAPPELER

N°

911216

DATE

CB/CG

LE PREFET DE LA DORDOGNE,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Déclaration d'utilité publique des travaux d'établissement d'un réseau d'égouts.

Autorisation du déversement des eaux usées, après traitement par une station d'épuration.

VU le Code de l'Urbanisme,

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles L 11 et suivants et R 11 et suivants,

VU la loi du 22 Juin 1865 modifiée par la loi du 22 Décembre 1888 sur les associations syndicales,

VU la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux, ainsi qu'à la lutte contre leur pollution, notamment les articles 3, 4, 5, 6 (& 1 et 23), 9 et 23,

VU le décret n° 67-1094 du 15 décembre 1967 sanctionnant les infractions à la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 précitée,

.../...

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC

Date de réception de l'AR: 30/11/2021

024 200034197 20211129 DE 2021 083 DE

VU le décret n° 73-218 du 29 février 1973 portant application des articles 2 et 6 (§1) de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 précitée et les arrêtés n° 2 et 3 du 13 mai 1975 et du 20 novembre 1979 pris pour son application,

VU le décret n° 75-177 du 12 mars 1975 portant application de l'article 6 (§3) de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 précitée et l'arrêté pris pour son application.

VU la circulaire du 10 juin 1976 du Ministère de la Santé Publique et de la Sécurité Sociale relative à l'assainissement des agglomérations et à la protection sanitaire des milieux récepteurs.

VU la circulaire interministérielle du 29 janvier 1973 relative au contrôle de la qualité et au débit des eaux usées rejetées dans les eaux superficielles et dans les eaux de la mer,

VU la loi du 15 février 1902 sur la répression des infractions en matière de rejet,

VU les articles 103, 107 et 112 du titre III et les titres IV et V du code rural relatifs à la police et à la conservation des cours d'eau,

VU le décret du 1er Août 1905 pris pour l'application des dispositions codifiées à l'article 107 du code rural,

VU l'arrêté préfectoral du 9 mars 1907 portant règlement de Police des Eaux des cours d'eau non domaniaux du département, et notamment ses articles 8 et 12,

VU la délibération du Conseil Municipal de ST ANTOINE DE BREUILH en date du 28/09/90 approuvant le projet, décidant l'exécution des travaux pour la réalisation d'un réseau d'assainissement et d'une station de traitement des eaux usées, créant les ressources nécessaires à l'exécution des dits travaux et portant engagement d'indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par le déversement des eaux,

VU le projet d'établissement d'un réseau d'égouts dans la commune de ST ANTOINE DE BREUILH comportant le déversement, après épuration, des eaux usées dans le fossé affluent de la Dordogne,

VU l'avis de la D.D.A.S.S. en date du 4 Avril 1990,

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 5 Novembre 1990,

VU l'avis du Service Hydraulique en date du 11 Septembre 1990,

VU le dossier de l'enquête d'utilité publique préalable à laquelle il a été procédé, conformément à l'arrêté préfectoral du 19 Février 1991 en vue de la déclaration d'utilité publique des travaux,

.../...

VU le dossier d'enquête hydraulique à laquelle il a été procédé, simultanément à la précédente enquête dans la commune de ST ANTOINE DE BREUILH,

VU l'avis favorable de Monsieur le Commissaire-Enquêteur en date du 16 Avril 1991,

VU l'avis favorable du 16 Mai 1991 de Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de la Dordogne,

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Dordogne,

A R R E T E

ARTICLE 1er

Sont déclarés d'utilité publique les travaux à entreprendre par la commune de ST ANTOINE DE BREUILH en vue de l'établissement d'un réseau général d'égouts sur le territoire de la commune.

ARTICLE 2

La commune de ST ANTOINE DE BREUILH est autorisée à déverser, après épuration, les eaux usées provenant de son réseau dans le cours d'eau affluent de la Dordogne aux conditions suivantes :

- le dispositif de rejet doit être aménagé de manière à réduire au minimum la perturbation apportée par le déversement au milieu récepteur aux abords du point de rejet, compte tenu des utilisations de l'eau à proximité immédiate de celui-ci,
- les installations de rejets situées sur la rive gauche seront réalisées conformément au schéma de l'ouvrage de rejet figurant sur la demande d'autorisation de rejet d'eau usée après épuration annexée au présent arrêté,
- le rejet est effectué au moyen d'une canalisation de 200 mm.
- l'exécutoire aboutit à la côte 14,75

Il ne doit pas faire saillie en rivière, ni entraver l'écoulement des eaux ni retenir les corps flottants.

Un plan d'exécution de l'ouvrage d'évacuation sera remis à Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt.

ARTICLE 3

Les eaux d'origine domestique après traitement dans une station d'épuration de type biologique.

Les rejets doivent répondre aux conditions suivantes définies conformément aux dispositions de l'arrêté du 20 novembre 1979 portant application du décret n° 73-218 du 23 février 1973.

FLUX PRODUIT PAR 2 500 EQUIVALENTS/HAB.

Paramètre

Flux de pollution qui ne peut être dépassé pendant aucune période de :

2 heures consécutives

24 heures consécutives

Matières
totales en
suspension

2,81 kg

D.C.O.

11,23 kg

33,75 kg

D.B.O.5

3,75 kg

11,25 kg

Azote Kjeldahl

4,68 kg

15,00 kg

DEBIT

Débit maximal
instantané

Débit moyen qui ne peut être dépassé pendant aucune période de :

2 heures consécutives

24 heures consécutives

13 l/s

13 l/s

4,34 l/s

CONCENTRATION

Paramètre

La concentration de l'effluent rejeté est inférieure ou égale à :

Maximale

Moyenne mesurée
sur 2 heures

Moyenne mesurée
sur 24 heures

Matières
totales en
suspension

30 mg/l

D.C.O.

120 mg/l

90 mg/l

D.B.O.5

40 mg/l

30 mg/l

Azote Kjeldahl

50 mg/l

40 mg/l

TEMPERATURE

La température doit être inférieure à : 30° C.

PH

Le PH doit être compris entre 5,5 et 8,5.

COULEUR

La couleur de l'effluent ne doit pas provoquer une coloration visible du milieu récepteur.

SUBSTANCES CAPABLES D'ENTRAINER LA DESTRUCTION DU POISSON

L'effluent ne doit pas contenir de substances capables d'entraîner la destruction du poisson après mélange avec les eaux réceptrices à 50 m du point de rejet et dans le cas d'un cours d'eau, à 2 m de la berge si la largeur de ce dernier est supérieure à 5 m, sinon dans l'axe du lit.

ODEUR

L'effluent ne dégage aucune odeur putride ou ammoniacale, même après incubation pendant 5 jours à 20° C.

Le permissionnaire pourra être invité par l'administration à modifier les débits et les temps de rejet en fonction du débit du cours d'eau en période d'étiage naturel ou de crue ou de chômage et par mesure de salubrité publique il ne pourra prétendre à indemnité de ce chef.

Le permissionnaire supportera les frais de toutes modifications de ses installations résultant de l'exécution des travaux légalement ordonnés ou autorisés d'entretien, de curage ou d'aménagement du cours d'eau. Il supportera toutes conséquences, de quelque nature que ce soit, de ces travaux, sans demander aucune indemnité sous quelque forme que ce soit.

Tout changement de fabrication ou toute modification de traitement des effluents ayant pour effet de modifier l'origine ou la composition de ceux-ci devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation.

Tout changement aux ouvrages susceptibles d'augmenter le débit instantané maximum de déversement devra faire l'objet d'une nouvelle réglementation.

Le permissionnaire doit prendre toutes précautions utiles en raison des venues d'eau possibles par la canalisation de rejet.

ARTICLE 4

Durée de l'autorisation :

La présente autorisation est accordée pour une durée de trente ans à compter de la date du présent arrêté.

.../...

Elle cessera de plein droit à cette date, si l'autorisation n'est pas renouvelée.

Elle sera périmée au bout de douze mois à partir de la date de notification du présent arrêté, s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.

ARTICLE 5

Obligations relatives au curage :

Le permissionnaire contribuera aux travaux d'entretien et de curage du cours d'eau prescrits dans un but d'intérêt général, dans la proportion dans laquelle son rejet aura rendu les travaux nécessaires.

En outre, toutes les fois que la nécessité en sera reconnue et qu'il en sera requis par l'administration, il sera tenu d'effectuer le curage en aval du point de rejet et sur la longueur qui lui sera prescrite.

ARTICLE 6

Exécution des travaux :

Les travaux autorisés seront exécutés sous la surveillance des ingénieurs du service chargé de la Police des Eaux.

Le permissionnaire devra prévenir au moins huit jours à l'avance le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, de l'époque à laquelle ces travaux seront commencés. Ceux-ci devront être exécutés dans un délai maximum de douze mois comptés à dater de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 7

Recolement :

A l'achèvement des travaux, il sera procédé au recolement dans les conditions fixées par l'article 16 du décret du 1er Août 1905 et par l'article 14 du décret n° 73-218 du 23 février 1973.

ARTICLE 8

Entretien des ouvrages :

Le permissionnaire doit constamment entretenir en bon état les installations qui doivent toujours être conformes aux conditions de l'autorisation.

Lorsque des travaux de réparation seront nécessaires, le permissionnaire avisera au moins quinze jours à l'avance le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt.

.../...

ARTICLE 9

Caractères de l'autorisation :

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité.

Si, à quelque époque que ce soit, l'administration décidait dans un but d'intérêt général, notamment du point de vue de la lutte contre la pollution des eaux et leur régénération dans le but de satisfaire ou de concilier les exigences mentionnées à l'article 1er de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964, de la salubrité publique, de la police et de la répartition des eaux, de modifier d'une manière temporaire ou définitive l'usage des avantages concédés par le réseau arrêté, le permissionnaire ne pourrait réclamer aucune indemnité.

ARTICLE 10

Remise en état des lieux :

A l'expiration de la présente autorisation ainsi que dans tous les cas où elle viendrait à être rapportée ou révoquée, les lieux devront être remis dans leur état primitif par le permissionnaire et à ses frais.

ARTICLE 11

Conformément à l'engagement pris par le Conseil Municipal dans sa séance du 26 mars 1984 la commune de ST ANTOINE DE BREUILH devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par le rejet des eaux.

ARTICLE 11 (Bis)

Réservation des droits des tiers :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 12

Renouvellement éventuel de l'autorisation :

Si le permissionnaire désire obtenir le renouvellement de son autorisation il devra, au moins 6 mois avant la date d'expiration de l'autorisation fixée par l'article 4 du présent arrêté, en faire la demande par écrit à l'administration compétente en indiquant la durée pour laquelle il désire que l'autorisation soit renouvelée.

.../...

ARTICLE 13

Est approuvé le projet technique des travaux sur le réseau et la station pour laquelle la mise en service fera l'objet de notre autorisation, après examen de conformité par le service chargé du contrôle des travaux.

Le déversement effectif dans le fossé reste subordonné à la délivrance de cette autorisation et au respect de cet arrêté.

ARTICLE 14

Contrôle des installations, des effluents et des eaux réceptrices :

Le permissionnaire est tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police des eaux.

Les agents des services publics, notamment ceux de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt et de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, doivent constamment avoir libre accès aux installations autorisées.

Le permissionnaire doit, sur leur réquisition, mettre les fonctionnaires du contrôle à même de procéder à toutes les mesures de vérifications et expériences utiles pour constater l'exécution du présent arrêté et leur fournir le personnel et les appareils nécessaires.

Un contrôle, effectué par prélèvements, de l'effluent et des eaux réceptrices est opéré en application des dispositions de l'article 16 du décret n° 73-218 du 23 février 1973 et du décret n° 75-177 du 12 mars 1975.

Ce contrôle s'effectue comme suit :

1) Conformément au programme du service d'assistance technique aux Exploitants de Stations d'Épuration (S.A.T.E.S.E.)

2) Hors programme, et tant que de besoins, par des vérifications inopinées supplémentaires, notamment en cas de présomption d'infraction aux lois et règlements en vigueur ou de non conformité aux dispositions du présent arrêté.

Les analyses pourront concerner notamment la D.B.O., la D.C.O., les M.E.S., la température, les substances toxiques.

Les mesures doivent pouvoir être faites dans des conditions suffisamment précises.

L'accès aux points de mesure ou de prélèvement sur l'ouvrage d'évacuation doit être aménagé, notamment pour permettre l'amenée du matériel de mesure.

.../...

La prise des échantillons nécessaires sur les effluents et sur les eaux réceptrices, leurs analyses dans les conditions prescrites par l'article 6 & 3 de la loi du 16 décembre 1964 et par les textes pris pour son application sont à la charge du permissionnaire, si ces vérifications sont effectuées dans le cadre du hors programme ci-dessus.

ARTICLE 15

La commune de ST ANTOINE DE BREUILH est autorisée à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, les terrains nécessaires à la réalisation du projet.

ARTICLE 16

La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue et les expropriations à effectuer pour l'exécution des travaux ne sont pas décomptées dans le délai de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 17

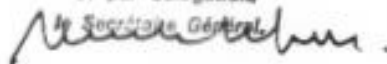
Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Sous-Préfet de BERGERAC, Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, Monsieur le Maire de la commune concernée sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au permissionnaire, publié au recueil des actes administratifs de la Dordogne, affiché en Mairie, et notifié à Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales.

Périgueux, le 6 AOUT 1991

Le Préfet

Pour le Préfet

et par délégation,

Le Secrétaire Général


Michel LAFON

Pour ampliation

Pour le Préfet

et par délégation

Le Directeur des Actes de l'Etat



Jean TOUGNE

PRÉFECTURE
DE LA
DORDOGNE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

DIRECTION
DES
ACTIONS DE L'ÉTAT

BUREAU DE L'URBANISME
ET DE L'ENVIRONNEMENT

RÉFÉRENCE A RAPPELER

N°	911244
DATE	CB/CG

PROJET D'ASSAINISSEMENT DE L'AGGLOMERATION

DE SAINT MEARD DE GURCON

*

LE PREFET DE LA DORDOGNE,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

*

Déclaration d'utilité publique des travaux d'établissement d'un réseau d'égouts.

Autorisation du déversement des eaux usées, après traitement par une station d'épuration.

*

* *

VU le Code de l'Urbanisme,

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles L 11 et suivants et R 11 et suivants,

VU la loi du 22 Juin 1865 modifiée par la loi du 22 Décembre 1888 sur les associations syndicales,

VU la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux, ainsi qu'à la lutte contre leur pollution, notamment les articles 3, 4, 5, 6 (& 1 et 23), 9 et 23,

VU le décret n° 67-1094 du 15 décembre 1967 sanctionnant les infractions à la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 précitée,

.../...

VU le décret n° 73-218 du 23 février 1973 portant application des articles 2 et 6 (&1) de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 précitée et les arrêtés n° 2 et 3 du 13 mai 1975 et du 20 novembre 1979 pris pour son application,

VU le décret n° 75-177 du 12 mars 1975 portant application de l'article 6 (&3) de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 précitée et l'arrêté pris pour son application.

VU la circulaire du 10 juin 1976 du Ministère de la Santé Publique et de la Sécurité Sociale relative à l'assainissement des agglomérations et à la protection sanitaire des milieux récepteurs.

VU la circulaire interministérielle du 29 janvier 1973 relative au contrôle de la qualité et au débit des eaux usées rejetées dans les eaux superficielles et dans les eaux de la mer,

VU la loi du 15 février 1902 sur la répression des infractions en matière de rejet,

VU les articles 103, 107 et 112 du titre III et les titres IV et V du code rural relatifs à la police et à la conservation des cours d'eau,

VU le décret du 1er Août 1905 pris pour l'application des dispositions codifiées à l'article 107 du code rural,

VU l'arrêté préfectoral du 9 mars 1907 portant règlement de Police des Eaux des cours d'eau non domaniaux du département, et notamment ses articles 8 et 12,

VU la délibération du Conseil Municipal de ST-MEARD-DE-GURCON approuvant le projet, décidant l'exécution des travaux pour la réalisation d'un réseau d'assainissement et d'une station de traitement des eaux usées, créant les ressources nécessaires à l'exécution des dits travaux et portant engagement d'indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par le déversement des eaux,

VU le projet d'établissement d'un réseau d'égouts dans la commune de ST-MEARD-DE-GURCON comportant le déversement, après épuration, des eaux usées dans la Gargouille.

VU l'avis de la D.D.A.S.S. en date du 2 novembre 1990,

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 5 novembre 1990,

VU l'avis du Service Hydraulique en date du 29 octobre 1990

VU le dossier de l'enquête d'utilité publique préalable à laquelle il a été procédé, conformément à l'arrêté préfectoral du 19 Février 1991 en vue de la déclaration d'utilité publique des travaux,

.../...

VU le dossier d'enquête hydraulique à laquelle il a été procédé, simultanément à la précédente enquête dans la commune de ST-MEARD-DE-GURCON,

VU l'avis favorable de Monsieur le Commissaire-Enquêteur en date du 15 Mai 1991,

VU l'avis favorable du 20 Juin 1991 de Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de la Dordogne,

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Dordogne,

A R R E T E

ARTICLE 1er

Sont déclarés d'utilité publique les travaux à entreprendre par la commune de ST-MEARD-DE-GURCON en vue de l'établissement d'un réseau général d'égouts sur le territoire de la commune.

ARTICLE 2

La commune de ST-MEARD-DE-GURCON est autorisée à déverser, après épuration, les eaux usées provenant de son réseau dans le cours d'eau Gargouille aux conditions suivantes :

- le dispositif de rejet doit être aménagé de manière à réduire au minimum la perturbation apportée par le déversement au milieu récepteur aux abords du point de rejet, compte tenu des utilisations de l'eau à proximité immédiate de celui-ci,
- les installations de rejets situées sur la rive gauche seront réalisées conformément au schéma de l'ouvrage de rejet figurant sur la demande d'autorisation de rejet d'eau usée après épuration annexée au présent arrêté,
- le rejet est effectué au moyen d'une canalisation de 200 mm.

Il ne doit pas faire saillie en rivière, ni entraver l'écoulement des eaux ni retenir les corps flottants.

Un plan d'exécution de l'ouvrage d'évacuation sera remis à Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt.

ARTICLE 3

Les eaux d'origine domestique après traitement dans une station d'épuration de type biologique.

Les rejets doivent répondre aux conditions suivantes définies conformément aux dispositions de l'arrêté du 20 novembre 1979 portant application du décret n° 73-218 du 23 février 1973.

.../...

FLUX PRODUIT PAR 350 EQUIVALENTS/HAB.

<u>Paramètre</u>	Flux de pollution qui ne peut être dépassé pendant aucune période de :	
	<u>2 heures consécutives</u>	<u>24 heures consécutives</u>
Matières totales en suspension	1,56 Kg	
D.C.O.	1,56 Kg	
D.B.O.5	0,52 Kg	
Azote Kjeldahl	0,52 Kg	2,6 kg

DEBIT

Débit maximal instantané	Débit moyen qui ne peut être dépassé pendant aucune période de :	
	<u>2 heures consécutives</u>	<u>24 heures consécutives</u>
1,8 l/s	1,8 l/s	0,6 l/s

CONCENTRATION

<u>Paramètre</u>	La concentration de l'effluent rejeté est inférieure ou égale à :		
	Maximale	Moyenne mesurée sur 2 heures	Moyenne mesurée sur 24 heures
Matières totales en suspension		120 mg/l	
D.C.O.		120 mg/l	
D.B.O.5		40 mg/l	
Azote Kjeldahl		40 mg/l	50 mg/l

TEMPERATURE

La température doit être inférieure à : 30° C.

.../...

PH

Le PH doit être compris entre 5,5 et 8,5.

COULEUR

La couleur de l'effluent ne doit pas provoquer une coloration visible du milieu récepteur.

SUBSTANCES CAPABLES D'ENTRAINER LA DESTRUCTION DU POISSON

L'effluent ne doit pas contenir de substances capables d'entraîner la destruction du poisson après mélange avec les eaux réceptrices à 50 m du point de rejet et dans le cas d'un cours d'eau, à 2 m de la berge si la largeur de ce dernier est supérieure à 5 m, sinon dans l'axe du lit.

ODEUR

L'effluent ne dégage aucune odeur putride ou amoniacale, même après incubation pendant 5 jours à 20° C.

Le permissionnaire pourra être invité par l'administration à modifier les débits et les temps de rejet en fonction du débit du cours d'eau en période d'étiage naturel ou de crue ou de chômage et par mesure de salubrité publique il ne pourra prétendre à indemnité de ce chef.

Le permissionnaire supportera les frais de toutes modifications de ses installations résultant de l'exécution des travaux légalement ordonnés ou autorisés d'entretien, de curage ou d'aménagement du cours d'eau. Il supportera toutes conséquences, de quelque nature que ce soit, de ces travaux, sans demander aucune indemnité sous quelque forme que ce soit.

Tout changement de fabrication ou toute modification de traitement des effluents ayant pour effet de modifier l'origine ou la composition de ceux-ci devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation.

Tout changement aux ouvrages susceptibles d'augmenter le débit instantané maximum de déversement devra faire l'objet d'une nouvelle réglementation.

Le permissionnaire doit prendre toutes précautions utiles en raison des venues d'eau possibles par la canalisation de rejet.

ARTICLE 4

Durée de l'autorisation :

La présente autorisation est accordée pour une durée de trente ans à compter de la date du présent arrêté.

.../...

Elle cessera de plein droit à cette date, si l'autorisation n'est pas renouvelée.

Elle sera périmée au bout de douze mois à partir de la date de notification du présent arrêté, s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.

ARTICLE 5

Obligations relatives au curage :

Le permissionnaire contribuera aux travaux d'entretien et de curage du cours d'eau prescrits dans un but d'intérêt général, dans la proportion dans laquelle son rejet aura rendu les travaux nécessaires.

En outre, toutes les fois que la nécessité en sera reconnue et qu'il en sera requis par l'administration, il sera tenu d'effectuer le curage en aval du point de rejet et sur la longueur qui lui sera prescrite.

ARTICLE 6

Exécution des travaux :

Les travaux autorisés seront exécutés sous la surveillance des ingénieurs du service chargé de la Police des Eaux.

Le permissionnaire devra prévenir au moins huit jours à l'avance le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, de l'époque à laquelle ces travaux seront commencés. Ceux-ci devront être exécutés dans un délai maximum de douze mois comptés à dater de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 7

Recolement :

A l'achèvement des travaux, il sera procédé au recolement dans les conditions fixées par l'article 16 du décret du 1er Août 1905 et par l'article 14 du décret n° 73-218 du 23 février 1973.

ARTICLE 8

Entretien des ouvrages :

Le permissionnaire doit constamment entretenir en bon état les installations qui doivent toujours être conformes aux conditions de l'autorisation.

Lorsque des travaux de réfection seront nécessaires, le permissionnaire avisera au moins quinze jours à l'avance le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt.

.../...

ARTICLE 9

Caractères de l'autorisation :

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité.

Si, à quelque époque que ce soit, l'administration décidait dans un but d'intérêt général, notamment du point de vue de la lutte contre la pollution des eaux et leur régénération dans le but de satisfaire ou de concilier les exigences mentionnées à l'article 1er de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964, de la salubrité publique, de la police et de la répartition des eaux, de modifier d'une manière temporaire ou définitive l'usage des avantages concédés par le réseau arrêté, le permissionnaire ne pourrait réclamer aucune indemnité.

ARTICLE 10

Remise en état des lieux :

A l'expiration de la présente autorisation ainsi que dans tous les cas où elle viendrait à être rapportée ou révoquée, les lieux devront être remis dans leur état primitif par le permissionnaire et à ses frais.

ARTICLE 11

Conformément à l'engagement pris par le Conseil Municipal dans sa séance du 26 mars 1984 la commune de ST-MEARD-DE-GURCON devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par le rejet des eaux.

ARTICLE 11 (Bis)

Réservation des droits des tiers :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 12

Renouvellement éventuel de l'autorisation :

Si le permissionnaire désire obtenir le renouvellement de son autorisation il devra, au moins 6 mois avant la date d'expiration de l'autorisation fixée par l'article 4 du présent arrêté, en faire la demande par écrit à l'administration compétente en indiquant la durée pour laquelle il désire que l'autorisation soit renouvelée.

.../...

ARTICLE 13

Est approuvé le projet technique des travaux sur le réseau et la station pour laquelle la mise en service fera l'objet de notre autorisation, après examen de conformité par le service chargé du contrôle des travaux.

Le déversement effectif dans la Gargouille reste subordonné à la délivrance de cette autorisation et au respect de cet arrêté.

ARTICLE 14

Contrôle des installations, des effluents et des eaux réceptrices :

Le permissionnaire est tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police des eaux.

Les agents des services publics, notamment ceux de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt et de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, doivent constamment avoir libre accès aux installations autorisées.

Le permissionnaire doit, sur leur réquisition, mettre les fonctionnaires du contrôle à même de procéder à toutes les mesures de vérifications et expériences utiles pour constater l'exécution du présent arrêté et leur fournir le personnel et les appareils nécessaires.

Un contrôle, effectué par prélèvements, de l'effluent et des eaux réceptrices est opéré en application des dispositions de l'article 16 du décret n° 73-218 du 23 février 1973 et du décret n° 75-177 du 12 mars 1975.

Ce contrôle s'effectue comme suit :

- 1) Conformément au programme du service d'assistance technique aux Exploitants de Stations d'Épuration (S.A.T.E.S.E.)
- 2) Hors programme, et tant que de besoins, par des vérifications inopinées supplémentaires, notamment en cas de présomption d'infraction aux lois et règlements en vigueur ou de non conformité aux dispositions du présent arrêté.

Les analyses pourront concerner notamment la D.B.O., la D.C.O., les M.E.S., la température, les substances toxiques.

Les mesures doivent pouvoir être faites dans des conditions suffisamment précises.

L'accès aux points de mesure ou de prélèvement sur l'ouvrage d'évacuation doit être aménagé, notamment pour permettre l'amenée du matériel de mesure.

.../...

La prise des échantillons nécessaires sur les effluents et sur les eaux réceptrices, leurs analyses dans les conditions prescrites par l'article 6 & 3 de la loi du 16 décembre 1964 et par les textes pris pour son application sont à la charge du permissionnaire, si ces vérifications sont effectuées dans le cadre du hors programme ci-dessus.

ARTICLE 15

La commune de ST-MEARD-DE-GURCON est autorisée à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, les terrains nécessaires à la réalisation du projet.


ARTICLE 16

La présente déclaration d'utilité publique sera considérée comme nulle et non avenue si les expropriations à effectuer pour l'exécution des travaux ne sont pas décomptées dans le délai de cinq ans à compter de ce jour.

ARTICLE 17

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Sous-Préfet de BERGERAC, Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, Monsieur le Maire de la commune concernée sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au permissionnaire, publié au recueil des actes administratifs de la Dordogne, affiché en Mairie, et notifié à Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales.

Périgueux, le 12 AOUT 1991
Pour le Préfet
et le Secrétaire,
le Secrétaire Général,



Michel LAFON

Pour ampliation

Pour le Préfet
et par délégation

le Directeur des Actions de l'Etat,



Jean TOUGNE



PREFET DE LA DORDOGNE

Direction Départementale
des Territoires de la
Dordogne

Service eau environnement
et risques - Service Police
de l'Eau

Dossier suivi par :
Cécile BOST

Mèl : cecile.bost@dordogne.gouv.fr

Communauté de communes Montaigne Montravel
Gurson
La Grand Font
24610 VILLEFRANCHE-DE-LONCHAT

Tél. : 0553455646

Objet : dossier de déclaration instruit au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de
l'environnement :
Système d'assainissement de SAINT-MEARD-DE-GURCON
Courrier de notification de décision

Réf. : 24-2020-00215

PERIGUEUX, le 06 juin 2021

Monsieur le Président,

Je vous prie de trouver sous ce pli, conformément à l'article R. 214-37 du Code de l'environnement, copie de la décision de monsieur le Préfet concernant le dossier de déclaration déposé en date du 15 octobre 2020 et concernant l'opération suivante :

Système d'assainissement de Saint-Meard-De-Gurçon

La copie de cette décision devra être affichée durant une période de un (1) mois minimum.

A l'issue de cet affichage, je vous saurais gré de bien vouloir me retourner un certificat d'affichage correspondant signé.

Je vous prie de croire, Monsieur le président, à l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le Préfet et par délégation

**Le responsable du pôle
gestion de la ressource en eau**

Vincent VIELFAURE

P.J. : copie de l'arrêté préfectoral de prescriptions spécifiques à déclaration

Direction Départementale des Territoires de la Dordogne
18, rue du 26ème RI
CS 74 000
24024 Périgueux Cedex

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE



Arrêté Préfectoral N°DDT/SEER/GRE/2021/09
Portant prescriptions spécifiques au titre de l'article L.214-3
du Code de l'environnement concernant
le système d'assainissement des eaux usées de Saint Méard-de-Gurçon
Commune de SAINT MEARD-DE-GURÇON

Le préfet de la Dordogne
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l'environnement ;

VU le Code général des collectivités territoriales ;

VU l'arrêté du 21 juillet 2015 modifié relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;

VU l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010 révisé, relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R.212-10, R.212-11 et R.212-18 du code de l'environnement ;

VU les dispositions du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Adour-Garonne ;

VU le dossier de déclaration déposé par la Communauté de communes Montaigne Montravel Gurçon au titre de l'article L. 214-3 du Code de l'environnement, reçu le 26 octobre 2020 et enregistré sous le n° 24-2020-00215 et relatif au système d'assainissement de **Saint Méard-de-Gurçon**;

VU le dossier des pièces présentées à l'appui du dit projet ;

VU le projet d'arrêté adressé pour observation au pétitionnaire le 1^{er} juin 2021 ;

CONSIDERANT que le milieu récepteur du rejet, le ruisseau La Gargouille, est un affluent du ruisseau La Léchou identifié comme une masse d'eau au sens de la directive européenne cadre sur l'eau du 23 octobre 2000, référencée FRFR40_4, avec un objectif d'atteinte du bon état écologique en 2027 et chimique en 2021 ;

CONSIDERANT l'objectif d'atteinte du bon état des eaux tel que requis par la Directive Cadre sur l'Eau et prévu par l'arrêté du 25 janvier 2010 modifié ;

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de préserver la qualité de la masse d'eau La Léchou et de limiter la pression des rejets de stations de traitement des eaux usées domestiques qui s'y exercent ;

CONSIDERANT qu'il est nécessaire d'imposer des prescriptions particulières à l'opération projetée, visant à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le directeur départemental des territoires de la Dordogne ;

A R R E T E

Article 1 Abrogation de l'arrêté préfectoral n° 911 244 du 12 août 1991

Sont abrogées, dans leur intégralité, les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 911 244 du 12 août 1991 relatif au système d'assainissement de Saint Méard-de-Gurçon.

Article 2 Objet de l'arrêté

2.1 Titulaire de l'autorisation et consistance des ouvrages

La Communauté de communes Montaigne Montravel Gurson est autorisée en application de l'article L.214-3 du Code de l'environnement, sous réserve du respect des prescriptions énoncées aux articles suivants, à :

- procéder au renouvellement et l'exploitation de la station de traitement des eaux usées de Saint Méard-de-Gurçon, en vue de traiter les effluents provenant de cette même commune,
- procéder au rejet des effluents traités dans le cours d'eau « La Gargouille ».

2.2 Rubriques de la nomenclature loi sur l'eau

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du Code de l'environnement. La rubrique définie au tableau annexé à l'article R. 214-1 du Code de l'environnement concernées par cette opération est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondants
2.1.1.0	Systèmes d'assainissement collectif des eaux usées et installations d'assainissement non collectif destinés à collecter et traiter une charge brute de pollution organique au sens de l'article R. 2224-6 du code général des collectivités territoriales : Supérieure à 12 kg de DBO5, mais inférieure ou égale à 600 kg de DBO5	Déclaration	Arrêté ministériel du 21 juillet 2015 modifié

Article 3 Prescriptions générales

Les installations de collecte, de traitement et de rejet sont implantées et exploitées conformément

- aux plans et données techniques figurant au dossier initial, sous réserve du respect des prescriptions spécifiques mentionnées au présent arrêté ;
- aux dispositions de l'arrêté interministériel du 21 juillet 2015 modifié susvisé, ou par des textes en vigueur plus récents.

Article 4 Prescriptions spécifiques

Le maître d'ouvrage doit respecter les prescriptions spécifiques suivantes :

4.1 **Système de collecte des effluents bruts**

Le réseau de collecte est gravitaire et de type séparatif. Les réseaux d'eaux pluviales ne doivent pas être raccordés au réseau des eaux usées du système de collecte.

Les effluents collectés ne doivent pas contenir :

- des produits susceptibles de dégager, directement ou indirectement après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables,
- des substances nuisant au fonctionnement du système de traitement et à la dévolution finale des boues produites,
- des matières et produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages.

4.1.1 **Raccordement**

Afin de limiter la pression domestique sur le ruisseau la Gargouille et son affluent La Léchou identifiée comme masse d'eau, le hameau Le Brandeau, situé hors zonage d'assainissement collectif, n'est pas raccordé à la station de traitement des eaux usées de Saint Méard de Gurçon.

4.1.2 **Diagnostic du système de collecte**

Le maître d'ouvrage débute un diagnostic du système de collecte des eaux usées dans un délai de un an à compter de la notification du présent arrêté.

Suite à ce diagnostic, le maître d'ouvrage établit et met en œuvre un programme d'actions chiffré et hiérarchisé visant à corriger les anomalies fonctionnelles et structurelles constatées

Les conclusions de ce diagnostic et le programme de travaux préconisés, sont transmis au service en charge de la police de l'eau et à l'agence de l'eau dans un délai de 6 mois après l'achèvement du diagnostic.

4.2 **Caractéristiques de la station de traitement des eaux usées**

La station de traitement eaux usées de Saint Méard-de-Gurçon se situe sur cette même commune à l'ouest du bourg, sur la parcelle numérotée section AZ n° 244p.

Le rejet des effluents traités s'effectue dans le ruisseau La Gargouille.

Les coordonnées du dispositif de traitement des eaux usées et du rejet sont les suivantes (Lambert 93) :

	Station	Rejet
X (m)	477 366	477 326
Y (m)	6 427 375	6 427 361

Le système de traitement doit être dimensionné, conçu, construit et exploité de telle manière qu'il puisse recevoir et traiter les flux des matières polluantes correspondant à son débit et ses charges de référence.

La capacité de traitement est de **330 EH**, pour un débit nominal de 49,5 m³/j. Les flux de référence sont les suivants :

- Débit de pointe : 10 m³/h
- DBO5 : Demande biochimique en oxygène sur 5 jours : 19,8 kg/j
- DCO : Demande chimique en oxygène : 39,6 kg/j
- MES : Matières en suspension : 29,7 kg/j
- NTK : Azote Kjeldahl : 4,95 kg/j
- PT : Phosphore total : 0,693 kg/j

La filière de traitement est de type biologique par filtration membranaire ; elle comporte les ouvrages suivants :

- poste de relevage en tête de station (débit des pompes de 10m³/h),
- bassin tampon correspondant à une journée de stockage des eaux brutes,
- 2 tamis rotatifs,
- dégraisseur – dessableur,
- bassin d'aération,
- clarification : bassin de filtration (membranes de micro filtration immergées),
- silo de stockage des boues,
- canalisation de rejet vers la Gargouille.

4.3 Conditions techniques imposées au site de traitement des effluents

Les ouvrages sont implantés de manière à préserver les habitants et établissements recevant du public des nuisances de voisinage. L'implantation tient compte des extensions prévisibles des ouvrages ou des habitations.

Une désodorisation est installée pour traiter l'air vicié du local de pré-traitement, du poste de relevage en tête de station, du bassin tampon et du silo de stockage à boues.

L'ensemble des installations de traitement et de dissipation est délimité par une clôture.

Les installations sont conçues de manière à limiter le développement de gîtes de ponte de moustiques susceptibles de transmettre des maladies vectorielles (moustique tigre par exemple).

4.4 Niveau de rejet

En dehors des situations inhabituelles décrites à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015, le rejet de la station de traitement des eaux usées doit respecter les valeurs indiquées dans le tableau ci-dessous.

Il ne doit pas contenir de substances de nature à favoriser la manifestation d'odeurs. Son pH doit être compris entre 6 et 8,5 et sa température être inférieure à 25 °C.

Paramètres	CONCENTRATION maximale à respecter, moyenne journalière		RENDEMENT MINIMUM à atteindre, moyenne journalière	CONCENTRATION réductrice, moyenne journalière
DBO ₅	15 mg/l	et	60%	70 mg/l
DCO	90 mg/l	et	60%	400 mg/l
MES	30 mg/l	et	50%	85 mg/l
N-NH ₄	15 mg/l	–	–	–

Un échantillon moyen journalier est déclaré conforme si ces valeurs sont respectées pour tous les paramètres en sortie de traitement.

Le dépassement de ces valeurs fait l'objet d'une justification systématique et immédiate auprès de la DDT-service en charge de la police de l'eau, accompagnée d'un descriptif des actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

4.5 Dispositions techniques imposées aux sous-produits

Les boues sont stockées dans un silo agité et drainé. Les boues épaissies sont extraites en fond d'ouvrage et évacuées vers la station de traitement des eaux usées de Saint Antoine-de-Breuilh afin d'y être déshydratées et ensuite évacuées et valorisées en compostage.

Le maître d'ouvrage doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets et des boues résiduelles produits.

Les déchets, qui ne peuvent pas être valorisés, doivent être éliminés dans des installations réglementées à cet effet dans des conditions permettant d'assurer la protection de l'environnement.

4.6 Surveillance de la qualité du rejet

Les agents des services publics chargés de la police de l'eau doivent constamment avoir libre accès aux installations autorisées.

4.6.1 Contrôle de la filière de traitement

Le maître d'ouvrage prévoit les dispositions nécessaires pour la mesure des charges hydrauliques et polluantes :

- au niveau du déversoir en tête de station (by-pass du poste de relevage en entrée de station) : un caisson inox équipé d'une sonde US afin de mesurer en continu les volumes journaliers déversés ou non (365 mesures par an) ;

- en entrée, un débitmètre électromagnétique en amont des tamis rotatifs et un point de prélèvement ;
- en sortie, un canal de comptage à système Venturi et une sonde ultrason.

Le maître d'ouvrage doit permettre en permanence aux personnes mandatées pour l'exécution des mesures et des prélèvements d'accéder aux dispositifs de contrôle.

4.6.2 Programme d'autosurveillance du système de traitement

Le maître d'ouvrage met en place un programme d'autosurveillance des rejets. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais.

La fréquence minimale de mesures à réaliser (bilan 24h) sur l'année est de 1 (un).

Les paramètres et le type de mesures à réaliser sont décrits dans l'arrêté ministériel en vigueur.

Lors des bilans journaliers, le débit est mesuré en continu sur 24 heures (bilans 24h). Les prélèvements sont réalisés de la manière suivante :

- prélèvements en entrée : un échantillon moyen sur 24 h asservi au débit,
- prélèvements en sortie : un échantillon moyen sur 24 h asservi au débit.

4.7 Transmission des données d'autosurveillance

Les bilans 24H et les volumes journaliers sont transmis au format SANDRE à la Direction Départementale des Territoires (DDT) - service en charge de la police de l'eau, et à l'agence de l'eau, dans un délai d'un mois suivant leur production via l'application informatique VERSEAU.

Dans le cas d'un dépassement des valeurs limites fixées dans cet arrêté, l'information est immédiate et accompagnée de commentaires sur les causes de dépassements ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

4.8 Production documentaire

- Analyse des risques de défaillance

L'analyse des risques de défaillance du système d'assainissement, de leurs effets ainsi que des mesures prévues pour remédier aux pannes éventuelles est transmise au service de police de l'eau et à l'agence de l'eau dès la mise en service des ouvrages de traitements.

- Cahier de vie

Le maître d'ouvrage du système d'assainissement rédige et tient à jour un cahier de vie, tel que défini à l'article 20 point II de l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 modifié. Le cahier de vie et ses mises à jour sont transmis pour information au service de police de l'eau et à l'agence de l'eau.

Le cahier de vie comporte a minima les éléments listés à l'article 20 point II de l'arrêté ministériel du 21/07/2015.

- Bilan de fonctionnement du système d'assainissement

Le maître d'ouvrage du système d'assainissement adresse, avant le 1^{er} mars de chaque année, au service de police de l'eau et à l'agence de l'eau, le bilan de fonctionnement du système d'assainissement de l'année précédente.

Le bilan de fonctionnement comporte a minima les éléments listés à l'article 20 point II de l'arrêté ministériel du 21/07/2015.

4.9 Calendrier de réalisation des travaux

La station de traitement des eaux usées est mise en service avant le 31 décembre 2022.

4.10 Contrôle par l'administration

L'administration se réserve le droit de procéder à des vérifications inopinées. Les frais de ces contrôles sont supportés par l'exploitant ou à défaut par le maître d'ouvrage.

4.11 Entretien des ouvrages

Le maître d'ouvrage doit constamment entretenir en bon état et à ses frais exclusifs les ouvrages, les terrains occupés ainsi que les ouvrages de rejet, qui doivent toujours être conformes aux conditions de l'autorisation. Cet entretien consiste en particulier en :

- la maintenance des ouvrages de collecte et de traitement et leur maintien en bon état de fonctionnement et de propreté,
- le contrôle du développement de la végétation et notamment en cas de détection d'ambrosie (plante invasive dont le pollen est très allergisant), celle-ci doit être systématiquement détruite (en prenant certaine précaution comme le port de gants en cas d'arrachage) avant le démarrage de sa floraison en juillet.,
- l'enlèvement des dépôts de toute nature.

Le personnel d'exploitation doit avoir reçu une formation à l'exploitation des stations de traitement des eaux usées.

Pour tous travaux ou opération de maintenance nécessitant l'arrêt de la station, le permissionnaire prend avis à l'avance auprès de la DDT, service en charge de la police de l'eau en précisant la durée prévisible de l'arrêt et les moyens prévus pour limiter l'impact des rejets directs dans le milieu récepteur.

4.12 Phase de travaux

Pendant la durée des travaux, les entreprises prennent toutes les dispositions pour éviter tout transfert de polluant ou de charge solide, immédiat ou différé, dans le cours d'eau. Une attention particulière est apportée à la mise en place des bétons afin que les pertes de laitance de ceux-ci ne polluent pas les eaux; les produits susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux sont stockés hors d'atteinte de celles-ci. La maintenance des engins, l'approvisionnement en carburants, huiles et autres produits est faite sur une plate-forme éloignée des zones de cours d'eau ou humides et permettant de contenir une pollution accidentelle.

Le protocole de basculement des effluents vers la nouvelle station doit à minima veiller au maintien du service public de traitement des effluents pendant les phases de travaux et de mise en service. Le descriptif détaillé de ce protocole est envoyé à la DDT - service en charge de la police de l'eau, au moins un mois avant le début des opérations pour validation.

4.13 Début et fin des travaux – Mise en service

Le maître d'ouvrage doit informer le service de police de l'eau des dates de démarrage et de fin des travaux ainsi que de la date de mise en service de l'unité de traitement.

Avant la mise en service de l'unité de traitement, le maître d'ouvrage transmet à la DDT, service en charge de la police de l'eau, un dossier de récolement des travaux.

4.14 Caractère de l'acte

Si, à quelque époque que ce soit, l'administration décidait dans un but d'intérêt général, notamment du point de vue de la lutte contre la pollution des eaux et leur régénération, dans le but de satisfaire ou de concilier les intérêts mentionnés à l'article L 211-1 du code de l'Environnement, de la salubrité publique, de la police et de la répartition des eaux, de modifier d'une manière temporaire ou définitive l'usage des avantages concédés par le présent arrêté, le maître d'ouvrage ne pourrait réclamer aucune indemnité.

Le maître d'ouvrage est et sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir au titre de la police de l'eau.

Article 5 Modifications des prescriptions

Si le maître d'ouvrage veut obtenir la modification de certaines des prescriptions spécifiques applicables à l'installation, il en fait la demande au préfet, qui statue alors par arrêté.

Le silence gardé par l'administration pendant plus de trois mois sur la demande du pétitionnaire vaut décision de rejet.

Article 6 Conformité au dossier et modifications

Les installations, objet du présent arrêté sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et contenu du dossier de déclaration non contraires aux dispositions du présent arrêté.

Toutes modifications apportées aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initial doivent être portées, avant leur réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger le dépôt d'une nouvelle déclaration.

Article 7 Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 8 Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le maître d'ouvrage de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 9 Publication et information des tiers

Les copies du récépissé de déclaration et du présent arrêté sont transmises à la mairie de Saint Méard-de-Gurçon, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois.

Ces informations sont mises à la disposition du public sur le site internet de la préfecture de la Dordogne durant une durée d'au moins 6 mois.

Article 10 Voies et délais de recours

Le présent arrêté est susceptible de recours devant le tribunal administratif de Bordeaux, 9 rue Tastet 33 063 Bordeaux cedex, conformément à l'article R. 514-3-1 du Code de l'environnement :

- 1) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision ;
- 2) par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1) et 2).


Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site internet "www.telerecours.fr".

Article 11 Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Dordogne, le président de la communauté de communes Montaigne Montravel Gurson, le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

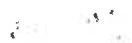
Périgueux le

Le préfet 06 JUIN 2021



Le Chef de service eau, environnement et risques

Céline DELRIEUX



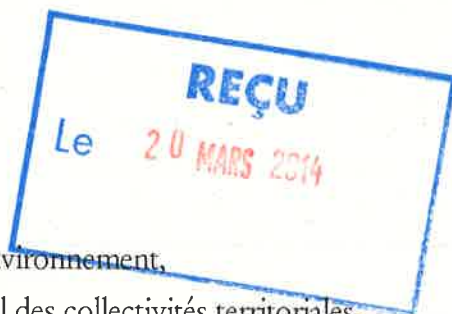
PRÉFET DE LA DORDOGNE

Direction départementale des territoires
Service eau, environnement risques
Service départemental de police de l'eau
Cascade n°24-2013-00128

Arrêté préfectoral portant sur les prescriptions
spécifiques à déclaration
en application de l'article L214-3 du code de l'environnement
relatif au système d'assainissement des eaux usées
du bourg de Saint-Vivien.

Arrêté n° 2014070-0001
du 11 mars 2014

Le Préfet de la Dordogne
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite



Vu le code de l'environnement,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité et aux dispositifs d'assainissement non collectifs recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO₅,

Vu les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Adour-Garonne approuvé le 1 décembre 2009,

Vu le dossier de déclaration au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement déposé le 22 avril 2013, par la commune de Saint-Vivien relatif au système d'assainissement du bourg de Saint-Vivien,

Vu l'avis de l'hydrogéologue agréé sur le dossier de déclaration et son complément en date du 30 novembre 2013,

Vu l'avis de l'Agence Régionale de Santé, délégation territoriale de la Dordogne en date du 5 décembre 2013

Vu l'avis de la commune de Saint-Vivien en date du 3 mars 2014 sur le projet d'arrêté portant les prescriptions spécifiques, avis sollicité par courrier en date du 4 février 2014,

Considérant que la gestion durable et équilibrée de la ressource en eau nécessite de fixer des prescriptions spécifiques complémentaires à l'arrêté du 22 juin 2007 et au dossier de déclaration,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Dordogne,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : Objet de l'arrêté

1.1 Titulaire de l'autorisation et consistance des travaux.

Il est donné acte à Monsieur le Maire de la commune de Saint-Vivien, de sa déclaration, sous réserve du respect des prescriptions spécifiques mentionnées ci-après, concernant l'exploitation du réseau de collecte des eaux usées de la commune de Saint-Vivien et de la station d'épuration située sur le territoire de la commune de Saint-Vivien, section AD n°147, 148 et 149.

Les installations, ouvrages, travaux ou activités doivent être implantés, réalisés et exploités conformément au dossier déposé, aux prescriptions générales de l'arrêté du 22 juin 2007 et aux prescriptions spécifiques mentionnées au présent arrêté.

1.2 Rubriques de la nomenclature "loi sur l'eau".

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement. La rubrique concernée par l'article R.214-1 du code de l'environnement relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
2.1.1.0	Stations d'épuration des agglomérations d'assainissement devant traiter une charge brute de plus de 12 kg/j mais inférieure ou égale à 600 kg/j de DBO5	Déclaration	Arrêté du 22 juin 2007

Les installations de collecte, de traitement et de rejet seront implantées et exploitées conformément :

- aux plans et données techniques figurant au dossier de demande,
- aux dispositions de l'arrêté interministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité et aux dispositifs d'assainissement non collectifs recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5,
- aux prescriptions spécifiques fixées par le présent arrêté.

ARTICLE 2 : Conditions techniques imposées au réseau de collecte.

Le réseau d'eaux usées est de type séparatif. Les réseaux d'eaux pluviales ne doivent pas être raccordés au réseau des eaux usées du système de collecte.

Le permissionnaire met en place le contrôle des installations de raccordement prévu à l'article L1331-3 du code de la santé publique.

Les effluents collectés ne doivent pas contenir :

- des produits susceptibles de dégager, directement ou indirectement après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables,
- des substances nuisant au fonctionnement du système de traitement et à la dévolution finale des boues produites,
- des matières et produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages.

Les postes de refoulement du réseau sont étanches, lestés et équipés de 2 groupes électropompes immergés fonctionnant en alternance. Ils ne comportent pas de trop plein et sont équipés d'une télésurveillance.

ARTICLE 3 : Conditions techniques imposées à la station d'épuration.

Le système de traitement doit être dimensionné, conçu, construit et exploité de telle manière qu'il puisse recevoir et traiter les flux des matières polluantes correspondant à son débit et ses charges de référence.

La capacité retenue est de 250 équivalents habitants, pour un débit journalier de référence de 37.5 m³/j. Les flux de référence sont les suivants :

- DBO5 : Demande biochimique en oxygène sur 5 jours : 15 kg/j
- DCO..... : Demande chimique en oxygène : 30 kg/j
- MES..... : Matières en suspension : 22.5 kg/j
- NTK..... : Azote Kjeldahl : 3,75 kg/j
- PT..... : Phosphore total : 0.5 kg/j.

La filière de traitement retenue est un procédé par filtres plantés de roseaux à 2 étages et d'une zone d'infiltration :

- un dégrilleur manuel,
- un ouvrage d'alimentation fonctionnant par bâchée,
- un premier étage de filtres plantés de roseaux étanche composé de 3 casiers de 100 m² chacun,
- un ouvrage d'alimentation fonctionnant par bâchée,
- un second étage de filtres plantés de roseaux composé de 2 lits de 100 m²,
- un ouvrage de chasse et un regard de répartition,

- une zone d'infiltration de 1000 m² composée de quatre plateaux de 250 m²,
- une noue sinueuse reliée au fossé de bord de voie communale. Cette noue permet d'évacuer les éventuels flux drainés.

La zone d'infiltration est terrassée en remblais de manière à conserver les épaisseurs de limons argileux.

Un fossé de 50 cm de profondeur est réalisé :

- à la périphérie du site de traitement,
- entre les plateaux d'infiltration et la zone d'infiltration.

ARTICLE 4 : Conditions techniques imposées au site de traitement des effluents.

Les ouvrages sont implantés de manière à préserver les habitants et établissements recevant du public des nuisances de voisinage. L'implantation tient compte des extensions prévisibles des ouvrages ou des habitations.

L'ensemble des installations de traitement et de dissipation est délimité par une clôture.

Les ouvrages ou installations sont régulièrement entretenus de manière à garantir le fonctionnement des dispositifs de traitement et de surveillance.

ARTICLE 5 : Conditions techniques imposées au site et au rejet des effluents traités.

En fonctionnement normal, le rejet des eaux traitées est dissipé sur la zone d'infiltration. Le résiduel est drainé et rejeté dans le fossé de bord de voie communale.

La continuité hydraulique du fossé est restaurée le long de la voie communale par mise en place d'un busage sur un linéaire de 200 mètres environ.

ARTICLE 6 : Conditions techniques imposées au rejet des effluents traités.

Au point de contrôle des effluents traités, le pH de l'effluent est compris entre 6 et 8,5.

La couleur de l'effluent ne doit pas provoquer une coloration visible du milieu récepteur. Le rejet doit être exempt de substances de nature à favoriser la manifestation d'odeurs.

L'effluent traité doit respecter, en sortie du 2^e étage de filtres plantés de roseaux, les concentrations suivantes sur échantillon moyen non décanté :

Paramètre :	Concentration maximale
DBO5	25 mg/l
DCO	90 mg/l
MES	30 mg/l
NTK	10 mg/l

Un échantillon moyen journalier est déclaré conforme si ces valeurs sont respectées pour tous les paramètres en sortie du 2^e étage de filtres plantés de roseaux.

ARTICLE 7 : Dispositions techniques imposées aux sous produits.

Le maître d'ouvrage doit prendre toutes dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets et des boues résiduelles produits.

Les déchets, qui ne peuvent pas être valorisés, doivent être éliminés dans des installations réglementées à cet effet dans des conditions permettant d'assurer la protection de l'environnement.

Un plan d'épandage des boues résiduelles est réalisé et fait l'objet d'un dossier de déclaration déposé en préfecture dans les six mois précédant la date du curage des lits plantés de roseaux.

ARTICLE 8 : Surveillance des ouvrages.

Le permissionnaire est tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police de l'eau.

Les agents des services publics chargés de la police de l'eau doivent constamment avoir libre accès aux installations autorisées.

Points de contrôle :

Le permissionnaire prévoit les dispositions nécessaires pour la mesure des charges hydrauliques et polluantes :

- En entrée, un point de prélèvement en aval du dégrillage et un dispositif permettant l'implantation d'un manchon débit-métrique,
- En sortie, un casier lisimétrique sous le deuxième étage, drainé et raccordé à un regard de prélèvement équipé d'une chute de 40 cm et permettant la mise en place d'un manchon débitmétrique.

Le maître d'ouvrage doit permettre en permanence aux personnes mandatées pour l'exécution des mesures et des prélèvements d'accéder aux dispositifs de mesure et de prélèvement.

Programme d'autosurveillance du système de traitement :

L'exploitant ou à défaut le permissionnaire doit mettre en place un programme d'autosurveillance des rejets. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais.

Lors des bilans journaliers, le débit est mesuré en continu sur 24 heures ; les prélèvements sont réalisés de la manière suivante :

- prélèvements en entrée : un échantillon moyen sur 24 h asservi au débit,
- prélèvements en sortie : un échantillon moyen sur 24 h asservi au débit.

La fréquence minimale des mesures est définie ci-après :

- paramètres physico-chimiques en entrée et en sortie de la station d'épuration : 1 mesure tous les deux ans sur les paramètres pH, DBO5, DCO, MES, paramètres azotés et phosphore.

Les bilans 24H sont transmis au format SANDRE à la direction départementale des territoires (service en charge de la police de l'eau) et à l'agence de l'eau.

Programme d'autosurveillance du milieu récepteur :

L'exploitant ou à défaut le permissionnaire doit mettre en place un programme d'autosurveillance de la nappe. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais. Le permissionnaire prévoit les dispositions nécessaires pour la mesure de la qualité des eaux réceptrices :

- En amont de la filière de traitement, un piézomètre d'une profondeur minimale de 6 mètres,
- En aval de la zone d'infiltration, un piézomètre d'une profondeur minimale de 6 mètres.

Les caractéristiques du piézomètre sont suffisantes pour permettre le prélèvement. Le suivi qualitatif de la nappe est réalisé de la manière suivante :

- Prélèvement instantané sur les piézomètres après purge du piézomètre.
- Mesure des paramètres physico-chimiques sur les piézomètres : 1 mesure tous les 6 mois (un en nappe haute et un en nappe basse sur les 2 premières années après la mise en service des ouvrages sur les paramètres pH, DBO5, DCO, MES, paramètres azotés et phosphore. Au bout des 2 années de suivi, si les résultats sont satisfaisants, la périodicité des mesures est portée au même rythme que le suivi du système de traitement.

Le niveau des piézomètres fait l'objet d'un relevé hebdomadaire pendant une durée de deux ans à compter de la mise en service. Ces relevés sont consignés dans le registre d'exploitation de la station. Ces données sont fournies avec le bilan annuel des contrôles de fonctionnement du système d'assainissement.

Contrôle par l'administration :

L'administration se réserve le droit de procéder à des vérifications inopinées. Les frais de ces contrôles sont supportés par l'exploitant ou à défaut par le permissionnaire.

ARTICLE 9 : Entretien des ouvrages.

Le permissionnaire doit constamment entretenir en bon état et à ses frais exclusifs les ouvrages, les terrains occupés ainsi que les ouvrages de rejet, qui doivent toujours être conformes aux conditions de l'autorisation. Cet entretien consiste en particulier à :

- la maintenance des ouvrages réalisés et leur maintien en bon état de propreté,
- le contrôle du développement de la végétation,
- l'enlèvement des dépôts de toute nature.

Le personnel d'exploitation doit avoir reçu une formation à l'exploitation des stations d'épuration.

Le personnel d'exploitation tient à jour un registre mentionnant :

- les incidents survenus et défauts matériels et les mesures prises pour y remédier,
- les procédures à observer par le personnel d'entretien.

Pour tous travaux ou opération de maintenance nécessitant l'arrêt de la station, le permissionnaire prendra avis à l'avance auprès du service chargé de la police de l'eau en précisant la durée prévisible de l'arrêt et les moyens prévus pour limiter l'impact des rejets directs dans le milieu récepteur.

ARTICLE 10 : Phase de travaux.

Pendant la durée des travaux de création du système d'assainissement (canalisations, poste de refoulement et station d'épuration), les entreprises prennent toutes les dispositions pour éviter tout transfert de polluant ou de charge solide, immédiat ou différé dans le cours d'eau.

Une attention particulière est apportée à la mise en place des bétons afin que les pertes de laitance de ceux-ci ne polluent pas les eaux ; les produits susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux sont stockés hors d'atteinte de celles-ci. La maintenance des engins, l'approvisionnement en carburants, huiles et autres produits sont faits sur une plate-forme éloignée des zones de cours d'eau ou humides et permettant de contenir une pollution accidentelle.

Les déblais extraits lors des travaux sur le système d'assainissement (canalisations, poste de refoulement et station d'épuration) sont déposés de manière temporaire ou définitive hors des zones inondables et des zones humides. Le pétitionnaire doit solliciter les autorisations préalables nécessaires à leur utilisation au titre de la loi sur l'eau ou de toutes autres réglementations.

ARTICLE 11 : Plans des réseaux et des ouvrages de traitement.

Le permissionnaire fournit au service chargé de la police de l'eau un dossier de récolement des travaux comprenant le plan des ouvrages de traitement et les plans du réseau de collecte.

Il informe le service de toutes tranches ultérieures à la présente autorisation (réseau et station d'épuration) et fournit les plans de récolement correspondant.

ARTICLE 12 : Caractère de l'acte.

La durée de validité du présent arrêté est de 20 ans.

Si, à quelque époque que ce soit, l'administration décidait dans un but d'intérêt général, notamment du point de vue de la lutte contre la pollution des eaux et leur régénération, dans le but de satisfaire ou de concilier les intérêts mentionnés à l'article L 211-1 du code de l'environnement, de la salubrité publique, de la police et de la répartition des eaux, de modifier d'une manière temporaire ou définitive l'usage des avantages concédés par le présent arrêté, le permissionnaire ne pourrait réclamer aucune indemnité.

Le permissionnaire est et sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir au titre de la police de l'eau.

ARTICLE 13 : Conformité au dossier et modifications.

Les installations, objet du présent arrêté, sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et contenu du dossier de demande de déclaration non contraire aux dispositions du présent arrêté.

En application de l'article R 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des

éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée, avant réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

ARTICLE 14 : Droits des tiers.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 15 : Autres réglementations.

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

ARTICLE 16 : Publication et information des tiers.

Le dossier sera mis à la disposition du public à la mairie de Saint-Vivien pendant un mois au moins dans la commune sur laquelle cette opération doit être réalisée. Le présent arrêté sera affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie de Saint-Vivien.

Ce document sera mis à disposition du public sur le site Internet des services de l'État en DORDOGNE durant une période d'au moins six mois.

ARTICLE 17 : Voies et délais de recours.

Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

ARTICLE 18 : Exécution.

Le secrétaire général de la préfecture de la Dordogne, le maire de la commune de Saint-Vivien, le directeur départemental des territoires (service en charge de la police de l'eau) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Copie de cet arrêté préfectoral est adressée à l'agence de l'eau Adour Garonne, au Conseil Général, au service d'assistance technique à l'épuration et au suivi des eaux.

Périgueux, le 11 mars 2014

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation,

Le chef du service eau, environnement, risques



Philippe Fauchet

PJ : arrêtés de prescriptions générales du 22 juin 2007

Direction départementale des territoires
Service eau, environnement, risques
Pôle police des eaux et milieux aquatiques
DDT/SEER/PEMA/2015/156

Arrêté préfectoral de prescriptions spécifiques à déclaration
en application de l'article L214-3 du code de
l'environnement relatif au système d'assainissement des
eaux usées de Vélines

Préfet de la Dordogne
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité et aux dispositifs d'assainissement non collectifs recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5,

Vu l'arrêté du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5

VU les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Adour-Garonne approuvé le 1 décembre 2009,

VU les conclusions des études diagnostiques des ouvrages du système d'assainissement du bourg de Vélines et des Réaux,

Vu le récépissé de déclaration de la station de traitement des eaux usées des Réaux, délivré le 31 août 2007,

VU le dossier de déclaration relatif à l'extension de la station de traitement des Réaux, au titre de l'article L214-3 du code de l'environnement, déposé par la commune de Vélines le 09 novembre 2015 et enregistré sous le n°24-2015-00422,

VU les observations du pétitionnaire au projet d'arrêté portant les prescriptions spécifiques en date du 16 décembre 2015, avis sollicité par courrier en date du 7 décembre 2015,

CONSIDERANT que la gestion durable et équilibrée de la ressource en eau nécessite de fixer des prescriptions spécifiques complémentaires à l'arrêté du 22 juin 2007 et au dossier de déclaration,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Dordogne,

ARRETE

ARTICLE 1 : Objet de l'arrêté

1.1 Titulaire de l'autorisation et consistance des travaux.

Monsieur le Maire de Vélines est autorisé à exploiter le système d'assainissement de Vélines dont la station d'épuration est implantée sur le territoire de la commune de Vélines, sous réserve du respect des prescriptions spécifiques mentionnées ci-après.

1.2 Rubriques de la nomenclature loi sur l'eau.

Les ouvrages constitutifs de ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L.214-3 du code de l'environnement. Les rubriques concernées par l'article R.214-1 du code de l'environnement relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration sont les suivantes :

<i>Rubrique</i>	<i>Intitulé</i>	<i>Régime</i>	<i>Arrêtés de prescriptions générales correspondant</i>
2.1.1.0	2. 1. 1. 0. Stations d'épuration des agglomérations d'assainissement ou dispositifs d'assainissement non collectif devant traiter une charge brute de pollution organique au sens de l'article R 2224-6 du code général des collectivités territoriales de plus de 12 kg de DBO5, mais inférieure ou égale à 600 kg de DBO5	Déclaration	Arrêté du 22 juin 2007 Arrêté du 21 juillet 2015 à partir du 1 ^{er} janvier 2016
2.1.2.0	2. 1. 2. 0. Déversoirs d'orage situés sur un système de collecte des eaux usées destiné à collecter un flux polluant journalier supérieur à 12 kg de DBO5, mais inférieur ou égal à 600 kg de DBO5 (D).	Déclaration	Arrêté du 22 juin 2007 Arrêté du 21 juillet 2015 à partir du 1 ^{er} janvier 2016

Les installations de collecte, de traitement et de rejet seront implantées et exploitées conformément :

- aux plans et données techniques figurant au dossier initial,
- aux dispositions de l'arrêté interministériel du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité et aux dispositifs d'assainissement non collectifs recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5,

- aux dispositions de l'arrêté interministériel du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 à compter du 1^{er} janvier 2016 pour les dispositions applicables aux stations d'épuration existantes à cette date,
- aux prescriptions spécifiques fixées par le présent arrêté.

ARTICLE 2 : Conditions techniques imposées au réseau de collecte.

Le réseau d'eaux usées est de type séparatif. Les réseaux d'eaux pluviales ne doivent pas être raccordés au réseau des eaux usées du système de collecte.

Les effluents collectés ne doivent pas contenir :

- des produits susceptibles de dégager, directement ou indirectement après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables,
- des substances nuisant au fonctionnement du système de traitement et à la dévolution finale des boues produites,
- des matières et produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages.

Les postes de refoulement du réseau sont étanches, lestés, équipés de 2 groupes électropompes immergés fonctionnant en alternance. Ils sont équipés d'une télésurveillance. Les postes de refoulement du réseau ne comportent pas de trop-plein à l'exception du poste de refoulement du bourg équipé d'un déversoir d'orage.

Le déversoir d'orage du poste de refoulement du bourg est conçu pour éviter les déversements hors situation inhabituelle de forte pluie correspondant à une pluie mensuelle de 1 heure.

ARTICLE 3 : Conditions techniques imposées à la station d'épuration.

Le système de traitement doit être dimensionné, conçu, construit et exploité de telle manière qu'il puisse recevoir et traiter les flux des matières polluantes correspondant à son débit et ses charges de référence.

La capacité de traitement est de 800 équivalents habitants, pour un débit de référence de 140 m³/j. Les flux de référence sont les suivants :

- DBO5 : Demande biochimique en oxygène sur 5 jours : 48 kg/j
- DCO..... : Demande chimique en oxygène : 96 kg/j
- MES..... : Matières en suspension : 72 kg/j
- NTK..... : Azote Kjeldahl : 10 kg/j

La filière de traitement est un procédé de filtres plantés de roseaux à un étage, à écoulement vertical avec rejet des effluents traités dans « La Dordogne ».

La station d'épuration est composée de :

- un ouvrage d'alimentation du 1^{er} étage fonctionnant par bâchée,
- un étage de filtres plantés de roseaux étanche de 960 m² réparti en 12 lits de 80 m² chacun,

- Un poste de relèvement des eaux traitées avec rejet dans « la Dordogne ».

ARTICLE 4 : Conditions techniques imposées au site de traitement des effluents.

Les ouvrages sont implantés à plus de 100 mètres des habitations et des bâtiments recevant du public de manière à préserver les riverains des nuisances de voisinage et des risques sanitaires. Cette implantation tient compte des extensions du système d'assainissement ainsi que des nouvelles zones d'habitations ou d'activités prévues dans les documents d'urbanisme en vigueur à la date du dépôt du dossier de déclaration.

L'ensemble des installations de traitement est délimité par une clôture.

ARTICLE 5 : Conditions techniques imposées au site et au rejet des effluents traités.

La dissipation des effluents est réalisée par rejet des eaux traitées dans « La Dordogne ». La conduite de rejet est équipée d'un clapet anti-retour. La berge est aménagée de manière à éviter l'érosion au droit du rejet. La végétation de berge est préservée et un aménagement paysager au droit du rejet est préconisé si la végétation de berge est détériorée lors de la phase de chantier. L'intervention est réalisée depuis la berge du cours d'eau.

ARTICLE 6 : Conditions techniques imposées au rejet des effluents traités.

Au point de contrôle des effluents traités, le pH de l'effluent est compris entre 6 et 8,5. Leur température est inférieure à 25°C.

L'effluent traité doit respecter en sortie de la filière de traitement les performances suivantes sur échantillon moyen journalier non décanté :

Paramètres :	Concentration :		Rendement	Valeurs rédhibitoires
DBO5	35 mg/l	ou	60 %	70 mg/l
DCO	200 mg/l	ou	60 %	400 mg/l
MES			50 %	85 mg/l

Un échantillon moyen journalier est déclaré conforme si ces valeurs sont respectées pour tous les paramètres en sortie de traitement.

ARTICLE 7 : Programme de réhabilitation des ouvrages et calendrier de réalisation

Les travaux de réhabilitation du réseau de collecte doivent permettre de réduire les apports d'eaux parasites et de maintenir les débits collectés à une valeur inférieure au débit de référence du système d'assainissement fixé à 140 m³/j hors situations exceptionnelles.

Le permissionnaire réalise le programme de réhabilitation des réseaux défini lors de l'étude diagnostique conformément au tableau ci-dessous :

N °	Localisation des travaux
1	Renouvellement du réseau de collecte des eaux usées le long de la RD11 du carrefour du collège au carrefour avec la RD32.
2	Réhabilitation du réseau de collecte des eaux usées dans le bourg conformément au plan de réseau annexé au dossier de déclaration.
3	Transfert des effluents du bourg vers la station de traitement des Réaux.

Les ouvrages de la station de traitement du bourg sont détruits. Le site comportant le nouveau poste de refoulement du bourg et la lagune de finition transformée en bassin de surverse du trop-plein du poste de refoulement est clôturé.

Dans un délai de un an à compter de la mise en service de l'extension de la station d'épuration des Réaux, les boues contenues dans les ouvrages de traitement et dans la lagune du bourg sont évacués et font l'objet d'une valorisation. Le permissionnaire dépose dans un délai de six mois à compter de la date du présent arrêté le dossier de déclaration relatif à l'épandage de ces boues.

ARTICLE 8 : Dispositions techniques imposées aux sous-produits.

Le maître d'ouvrage doit prendre toutes dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets et des boues résiduelles produites.

Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés doivent être éliminés dans des installations réglementées à cet effet dans des conditions permettant d'assurer la protection de l'environnement.

Les boues issues de la filière de traitement des Réaux sont évacuées en valorisation agricole sur la base d'un plan d'épandage des boues inclus dans le dossier de déclaration déposé auprès du service en charge de la police de l'eau.

ARTICLE 9 : Surveillance des ouvrages.

Le permissionnaire est tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police de l'eau.

Les agents des services publics chargés de la police de l'eau doivent constamment avoir libre accès aux installations autorisées.

Points de contrôle : Le permissionnaire prévoit les dispositions nécessaires pour la mesure des charges hydrauliques et polluantes :

- En entrée : un débitmètre installé sur le refoulement du poste général,
- En sortie : un canal de comptage équipé des dispositifs permettant l'enregistrement des volumes journaliers.

- Sur le trop plein du poste de refoulement du bourg : une sonde piézométrique et caisson calibré permettant la mesure des volumes journaliers déversés.

Le maître d'ouvrage doit permettre en permanence aux personnes mandatées pour l'exécution des mesures et prélèvements d'accéder aux dispositifs de mesure et de prélèvement.

Programme d'autosurveillance des rejets :

L'exploitant ou à défaut le permissionnaire doit mettre en place un programme d'autosurveillance des rejets. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais.

Les volumes journaliers en entrée, en sortie et en by-pass du poste de refoulement du bourg font l'objet d'un enregistrement.

Lors des bilans journaliers, le débit est mesuré en continu sur 24 heures et les prélèvements sont réalisés de la manière suivante :

- prélèvements en entrée : un échantillon moyen sur 24 h asservi au débit,
- prélèvements en sortie : un échantillon moyen sur 24 h asservi au débit.

L'analyse porte sur les paramètres pH, Température, MES, DBO5, DCO, NH4, NTK, NO2, NO3 et Ptot. La fréquence minimale des mesures est de un par an.

Transmission des résultats :

Le permissionnaire est tenu d'adresser les résultats de l'autosurveillance de la station d'épuration, y compris les volumes journaliers, dans le délai d'un mois à compter de leur obtention au service chargé de la police des eaux et à l'agence de l'eau au format informatique de données SANDRE

Le permissionnaire adresse avant le 1^{er} mars de chaque année, un bilan de fonctionnement du système d'assainissement de l'année précédente au service chargé de la police des eaux et à l'agence de l'eau.

Contrôle par l'administration :

L'administration se réserve le droit de procéder à des vérifications inopinées. Les frais de ces contrôles sont supportés par l'exploitant ou à défaut par le permissionnaire.

ARTICLE 10 : Entretien des ouvrages.

Le permissionnaire doit constamment entretenir en bon état et à ses frais exclusifs les ouvrages, les terrains occupés ainsi que les ouvrages de rejet, qui doivent toujours être conformes aux conditions de l'autorisation.

Cet entretien consiste en particulier à :

- la maintenance des ouvrages de collecte et de traitement et leur maintien en bon état de fonctionnement et de propreté,
- le contrôle du développement de la végétation,
- l'enlèvement des dépôts de toute nature.

Le personnel d'exploitation doit avoir reçu une formation à l'exploitation des stations d'épuration

Le personnel d'exploitation tient à jour un registre mentionnant :

- les incidents survenus et les défauts matériels ainsi que les mesures prises pour y remédier,
- les procédures à observer par le personnel d'entretien.

Pour tous travaux ou opération de maintenance nécessitant l'arrêt de la station, le permissionnaire prend avis à l'avance auprès du service chargé de la police de l'eau en précisant la durée prévisible de l'arrêt et les moyens prévus pour limiter l'impact des rejets directs dans le milieu récepteur.

ARTICLE 11 : Phase de travaux.

Pendant la durée des travaux, les entreprises prennent toutes les dispositions pour éviter tout transfert de polluant ou de charge solide, immédiat ou différé, dans le cours d'eau. Une attention particulière est apportée à la mise en place des bétons afin que les pertes de laitance de ceux-ci ne polluent pas les eaux ; les produits susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux sont stockés hors d'atteinte de celles-ci. La maintenance des engins, l'approvisionnement en carburants, huiles et autres produits est faite sur une plate-forme éloignée des zones de cours d'eau ou humides et permettant de contenir une pollution accidentelle.

ARTICLE 12 : Plans des ouvrages exécutés.

Le permissionnaire fournit au service chargé de la police de l'eau un dossier de récolement des travaux.

ARTICLE 13 : Caractère de l'acte.

Si, à quelque époque que ce soit, l'administration décidait dans un but d'intérêt général, notamment du point de vue de la lutte contre la pollution des eaux et leur régénération, dans le but de satisfaire ou de concilier les intérêts mentionnés à l'article L 211-1 du code de l'environnement, de la salubrité publique, de la police et de la répartition des eaux, de modifier d'une manière temporaire ou définitive l'usage des avantages concédés par le présent arrêté, le permissionnaire ne pourrait réclamer aucune indemnité.

Le permissionnaire est et sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir au titre de la police de l'eau.

ARTICLE 14 : Conformité au dossier et modifications.

Les installations, objet du présent arrêté, sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et dispositions prévues au dossier de demande de déclaration et à la note complémentaire, non contraire aux dispositions du présent arrêté.

En application de l'article R 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, avant réalisation, à la connaissance du préfet qui peut exiger une

ARTICLE 15 : Droits des tiers.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 16 : Autres réglementations.

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

ARTICLE 17 : Publication et information des tiers.

Le présent arrêté est affiché pendant une durée minimale d'un mois à la mairie de Vélines.

Ce document sera mis à disposition du public sur le site Internet des services de l'Etat en Dordogne durant une période d'au moins six mois.

ARTICLE 18 : Voies et délais de recours.

Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif :

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service ;
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

ARTICLE 19 : Exécution.

Le secrétaire général de la préfecture de la Dordogne, le maire de la commune de Vélines, le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire est notifié au maire de Vélines, permissionnaire.

Copie de cet arrêté préfectoral est adressé à l'ONEMA, à l'agence de l'eau Adour Garonne, au conseil général et au service d'assistance technique à l'épuration et au suivi des eaux.

Périgueux, le 07/01/2016

Pour le Préfet,
Le Chef du service eau, environnement et
risques



Philippe FAUCHET



PRÉFÈTE DE LA DORDOGNE

Direction Départementale des Territoires
Service Eau Environnement et Risques
Police de l'Eau - Gestion de la Ressource
en Eau

Arrêté n°DDT/SEER/GRE/2018/05
portant prescriptions spécifiques à déclaration relative au
système d'assainissement des eaux usées de Villefranche-de-Lonchat
commune de Villefranche-de-Lonchat

La Préfète de la Dordogne
Chevalier de l'ordre national du mérite

Vu le code de l'Environnement ;

Vu le code Général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté du 21 juillet 2015 modifié relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;

Vu les dispositions du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Adour-Garonne ;

Vu le dossier de déclaration déposé par la Communauté de communes de Montaigne Montravel et Gurson au titre de l'article L. 214-3 du Code de l'environnement, reçu le 11 octobre 2017, enregistré sous le n° 24-2017-00441 et relatif au système d'assainissement de Villefranche-de-Lonchat d'une capacité de 515 Equivalents-Habitants (EH) ;

Vu le dossier des pièces présentées à l'appui du dit projet ;

Vu le projet d'arrêté adressé pour observation au pétitionnaire le 06 décembre 2017 ;

CONSIDERANT qu'il est nécessaire d'imposer des prescriptions particulières à l'opération projetée, visant à garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Dordogne ;

A R R E T E

Article 1 : Objet de l'arrêté

1.1 : Titulaire de l'autorisation et consistance des ouvrages

La Communauté de communes de Montaigne Montravel et Gurson est autorisée en application de l'article L.214-3 du Code de l'environnement, sous réserve du respect des prescriptions énoncées aux articles suivants, à :

- procéder à la création de la station de traitement des eaux usées de Villefranche-de-Lonchat, d'une capacité de **515 EH**, située sur la commune de Villefranche-de-Lonchat et en vue de traiter les effluents provenant de cette même commune,
- procéder au rejet des effluents traités dans le cours d'eau « le Léchout ».

1.2 : Rubriques de la nomenclature loi sur l'eau

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du Code de l'environnement. La rubrique définie au tableau annexé à l'article R. 214-1 du Code de l'environnement concernées par cette opération est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondants
2.1.1.0	Stations d'épuration des agglomérations d'assainissement ou dispositifs d'assainissement non collectif devant traiter une charge brute de pollution organique au sens de l'article R.2224-6 du code général des collectivités territoriales, supérieure à 12 kg de DBO5, mais inférieure ou égale à 600 kg de DBO5.	Déclaration	Arrêté ministériel du 21 juillet 2015

Article 2 : Prescriptions générales

Les installations de collecte, de traitement et de rejet sont implantées et exploitées conformément :

- aux plans et données techniques figurant au dossier initial,
- aux dispositions de l'arrêté interministériel du 21 juillet 2015 susvisé, ou par des textes en vigueur plus récents.

Article 3 : Prescriptions spécifiques

Le maître d'ouvrage doit respecter les prescriptions spécifiques suivantes :

3.1 : Système de collecte des effluents bruts

Le réseau de collecte est de type séparatif. Les réseaux d'eaux pluviales ne doivent pas être raccordés au réseau des eaux usées du système de collecte.

Les effluents collectés ne doivent pas contenir :

- des produits susceptibles de dégager, directement ou indirectement après mélange avec d'autres effluents, des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables,
- des substances nuisant au fonctionnement du système de traitement et à la dévolution finale des boues produites,
- des matières et produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages.

Les postes de refoulement du réseau sont étanches, lestés, équipés de 2 groupes électropompes immergés fonctionnant en alternance. Ils ne comportent pas de trop plein et sont équipés d'une télésurveillance.

3.2 : Caractéristiques de la station de traitement des eaux usées :

La station de traitement eaux usées de Villefranche-de-Lonchat se situe au lieu-dit « Pont La Peyre », sur la commune de Villefranche-de-Lonchat.

Le rejet des effluents traités s'effectue dans le ruisseau « le Léchout ».

Les coordonnées du dispositif de traitement des eaux usées et du rejet sont les suivantes (Lambert 93) :

	Station	Rejet
X (m)	468 361	468 372
Y (m)	6 431 012	6 430 964

La capacité de traitement est de **515 EH**, pour un débit nominal de **105 m³/j**.

Les flux de référence sont les suivants :

- Débit de pointe : 10 m³/h
- DBO5 : Demande biochimique en oxygène sur 5 jours : 30,9 kg/j
- DCO : Demande chimique en oxygène : 61,8 kg/j
- MES : Matières en suspension : 46,35 kg/j
- NTK : Azote Kjeldahl : 7,73 kg/j
- PT : Phosphore total : 2,06 kg/j

La filière eau est de type bioréacteur à membrane ; elle comporte les ouvrages suivants :

- prétraitement par tamis rotatif de 2 mm
- bassin tampon
- dessablage et dégraissage
- un bassin biologique composé de 2 modules membranaires
- un bassin de stockage des boues issues de la filière de traitement

- une canalisation de rejet jusqu'au Léchout assurant le rejet des effluents traités

3.3 : Conditions techniques imposées au site de traitement des effluents

Les ouvrages sont implantés de manière à préserver les habitants et établissements recevant du public des nuisances de voisinage. L'implantation tient compte des extensions prévisibles des ouvrages ou des habitations.

L'ensemble des installations de traitement est délimité par une clôture.

Les ouvrages ou installations sont régulièrement entretenus de manière à garantir le fonctionnement des dispositifs de traitement et de surveillance.

3.4 : Niveau de rejet :

En dehors des situations inhabituelles décrites à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 modifié, le rejet de la station de traitement des eaux usées doit respecter les valeurs indiquées dans le tableau ci-dessous.

Il ne doit pas contenir de substances de nature à favoriser la manifestation d'odeurs. Son pH doit être compris entre 6 et 8,5 et sa température être inférieure à 25°C.

Paramètres	Concentration à ne pas dépasser
DBO ₅	5 mg/l
DCO	35 mg/l
MES	5 mg/l
NTK	5 mg/l
NH ₄ ⁺	2,8 mg/l
Pt	5 mg/l

Le nombre et la fréquence de mesures d'auto-surveillance sont définis par l'arrêté ministériel en vigueur.

Un échantillon moyen journalier est déclaré conforme si ces valeurs sont respectées pour tous les paramètres en sortie de traitement.

Le dépassement de ces valeurs fait l'objet d'une justification systématique et immédiate auprès de la DDT-service en charge de la police de l'eau, accompagnée d'un descriptif des actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

3.5 : Dispositions techniques imposées aux sous-produits

Les boues sont extraites soit du bassin biologique soit de la zone de filtration membranaire et sont envoyées vers un silo de stockage agité qui permet leur épaissement, d'une capacité de 6 mois.

Le maître d'ouvrage doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets et des boues résiduaires produits.

Les déchets, qui ne peuvent pas être valorisés, doivent être éliminés dans des installations réglementées à cet effet dans des conditions permettant d'assurer la protection de l'environnement.

Après traitement, les boues sont évacuées vers un site de traitement agréé ou épandues selon un plan d'épandage faisant l'objet d'un dossier de déclaration déposé en préfecture au moins six mois avant la période prévue.

3.6 : Surveillance de la qualité du rejet

Les agents des services publics chargés de la police de l'eau doivent constamment avoir libre accès aux installations autorisées.

3.6.1. Contrôle de la filière de traitement

Le maître d'ouvrage prévoit les dispositions nécessaires pour la mesure des charges hydrauliques et polluantes :

Points de contrôle :

- En entrée : un débitmètre électromagnétique installé sur le refoulement du poste général situé en amont de la filière de traitement,
- En sortie : un regard de prélèvement en sortie de traitement permettant la mise en place d'un manchon débitmétrique.

Le maître d'ouvrage doit permettre en permanence aux personnes mandatées pour l'exécution des mesures et des prélèvements d'accéder aux dispositifs de contrôle.

3.6.2. Programme d'autosurveillance du système de traitement

Le maître d'ouvrage met en place un programme d'autosurveillance des rejets. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais.

La fréquence minimale, les paramètres et le type de mesure à réaliser sont décrits dans l'arrêté ministériel en vigueur.

Lors des bilans journaliers, le débit est mesuré en continu sur 24 heures (bilans 24h). Les prélèvements sont réalisés de la manière suivante :

- prélèvements en entrée : un échantillon moyen sur 24 h asservi au débit,
- prélèvements en sortie : un échantillon moyen sur 24 h asservi au débit.

3.7 : Transmission des données d'autosurveillance

Les bilans 24H et les volumes journaliers sont transmis au format SANDRE à la Direction Départementale des Territoires (DDT) - service en charge de la police de l'eau, et à l'agence de l'eau, dans un délai d'un mois suivant leur production. Dans le cas d'un dépassement des valeurs limites fixées dans cet arrêté, l'information est immédiate et accompagnée de commentaires sur les causes de dépassements ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

3.8 : Jugement de conformité du système d'assainissement :

Chaque année, la DDT - service en charge de la police de l'eau vérifie la conformité du système d'assainissement, au cours de l'année précédente, au regard des réglementations qui lui sont applicables. Est ainsi établie la conformité ou la non conformité du système

d'assainissement au regard de la directive européenne Eaux Résiduaires Urbaines (ERU) du 21/05/1991 d'une part et au regard de la réglementation locale, imposée par le présent arrêté préfectoral, d'autre part.

Le jugement de la conformité annuelle du système d'assainissement porte sur les équipements du système de traitement et ses performances épuratoires.

La conformité est établie en fonction du percentile 95 des débits arrivant à la station de traitement des eaux usées sur une période de 5 années (si possible). Cette valeur est définie telle que 95 % des valeurs sont en dessous et 5 % sont au dessus.

3.9 : Production documentaire

- Autosurveillance

Le maître d'ouvrage est tenu d'adresser les résultats de l'autosurveillance de la station de traitement des eaux usées, y compris les volumes journaliers, dans le délai d'un mois à compter de leur obtention à la DDT - service en charge de la police de l'eau et au format informatique de données SANDRE.

La fréquence minimale, les paramètres et le type de mesure à réaliser sont décrits dans l'arrêté ministériel en vigueur.

- Cahier de vie

Le maître d'ouvrage du système d'assainissement rédige et tient à jour un cahier de vie, tel que défini à l'article 20 point II de l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015.

Ce cahier de vie comporte a minima les éléments listés à l'article 20 point II de l'arrêté ministériel du 21/07/2015.

- Bilan de fonctionnement du système d'assainissement

Le maître d'ouvrage du système d'assainissement adresse, avant le 1^{er} mars de chaque année, au service en charge du contrôle et à l'agence de l'eau, le bilan de fonctionnement du système d'assainissement de l'année précédente.

Le bilan de fonctionnement comporte a minima les éléments listés à l'article 20 point II de l'arrêté ministériel du 21/07/2015.

3.10 : Contrôle par l'administration

L'administration se réserve le droit de procéder à des vérifications inopinées. Les frais de ces contrôles sont supportés par l'exploitant ou à défaut par le permissionnaire.

3.11 : Entretien des ouvrages

Le maître d'ouvrage doit constamment entretenir en bon état et à ses frais exclusifs les ouvrages, les terrains occupés ainsi que les ouvrages de rejet, qui doivent toujours être conformes aux conditions de l'autorisation. Cet entretien consiste en particulier en :

- la maintenance des ouvrages de collecte et de traitement et leur maintien en bon état de fonctionnement et de propreté,
- le contrôle du développement de la végétation et notamment en cas de détection d'ambrosie (plante invasive dont le pollen est très allergisant), celle-ci doit être systématiquement détruite (en prenant certaine précaution comme le port de gants en cas d'arrachage) avant le démarrage de sa floraison en juillet,

- l'enlèvement des dépôts de toute nature.

Le personnel d'exploitation doit avoir reçu une formation à l'exploitation des stations de traitement des eaux usées.

Pour tous travaux ou opération de maintenance nécessitant l'arrêt de la station, le permissionnaire prend avis à l'avance auprès de la DDT, service en charge de la police de l'eau en précisant la durée prévisible de l'arrêt et les moyens prévus pour limiter l'impact des rejets directs dans le milieu récepteur.

3.12 : Phase de travaux

Pendant la durée des travaux, les entreprises prennent toutes les dispositions pour éviter tout transfert de polluant ou de charge solide, immédiat ou différé, dans le cours d'eau. Une attention particulière est apportée à la mise en place des bétons afin que les pertes de laitance de ceux-ci ne polluent pas les eaux; les produits susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux sont stockés hors d'atteinte de celles-ci. La maintenance des engins, l'approvisionnement en carburants, huiles et autres produits est faite sur une plate-forme éloignée des zones de cours d'eau ou humides et permettant de contenir une pollution accidentelle.

3.13 : Plans des ouvrages exécutés

Le maître d'ouvrage tient à disposition de la DDT, service en charge de la police de l'eau un dossier de récolement des travaux.

Article 4 : Caractère de l'acte

Si, à quelque époque que ce soit, l'administration décidait dans un but d'intérêt général, notamment du point de vue de la lutte contre la pollution des eaux et leur régénération, dans le but de satisfaire ou de concilier les intérêts mentionnés à l'article L 211-1 du Code de l'environnement, de la salubrité publique, de la police et de la répartition des eaux, de modifier d'une manière temporaire ou définitive l'usage des avantages concédés par le présent arrêté, le maître d'ouvrage ne pourrait réclamer aucune indemnité.

Le maître d'ouvrage est et sera tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir au titre de la police de l'eau.

Article 5 : Modifications des prescriptions

Si le maître d'ouvrage veut obtenir la modification de certaines des prescriptions spécifiques applicables à l'installation, il en fait la demande au préfet, qui statue alors par arrêté.

Le silence gardé par l'administration pendant plus de trois mois sur la demande du pétitionnaire vaut décision de rejet.

Article 6 : Conformité au dossier et modifications

Les installations, objet du présent arrêté sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et contenu du dossier de déclaration non contraires aux dispositions du présent arrêté.

Toutes modifications apportées aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initial doivent être portées, avant leur réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger le dépôt d'une nouvelle déclaration.

Article 7 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 8 : Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le maître d'ouvrage de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Article 9 : Publication et information des tiers

Les copies du récépissé de déclaration et du présent arrêté sont transmises à la mairie de Villefranche-de-Lonchat et au siège de la Communauté de communes de Montaigne Montravel et Gurson, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois.

Ces informations sont mises à la disposition du public sur le site internet de la préfecture de la Dordogne durant une durée d'au moins 6 mois.

Article 10 : Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif devant le tribunal administratif de Bordeaux, 9 rue Tastet, 33 0 63 bordeaux cedex :

- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision ;
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Article 11 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Dordogne, le président de la Communauté de communes de Montaigne Montravel et Gurson, le Directeur Départemental des Territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Périgueux, le 05 FEV. 2018

Pour la Préfète et par délégation

~~Le chef de service eau,~~
environnement, risques

Philippe FAUCHET

SOUS PREFECTURE DE BERGERAC
Date de réception de l'AR: 30/11/2021
024-200034197-20211129-DE_2021_083-DE

COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL ET GURSON



DELEGATION DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

ANNEXE 10

PROGRAMME D'ANALYSES

**SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF****PROGRAMME D'AUTOSURVEILLANCE**

Les bilans d'autosurveillance sont réalisés par le SATESE. La réalisation suit toujours la même procédure. Les prélèvements sont effectués par le biais d'un préleveur d'échantillons.

Les prélèvements sont asservis au débit d'entrée de la station.

L'échantillon final sera ainsi représentatif de la qualité de l'effluent collecté et traité par la station.

Le bilan d'autosurveillance est réalisé sur 24h.

Ci-dessous les fréquences de réalisation des bilans d'autosurveillance :

COMMUNE	OUVRAGE	CODE SANDRE	FREQUENCE
BONNEVILLE	STEP DE BONNEVILLE	0524048V001	1 tous les deux ans
LAMOTHE MONTRAVEL	STEP DE LAMOTHE MONTRAVEL	0524226V001	annuel
MONTAZEAU	STEP BOURG - LES GRIMARDS	0524288V001	1 tous les deux ans
MONTCARET	STEP DE MONTCARET	0524289V001	annuel
SAINT ANTOINE DE BREUILH	STEP DE SAINT ANTOINE DE BREUILH	0524370V001	2 par an
SAINT MARTIN DE GURSON	STEP DE SAINT MARTIN DE GURSON	0524454V001	1 tous les deux ans
SAINT MEARD DE GURSON	STEP de SAINT MEARD DE GURSON	0524461V001	1 tous les deux ans
SAINT VIVIEN	STEP DE SAINT VIVIEN	0524514V001	1 tous les deux ans
VELINES	STEP DE VELINES	0524568V003	annuel
VILLEFRANCHE DE LONCHAT	STEP DE VILLEFRANCHE DE LONCHAT	0524584V002	annuel
NOMBRE ANNUEL DE BILANS D'AUTOSURVEILLANCE			8.5

Concernant les analyses à réaliser pour les boues, elles se classent en 2 catégories selon le type de station d'épuration :

- ✓ Pour les stations produisant annuellement des boues, les analyses sont faites par lot et prises en compte dans le bilan du suivi agronomique de traitement des boues.
- ✓ Pour les lits macrophytes, les analyses de boues seront mises en œuvre lors des opérations d'évacuation qui seront programmées suivant le niveau de saturation de chaque site.

COMMUNAUTE DE COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL ET GURSON



DELEGATION DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

ANNEXE 11

CONVENTION DE FACURATION

DEPARTEMENT DE LA DORDOGNE



CONVENTION POUR LE RECOUVREMENT DES REDEVANCES DU SERVICE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF DE LA COMMUNAUTE DES COMMUNES MONTAIGNE MONTRAVEL GURSON COMPRENANT LES COMMUNES SUIVANTES

BONNEVILLE

LAMOTHE MONTRAVEL

MONTAZEAU

MONTCARET

SAINT ANTOINE DE BREUILH

SAINT MEARD DE GURSON

SAINT SEURIN DE PRAT

SAINT VIVIEN

VELINES

Entre :

La Communauté de Communes Montaigne Montravel et Gurson désignée ci-après par « la collectivité », a par délibération en date du __/__/2022, autorisé Monsieur Thierry BOIDE, Président, à signer la présente convention avec :

La société SUEZ Eau France dont le siège social est à TOUR CB 21, 16 Place de l'Iris 92040 PARIS LA DEFENSE, au capital de 422 224 040 €, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTERRE sous le numéro B410 034 607, représentée par agissant en qualité de Directeur de l'Agence Périgord Limousin Charentes, dénommée « le concessionnaire eau »,

d'une part

et :

La société AGUR au capital de 700 000 € dont le siège administratif est 5 rue de la feuillée – 64100 BAYONNE et ayant comme numéro d'identification 387 729 965 RCS Bayonne, dont le représentant est M. Jean Christophe MAYSTRE, et désignée dans ce qui suit par l'appellation : « La société AGUR»

d'autre part

Il a été exposé ce qui suit :

La société SUEZ Eau France assure, aux termes d'un contrat de délégation de service public avec le **Syndicat Mixte des Eaux de la Dordogne** ayant pris effet le 01/01/2020, l'exploitation du service de distribution publique d'eau potable des communes du **Comité Territorial de VELINES**.

La société AGUR assure, aux termes d'un contrat de délégation de service public avec la **Communauté de communes MONTAIGNE MONTRAVEL et GURSON** ayant pris effet au 01/01/2022, l'exploitation du service public d'assainissement collectif de son territoire et notamment des communes de BONNEVILLE, LAMOTHE MONTRAVEL, MONTAZEAU, MONTCARET, SAINT ANTOINE DE BREUILH, SAINT MEARD DE GURSON, SAINT SEURIN DE PRAT, SAINT VIVIEN, VELINES.

En application des dispositions des articles R.2224-19 à R.2224-19-11 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et L.1331-8 du Code de la Santé Publique, il a été institué une redevance d'assainissement collectif. Par ailleurs, en application de l'article R 2224-19-7 du CGCT et du décret N°2007-1339 du 11/09/2007, la collectivité a souhaité que le recouvrement de la redevance d'assainissement collectif soit effectué sur la même facture que celle du service de distribution publique d'eau potable : la facture des usagers relative à l'assainissement collectif se compose d'une redevance semestrielle à percevoir avec la facture d'eau émise au mois de Juillet.

Ceci ayant été exposé, il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la présente convention et définitions

La présente convention a pour objet de fixer les obligations respectives des sociétés SUEZ Eau France et AGUR.

A cet effet, les parties s'accordent sur les définitions suivantes pour l'application de la présente convention :

Branchement eau potable de référence : branchement eau potable utilisé pour établir le volume facturé.

Branchement assainissement : dispositif raccordant la boîte de raccordement à la canalisation publique d'assainissement. Le branchement est raccordé quand les installations privées sont raccordées (conformément à la réglementation) à la boîte de raccordement,

Date de mise en service : date à partir de laquelle le client est redevable de la redevance d'assainissement collectif, c'est-à-dire, date à laquelle il est raccordé ou raccordable au réseau d'assainissement.

Redevance d'assainissement collectif : redevance à percevoir auprès des redevables pour le compte de la collectivité et de la société AGUR.

SI : Système d'Information de gestion clientèle.

La présente convention fixe les conditions générales de recouvrement des sommes prévues à l'alinéa précédent auprès des clients :

- ayant un branchement raccordé à l'assainissement collectif et un branchement eau potable de référence géré par la société SUEZ Eau France,
- ayant la même périodicité de facturation que celle applicable pour l'eau potable.

La collectivité et la société AGUR chargent la société SUEZ Eau France, qui l'accepte, de recouvrer pour son compte la redevance d'assainissement collectif aux conditions suivantes.

Article 2 : Gestion des données des clients redevables

A l'entrée en vigueur de la présente convention la société AGUR communique à la société SUEZ Eau France les données en sa possession relatives au service de l'assainissement collectif.

La société AGUR est seule responsable de l'établissement de la liste initiale des clients redevables.

Elle remet à la SUEZ Eau France les données suivantes :

- Adresse du branchement eau potable de référence,
- Nom et adresse du client,
- Nom et adresse du propriétaire,
- Date de raccordement à la boîte de branchement

La société SUEZ Eau France communique, au plus tard le 30 Octobre de chaque année à la société AGUR les données des abonnés (adresse de branchement, **coordonnées GPS du branchement**, nom et adresse de l'abonné, adresse mail, dates et index des 3 dernières années, consommation en eau sur 12 mois) de son SI mises à jour, la transmission des données s'effectue par fichier électronique sous format Excel ou équivalent conformément au fichier annexé à la présente convention.

La société AGUR assure la mise à jour du fichier des abonnés une fois par an sur la base du listing des abonnés eau potable qui lui sera remis par SUEZ Eau France à cette occasion.

La société SUEZ Eau France communique à la demande de la société AGUR ou de la CDC Montaigne Montravel et Gurson à l'issue de chaque cycle de facturation, les données de son SI mises à jour. La transmission des données s'effectue par fichier électronique sous format Excel ou équivalent.

Toute demande de transmission complémentaire du concessionnaire assainissement au concessionnaire eau fait l'objet d'un devis et d'une facturation spécifiques.

Article 3 : Facturation des redevances d'assainissement collectif

La société AGUR est seule responsable du calcul des tarifs et de la collecte des redevances applicables au service de l'assainissement collectif. La société SUEZ Eau France calcule le montant de la redevance due par le client au titre de l'assainissement collectif. Elle porte ce montant sur la même facture que celle afférente aux sommes dues au titre de la fourniture d'eau potable mais séparément de ces sommes, conformément à la réglementation. Elle fait figurer les coordonnées (adresse et n° de téléphone) du point d'accueil de la collectivité. Elle met en recouvrement les factures ainsi complétées.

La société SUEZ Eau France établit les factures aux périodes prévues dans son contrat de délégation du service public de l'eau.

La société SUEZ Eau France ne peut être tenue pour responsable des retards à la facturation ou à l'encaissement qui seraient occasionnés par des causes indépendantes de sa gestion propre, par exemple par un retard à l'approbation des tarifs appliqués. Elle n'a, en aucun cas, à établir une facturation provisoire ni une facturation spéciale pour les redevances d'assainissement collectif.

Article 4 : Versement du produit des redevances d'assainissement collectif

La société AGUR informe la société SUEZ Eau France de la situation vis-à-vis de l'assujettissement à la TVA.

La société SUEZ Eau France encaisse les redevances d'assainissement collectif en même temps que les sommes relatives à l'eau.

Les redevances d'assainissement collectif sont facturées et reversées par la société SUEZ Eau France à la société AGUR dans les conditions fixées au contrat d'affermage du service d'eau potable et rappelée ci-dessous :

Part perçue pour le compte de La société AGUR

La société SUEZ Eau France est tenue de percevoir pour le compte de la collectivité et de la société AGUR auprès des abonnés la part de la collectivité et de la société AGUR s'ajoutant à sa rémunération propre.

La société AGUR notifie au délégataire le tarif 1 mois avant la période de facturation. En l'absence de cette notification dans ce délai, le délégataire peut soit appliquer le nouveau tarif, soit reconduire le tarif de l'année précédente.

La part revenant à La société est reversée dans les conditions suivantes :

- le 15 mars de l'année n :
90 % du montant des factures émises entre le 1^{er} août de l'année (n-1) et le 31 janvier de l'année n, hors factures de régularisation et hors factures des abonnés mensualisés,
le solde des montants encaissés au 1^{er} mars au titre des périodes précédentes, hors factures des abonnés mensualisés,
paiements fractionnés : les sommes prélevées des mois d'octobre de l'année n-1 à février de l'année n,
- le 15 septembre de l'année n :
90 % du montant des factures émises entre le 1^{er} février de l'année n et le 31 juillet de l'année n, hors factures de régularisation et hors factures des abonnés mensualisés,
le solde des montants encaissés au 1^{er} septembre au titre des périodes précédentes, hors factures des abonnés mensualisés,
paiements fractionnés : les sommes prélevées des mois d'avril à août de l'année n.

Chaque versement sera accompagné d'une note justificative donnant :

- Le montant et l'assiette des factures émises pour chaque période d'abonnement,
- Le détail des montants encaissés reversés en distinguant abonnement et période d'abonnement

Le non-respect par le délégataire des dates de facturation n'entraîne pas de décalage dans l'assiette et les dates de reversement.

Toute somme non versée à ces dates porte intérêt au taux légal en vigueur.

La société SUEZ Eau France procède à l'ouverture d'un compte dédié à cette convention permettant à La société AGUR de contrôler le produit des redevances.

La société SUEZ Eau France tient à disposition de La société AGUR toutes pièces justificatives dont celle-ci désirerait prendre connaissance pour constater le bien-fondé de l'établissement du décompte annuel et en particulier les bordereaux de débit et les états d'encaissement.

Article 5 : Impayés, recouvrement et instruction des litiges

En aucun cas, la société SUEZ Eau France ne peut être tenue pour responsable vis à vis de la société AGUR du non-paiement des redevances d'assainissement collectif.

Après avoir utilisé des moyens mis à sa disposition par le règlement sur le service de l'eau, à l'exclusion des procédures contentieuses, la société SUEZ Eau France établit et adresse à la société AGUR un état des redevances mises en recouvrement depuis plus de trois mois et non recouvrées. En cas de paiement partiel, sauf demande spécifique du client, le montant du règlement est imputé au prorata des redevances facturées. Il appartient à la société SUEZ Eau France d'appliquer, concernant les redevances, les mesures prévues à l'article R 2224-19-9 du CGCT. Si la société SUEZ Eau France parvient à encaisser ultérieurement une somme figurant à cet état des impayés, elle doit en informer la société AGUR dans le mois de l'encaissement. Les sommes ainsi encaissées avec retard ainsi que les pénalités éventuelles prévues par la

réglementation, sont ajoutées par la société SUEZ Eau France au versement du décompte suivant et font l'objet d'une ligne spéciale sur l'état global correspondant.

Toutes les réclamations ou demandes d'explications relatives au service de l'assainissement collectif présentées par les clients sont instruites et traitées par la société AGUR. En cas de réception d'une réclamation de ce type par la société SUEZ Eau France, celle-ci informe le client des coordonnées de la société AGUR et transmet sans délai à la société AGUR toutes les correspondances relatives au service de l'assainissement collectif (demandes d'informations, réclamations, contestations...) qui lui sont le cas échéant adressées.

La société AGUR garantit la société SUEZ Eau France contre tout recours qui serait exercé à son encontre par des clients du service de l'assainissement collectif, à l'exception d'un manquement de la société SUEZ Eau France aux obligations qui lui incombent au titre de la présente convention.

Article 6 : Rémunération de la société SUEZ Eau France

Les tâches relatives au recouvrement des redevances d'assainissement collectif incombant à la société SUEZ Eau France en application de la présente convention sont rémunérées par la société AGUR à raison de :

1,50 €HT par facture portant perception des redevances assainissement collectif, en valeur de base hors taxes au 1^{er} Janvier 2022.

Les prix à appliquer à chaque facturation sont obtenus en multipliant ce tarif de base par le coefficient P donné par la formule définie ci-après :

$$P = P_0 \times (K = 0,10 + 0,90 (ICHT-E / ICHT-E_0))$$

Dans laquelle :

P = prix d'application calculé à partir des valeurs des paramètres définis ci-dessous, en vigueur au 1^{er} janvier de l'année en cours.

P₀ = prix de base au 1^{er} janvier 2022

ICHT-E = Indice du coût horaire du travail, tous salariés, charges salariales (avec effet CICE)

ICHT-E₀ = valeur de l'indice publié en juin 2021 : 122.8

La société SUEZ Eau France adresse à la société AGUR, en même temps que le versement du solde des redevances recouvrées, une facture établie sur cette base.

Article 7 : Dispositions diverses

Les signataires de la présente convention s'engagent à procéder aux déclarations et informations requises dans le cadre de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Chacun des signataires se réserve la possibilité de vérifier auprès de l'autre que ces obligations ont bien été remplies.

Article 8 : Durée et entrée en vigueur

La présente convention prend effet le jour de sa signature.

Elle cesse de plein droit de s'appliquer, à l'exception des dispositions concernant le reversement des sommes encaissées et la remise de l'état des redevances mises en recouvrement depuis plus de trois mois et non recouvrées

- après la dernière facturation au titre du contrat de délégation du service public de l'eau potable qui lie la société SUEZ Eau France avec la commission territoriale des eaux de Vélines,
- ou en cas de modification réglementaire des conditions actuelles de recouvrement des redevances d'assainissement collectif.

Fait en deux exemplaires originaux.

A, Villefranche de Lonchat, le

Pour la collectivité

Pour la société SUEZ Eau France

Pour la société AGUR